

مذاهب من رايه

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16432 - 7,50 F

MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INITIATIVES

- Toute entreprise est mortelle
- Emploi : 26 pages d'annonces classées



Les Etats-Unis s'alarment de la crise japonaise

- Bill Clinton somme le Japon, premier banquier du monde, de tout faire pour mettre fin à la crise en Asie ● Washington redoute que les financiers nippons ne retirent leurs placements aux Etats-Unis ● La Bourse de Tokyo a perdu plus de 5 %, mardi



Barbara est morte

LA CHANTEUSE Barbara est morte dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 novembre, à l'Hôpital américain de Paris (Neuilly-sur-Seine), des suites d'un choc toxique. Elle avait été transportée quelques heures auparavant dans l'établissement hospitalier par les sapeurs-pompiers de Claye-Souilly (Seine-et-Marne), la localité voisine de Précy-sur-Marne, où elle résidait depuis une vingtaine d'années. Elle était âgée de soixante-sept ans.

L'une des grandes figures de la chanson française, Barbara avait débuté à L'Ecluse, un cabaret parisien, avant d'acquiescer une célébrité internationale.

Lire page 29

Les 35 heures

Le gouvernement veut étendre la réduction de la durée du travail aux transports urbains. p. 8

Betteraves : la récolte du siècle

En termes de richesse en sucre comme en quantité, la récolte française de betteraves 1997-1998 va battre des records. p. 13

Les succès de l'apprentissage

Les jeunes se disent satisfaits de l'apprentissage, selon une enquête de la CDDP, mais critiquent leurs conditions de travail. p. 10

L'« affirmative action » américaine

Les partisans de la politique de traitement préférentiel des minorités ethniques renouent à porter un différend devant la Cour suprême. p. 6

Table et plume

Du gâteau au chocolat désiré par Sade au lapin sauté de Colette, Jean-Pierre Quélain parcourt l'agenda des Lettres gourmandes. p. 27

La violence urbaine en débat

Deux points de vue sur l'action citoyenne contre l'insécurité en France et aux Etats-Unis. p. 18

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine, 100 F CFA; Danemark, 18 DKK; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 480 DR; Irlande, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Suède, 20 F S; Suisse, 20 F S; Taiwan, 120 N; USA, 1 \$; USA (internat), 2,50 \$.

M 0147 - 1126 - 7,50 F



Conte de Noël

Et alors que le petit Nikkeï se réveille à la mi-sonnée, tous les vilains courtiers ne consacraient en l'honneur dernière aux un, passif non consolidé. C'était la panique !



320 milliards de dollars (environ 1 900 milliards de francs).

A Vancouver, Bill Clinton a sommé le Japon de prendre des mesures énergiques pour mettre fin à la crise en Asie. Au premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, il a demandé de procéder dans l'urgence à une « revitalisation de l'économie japonaise » qui « aiderait l'Asie et serait un moteur pour l'économie mondiale ». Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, a appelé à des mesures courageuses, voire douloureuses, car « la tourmente ne sera pas calmée par de beaux discours ».

Au Japon, on craint que le remède nécessaire pour sauver le système financier nippon ne se traduise par une nouvelle détérioration des finances de l'Etat, au moment où le gouvernement s'efforce de les assainir. En laissant filer le yen, le Japon contribuerait à creuser le déficit commercial américain et à exacerber les tensions entre Washington et Tokyo.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 16

La chute du chou chinois, ex-chouchou des Pékinois

PEKIN

de notre correspondant
Mao et ses compères communistes avaient fait du chou l'équivalent pékinois de la poule du dimanche qui servait de programme politique à Henri IV. Ils reprenaient à une idée qui prévalait à Pékin deux siècles plus tôt, lorsque la ville était devenue capitale d'un immense empire.

Pendant tout le règne de Deng Xiaoping, la tradition fut maintenue : le 1^{er} novembre, la ville était littéralement inondée de choux, achetés à bon prix par les autorités aux paysans des environs, apportés par camions par les services municipaux, méticuleusement entassés en montagnes aux grands carrefours et vendus à un prix quasi symbolique aux citadins dont le libre choix s'exerçait, en fonction du revenu de chacun, sur la qualité des crucifères.

On en faisait provision pour tout l'hiver (par dizaines, voire par centaines de kilogrammes), on le suspendait à la fenêtre du logis, laissant au climat septentrional le soin de le préserver. Et le

gouvernement pouvait se réjouir d'épargner ainsi à la population de sa capitale - chouchoutée, si l'on peut dire - les affres de la faim (même quand, ailleurs dans le pays, c'était la famine).

Deng Xiaoping est mort et, sans que l'on puisse affirmer qu'il y ait rapport de cause à effet, Pékin n'est plus dans Pékin, tout au moins en ce qui concerne le chou. Cette année, les autorités ont décidé de mettre fin à un système d'inspiration collectiviste qui leur coûtait plusieurs dizaines de millions de francs par an pour satisfaire les uns (paysans) et les autres (citadins).

Ce sont désormais les détaillants qui s'approvisionnent, contraints de vendre au prix de la demande. Et celle-ci, les habitudes de luxe relatif aidant à diversifier l'ordinaire alimentaire, pousse les prix à la hausse. Résultats : il y a fort peu de choux aux carrefours mais de la grogne rurale dans l'air, si l'on en croit la presse officielle qui s'en fait elle-même l'écho. Comme par

hasard, ces échos viennent de milieux conservateurs inquiets des déséquilibres résultant de la transition vers l'économie de marché.

Le caractère politiquement sensible du chou s'était déjà manifesté au lendemain de la crise de Tiananmen, en 1989, quand les autorités avaient exhorté les paysans à accroître leur production dudit légume en espérant se concilier les petites gens. Le bon peuple de Pékin avait fait la moue, mécontent qu'on tentât de l'acheter à si vil prix, lui qui prenait goût à des légumes plus fins.

Du coup, le maire de Pékin, Chen Xitong, avait poussé une colère publique et invité la population à faire acte de « patriotisme » en consommant du chou subventionné. M. Chen est aujourd'hui en prison pour corruption, et le « chou patriotique » a rejoint le rayon des souvenirs liés au communisme. L'ère post-Deng s'ouvre à son tour sur des symboles.

Francis Deron

La Terre se réchauffe

Les scientifiques sont désormais convaincus que le climat va changer

En cent ans, la température augmentera plus vite qu'en dix mille ans

Les modes de transport et de production en accusation

Des conséquences négatives sur la planète et ses habitants

Lire notre enquête pages 14 et 15

La nationalité en débat

LES DÉPUTÉS commencent, mercredi 26 novembre, l'examen du projet de réforme des lois sur la nationalité. Retour partiel aux dispositions antérieures à la loi votée en 1993, le texte propose de rétablir l'accès de plein droit à la nationalité à leur majorité, pour les jeunes nés en France de parents étrangers. Mais il ne restaure pas le droit pour les parents d'obtenir cette nationalité pour leurs enfants mineurs. La droite le combat, lui reprochant de supprimer l'existence d'une « manifestation de volonté » introduite en 1993, tandis que les écologistes, des communistes et certains socialistes le jugent trop timide.

Lire page 7

Paribas grossit



ANDRÉ LÉVY-LANG

ALORS QUE le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, se préoccupe de la fragilité des banques françaises, trop petites face à leurs concurrents étrangers, Paribas a choisi de grossir pour se protéger. La compagnie présidée par André Lévy-Lang se prépare à investir 25 milliards de francs pour être seul maître à bord de ses filiales, la Compagnie bancaire et le Cetelem.

Lire page 20

Les bégaiements du procès Papon

ULTIME CONTRATEMPS ou progressif enlèvement ? L'annonce, lundi 24 novembre, d'un nouveau report prévisible d'une semaine de la reprise du procès de Maurice Papon plonge une fois de plus dans la perplexité. Suspendue au fil tenu de la santé de l'accusé, actuellement hospitalisé à l'hôpital Haut-Lévêque de Pessac (Gironde), la poursuite de l'audience de ce procès-fléuve est désormais liée à la date que voudra bien fixer, mercredi 26, le professeur René Pariente, chef du service de pneumologie de l'hôpital Beaujon, à Paris, et désormais expert judiciaire attitré au chevet de Maurice Papon.

Engagé il y a maintenant plus d'un mois et demi, ce procès hors-normes stagne depuis le vendredi 14 novembre, date à laquelle les débats ont été prématurément suspendus par le président Jean-Louis Castagnède en raison d'un malaise de l'accusé. Est-ce d'ailleurs encore un procès ? Jamais débats n'ont paru aussi bachelés, décousus. Jamais audience n'a semblé aussi démesurée, tentaculaire, touchant à la mémoire, à l'histoire, à l'humain. Jamais verdict d'assises n'a paru si lointain. Prévue initialement pour Noël,

l'issue de l'audience, qui n'a toujours pas abordé l'examen des faits, a été une première fois repoussée à janvier, alors que le procès, fin octobre, était suspendu pour une semaine. Puis, médicalement constatée, l'aggravation de la pneumopathie de Maurice Papon a engendré un nouveau report de l'échéance à février, voire, pour les plus pessimistes, aux eaux de mars. Certains voient même dans ces retards accumulés la marque indélébile d'un procès sans fin.

Englué dans ses problèmes de calendrier, le procès Papon fait effectivement aujourd'hui figure de procès impossible. A seize années d'affaires ruminées par la presse et instruites par une justice honteusement succédée l'un des plus longs feuilletons d'assises jamais écrits en France après guerre.

Le procès de Klaus Barbie avait duré un peu moins de huit semaines, celui de Paul Touvier six semaines. Pour Maurice Papon, sept semaines de débats ne sont venues à bout que d'un tiers des audiences prévues.

Jean-Michel Dumay

Lire la suite page 16

NOUVEAU CHRONOGRAPHE BOUCHERON... ... VOTRE TEMPS EST PRÉCIEUX



B
BOUCHERON
PARIS

Paris : 26, place Vendôme
78, rue des Saints-Pères - 134, avenue Victor Hugo
Cannes : 17, la Croisette

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

MARCHÉS La Bourse de Tokyo a coté mardi 25 novembre en baisse de 5,1 %, ébranlée par la banque route du courtier Yamaichi Securities. Le plongeon de la Bourse de Tokyo

s'est accompagné de fortes turbulences sur le marché des devises. La monnaie japonaise a atteint son cours le plus faible depuis cinq ans face au billet vert. Toutes les Bourses mon-

diales, y compris Wall Street, ont enregistré une tendance négative lundi. **LE RISQUE** serait que le Japon ne soit plus en mesure de jouer son rôle de premier banquier du monde, et en

particulier que ses institutions financières procèdent à un retrait massif de leurs placements en obligations américaines. **A VANCOUVER**, où se tient le forum de coopération Asie-

Pacifique, les Etats-Unis ont exhorté leurs partenaires asiatiques à prendre d'urgence les mesures d'assainissement financier qui s'imposent. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Le Japon est sommé d'enrayer la propagation de la crise financière

Après la faillite du courtier Yamaichi, la Bourse de Tokyo a enregistré mardi une baisse de plus de 5 %. Les faiblesses de l'économie nipponne aggravent la tourmente financière en Asie et pourraient aussi affecter le reste du monde

LA CRISE FINANCIÈRE s'aggrave en Asie. Après la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, Hongkong et la Corée du Sud, c'est maintenant le Japon, la première puissance économique de la région et la deuxième du monde après celle des Etats-Unis, qui se retrouve au cœur de la tempête. La Bourse de Tokyo a terminé la séance du mardi 25 novembre en forte baisse (-5,1 %). Les investisseurs ont très mal réagi à l'annonce, la veille, de la liquidation du courtier Yamaichi, l'un des établissements financiers les plus prestigieux du pays. Ils redoutent un jeu de dominos, une faillite en chaîne des établissements de crédit nippons et une fragilisation de l'ensemble du système financier mondial.

Le plongeon de la Bourse de Tokyo, mardi, contraste avec son envolée (+7,9 %) observée il y a une semaine après l'annonce de la fermeture de la banque Hokkaido Tokai. Les investisseurs avaient alors eu le sentiment que le gouvernement japonais, après plusieurs années de tergiversations et de ma-

noeuvres obscures pour tenter de régler les difficultés des banques du pays, se décidait enfin à agir de façon énergique et transparente. Mais avec la faillite du courtier Yamaichi, les investisseurs se disent que la crise prend une telle ampleur que les pouvoirs publics auront du mal à y faire face. Ils craignent surtout que l'utilisation massive de fonds publics pour protéger les épargnants des faillites bancaires ne provoque une nouvelle détérioration des finances de l'Etat, finances que le gouvernement s'efforçait, depuis le début de l'année, d'assainir. Ils redoutent un gonflement de la dette publique, qui représente 90 % du produit intérieur brut, bien au-delà du critère de 60 % fixé en Europe par le traité de Maastricht.

Cette détérioration budgétaire inquiète d'autant plus les investisseurs qu'elle intervient dans un contexte économique global très difficile. Le ministre nippon des finances vient officiellement de reconnaître que l'économie est « à l'arrêt », victime de la faiblesse de la consommation. Aucune améliora-

tion n'est prévue. Au contraire, le ralentissement de la croissance attendu en Asie du Sud-Est à la suite de la crise monétaire et boursière bandicaperait gravement les exportations des sociétés japonaises vers cette région.

Pour sortir de l'impasse financière et économique, les marges de manoeuvre du gouvernement japonais apparaissent très limitées. L'arme budgétaire est tout entière mobilisée pour sauver le système bancaire, tandis que le taux d'es-

compte de la Banque du Japon se situe à un niveau historiquement très bas : fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995, il est difficile de le baisser davantage.

BRAS DE FER

Le seul moyen restant à la disposition des pouvoirs publics japonais, estiment les analystes, serait de laisser filer le yen face au dollar. Sa dévaluation redonnerait de la compétitivité aux entreprises nippones sur les marchés mondiaux,

notamment en Asie du Sud-Est, où les monnaies se sont fortement dépréciées depuis l'été, et redonnerait ainsi de l'oxygène à l'ensemble de l'économie japonaise.

Mais les analystes ne croient pas que la Maison Blanche soit disposée à tolérer une baisse prononcée du yen : depuis plusieurs mois, Washington met en garde Tokyo contre le gonflement de l'excédent commercial du Japon vis-à-vis des Etats-Unis (+55,6 % au cours des dix premiers mois de 1997). Certains experts vont plus loin : ils pensent que les Etats-Unis - à condition bien sûr que la crise bancaire nipponne ne mette pas directement en péril leur propre système financier - ne sont pas mécontents des malheurs actuels du Japon. La Maison Blanche peut espérer que la crise va enfin contraindre le gouvernement japonais à engager des réformes en profondeur de son économie, en particulier ouvrir son marché aux produits étrangers.

Les économistes n'excluent pas, dans ce contexte, un prochain bras de fer entre Washington et Tokyo

sur la parité dollar-yen. Le Japon n'est pas dépourvu de munitions. Les investisseurs nippons détiennent 10 % (320 milliards de dollars) du stock des emprunts du Trésor américain. S'ils choisissaient de s'en débarrasser, il en résulterait une remontée brutale des taux d'intérêt aux Etats-Unis, capable de donner un coup d'arrêt à l'expansion économique et de faire plonger Wall Street. La menace n'est pas purement théorique. Au mois de juin, le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, avait demandé aux « autorités américaines de surveiller davantage les fluctuations du change afin que les Japonais ne soient pas tentés d'échanger les bons du Trésor pour de l'or ». Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, lui avait aussitôt rétorqué que « les liquidités sont tellement abondantes aux Etats-Unis que même si un pays décidait de liquider des obligations du Trésor américain, [leurs] marchés pourraient absorber ce choc ».

Pierre-Antoine Delhommais

Le scénario qui fait peur au monde de l'économie et de la finance

LE PREMIER créancier de la planète, celui qui finance sans compter depuis des années le déficit de la balance des paiements américaine, va-t-il pouvoir continuer à jouer ce rôle avec une économie malade, rongée par les mauvaises créances et un système financier exsangue ? Le scénario catastrophe serait que les institutions financières nippones procèdent à un retrait massif de leurs placements en obligations américaines.

Cette crainte du risque systémique existe depuis novembre 1989, depuis l'éclatement de la bulle spéculative immobilière et boursière. La finance de la deuxième économie du monde ne s'en est toujours pas remise. Les créances douteuses s'élèvent aujourd'hui encore dans les bilans des établissements de crédit à une somme comprise entre 1 400 milliards de francs pour les estimations officielles et 2 700 milliards pour les évaluations officieuses. Ce que les banques thaïlandaises ou coréennes connaissent depuis plusieurs mois, le Japon le vit depuis huit ans à petit feu : le sommet historique de l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a été atteint en novembre 1989 à plus

de 39 000 points. Le Nikkei se traîne aujourd'hui à moins de 16 000 points.

Pourtant, le Japon reste de loin le premier banquier du monde. Un paradoxe qui fait de ce pays le plus grand détenteur de titres émis par le Trésor américain avec 320 milliards de dollars (1 900 milliards de francs). « Mais plus l'assise des institutions financières japonaises est érodée, plus il risque de leur devenir nécessaire de réaliser une partie de leurs placements à l'étranger », avertit Christopher Wood, économiste chez Peregine. Et le système financier nippon se porte de plus en plus mal.

La crise financière généralisée en Asie du Sud-Est a mis à nu ses faiblesses. Les banques japonaises sont les plus engagées dans la région avec dans leurs comptes près de 120 milliards de dollars de créances. Du coup, les conditions de refinancement à l'étranger des établissements japonais se dégradent depuis plusieurs semaines, ce qui les affaiblit un peu plus. La baisse de la Bourse de Tokyo (de 18 % depuis le début de l'année) alimentée par la crise en Asie et par la chute des valeurs financières est potentiellement encore plus dange-

reuse. La comptabilité japonaise est ainsi faite qu'elle permet aux banques d'intégrer dans leurs fonds propres une partie des plus-values potentielles de leur portefeuille boursier. Un système pratique pour absorber une masse de créances douteuses... tant que la Bourse se porte bien. A moins de 16 000 points pour le Nikkei, un tiers au moins des vingt premières banques afficheront des pertes, et l'indice a terminé mardi 25 novembre à 15 867 points.

Enfin, la faiblesse de la Bourse représente aussi une menace pour les compagnies d'assurance, les plus grands investisseurs institutionnels du monde. Depuis le début de l'année fiscale (avril 1997), le rendement moyen de leurs placements atteint à peine 2,9 % en rythme annuel. Elles sont tenues par contrat de donner 4,7 % à leurs clients retraités. Si les taux obligataires restent inférieurs à 2 % et si la Bourse ne se reprend pas, elles sont condamnées à réaliser des plus-values qui pour l'essentiel proviendront de leur portefeuille de titres du Trésor américain. Le risque de système se trouve là.

Eric Leser

Un test pour les capacités d'intervention du FMI

LE FONDS monétaire international a-t-il encore les moyens de jouer son rôle ? Jamais dans son histoire, l'institution de Bretton Woods n'a fait l'objet de tant de sollicitations. Le montant total des opérations de crédit qu'elle est en train de mettre en place en Asie atteint des niveaux exceptionnels, 17 milliards de dollars pour la Thaïlande ; 33 milliards pour l'Indonésie ; sans doute 20 milliards pour la Corée du Sud... On dépasse nettement le « paquet » mexicain, qui avait été de 50 milliards de dollars fin 1994-début 1995.

Les missions du Fonds sont plus que jamais considérées comme indispensables, même si c'est souvent à contrecoeur que des pays en difficulté, comme la Corée, abandonnent une part de leur souveraineté et s'en remettent à lui pour résoudre leurs problèmes de liquidité et rétablir la confiance des investisseurs. Le FMI a-t-il cependant les ressources nécessaires à son action ? Les dirigeants du FMI plaident régulièrement, face aux crises qui se multiplient dans le contexte de la mondialisation, pour un doublement des ressources dont ils disposent. Celles-ci sont constituées de réserves en devises fortes mises en commun par les 181 pays membres. Lors de la dernière réunion annuelle du FMI, à Hongkong, en septembre dernier, les pays membres ont accepté le principe d'une augmentation de 45 % de leurs quotes-parts (voir *Le Monde* du 23 septembre). Les fonds propres du FMI, qui lui permettent d'octroyer des crédits, sont donc en augmentation. Mais c'est seulement à partir de 1998 que le Fonds disposera de fonds propres renforcés - ses statuts lui permettent d'emprunter l'équivalent de 60 % de cet ensemble de quotes-parts (actuellement de 200 milliards de dollars).

Dans l'immédiat, les ressources disponibles du Fonds sont, selon ses responsables interrogés à Washington, de « 50 milliards de dollars ». Cette somme s'entend une fois déduites les opérations thaïlandaises et indonésiennes. Autrement dit, les ressources financières du Fonds ne sont pas illimitées. Certes, le Fonds peut prêter des sommes elles-mêmes empruntées sur le marché, et surtout faire appel à des prêteurs associés pour boucler ses opérations. Par ailleurs, l'adoption de nouvelles facilités financières pour le FMI fait en ce moment même l'objet de difficiles procédures de ratification, notamment au Congrès américain.

CRITIQUES RÉTÉRÉES

Aux Etats-Unis, le rôle du FMI fait l'objet de critiques réitérées. « Au bout du compte, c'est l'argent du contribuable que le Fonds engage dans ces opérations de secours », selon un récent commentaire du *Wall Street Journal*, qui constate que le Fonds, qui intervient au coup par coup sans approche d'ensemble, n'a pas réussi à stopper la réaction en chaîne des marchés d'Asie. Côté européen, on se veut plus conciliant : « Les emprunteurs remboursent toujours le Fonds. Le contribuable français n'aura rien à payer pour sauver l'Indonésie ou la Corée », entend-on dire du côté de Bercy. Mais il est clair qu'avec la Corée, le Fonds est arrivé au bout de ses capacités d'intervention. Le Brésil vient d'ores et déjà d'annoncer qu'il n'aurait pas recours à son aide. « Le Fonds ne peut rien, surtout, pour le Japon. C'est désormais au G7 d'intervenir », souligne Christian de Boissieu, professeur à Paris-1.

L. D.

Le sommet de l'APEC choisit la méthode Coué

VANCOUVER

Les dix-huit chefs d'Etat et de gouvernement de l'APEC (le Forum de coopération Asie-Pacifique) réunis au Canada, dans la capitale de la Colombie-Britannique, ont été confrontés au plus épineux des défis : comment traiter la crise asiatique et enrayer l'effet de dominos menaçant de se propager à d'autres continents ?

La voie choisie lors du sommet de Vancouver aura beaucoup emprunté à la méthode Coué, tout en confirmant que la poursuite du libre-échange est la seule option possible. Décliné par Bill Clinton, Jean Chrétien et Ryutaro Hashimoto, les premiers ministres du Canada et du Japon, le mot d'ordre de Vancouver est que, au-delà de leurs difficultés conjoncturelles, les pays de la région Asie-Pacifique ne sont pas à la veille d'une récession, dans la mesure où leurs économies sont fondamentalement saines.

Cet exercice de dédramatisation est apparu à la fois urgent et tardif. Depuis quarante-huit heures, les propos rassurants des responsables politiques semblaient prendre systématiquement du retard sur les événements et les réactions des marchés financiers. Le président américain qui, dimanche, comparait la tourmente financière asiatique à « quelques « pépins techniques » sur la

route de la croissance », a corrigé lundi ses propos, soulignant la gravité de la crise et ses conséquences économiques globales, en particulier pour les Etats-Unis.

De même, le porte-parole de M. Hashimoto n'a pas répété ses propos rassurants de la veille. La faillite de Yamaichi Securities (lire page 3), quatrième maison de titres japonaise, a rendu le gouvernement de Tokyo plus circonspect. Washington espère que la liquidation de Yamaichi s'effectuera « en douceur », a indiqué Lawrence Summers, secrétaire adjoint au Trésor. Les responsables américains sont venus à l'aide de M. Hashimoto, lequel s'est efforcé de conjurer le pessimisme des Cassandre en soulignant que les problèmes du Japon n'ont pas grand-chose en commun avec la crise financière et monétaire asiatique.

La détermination avec laquelle le Japon corrigera les déviations et les faiblesses structurelles de sa propre économie aura un effet « crucial » sur la situation de ses partenaires, ont insisté plusieurs porte-parole de l'administration Clinton. A Vancouver, le contraste est parfois frappant entre les discours rassurants et les propos volontairement alarmistes. Jean Chrétien avait choisi le registre de l'optimisme. Résumant ses entretiens bilatéraux, il a indiqué : « Je leur ai posé la question à tous :

« Voyez-vous une récession dans votre pays ? » Ils ont tous répondu « non ». » Pour le premier ministre canadien, les dévaluations qui se produisent dans les pays asiatiques vont même permettre une « sortie de crise » plus rapide. C'est bien ce qui inquiète les Etats-Unis, dont plus d'un tiers des exportations sont absorbées par l'Asie. En raison de la récession asiatique, les exportations américaines vont chuter, alors que les exportations des pays asiatiques vont devenir plus compétitives sur le marché américain.

LA RELATION NIPPO-AMÉRICAINE

Dans ces conditions, il n'est pas exclu que le déficit commercial des Etats-Unis passe de 115 milliards de dollars en 1996 à 150 milliards en 1997, voire à 250 milliards de dollars en 1999. Au cours de leurs entretiens avec les responsables japonais, Bill Clinton et Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, ont une nouvelle fois insisté sur le danger de voir l'ensemble de la relation nippo-américaine sérieusement affectée par l'aggravation du déficit commercial bilatéral, et ils ont insisté auprès de M. Hashimoto pour que celui-ci accentue la dérégulation de l'économie nipponne et favorise la relance de la croissance économique japonaise par une augmentation de la demande intérieure.

Laurent Zecchini

REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES

- En 2^e année de DEUG, DUT, BTS
ECOLE DE COMMERCE : ESC Lyon
"Tremplin", "Profilis", "Passerelle"...
- En année de Licence
ECOLE DE COMMERCE :
HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon,
"Tremplin 2", "Profilis 2", "Passerelle 2"
SCIENCES-PO
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ)
- En année de Maîtrise
ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF

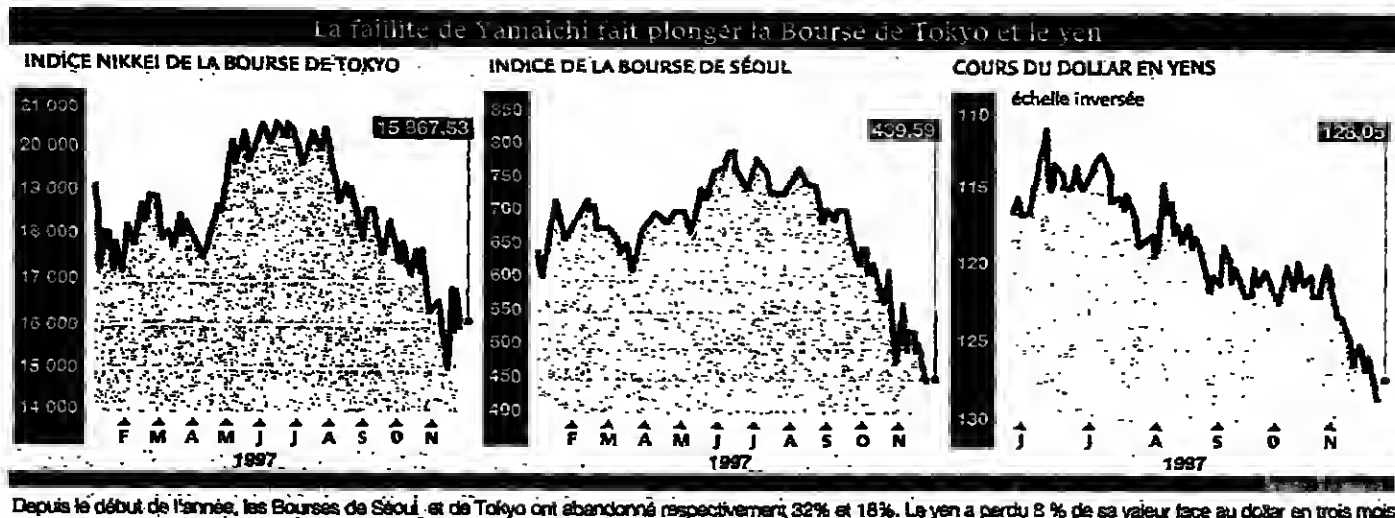
IPESUP

18, rue du Clos Marteau 75004 Paris
01 43 25 61 30 - 01 43 25 61 31

مركزاً من راحل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997 / 3



Nouvelles interrogations sur la croissance en Europe

LES DIRIGEANTS européens continuent de penser que l'actuelle instabilité des marchés financiers asiatiques n'aura qu'un impact mineur sur les économies du continent. Les arguments avancés sont essentiellement d'ordre commercial: la part de l'Asie dans la géographie des échanges de l'Europe est moins importante que dans celle des États-Unis. En incluant le Japon, l'Asie compte pour un peu plus de 7% des exportations de l'Union européenne, alors que ce chiffre atteint plus de 26% pour les États-Unis, selon les chiffres de l'OCDE.

Un porte-parole de la Commission européenne, interrogé lundi 24 novembre à Bruxelles par l'AFP, a ainsi expliqué que « la reprise économique en Europe est maintenant entraînée par la demande interne, qui a remplacé la demande externe comme principal moteur de croissance ». S'exprimant il y a quelques jours à Vancouver, à la veille du sommet de l'APEC, le commissaire européen chargé du commerce, Sir Leon Brittan, expli-

quait que la crise asiatique « pourrait entraîner une légère révision à la baisse des perspectives de croissance en Europe (...) tant que la situation demeure sous contrôle ». Même analyse à Paris, où l'on maintient une prévision de 3% de croissance pour la France en 1998.

BAISSE DES EXPORTATIONS
Malgré tout, les dimensions coréenne et surtout japonaise des événements nourrissent en sous-main de nouvelles interrogations sur les perspectives de l'activité en Europe. Alors que l'OCDE estimait, il y a deux semaines, que les Quinze ne subiraient qu'une perte de 0,1 à 0,2% de croissance en 1997 et 1998, des pronostics plus pessimistes sont avancés aujourd'hui. Chaque « domino » supplémentaire qui tombe ajoute aux craintes: hier l'Indonésie, aujourd'hui la Corée du Sud et surtout le Japon, demain le Brésil? Pour la France, les prévisions de la Caisse des dépôts et consignations sont de 2,5% pour 1998 (voir *Le Monde* du 30 octobre). Même pro-

nostic à l'Institut Rexcode, proche des entreprises. On est nettement en dessous des 3% sur lesquels le gouvernement français parle pour asseoir la crédibilité politique de ses choix.

Les effets commerciaux de la crise, avec la baisse prévisible des exportations européennes vers l'Asie, demeurent un vrai objet de préoccupation. La crise asiatique débouche sur un renforcement de la concurrence mondiale. Cet aspect devrait coïncider à lui seul un demi-point de croissance à l'Europe selon les calculs de la Caisse des dépôts. Mais une autre perspective autrement plus dangereuse se profile à l'horizon: c'est celle qui porte sur l'évolution des taux d'intérêt à long terme dans le monde. Ces derniers, dont l'impact sur l'activité est fondamental (70% du financement des entreprises en France passent par l'emprunt à long terme), pourraient être entraînés à la hausse en raison de la crise asiatique, et donc menacer le rythme de la reprise en Europe.

Quel serait le scénario du pire?

Les banques et surtout les compagnies d'assurances japonaises, obligées de compenser leurs pertes domestiques, pourraient se voir dans l'obligation de vendre des Bons du Trésor américains, qu'elles possèdent en grande quantité. Les taux à long terme américains, mécaniquement, seraient tirés à la hausse, avec un effet d'entraînement en Europe. « Si l'hypothèse d'une hausse de 100 points de base des taux longs américains devait se réaliser, cela signifierait un à deux points d'immersion en moins en France, et une croissance de 2,2% au lieu de 2,5% », souligne Patrick Artus, chef des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations.

Les Américains, qui ne veulent pas dramatiser, restent relativement optimistes: la croissance aux États-Unis devrait, certes, ralentir un peu en 1998, mais tourner tout de même autour de 2,8% (contre 3,8% en 1997), selon les chiffres publiés lundi par l'OCDE.

Lucas Delattre

Comment enrayer la crise de confiance en la « maison Japon » ?

TOKYO
de notre correspondant
S'il ne s'agit pas, comme dans le cas de la Thaïlande ou de la Corée, de la banqueroute, d'un

ANALYSE
Le discrédit des dirigeants japonais pourrait se refléter sur les marchés

système financier, la liquidation de Yamaichi, quatrième des grandes maisons de titres japonaises, n'en est pas moins ressentie comme un séisme dans l'archipel. Centenaire, le courtier était l'un des plus prestigieux organismes financiers du pays, bien que depuis longtemps l'un des plus fragiles. Plus encore que par son ampleur - c'est la plus importante banqueroute d'un établissement financier depuis la guerre -, l'affaire Yamaichi est choquante par les dessous qu'elle révèle. Elle est aussi vivement ressentie dans le reste de l'Asie, qui espérait du Japon, seconde puissance économique mondiale et source majeure de liquidités pour la région, une aide dans la crise financière qu'elle traverse. Or, cette treizième faillite d'un organisme financier depuis 1994 (et la troisième en l'espace d'un mois) confirme - s'il en était besoin - la gravité de la crise financière japonaise.

Survenue juste après la demande d'assistance de la Corée au Fonds monétaire international, la mise en liquidation de Yamaichi pourrait aviver les craintes d'un « risque systémique » japonais: une déstabilisation générale des marchés conduisant les organismes financiers nippons à liquider leurs actifs à l'étranger, en particulier les bons du Trésor

américains, dont ils sont les plus gros détenteurs. Peu d'analystes retiennent, pour l'instant, ce scénario catastrophique. Car l'affaire Yamaichi peut aussi être perçue comme le cas-test d'une évolution, douloureuse mais à terme salutaire, du système financier nippon. Il y a un an, une telle banqueroute était inimaginable. « Elle symbolise la fin d'une ère de régulation du marché financier par les autorités », écrit le quotidien *Asahi*.

La mise en liquidation de Yamaichi est révélatrice d'un changement d'attitude de l'administration. La dérégulation des marchés, lancée par le premier ministre Hashimoto au début de l'année (le « Big-bang » nippon) entraîne dans les faits. Le ministère des finances, qui s'était jusqu'à présent employé à tamponner les plaies en faisant reprendre les établissements en difficulté par des entreprises plus saines, semble désormais accepter les lois du marché qui ont « mis à mort » Yamaichi.

FINANCEMENTS SPÉCIAUX
Rejetée par les banques auxquelles elle demandait leur aide, Yamaichi a été « likée » par les autorités financières. Au lendemain de la récession de 1965, déjà en difficulté, le courtier avait obtenu des financements spéciaux de la Banque du Japon. « Cette époque est révolue », écrit le *Nihon keizai*, quotidien des milieux d'affaires. Après les faillites au début du mois de la maison de titres de taille moyenne Sanyo et de la banque Hokkaido Tokai-boku, Yamaichi est la première grande victime du « Big-bang » qui va accentuer la concurrence entre les banques et les courtiers, entre firmes locales et firmes étrangères.

La déconfiture de Yamaichi ag-

graverait-elle durablement la perte de confiance et donc la confusion sur les marchés financiers, ou bien aura-t-elle finalement un effet bénéfique? La réaction, jusqu'à présent normale et attendue (-5% à Kabutocho mardi) compte tenu des incertitudes, dépeindra largement de la capacité du gouvernement à montrer sa détermination à poursuivre la libéralisation et la stabilisation des marchés.

SOCIÉTÉS-ÉCRANS
Les autorités sont prêtes à injecter dans le marché « toutes les liquidités nécessaires ». « Ce n'est là qu'un palliatif », écrit le *Nihon keizai*, qui appelle à une réforme radicale du système de surveillance par les autorités des marchés financiers. A quel sert de parler de transparence lorsqu'on ne peut pas croire les informations qui sont fournies? poursuit le quotidien des milieux d'affaires, qui stigmatise le « discrédit » du système financier nippon.

Les autorités ont leur part de responsabilité dans l'affaire Yamaichi. Ni le ministère des finances ni la Banque du Japon n'ont décelé les illégalités auxquelles recourait la maison de titres pour dissimuler ses pertes, bien qu'elles aient été de notoriété publique. Yamaichi procédait à des reports de perte d'un client sur un autre (pratique du *tabashi*: la « poussette »). Ces opérations de compensation se sont soldées par des dettes de 260 milliards de yens qui ne figuraient pas dans sa comptabilité mais avaient été imputées à des sociétés-écrans dans les paradis fiscaux des Caraïbes. Les autorités ont fait preuve du même laxisme dans un autre scandale: les paiements par Yamaichi des racketteurs financiers (*sokaiyo*) qui ont

entraîné l'arrestation en septembre de son ex-président et de cinq dirigeants.

Si la presse est favorable à la mise en place d'un système destiné à préserver les intérêts des clients de Yamaichi en recourant aux fonds publics afin de remédier aux inquiétudes de l'opinion, elle insiste sur la nécessité de faire toute la lumière sur les transactions douteuses auxquelles se livrait la maison de titres, afin d'éviter que se reproduise l'opération, peu transparente, de sauvetage des organismes de crédit immobilier (*jusen*) dans laquelle furent engloutis 685 milliards de yens prélevés sur le contribuable.

Le grand problème auquel est confronté le Japon, et qui risque de se refléter sur les marchés, est le discrédit de ses dirigeants. Il y a eu ces dernières années trop de scandales (dont témoignent les arrestations en chaîne de « barons » de la finance qui traitaient avec la pègre) et d'affaires douteuses révélant du laxisme des autorités pour que ne soit pas vivement ressenti par l'opinion publique japonaise et étrangère un sentiment de crise, touchant à la fois à l'éthique des affaires et à la crédibilité des dirigeants. La confiance est un facteur non quantifiable mais déterminant dans des phases de crispation/mutation. Or, ni le petit épargnant nippon ni les grands acteurs sur les marchés internationaux ne font plus confiance aussi spontanément qu'avant à la « maison » Japon: il y a trop de cadavres dans les placards. Le Japon ne manque pas de ressources mais doit faire preuve de volonté politique au risque, sinon, de voir sa signature se détériorer sur les places internationales.

Philippe Pons

L'économie sud-coréenne doit entreprendre une douloureuse restructuration

SÉOUL
de notre envoyé spécial
« Changement » Tel est le slogan qui figure en gros caractères à l'entrée de l'Institut de recherches économiques de la Fédération coréenne des industries (FKI), organisme patronal rassemblant les quatre cents premières entreprises du pays. Prôné par les économistes qui estiment que la Corée allait à la catastrophe en maintenant le même cap (endettement massif et foi en une croissance exponentielle fondée sur la conquête de parts de marché), une restructuration profonde de la machine productive est devenue inévitable après la demande d'assistance adressée au Fonds monétaire international (FMI).

Les conditions qui seront mises par le FMI à l'octroi de son aide sont aujourd'hui la grande préoccupation. La Corée entre, contrainte par la quasi-banqueroute de son système financier, dans une période de transition « à chaud » vers un système plus adapté à la mondialisation des échanges et à un pays à hauts revenus. Mais cette transition sera douloureuse en termes de faillites et de chômage. La restructuration

sions et à la libéralisation de l'entrée du capital étranger.

Ce « châtiment » à la coréenne, envers de l'économie administrée responsable, aux yeux de M. Jwa, d'avoir « mis le pays au bord de la banqueroute », suffira-t-il à corriger les déséquilibres? La connivence entre pouvoir, groupes industriels - les chaebols - et secteur bancaire a permis au pays de forcer en quarante ans les portes de la prospérité. Mais la machine à grappes : surendettement des groupes (d'un montant de 3 à 5 fois supérieur à leur capital) et des banques, presque toutes en rupture de paiement; polarisation de la machine productive entre des conglomérats gigantesques et des PME qui ne bénéficient pas des mêmes avantages; marché du travail mal adapté aux impératifs de la concurrence internationale.

Le « déséquilibre en avant » (dette payée sur les profits du lendemain) est devenu impraticable. La compétitivité des groupes a baissé sous le double effet de la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre pour les productions bas de gamme, et du Japon pour les produits à forte valeur ajoutée. Elle a aussi été érodée par des capacités de production excessives, fruits de stratégies agressives. Des exportations peu diversifiées sont en outre très vulnérables aux évolutions externes des marchés et cours de change.

Une diversification mal maîtrisée

Un appétit immodéré a conduit les chaebols, les grands groupes industriels coréens, à une diversification parfois mal maîtrisée qui s'est avérée non rentable ou risquée. Ainsi Hyundai, qui vise à devenir l'un des principaux constructeurs mondiaux de l'automobile, investit en même temps 6 milliards de dollars dans la sidérurgie. D'autres conglomérats s'y sont pourtant cassés les reins, comme Hanbo, qui a fait une faillite retentissante, ou Kia, qui s'est lancée dans l'acier sans avoir assis sa position dans l'automobile. Samsung, qui a établi sa puissance grâce aux « puces » électroniques, entre en force dans la construction automobile.

« C'est un peu comme la cuisine coréenne avec sa multitude de petits plats : les chaebols aiment être présents un peu partout », explique un dirigeant du patronat. Cette propension « culturelle » à la diversification a été fatale au géant de la confiserie Hattai, qui s'était lancé dans l'électronique et a dû déposer son bilan le 1^{er} novembre. - (Corresp.)

a commencé dans le secteur bancaire, dont douze établissements endettés ont été appelés par le gouvernement à fusionner avec des organismes plus sains.

« Nous avons mangé notre pain blanc : l'essor était peut-être la partie la plus facile. La prospérité n'est pas acquise une fois pour toutes », estime Lee Yong-bwan, l'un des directeurs exécutifs du FKI. Pour le patronat, l'ultralibéralisme est la seule voie de salut. « Le système qui a prévalu jusqu'à maintenant est en faillite. Les hausses de salaires excessives consenties depuis 1987 et les taux d'intérêt élevés ont étranglé les entreprises », estime Jwa Sung-hee, président de l'Institut de recherches économiques du FKI.

« Avec le ralentissement de la conjoncture, elles n'ont plus eu de marge de manœuvre et leur endettement, comme celui des banques, est devenu intenable. Le seul moyen pour sortir de la crise et redonner confiance à l'extérieur est une prise en charge par l'Etat des dettes des banques (...), conjuguée à des fu-

Leçon de la crise: l'économie coréenne doit passer d'une stratégie de compétitivité sur les prix (une bataille qu'elle ne peut plus gagner, étant talonnée par ses voisins) à une autre fondée sur la qualité et une forte valeur ajoutée. « Avec 10 000 dollars de revenu par tête, on ne peut plus se comporter comme un pays en voie de développement », résumait l'ancien ministre de l'économie, Kang Kyong-shik. Certes, mais les chaebols sont de tels mastodontes qu'il ne leur est pas facile de changer de cap. Leur gigantisme (les trente premiers groupes sont à l'origine de 16% du produit national brut et de 68% du chiffre d'affaires du secteur manufacturier) se traduit par des rigidités structurelles qui, conjuguées à l'endettement, limitent leur marge de manœuvre.

REDÉPLOIEMENTS

La course aux volumes ou aux marchés a enfin détourné les chaebols d'une priorité: monter en gamme. Les dépenses en recherches et développement restent insuffisantes (2,3% du PIB). « Les chaebols ne font pratiquement plus de profits et ils ont compris qu'ils doivent être plus prudents », estime Hong Ki-seik, économiste de l'Institut gouvernemental, coréen de développement. Certains « dégraisent » (réduction, désarticulation) des services, délocalisation. Ces redéploiements devraient être achevés en cinq ans. Tous ont en outre annoncé un gel de la progression de leurs investissements, pour la première fois en six ans, et ils tendent à se séparer d'activités annexes. Mais les vieux réflexes et la fascination pour les volumes ont la vie dure.

Un autre des problèmes est la rigidité de l'emploi. « De ce point de vue, la crise est salutaire », estime M. Lee Yong-bwan, car « elle contraint les syndicats à être plus raisonnables : le patronat négocie des mises à pied moyennant des indemnités ». Cette flexibilité imposée par la crise ne garantit pas la paix sociale tant qu'un système adéquat de protection des salariés n'aura pas été mis en place.

Ph. P.

UNE OFFRE UNIQUE AU MONDE

DELL DIMENSION XPS D266

PROCESSEUR PENTIUM II A 266 MHz
• 32 Mo de mémoire vive
• 20 Go de disque dur
• 15" écran couleur
• 40 Go de disque dur
• 17" écran couleur
• 20 Go de disque dur

• 16 Mo de mémoire vive
• 20 Go de disque dur
• 15" écran couleur
• 40 Go de disque dur
• 17" écran couleur
• 20 Go de disque dur

Date de validité : 04/12/97

11 990 FHT

Services et garanties DELL

DELL

01 47 62 71 36
www.dell.fr

Les luttes de factions prennent de l'ampleur au sein du régime iranien

Depuis l'accession à la présidence de Mohamad Khatami, religieux modéré et moderniste, les débats se multiplient autour du principe du pouvoir absolu du Guide de la République. Sa remise en question par des chefs religieux opposants a soulevé une vague d'indignation dans les milieux conservateurs

L'ancien président iranien, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a prévenu, lundi 24 novembre, que les luttes de factions étaient « un danger mortel pour la démocratie » et a plaidé pour la création de véritables

partis politiques afin de régler les rivalités qui déchirent actuellement le régime. Celles-ci se sont exacerbées au cours des dernières semaines, certains chefs religieux opposants n'hésitant pas à remettre

en cause l'un des fondements essentiels de la République islamique, le principe du *velayat e faqih*, ou pouvoir absolu politique et religieux, du Guide. Cette fonction est actuellement occupée par l'ayatollah

Ali Khamenei. L'Assemblée des experts qui nomme le Guide a confirmé, lundi, la légitimité de ce dernier. Elle a affirmé qu'il avait « toutes les qualifications requises » pour occuper cette fonction. Un

religieux modéré, l'hodjatolislam Mohamad Javad Hojati-Kermani, a réclamé « une trêve » d'un mois afin que le sommet islamique puisse se dérouler comme prévu, en décembre, à Téhéran.

L'AYATOLLAH Hussein Ali Montazeri est un incorrigible détracteur du système iranien, un empêcheur de tourner en rond, toujours prêt, bien qu'il soit en résidence surveillée depuis 1989, à dire tout haut ce qu'il pense, même si cela doit coûter cher. L'ex-dauphin de l'imam Rouhollah Khomeini, fondateur de la République islamique d'Iran, se veut la mauvaise conscience d'un pouvoir, dont le mur de soutien est le principe du *velayat e faqih*. C'est-à-dire de la suprématie du Guide (forcément un religieux) de la République par rapport à toutes les institutions de l'Etat.

M. Montazeri, âgé de soixante-cinq ans, a récemment encore donné de la voix devant ses disciples pour critiquer les abus commis, selon lui, au nom du principe de *velayat e faqih*. Mais, à la différence des épisodes précédents de son conflit avec les autorités iraniennes, l'ayatollah Montazeri, qui continue, en sa qualité d'autorité religieuse - docteur en théologie - d'enseigner à Qom, la

UN « COMLOT »

Des manifestations hostiles à M. Montazeri ont eu lieu dans plusieurs villes iraniennes. Les participants clamaient leur allégeance au Guide de la révolution, Ali Khamenei. Lors de la prière du vendredi 22 novembre, le chef du pouvoir judiciaire iranien, Mohamad Yazdi, a dénoncé « un complot » visant à remettre en cause la légitimité du Guide. Lundi les commerçants du grand bazar de Téhéran ont suspendu leurs activités pendant quelques heures en signe de soutien à l'ayatollah Khamenei.

Le « la » avait été donné par un député iranien, l'ayatollah Mohamad Reza Fakher, qui a rendu pu-

blique mercredi pour la première fois une lettre que l'imam Khomeini - décédé en 1989 - aurait adressée à M. Montazeri, le qualifiant de « naïf et injuste », lui ôtant toute « légitimité » et le sommant de ne plus se mêler des « affaires politiques ». Les gardiens de la révolution se sont aussitôt proclamés le « poing » du *velayat e faqih*. Les journaux qui reflètent le point de vue des conservateurs et qui sont proches du Guide, Ali Khamenei, se sont déchaînés contre M. Montazeri. Le chef des tribunaux révolutionnaires à Téhéran, l'hodjatolislam Ali Razini a affirmé que le tribunal spécial des hommes de religion allait « suivre son dossier ».

Pourquoi cette dramatisation, alors qu'à de précédentes occasions, en 1989 déjà, puis en 1993 et 1994, M. Montazeri n'avait été la cible, si l'on peut s'exprimer ainsi, que d'un renforcement des tracaseries et des vexations policières et que ce sont ses partisans et membres de sa famille qui avaient été le plus inquiétés (certains auraient même été exécutés) ?

UNE THÉORIE MINORITAIRE

D'après le penseur islamiste iranien Abdolkarim Sorouch, cette théorie est minoritaire parmi les *faqouhas* (les juristes-consultes ou hommes de loi musulmans). « Rien qu'en chiisme, il existe onze théories du gouvernement islamique, dont celle du *velayat e faqih*, déclarait-il récemment au Monde. Elle n'est pas l'un des éléments essentiels de l'islam. La majorité des *faqouhas* chiites, peut-être 90 % d'entre eux, pensent qu'elle n'est pas l'un des (fondements) essentiels de l'islam. Elle n'est pas une partie inévitable, incontournable d'un gouvernement islamique. » Vivement critiqué du principe du *velayat e faqih*, M. Sorouch et un autre penseur moder-

niste, Habibollah Peyman, ont récemment été empêchés de prendre la parole à l'université.

M. Khatami, selon des sources concordantes, aurait pris position pour le Guide et défendu le principe du *velayat e faqih*. De la part d'un président qui plaide pour le plein exercice par les institutions de la République de leur rôle, défendre le pouvoir absolu et *ad vitam* d'un homme sur toutes les forces armées (armée, gardiens de la révolution, forces de sécurité, police, etc.), lui reconnaît le droit de recuser éventuellement - même si cela n'est jamais arrivé - les résultats d'un suffrage universel présidentiel, celui de définir les orientations et stratégies générales du régime, en même temps qu'il est l'autorité religieuse suprême, paraît étrange. Même si ledit Guide est désigné par un collège, l'Assemblée des experts élus, eux, au suffrage universel et qui peuvent le destituer s'ils le jugent incomptent.

Pour rendre justice à M. Khatami, certains rappellent qu'il est des dictateurs qui, sans titre ronflant,

exercent la même autorité d'une poigne de fer. L'ancien président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani aurait même fait valoir que le Guide est un rempart contre des évolutions telles que celles qu'a connues l'Afghanistan.

Mais en Iran, le problème se double du débat réel au sein de la hiérarchie chiite - c'est le seul pays où les religieux sont au pouvoir - entre les partisans du cumul des pouvoirs religieux et politiques et ceux qui contestent l'immixtion du clergé dans la gestion de la cité.

D'autres ajoutent que la priorité de M. Khatami étant de faire entrer le respect du droit et des droits dans les mœurs, il ne peut mener plusieurs batailles à la fois et qu'il a au contraire besoin aujourd'hui de l'appui du Guide pour mener à bien ses réformes. L'orchestration de la vague d'indignation autour des déclarations de M. Montazeri montre en tout cas que ceux qui ont fondé leur pouvoir sur le régime tel qu'il est aujourd'hui ne sont pas prêts d'y renoncer.

Mouna Naim

En Afrique du Sud, Winnie Mandela répond à des accusations de meurtre

JOHANNESBURG

Winnie Madikizela-Mandela s'est montrée fidèle à son image de combattante, lundi 24 novembre, lors de la première journée des audiences de la Commission vérité et réconciliation (TRC) consacrées aux accusations de meurtre qui pèsent sur elle. Imperturbable, élégante dans une toilette soignée, l'ex-épouse du président Nelson Mandela a fait face à une série de témoignages accablants. Sa comparution est présentée comme l'événement politique et médiatique le plus important en Afrique du Sud depuis les premières élections démocratiques en 1994.

A soixante-trois ans, la passionaria des townships, devenue la rebelle de la scène politique dans la nouvelle Afrique du Sud, met en jeu son honneur et sa carrière. Les accusations formulées contre « Winnie » sont d'une gravité sans précédent dans la longue liste des scandales qui ont émaillé son parcours politique. D'anciens proches l'ont directement mise en cause dans le meurtre de membres de son entourage, au temps de la lutte contre l'apartheid.

Us l'ont accusée d'avoir participé à l'assassinat, en 1988, de Stompie Seipel. Ce jeune militant noir, soupçonné d'être un informateur de police, avait été tué par des membres du *Mandela United Football Club*, un groupe de jeunes hommes au service de M^{me} Mandela. Devant la TRC, son ancien chauffeur a confirmé la participation de Winnie dans le passage à tabac qui a conduit à la mort de Stompie Seipel. Trois témoins l'ont impliquée dans le meurtre d'autres membres du club. Avec un mélange de peur et de haine dans le regard, tous ont évoqué la terreur que faisait régner l'entourage de Winnie. « Rendez-moi les restes de mon fils ! », a imploré une mère de famille dont l'enfant a disparu après avoir été recherché par les hommes de main de M^{me} Mandela.

GUERRE OUVERTE AVEC L'ANC

A l'époque, celle qui était encore l'épouse de Nelson Mandela avait dénoncé une opération de discrédit montée par les forces de sécurité de l'apartheid. Elle avait été reconnue coupable de complicité et condamnée à une peine d'emprisonnement commuée en amende. Winnie Madikizela-Mandela dénonce aujourd'hui un complot ourdi par ses ennemis politiques au sein du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir. Représentante de l'aile gauche de l'ANC, M^{me} Madikizela-Mandela dérange, à l'approche du congrès de décembre qui doit décider de la succession de son ex-époux à la tête du parti et du pays. Malgré les

accusations, M^{me} Madikizela-Mandela bénéficie du soutien d'une partie de la population noire. La Ligue des femmes du parti, dont elle est la présidente, l'a récemment désignée comme sa candidate pour le poste de vice-président de l'ANC. « Winnie présidente de l'ANC et de l'Afrique du Sud » proclamait une pancarte brandie devant la salle d'audience par des supportrices.

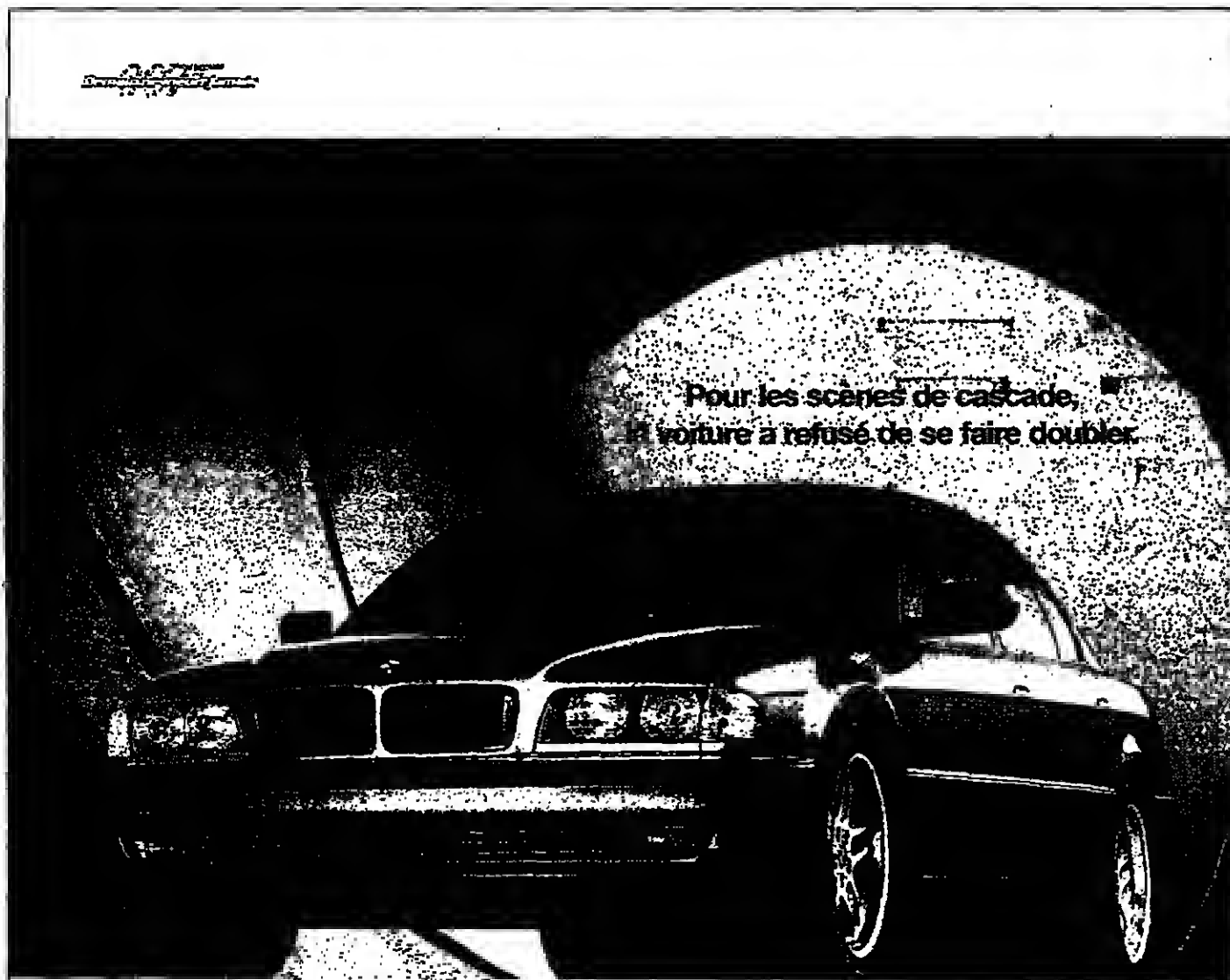
Quelques jours avant l'ouverture de l'audience, le conflit avec la direction de l'ANC a dégénéré en guerre ouverte. Dans un entretien accordé à un journal, M^{me} Madikizela-Mandela a renouvelé sa thèse du complot, et a reproché au gouvernement de ne pas tenir ses promesses électorales. Un dirigeant de l'ANC a répondu en la traitant de « charlatan » et de « populiste ».

Le président de la TRC, M^{me} Desmond Tutu, souhaite éviter d'être entraîné dans la tempête politique déclenchée par Winnie. Il a pris soin d'ouvrir l'audience par un long préambule, précisant qu'il ne s'agissait pas d'un procès dirigé contre M^{me} Madikizela-Mandela, et que la TRC n'était pas un tribunal. M^{me} Tutu a rappelé que la commission est chargée de faire la lumière sur les crimes commis au temps de l'apartheid par les défenseurs du régime, mais aussi par ses adversaires.

Winnie n'a pas encore pris la parole. Elle a laissé ses avocats réfuter les dépositions parfois fragiles des témoins. Elle devrait s'exprimer seulement le dernier jour des audiences, vendredi. D'ici là, de nombreux témoignages vont la mettre en cause. Près de 40 témoins sont attendus devant la TRC, dont des personnalités de l'ANC et du gouvernement, et des responsables de la police.

D'autres témoins clés, emprisonnés ou poursuivis pour avoir participé aux assassinats, devraient également comparaître. C'est le cas de Jerry Richardson, l'ex-entraîneur du *Mandela Football Club*, condamné pour le meurtre de Stompie Seipel. Katiza Cebekhulu - réfugié en Angleterre - devrait aussi témoigner contre Winnie, après l'avoir mise en cause dans un documentaire télévisé et un livre publié par un journaliste britannique. Winnie Madikizela-Mandela a porté plainte pour diffamation contre M. Cebekhulu. Elle a toujours clamé son innocence et a refusé de demander l'amnistie que peut accorder la TRC, s'exposant ainsi à des poursuites judiciaires ultérieures. C'est d'ailleurs elle qui a exigé la tenue d'audiences publiques. Mais l'ex-« mère de la nation » pourrait être prise à son propre piège.

Frédéric Chambon



Pour les scènes de cascade, la voiture a refusé de se faire doubler.

BMW Série 7. Quelle autre voiture aurait pu choisir James Bond ? Volant multi-commandes, système de navigation GPS*, ordinateur de bord, système de gestion électronique de la motricité (ASC+T), climatisation automatique, réglage électronique des amortisseurs (EDC*), motorisations 6* ; 8 ou 12 cylindres...
La BMW Série 7 a tout pour séduire ceux qui demandent beaucoup à leur voiture. BMW Série 7, vedette du dernier James Bond "Demain ne meurt jamais". Sortie en salles le 17 décembre 1997. FINA partenaire de BMW.
36 15 BMW (1,29 F/mn) *De série ou en option selon les modèles.

**Disponible également en Diesel.



هكذا من لاصح

du régime iranien

autour du dossier de désarmement

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

La mission de désarmement de l'Irak, confiée à la commission internationale dirigée par Richard Butler, a été lancée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 novembre. L'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

Polémique sur l'accès des experts en désarmement à certains sites en Irak

NEW YORK. Tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU restait divisé sur le désarmement de l'Irak au terme d'une nouvelle réunion, lundi 24 novembre, l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Bill Richardson, a affirmé que Bagdad a interdit aux experts en désarmement de l'ONU l'accès à « plus de soixante sites, dont quarante-trois présidentiels ». Le gouvernement iranien a démenti, affirmant que seuls trois sites « présidentiels, qui sont les symboles de la souveraineté nationale », ont été interdits aux inspecteurs.

Le gouvernement français a estimé qu'il était nécessaire que Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscop), puisse se rendre à Bagdad « le plus rapidement possible », pour régler notamment les divergences d'interprétation sur la mission de ladite commission. Celle-ci doit jouer d'un « droit d'accès total » aux différents sites « sous réserve de modalités spécifiques », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux. - (AFP)

Deux hélicoptères de l'armée française déployés en Éthiopie

ADDIS-ABABA. Deux hélicoptères de l'armée française ont été déployés en Éthiopie, dimanche 23 novembre, pour venir en aide aux victimes des inondations, a indiqué une source militaire française. Ces deux Puma, stationnés à Djibouti, sont arrivés en Éthiopie avec une équipe médicale et trois canots. Une quarantaine de militaires français participent à l'opération, qui va durer au minimum une semaine. Par ailleurs, le secrétaire d'État français à la coopération a annoncé que la France allait accorder 2 millions de francs d'aide aux victimes des inondations en Somalie, et prêter deux hélicoptères pour atteindre les populations sinistrées. Les autorités de la région de Somalie inondée par les crues des fleuves Jaba et Shabelle ont estimé à environ trois cents le nombre de personnes ayant péri dans les inondations. Soixante-cinq mille personnes ont été déplacées et quatre mille maisons détruites, selon les mêmes sources. - (AFP)

La FIDH dénonce les exactions en Afrique

DAKAR. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), qui tenait son 33^e congrès à Dakar, a condamné, mardi 25 novembre, les violations des droits de l'homme en Afrique, notamment les « crimes atroces commis par les groupes dits islamistes » et « les très graves violations des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre » en Algérie. La FIDH réclame la constitution d'une « commission d'enquête internationale indépendante » sur la situation en Algérie. Par ailleurs, l'organisation s'inquiète des exactions commises dans la région des Grands Lacs, au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo (ex-Zaïre), et souhaite une enquête sur la situation en Casamance (sud du Sénégal), théâtre d'une rébellion indépendantiste. La FIDH appelle également à la libération de militants de l'opposition au Cameroun et de défenseurs des droits de l'homme en Tunisie et au Niger. - (AFP)

AFRIQUE
■ **SOMALIE** : trois personnes ont été tuées par des hommes armés dans l'attaque des locaux d'une agence humanitaire italienne, dimanche 23 novembre, à Mogadiscio. Deux Italiens ont été enlevés puis rapidement libérés, a indiqué un responsable de l'Union européenne (UE). Par ailleurs, les cinq Italiens enlevés, vendredi, dans la « République » sécessionniste du Somaliland ont été libérés lundi. - (AFP)

EUROPE
■ **BIÉLORUSSIE** : *Svoboda* (« Liberté », le principal journal d'opposition au régime autoritaire du président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a été interdit, lundi 24 novembre, par la Cour suprême économique, un organisme régulateur de l'activité économique du pays. La Cour, statuant sur une plainte du comité d'État pour la presse, a retiré la licence et ordonné la fermeture de *Svoboda*, qui tire à 50 000 exemplaires trois fois par semaine. La plainte accusait notamment le journal d'avoir publié des articles « appelant au renversement du régime constitutionnel, attisant la haine entre la société et les autorités ». Le rédacteur en chef de *Svoboda*, Igor Goumenchouk, a annoncé, dès l'issue de l'audience, son intention de faire appel et de poursuivre la publication quoi qu'il arrive. - (AFP)

PROCHE-ORIENT
■ **ARABIE SAOUDITE** : la torture est une « pratique institutionnalisée » en Arabie saoudite, les arrestations arbitraires sont monnaie courante et le système judiciaire est « notoirement injuste », a accusé l'Organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International, dans un rapport publié lundi 24 novembre. - (AFP)

■ **ISRAËL** : le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, en visite en Israël, a exprimé, lundi 24 novembre, la « vraie préoccupation » des pays européens et des États-Unis pour ce qui concerne le processus de paix. Il a rencontré son homologue israélien, David Lévy, et le premier ministre, Benjamin Netanyahou. - (AFP)

■ **JORDANIE** : l'Union européenne et le royaume hachémite ont signé, lundi 24 novembre à Bruxelles, un accord euro-méditerranéen d'association, négocié depuis 1995 et visant à créer progressivement une zone de libre-échange entre les deux parties. - (AFP)

■ **SOUDAN** : John Garang, le chef de l'Armée populaire (rebelle) de libération du Soudan, est arrivé lundi 24 novembre au Caire, pour des entretiens avec des responsables égyptiens. C'est sa première visite en Égypte depuis l'accession de la junte militaire du président Omar El Bechir au pouvoir à Khartoum en 1989. - (Reuters)

Les incertitudes politiques indiennes font chuter la Bourse et la roupie

BOMBAY. La roupie indienne et la Bourse de Bombay étaient en forte baisse, lundi 24 novembre, en raison de l'incertitude quant à la survie du gouvernement minoritaire de centre-gauche du premier ministre, Inder Kumar Gujral, ont indiqué des courtiers. La roupie est tombée à son plus bas niveau depuis deux ans par rapport au dollar, chutant de 1,77 % après trois heures de transactions, à 38,52 roupies pour un dollar (contre 37,85 vendredi), en dépit d'une intervention de la banque centrale.

L'indice BSE des 30 valeurs principales à la Bourse de Bombay a plongé de 3,5 %. « Le marché [des changes] est nerveux et paniqué », a expliqué Amar Shah, de la compagnie des changes Meckal and Meckal, selon qui la banque centrale devrait intervenir massivement pour vendre des dollars si elle voulait empêcher une forte dépréciation. « La crise politique affecte durablement le marché », a déclaré Gaurav Sanghvi, courtier à la Bourse. Un vote de confiance doit avoir lieu à la Chambre cette semaine. - (AFP)

La junte birmane se réorganise pour mieux consolider son pouvoir

Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition, a pu recevoir ses partisans

La stagnation de l'économie birmane oblige le régime militaire à se réorganiser et à lâcher du lest. Figure de proue de la contestation.

M^{me} Aung San Suu Kyi a été autorisée, lundi 24 novembre, à recevoir ses partisans et des diplomates étrangers à son domicile. Mais les gé-

néraux au pouvoir à Rangoun hésitent encore à engager le dialogue avec l'opposition. L'Union européenne maintient la pression.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

La junte birmane a procédé, ces deux dernières semaines, à des ravalements de façade qui sonnent avant tout sa volonté de s'accrocher au pouvoir. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'autorisation accordée à M^{me} Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition au régime militaire, de célébrer à son domicile, lundi 24 novembre, la fête nationale birmane en présence de diplomates étrangers et de quelque trois cents de ses partisans.

Depuis le 15 novembre, le Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (Siore), dénomination officielle de l'organisme qui gère le pays depuis 1988, a cédé la place à un Conseil d'État pour la loi et le développement. Des officiers proches de la retraite, dont certains soupçonnés de corruption, ont été remplacés par des cadets, jugés plus dynamiques. Toutefois, les généraux Than Shwe, Maung Aye et Khin Nyunt, personnalités dominantes du pou-

voir militaire depuis quelques années, ont conservé leurs fonctions.

La junte éprouve le besoin de redresser la barre. La relance de l'économie, au début des années 90, est demeurée sans lendemain. Pour des raisons indépendantes de la crise financière régionale, le kyar, monnaie nationale, a perdu près de la moitié de sa valeur cette année. Le taux d'inflation a été de 40 % en 1997. L'année du tourisme en Birmanie, une promotion qui prend fin en novembre, n'a pas été un succès. Les quelque 6 milliards de dollars d'investissements étrangers agréés depuis 1989 n'ont pas donné, pour le moins, le coup de fouet espéré à une économie toujours vacillante.

Après plus de neuf ans au pouvoir, la junte n'a pas réussi à doter l'Union d'une Constitution, tout projet se heurtant notamment au statut de minorités, avec lesquelles les militaires ont signé des cessez-le-feu provisoires bien précaires. D'un autre côté, les généraux hésitent encore à engager directement un dialogue avec M^{me} Suu Kyi, dont la Ligue nationale pour

la démocratie (LND) avait emporté, de haute main en 1990, l'élection d'une Assemblée qui n'a jamais été autorisée à se réunir.

Les violations des droits de l'homme par l'armée embarrassent l'Asean

Entre-temps, les violations des droits de l'homme par l'armée et la production croissante d'opium ne facilitent pas les affaires de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), dont Rangoun fait partie depuis le mois de juillet. La question de la présence de la Birmanie dans cette organisation a provoqué le report sine die d'une réunion à Bangkok, le 17 novembre, entre l'Asean et l'Union européenne. Le problème pourrait de nouveau se poser à propos du deuxième sommet entre l'UE et l'Asie de l'Est, prévu à

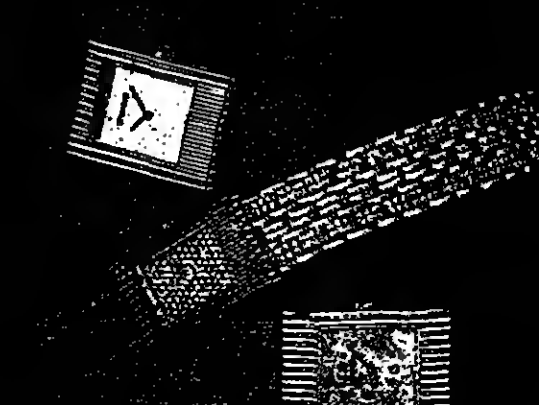
Londres pour avril 1998. M^{me} Suu Kyi a certes été autorisée à célébrer l'anniversaire de la première grève étudiante, en 1920, contre les autorités coloniales britanniques, dont la Birmanie a fait sa fête nationale. Mais le président de la junte, le général Than Shwe, dans un message prononcé à cette occasion, s'en est pris, sans citer M^{me} Suu Kyi nommément, à « ceux qui manquent de patriotisme et ne respectent pas la dignité de leur propre nation », tout en accusant les « néocolonialistes » de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Birmanie.

Mais la récente réorganisation de la junte, à des fins de consolidation, ne s'est pas encore accompagnée de l'ouverture du dialogue avec l'opposition, réclamée par les Occidentaux et apparemment souhaitée par certains membres de l'Asean puisque les ambassadeurs des Philippines et de Thaïlande sont allés, lundi, écouter M^{me} Suu Kyi plaider « la tolérance, le respect mutuel et la compréhension ».

Jean-Claude Pomonti

LES MONTRES BOUCHERON.

LEUR MANIÈRE DE S'ATTACHER EST EXCLUSIVE. TERRIBLEMENT EXCLUSIVE.



B
BOUCHERON
PARIS

BOUCHERON PARIS : 26, PLACE VENDÔME - 75. RUE DES SAINTS-PÈRES - 134, AVENUE VICTOR HUGO
POINTS DE VENTES SÉLECTIONNÉS - INFORMATIONS : 01 42 44 20 43

« Le Grand Echiquier » de Zbigniew Brzezinski

Un précis de politique étrangère américaine pour le XXI^e siècle dressé par l'ancien conseiller pour la sécurité du président Jimmy Carter

VOICI une synthèse magistrale, qui tranche sur l'à-peu-près médiatique quotidien, le « fast-food » politico-journalistique habituellement servi quand il s'agit d'analyser le monde de l'après-guerre froide. En bon immigré polonais, l'auteur, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité du président Jimmy Carter, n'émet aucun doute sur les mérites universels de l'influence américaine. Il entame même ce *Grand Echiquier*, précis de politique étrangère à l'intention du gouvernement américain, en exposant sans détour sa problématique : comment faire pour que les Etats-Unis maintiennent le plus longtemps possible leur statut d'unique superpuissance depuis l'implosion de l'URSS ?

« Zbig » joue cartes sur table. Il croit dur comme fer, sans qu'un soupçon de doute vienne décoller l'impeccable alignement de son éternelle brosse, que le maintien de la paix, le développement économique et celui de la démocratie passent par la préservation de cette prépondérance américaine. Il la qualifie d'« hégémonie pluraliste, perméable et souple », qui repose sur quatre piliers : primauté technologique, économique, militaire et culturelle. Une fois son objectif fixé – qu'on est libre de critiquer –, il se livre à un examen géostratégique de haute volée.

Il évacue d'emblée deux continents « éloignés », l'Amérique latine et l'Afrique, dont l'évolution lui paraît marginale pour assurer la pérennité de l'hégémonie américaine. Celle-ci, affirme-t-il, se jouera ailleurs, dans un espace qu'il appelle Eurasië, qui s'étend de l'ouest du continent européen à la Chine. Ce « grand échiquier » – dont la Russie constitue l'étendue principale – regroupe 75 % de la population de la planète et fournit les deux tiers de la production mondiale. « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est cette Eurasië. La primauté globale de l'Amérique dépend de sa capacité à y maintenir sa prépondérance », écrit l'auteur.

Puissance non eurasiennne, les Etats-Unis vont devoir, selon Brze-

zinski, « devenir l'arbitre » principal en Eurasië, au service de la bonne cause – celle de la paix et du développement – cela va de soi. Dans une formule voisine, Bill Clinton dit que les Etats-Unis doivent être une « puissance indispensable » ; et Richard Haas, ancien conseiller républicain de la Maison Blanche, les voit condamnés à être « le shérif malgré lui » du monde de l'après-guerre froide. C'est en ces termes que pensent aujourd'hui à Washington une bonne partie des élites qui s'occupent de politique étrangère.

L'ALLEMAGNE, ALLIÉ PRIVILÉGIÉ

Le rôle pivot des Etats-Unis en Eurasië se construit dans trois directions : Union européenne, Russie et Asie. Washington devra appuyer une intégration européenne étendue à l'Est qui, dès lors qu'elle se fait parallèlement à l'extension de l'OTAN, assurera une pénétration plus avant de l'influence américaine. Dans cette perspective, l'Allemagne reste l'allié privilégié de l'Amérique en Europe.

La relation avec Moscou doit avoir un objectif : faire « prendre conscience aux Russes du fait qu'une redéfinition de leur identité sur des critères nationaux, exclusifs de tout projet impérial, est la condition de leur libération, non de leur capitulation ». De cette évolution, l'un des tests cruciaux sera le comportement que les Russes vont adopter à l'égard de l'Ukraine. Enfin, les ambitions régionales de la Chine doivent être reconnues, mais à une condition : que la présence américaine dans la région soit consolidée par une réaffirmation de son partenariat militaire avec le pays qui reste son allié principal en Asie, le Japon.

Autour de ces trois axes, Brzezinski dresse un portrait détaillé du « système » international qui émerge, il fait exploser les clichés trop répandus sur « la fin de l'Histoire », le triomphe du « nouvel ordre international » et autres raccourcis de géostratégies de cafés.

Alain Frachon

★ *Le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du monde*, de Zbigniew Brzezinski, Bayard Editions, coll. « Actualité », 273 pages, préface de Gérard Challaud, 125 francs.

Les partisans de l'« affirmative action » battent en retraite devant la Cour suprême des Etats-Unis

La politique en faveur des minorités divise la société américaine

Plusieurs mouvements de défense des droits civiques ont préféré régler à l'amiable un différend qui les opposait à une enseignante blanche

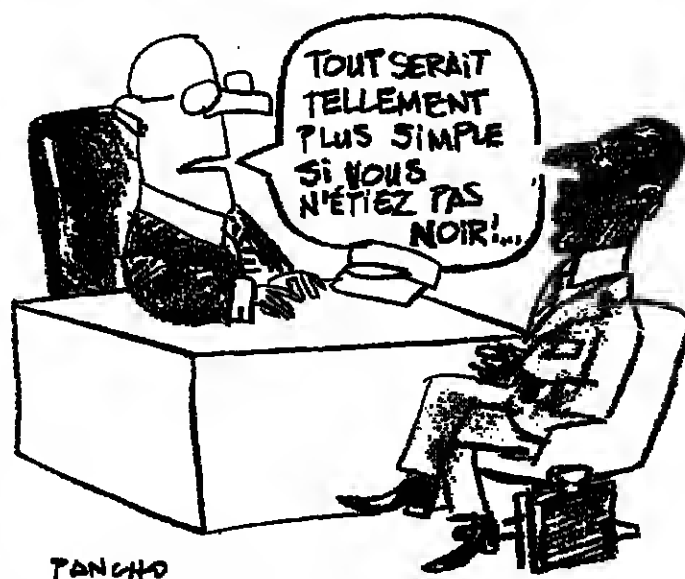
NEW YORK

La bataille de l'*affirmative action* à la Cour suprême n'aura pas lieu : inquiets de la perspective d'une décision entraînant l'abolition de ce système de traitement préférentiel à l'égard des minorités ethniques, plusieurs mouvements de défense des droits civiques viennent de tuer dans l'œuf les chances de la plus haute juridiction américaine de statuer, du moins à court terme, sur une question qui est au cœur de l'évolution des relations raciales aux Etats-Unis.

Ce nouveau rebondissement dans le débat sur l'*affirmative action*, ou discrimination positive, montre à quel point le fossé reste grand entre les partisans du maintien d'un mécanisme visant à remédier à la discrimination raciale dans l'emploi et l'éducation et les adversaires, de plus en plus puissants, de ce système, en vigueur depuis près de trente ans, au mépris, disent-ils, de la responsabilité et du mérite individuels.

JURIDICTION CONSERVATRICE

Les neuf juges de la Cour suprême avaient accepté de se saisir d'une affaire remontant à 1989, celle du lycée de Piscataway, sur laquelle leur arrêt était attendu le 14 janvier prochain. Dans ce dossier, une enseignante blanche, Sharon Taxman, poursuivait pour discrimination raciale le lycée du New Jersey qui l'avait licenciée afin de préserver l'emploi d'une collègue noire, Debra Williams, aux qualifications et à l'ancienneté similaires. La direction du lycée avait estimé que la suppression de l'emploi de M^{lle} Williams, seule noire du département économique, aurait nui à l'équilibre ethnique de l'établissement. C'était la première fois que la Cour suprême se saisissait



TANCHO

d'une affaire portant sur la discrimination positive, et l'on s'attendait à ce qu'elle en profite pour reformuler le cadre de cette politique dans une décision qui aurait fait jurisprudence.

Or, non seulement la Cour suprême est devenue plus conservatrice ces dernières années, mais le mouvement pour l'abolition de la discrimination positive s'est considérablement renforcé depuis trois ans. Pour les organisations noires et les mouvements de défense des droits civiques, le danger d'une décision de la Cour suprême en faveur de l'enseignement blanc du lycée de Piscataway, signant l'arrêt de mort de l'*affirmative action* à l'échelle nationale, était donc réel.

Le coup de grâce est venu cet été, lorsque la Maison Blanche, qui avait jusqu'ici soutenu la décision du lycée, a fait savoir que l'avocat du gouvernement défendrait de-

vant la Cour suprême une position plus nuancée, soutenant le principe de la discrimination positive dans certaines circonstances, mais admettant que le lycée était allé trop loin en l'espèce.

Pour éviter que la Cour suprême ne soit amenée à rendre un arrêt hostile à l'action positive, plusieurs organisations de défense des droits civiques, regroupées au sein du Black Leadership Forum, se sont donc cotisées pour offrir 70 % du montant de la somme allouée en dédommagement à M^{me} Taxman par les tribunaux (433 500 dollars, représentant le salaire qu'elle n'a pas perçu pendant ses quatre années de chômage et les honoraires de ses avocats). Le lycée, qui faisait appel, a accepté leur offre le 20 novembre et versera le reste : le contentieux est réglé et la Cour suprême n'a plus besoin de statuer.

Les membres du Black Leaders-

hip Forum affirment que cette affaire, trop contestable sur la forme, était mal choisie pour servir de fondement à une décision historique de la Cour suprême. Pour leurs adversaires, la manière dont les partisans de l'*affirmative action* ont ainsi refusé le combat montre tout simplement à quel point ils sont aux abois : tôt ou tard, qu'ils le veuillent ou non, l'évolution de l'opinion amènera la Cour suprême à se prononcer sur la question.

IDÉAUX ÉGALITAIRES

Pour l'heure, cette politique héritée des idéaux égalitaires des années 60 continue de soulever de multiples controverses ; le candidat du président Clinton pour le poste d'adjoint à l'Attorney General (ministre de la justice) pour les droits civiques, Bill Linn Lee, un asiatique, vient d'être barré par la commission judiciaire du Sénat – dominée par les républicains – qui lui a reproché ses prises de position en faveur de l'*affirmative action*. Et le président du conseil consultatif créé par Bill Clinton sur les relations raciales, l'historien noir John Hope Franklin, a été vivement critiqué la semaine dernière pour avoir refusé d'inviter les adversaires de la discrimination positive lors d'un débat public.

Pour ajouter à la confusion, une bonne demi-douzaine d'ouvrages publiés ces derniers mois sur l'état des relations raciales aux Etats-Unis, largement débattus dans la presse, parviennent à des conclusions radicalement différentes sur la nécessité ou non de maintenir les programmes de traitement préférentiel pour les minorités ethniques, au regard des progrès réalisés.

Sylvie Kauffmann

La mémoire des victimes de l'Holocauste à Salonique

ATHÈNES

Plus d'un demi-siècle après l'extermination de 96 % des cinquante mille Juifs de Salonique dans le camp d'Auschwitz-Birkenau, la Grèce a érigé un monument à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le président grec Costis Stéphanopoulos a inauguré, dimanche 23 novembre, l'œuvre du sculpteur yougoslave Nador Glid – un chandelier à sept branches haut de trois mètres – dans un parc proche du « camp 151 », où avait été rassemblée la population juive avant les déportations de 1943.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre israélien de la Santé, Yehosua Matza, du directeur du bureau du premier ministre israélien, Moshe Leon, du secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, Werner Hauer, ainsi que de délégations juives et américaines.

« Salonique s'est toujours souvenue avec une grande tristesse et douleur de ces victimes », a affirmé M. Stéphanopoulos. « Enfin ! Cet hommage comble un grand vide, nous l'attendions depuis longtemps », ont déclaré le président du Conseil central des Juifs de Grèce (KIS), Nissim Mais, et le chef de la communauté juive de Salonique, Andréas Séphila, qui réclamaient ce geste depuis 1954.

Surnommée pendant plusieurs siècles la « Jérusalem des Balkans », Salonique a été une ville refuge pour les Juifs chassés d'Espagne à la fin du XV^e siècle par Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, puis pour les marranes portugais et les ashkénazes d'Europe centrale. Les Juifs ont alors constitué pendant plus de quatre siècles la principale communauté, avant l'hellénisation de la ville en 1912.

L'occupation de Salonique par les forces de l'Axe, le 9 avril 1941, sonnera le glas de la communauté. Les nazis, sous la conduite de Dieter Wislicenz et d'Alois Brunner, bras droit d'Adolf Eichmann, mettent en place les mesures antijuives. Le 11 juillet 1942, tous les hommes Juifs âgés de dix-huit à quarante-cinq ans sont déportés dans des camps de travail. La communauté devra verser une rançon phé-

noménale pour obtenir leur libération. A la fin de 1942, toutes les entreprises juives sont confisquées et les trente mille tombes du cimetière juif sont détruites. De mars à août 1943, selon Andréas Séphila, les nazis déportent cinquante mille Juifs. Seuls mille neuf cent cinquante d'entre eux sortiront indemnes des camps de la mort.

La communauté juive de Grèce, forte maintenant de quelque six mille membres, a demandé au gouvernement au début de l'année, pour la troisième fois depuis 1985, qu'il réclame l'extradition de Brunner de Syrie, où il a été repéré par les chasseurs de nazis. Pour M. Séphila, cette requête constitue « une dette morale de la Grèce envers les victimes de l'Holocauste ». Les autorités grecques, qui affirment qu'Athènes a cédé ses droits à la RFA en 1959 pour tous les crimes nazis commis dans le pays, ont adressé au KIS une nouvelle fin de non-recevoir.

Didier Kunz

Faible participation aux élections en République serbe de Bosnie

SARAJEVO

Un million d'électeurs étaient appelés, samedi 22 et dimanche 23 novembre, à élire leurs représentants au Parlement des Serbes de Bosnie. Le scrutin s'est déroulé dans le calme. Les 1 400 observateurs envoyés sur place par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) n'ont rapporté aucun incident majeur.

La seule fausse note a eu pour cadre la ville de Brcko (nord-est), où des soldats américains de l'OTAN ont intercepté un véhicule transportant des électeurs bosniaques musulmans venus voter dans leur ville d'origine. Ceux-ci ont expliqué aux passagers effarés qu'ils n'étaient pas autorisés à voter, « les élections se déroulant en Serbie ». Un officier a dissipé le malentendu après avoir donné sur place un rapide mais salutaire cours de géopolitique à ses soldats.

Les résultats définitifs de cette élection ne seront publiés que vers le 10 décembre, lorsque les bulletins des électeurs ayant voté à l'étranger par correspondance au-

ront été dépouillés. La seule estimation connue concerne le taux de participation, qui ne devrait pas dépasser les 60 %. Un taux bas si on le compare à celui du scrutin municipal qui s'est tenu en septembre dernier dans toute la Bosnie et qui avait vu 85 % des inscrits se rendre aux urnes. L'enjeu du week-end était pourtant de taille, puisqu'il s'agissait de doter la République serbe (RS) de nouvelles institutions.

Celles-ci sont en panne depuis qu'une guerre ouverte oppose la présidente de la RS, Biljana Plavsic, présentée comme modérée, à l'ultranationaliste Momcilo Kraljic, l'élus serbe à la présidence collégiale de la Bosnie. Plus globalement, les électeurs avaient à donner une orientation à la future politique de la République serbe. D'un côté, ils pouvaient conforter les ultranationalistes au pouvoir, qui font obstacle à la réalisation des accords de paix de Dayton. D'un autre, ils pouvaient donner raison à Biljana Plavsic qui s'est engagée à faire respecter ces mêmes accords et à lutter contre la corruption.

A Pale même, fief des ultranationalistes serbes, l'abstention semble avoir été assez forte. « Je n'ai pas voté », explique Bojan Radic, parce que ces élections nous ont été imposées par les représentants de la communauté internationale pour faire plaisir à la traîtresse Plavsic. Ils outrepassent leur mandat. Les habitants de Pale ont peu apprécié les sanctions prises à l'encontre de trois candidats du SDS (Parti démocratique serbe), rayés des listes en raison de la présence dans l'Est de l'entité serbe, quelques jours avant le scrutin, d'affiches représentant l'ancien leader des Serbes de Bosnie, longtemps chef de file du SDS, Radovan Karadzic, recherché pour crimes de guerre.

L'EXTRÊME DROITE MOBILISÉE

La sous-mission électorale d'appels, créée par l'OSCE, avait stipulé par la suite qu'à chaque jour où des portraits de Karadzic seraient visibles, deux candidats du SDS seraient rayés et ne pourraient pas être remplacés. L'annonce a été suivie d'effet puisque le visage de Radovan Karadzic, qui d'ordinaire est placardé un peu partout à Pale,

brillait, samedi, par son absence. Les premières estimations indiquent une faible participation à Banja Luka (nord-ouest), où siège Biljana Plavsic. « L'effet Plavsic », qui fait souffler un vent de liberté sur la plus importante ville de la République serbe, n'a pas incité les électeurs à se déplacer en masse. « Il y a deux mois, je lui ai accordé ma voix parce qu'elle avait réuni toute l'opposition. Puis elle a créé son parti, la coalition a éclaté et nous n'avons toujours pas de maire. Elle est comme les autres, le pouvoir l'intéresse, pas le sort des gens », expliquait Jelea, deux jours avant le scrutin.

Le Parti radical (extrême-droite), qui se décrit comme « partageant la ligne politique du SDS sans être mêlé aux affaires de gros sans qui ont corrompu le SDS », pourrait tirer un bénéfice de la faible participation générale. « Son électeur, séduit à la fois par ce mouvement neuf mais qui tient un discours conservateur rassurant, est probablement l'un des seuls à s'être fortement mobilisé », note un observateur.

Christian Lecomte

Cartier
CHERCHE CARTIER

Cartier souhaite acquérir bijoux, montres et autres objets de sa création antérieurs à 1970.

Ses spécialistes vous recevront sur rendez-vous du 8 au 10 décembre 1997 à Paris, en toute confidentialité.

Contactez, Mr Bernard Berger
11, rue de la Paix • 75002 Paris
Tél.: 01 49 26 17 29



Broche marin-pêcheur or, plaqué, brillants et pierres de couleur
Cartier Paris 1941 • Collection Privée Cartier

هكذا من راصل

Affirmative action "batterie"
Cour suprême des Etats-Unis



Le projet de loi d'Elisabeth Guigou, dont les députés débattent à partir de mercredi, est dénoncé par l'opposition, qui le juge trop libéral. Cependant, une partie de la gauche souhaiterait aller plus loin dans la reconnaissance du droit du sol aux enfants d'étrangers

La loi de 1973 avait été votée dans un climat d'unanimité

Les députés communistes approuvant une réforme du code de la nationalité voulue par la majorité de droite sortie des urnes de juin 1968; un élu gaulliste, Jean Foyer, connu pour sa rigidité mais contraignant pourtant un ministre du gouvernement de la «nouvelle société» à mieux adapter son projet à l'évolution du temps: les débats sur ce qui était devenu la loi de 1973 sur la nationalité ne manquent pas de surprendre lorsqu'on y revient vingt-quatre ans plus tard.

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

DROIT DU SOL L'Assemblée nationale commence, mercredi 26 novembre, l'examen du projet de loi d'Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, visant à réformer les lois

sur la nationalité en revenant partiellement aux dispositions antérieures à la loi votée par la droite en 1993. ● LE TEXTE propose de rétablir l'accès de plein droit à la nationalité, à leur majorité, pour les

jeunes nés en France de parents étrangers. Cependant, il ne restaure pas le droit pour les parents d'obtenir cette nationalité pour leurs enfants mineurs, qui avait été confi-

mé par la loi de 1973. ● LA DROITE se prépare à combattre ce projet, auquel elle reproche de supprimer l'exigence d'une « manifestation de

volonté » introduite par la loi de 1993. ● A GAUCHE, le projet est jugé insuffisant par une partie des socialistes et des communistes, ainsi que par l'ensemble des écologistes.

La droite refuse le retour à la nationalité « automatique » à dix-huit ans

Le projet de loi d'Elisabeth Guigou, dont les députés débattent à partir de mercredi, est dénoncé par l'opposition, qui le juge trop libéral. Cependant, une partie de la gauche souhaiterait aller plus loin dans la reconnaissance du droit du sol aux enfants d'étrangers

« RÉTABLIR le droit du sol » tout en recherchant le « consensus » politique le plus large: ces deux exigences contraires, sinon contradictoires, vont berner le débat sur la réforme de la nationalité qui doit s'ouvrir mercredi 26 novembre à l'Assemblée nationale. La promesse de « rétablissement » du droit du sol, répétée pendant la campagne électorale, marque la volonté d'effacer la réforme de 1993. Promesse doublement ambiguë puisque la loi Méhaignerie, en obligeant tous les jeunes nés en France de parents étrangers à manifester leur volonté de devenir français, n'avait fait que limiter l'application du principe du « droit du sol », sans le supprimer. Et que

l'actuel projet de loi défendu par le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, ne rétablit pas totalement la législation en vigueur avant 1993. Le gouvernement, suivant les recommandations du rapport Weil, a renoncé à rétablir deux importantes dispositions supprimées par la loi Méhaignerie: le droit pour les parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France, et l'accès à la nationalité dès la naissance pour les enfants nés en France de parents eux-mêmes nés dans les anciennes colonies.

Sans satisfaire la droite, ces attermolements ont suscité des états d'âme à gauche. D'autant que le garde des sceaux lui-même avait initialement plaidé en faveur d'une possible acquisition de la nationalité dès treize ans. Une fois rendu l'arbitrage de Lionel Jospin défavorable à M^{me} Guigou, le débat a resurgi parmi les députés socialistes. Au nom de l'intégration, certains ont réclamé la possibilité pour les enfants mineurs de devenir français. Maximaliste, Véronique Neiertz a plaidé en faveur d'un droit du sol « intégral », faisant de tout enfant né en France un citoyen français. Quant au rapporteur du projet, Louis Mermaz, il prônait le retour à la situation d'avant 1993.

Ce conflit avec le gouvernement a même fait réapparaître, le temps d'un vote en groupe, le spectre des batailles de courants. Tandis que les amis de Laurent Fabius se rassemblaient derrière M. Mermaz, les proches de Lionel Jospin ont fait bloc, parfois à contre-cœur, autour d'un amendement de compromis imposé par le gouvernement: l'acquisition de la nationalité dès treize ans, avec l'accord des parents et du jeune.

De ce débat, il ne reste aujourd'hui que les « regrets » formulés par M. Mermaz dans son rapport. L'acquisition de la nationalité pour les mineurs « était le meilleur moyen d'intégrer dans la communauté nationale des enfants ayant vocation à devenir français à leur majorité, se sentant français et perçus comme tels: c'était aussi l'expression de la tradition d'accueil de la nation française fondée sur la confiance dans ses institutions et son système scolaire pour transmettre ses valeurs à tous ceux qui sont nés sur le sol de France (...), note le député de l'Isère. Discipline de groupe oblige, celui-ci devra se contenter d'appuyer, à titre personnel, les amendements déposés en ce sens par les députés communistes, les écologistes défendant quant à eux un droit du sol « intégral ».

Même amendé de façon libérale au bénéfice des « treize-seize ans », le projet gouvernemental a repris l'exigence d'une volonté du jeune lui-même, et non de ses parents, mise en avant par la commission Marceau Long, inspiratrice de la loi Méhaignerie de 1993. A des arguments juridiques, basés sur le principe de l'autono-

La loi de 1973 avait été votée dans un climat d'unanimité

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES approuvant une réforme du code de la nationalité voulue par la majorité de droite sortie des urnes de juin 1968; un élu gaulliste, Jean Foyer, connu pour sa rigidité mais contraignant pourtant un ministre du gouvernement de la «nouvelle société» à mieux adapter son projet à l'évolution du temps: les débats sur ce qui était devenu la loi de 1973 sur la nationalité ne manquent pas de surprendre lorsqu'on y revient vingt-quatre ans plus tard. Une commission présidée par un juriste avait été chargée de débroussailler le terrain; le projet de loi rédigé par le ministre de la Justice, le centriste René Pieven, et approuvé par le conseil des ministres le 21 avril 1971, était prudent; le Sénat, sous l'égide d'un rapporteur socialiste, Jean Geoffroy, était satisfait d'un texte qui se contentait de tirer les conséquences de la décolonisation, ainsi que des lois reconnaissant le droit aux femmes de participer à l'autorité parentale et modifiant les règles de l'adoption.

A l'Assemblée nationale, le projet est pris en main par un fin légiste, Président de la commission des lois, M. Foyer réécrit tout. Il libéralise. Il tient compte de la loi qui vient d'être votée pour placer sur un pied d'égalité les filiations naturelles et légitimes. Mais tout cela prend du temps. Quand le projet arrive en séance publique, le 10 octobre 1972, Pierre Messier a remplacé Jacques Chaban-Delmas à l'Hôtel Matignon, et si René Pieven est resté à la chancellerie, M. Foyer est devenu ministre de la Santé. Pierre Mazeaud, déjà député gaulliste, hérité du rapport, commençant à se frotter à un dossier dont il deviendra l'un des grands spécialistes.

« LA MEILLEURE ASSIMILATION POSSIBLE » Elus sous le coup de la peur après les événements de mai et juin 1968, les députés de la majorité d'alors entendent sans réagir des propos qui feraient frémir leurs successeurs. « La France, qui suit de tout temps être une terre d'immigration, affirmant son génie dans la recherche des étrangers à épouser notre nationalité, doit poursuivre dans ce même esprit de générosité, d'assimilation complète », assure le jeune rapporteur.

M. Mazeaud continue: « Il serait contraire à sa tradition, comme à son rôle dans le monde, de restreindre les possibilités offertes aux étrangers de devenir des nôtres; il serait contraire à nos idées profondément libérales de décevoir les espoirs de ceux qui, travaillant en France, recherchent la meilleure assimilation possible. » Ce discours est compris.

Les mêmes députés qui ne supportaient pas le modernisme de M. Chaban-Delmas « gauchissent » pourtant un texte préparé sous son autorité. Ils suivent toutes les propositions de leur commission pour effacer bien des barrières à la naturalisation, propositions si ouvertes que le seul orateur de gauche à prendre la parole dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, le communiste Georges Bustin, approuve le travail préparé par M. Foyer et annonce que son groupe votera le projet. M. Mazeaud ne connaît la défaite que lorsqu'il veut permettre à un naturalisé d'acquiescer un mandat politique sans attendre un délai de dix ans. Le Sénat, à son tour, oublie ses combats ancestraux contre l'évolution des mœurs et suit, sans hésiter, l'Assemblée nationale. Tout se met en place pour que les deux Chambres du Parlement parviennent à un accord unanime. Réformer le code de la nationalité n'est pas, alors, un enjeu de querelles partisanes.

La proximité des élections législatives de mars 1973 vient tout perturber. Au dernier moment, le 13 décembre 1972, le gouvernement décide d'imposer une disposition permettant à quelque deux mille Chinois de Polynésie d'être naturalisés et de voter pour Gaston Flosse, le gaulliste de l'appétit, opposé à un centriste qui, contrairement à René Pieven, n'a pas rallié la majorité. Ce sera sans effet électoral, mais les sénateurs de droite et de gauche refusent la manœuvre, ce qui les contraint à repousser le texte du gouvernement. L'Assemblée nationale, plus obéissante, est finalement seule pour approuver la réforme. Pour gagner un siège, le gouvernement a sacrifié l'image d'une France unanime pour libéraliser l'accès à la citoyenneté.

Ce que le projet Guigou propose de modifier

TREIZE, SEIZE, DIX-HUIT: tels devraient être les nouveaux seuils d'âge pour l'acquisition de la nationalité française par les jeunes nés en France de parents étrangers. Si le projet Guigou est voté en incluant les amendements déjà acceptés par le gouvernement, ce qui ne fait guère de doute, ce rythme à trois temps devrait se décliner ainsi: dix-huit ans, le jeune pourra devenir français avec l'accord de ses parents; à seize ans, il pourra demander à le devenir de façon autonome; à dix-huit ans, il sera français de plein droit à condition d'avoir résidé en France pendant au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans. S'il ne souhaite pas devenir français, il pourra décliner la nationalité dans les six mois précédant sa majorité et dans l'année suivant cet anniversaire.

Le projet gouvernemental procède d'une critique du fonctionnement du système en vigueur depuis la loi Méhaignerie de 1993, texte issu des travaux de la commission présidée par Marceau Long. Le débat sur la nationalité, longtemps restreint aux juristes spécialisés, avait surgi dans le champ politique au milieu des années 80, sous la pression des critiques de Jean-Marie Le Pen accusant la loi d'alors de fabriquer des « Français sans le savoir ». Après avoir en 1986 préparé un projet radical, vivement contesté, Jacques Chirac, alors premier ministre, avait confié le dossier à une commission

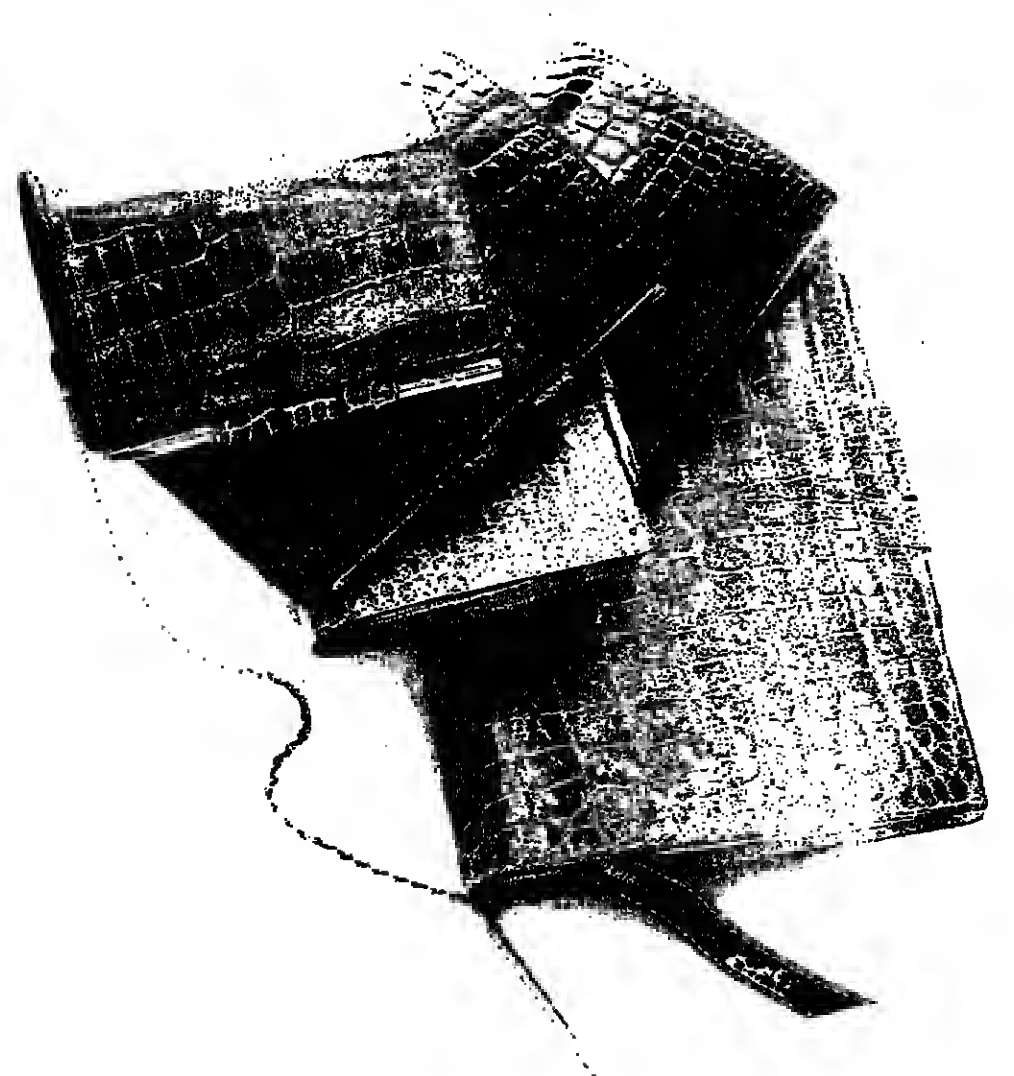
de « sages ». Modérées, les conclusions de cette commission avaient été assez bien accueillies à gauche, et avaient débouché sur la réforme de 1993, moyennant quelques retouches restrictives. La possibilité pour les parents d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France, en vigueur depuis 1889, a été alors supprimée. Les jeunes ne peuvent depuis 1993 acquiescer la nationalité qu'en manifestant leur volonté de devenir français, entre seize et vingt et un ans.

« SANS L'AVOIR VU » Si cette procédure fonctionnait mieux que ses détracteurs ne l'avaient craint, elle laisse sur le bord du chemin les jeunes les plus démunis, exclus des réseaux d'information ou désocialisés et qui, laissant passer la date limite des vingt et un ans, restent alors « étrangers sans l'avoir voulu ». Le texte présenté par M^{me} Guigou ne revient que partiellement à la législation antérieure, puisqu'il ne rétablit pas le droit des parents d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs: aucun enfant d'étranger (à l'exception des ressortissants des anciennes colonies) ne pourra devenir français avant l'âge de seize ans (comme actuellement) — ou treize ans si l'amendement socialiste est adopté.

Outre cette réforme centrale, le projet Guigou et les amendements adoptés par les députés modifieraient les points suivants: ● Double droit du sol: depuis 1851, tout enfant né en France de parents étrangers eux-mêmes nés en France est français à sa naissance sans formalité. Entre 1973 et 1993, cette disposition s'est appliquée aux enfants nés de parents eux-mêmes nés dans les anciennes colonies, avant l'indépendance, qu'il s'agisse de l'Algérie, considérée comme département français jusqu'en 1962, ou de territoires ayant d'autres statuts. La loi de 1993 a supprimé totalement cette dernière disposition et l'a limitée pour les Algériens. Alors que les députés socialistes souhaitent rétablir totalement le « double droit du sol », le gouvernement veut maintenir la distinction entre les Algériens et les autres étrangers. Dans son esprit, le droit à la nationalité peut être rétabli inégalement pour les premiers mais sa suppression doit être confirmée pour les seconds.

● Mariage: alors que le projet de loi prévoyait initialement de maintenir à deux ans le délai pour devenir français après mariage avec un ressortissant français, les députés de la majorité ont souhaité le limiter à une année. Aucune condition de ce type n'était exigée avant une loi de 1984 qui a instauré un délai de six mois, porté à deux ans en 1993.

Les modèles d'agendas Hermès. Globe Trotter, Vision, GM ou PM existent en crocodile de toutes les couleurs.



HERMÈS.
AGENDAS DE CROCODILE.
HERMÈS
PARIS

Ph. B.

ÉDUCATION La CFTD vient de réaliser une importante enquête auprès de 2 600 jeunes en apprentissage. Ce mode de formation, qui accueille 300 000 apprentis, n'apparaît

plus comme une voie de garage pour élèves en situation d'échec. Il est de plus en plus souvent choisi et considéré comme « une bonne formule ». ● EN REVANCHE, les critiques sont

vives sur les conditions de travail et les enseignements théoriques dispensés dans les lycées professionnels. Les heures supplémentaires sont fréquentes, voire systématiques dans certains métiers, et les accidents

de travail sont nombreux. ● L'APPRENTISSAGE mais aussi les formations dispensées dans les lycées professionnels sont absents des discours ministériels. A Bourg-en-Bresse, plus

de mille lycéens ont manifesté, lundi 24 novembre, pour protester contre l'interdiction faite à la moitié d'entre eux de travailler dans les ateliers de leur établissement.

Les apprentis souhaitent voir leur système de formation amélioré

Une enquête réalisée auprès de 2 600 jeunes, par la CFTD liste les avantages et les points noirs de l'apprentissage. Choisi plutôt que subi, ce mode de formation est majoritairement considéré comme une « bonne formule ». Mais les conditions de travail sont vivement critiquées

Si les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers et le patronat multiplient les opérations de communication pour faire valoir les vertus de l'apprentissage face au chômage des jeunes, il est rare, en revanche, que la parole soit donnée aux apprentis. Trois cent mille jeunes sont aujourd'hui dans cette filière dont la particularité est de placer l'élève sous contrat de travail et d'organiser sa formation en alternance entre une entreprise et un centre de formation d'apprentis (CFA). Afin de connaître « leur vécu et leur appréhension de leurs conditions de travail et de formation », la CFTD vient de réaliser une enquête auprès de deux mille six cents apprentis.

Longtemps considéré comme une voie de garage pour des élèves en perte de vue du système scolaire, l'apprentissage semble désormais de plus en plus choisi et moins subi. Si à la question « pourquoi vous êtes-vous dirigé vers l'apprentissage ? », 20 % des jeunes interrogés répondent « parce que j'avais des difficultés au collège ou au lycée », un tiers considère que « c'est la formation qui prépare le mieux au métier que je veux faire », un autre tiers qu'ils souhaitent avoir « rapidement un travail et un salaire » et 19 % qu'ils ont envie d'une formation « alternant l'école et l'entreprise ». Face à ces résultats, il est important de noter qu'un jeune enquêté sur cinq reverse l'intégralité de son salaire à sa famille.

Alors que 86 % des apprentis ont quitté l'école en classe de troisième ou de CAP, un tiers d'entre eux envisagent de préparer un diplôme supérieur à l'issue de leur contrat d'apprentissage, et seulement 3 % ont peur de se retrouver au chômage. « Les apprentis ont une formidable volonté de réussir, beaucoup d'espoir et un optimisme béat », constate Serge Rived, responsable de l'enquête et délégué jeunes à la CFTD. « Cet optimisme varie peu suivant les conditions de travail », ajoute-t-il. Pourtant, les « points noirs » de l'apprentissage ne manquent pas.

Ainsi, les apprentis « sont les récalcitrants du dépeçement horaire et des heures supplémentaires », constate l'enquête. Alors que le Guide de l'apprenti, réalisé par le ministère du travail et l'Onisep, rappelle les règles qui s'imposent aux employeurs, 80 % des apprentis déclarent effectuer des heures supplémentaires (17 % effectuent plus de quarante-cinq heures par semaine). De plus, dans près de la moitié des cas, ces heures ne sont ni payées ni récupérées. En outre, un apprenti sur trois a été victime d'un accident du travail depuis le début de son contrat. Le secteur du bâtiment et travaux publics détient le record avec 40 % d'accidents. Parallèlement à ce tableau noir des conditions de travail, l'enquête souligne que près d'un apprenti sur deux doit acheter lui-même son matériel de travail, qui va de 2 000 francs pour une boîte à outils en électrotechnique, à 4 000 francs pour les tenues et le matériel en hôtellerie-restauration.

Globalement, 61 % des jeunes considèrent que l'apprentissage est « une bonne formule qui reste à améliorer ». Un peu plus de 60 % des apprentis estiment que leurs compétences sont bien utilisées dans l'entreprise et 54 % que les relations de travail avec leurs chefs sont plutôt « bonnes ». « Pour les jeunes, le plus important c'est l'ambiance sur leur lieu de travail et la pédagogie. Ils semblent prêts à travailler soixante-dix heures par semaine s'ils ont le sentiment qu'on leur en fait bénéficier », note Serge Rived.



L'enquête pointe aussi le manque de complémentarité entre la formation et le terrain. Seulement un tiers des apprentis se disent convaincus par l'enseignement théorique fourni dans le CFA. Quant au carnet de liaison censé faire le lien entre l'entreprise et le centre de formation, il n'est utilisé que dans la moitié des cas. D'ailleurs, un quart des apprentis « se débrouille seul » et déplore l'absence de relation avec le maître d'apprentissage ou le tuteur. Parce que la grande majorité des

apprentis travaillent dans des petites entreprises, « loin des syndicats », la CFTD a créé depuis trois ans une section « Apprentissage » en Ile-de-France qui compte aujourd'hui une soixantaine d'adhérents. « 50 % des jeunes viennent nous voir pour nous parler de leurs difficultés, qui vont des dépassements d'heures à des problèmes d'injuries et parfois de violence, et 50 % pour obtenir des infirmations », explique Serge Rived.

UNE MISSION

Pour la CFTD, « l'apprentissage ne mérite, ni l'excès de critiques dont il est assailli par certains ni l'excès de louanges dont d'autres le parent ». Reste que cette filière, tout comme l'ensemble de la formation professionnelle initiale, demeure absente des discours du ministère de l'éducation nationale. Claude Allègre n'a pour l'instant évoqué qu'à deux reprises la question de l'apprentissage.

En juillet, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, il déclarait : « Face au problème de l'insertion professionnelle des jeunes, il est nécessaire de s'affranchir de la mythologie de l'apprentissage dont tous les aspects ne sont pas positifs. » Puis, lors de sa conférence de presse de rentrée, il a annoncé qu'il avait confié une mission sur ce thème à Françoise Bruant, ancienne proviseur de ly-

cée professionnelle. « Sur certains sujets, nous avons besoin d'une mise au point parce qu'on ne sait pas tout, il y a des sujets qu'on ne connaît pas », a expliqué le ministre pour justifier cette mission.

Si l'apprentissage a connu ces dernières années plusieurs campagnes de promotion organisées par le patronat et les conseils régionaux, en revanche peu de cas a été fait des lycées professionnels. Ils regroupent pourtant quelque huit cent mille élèves qui, sous statut scolaire cette fois, suivent des stages en entreprise parallèlement à leur formation. Tout se passe comme si l'on finissait par oublier que l'apprentissage ne constitue qu'une des voies de l'alternance et que l'éducation nationale prend actuellement en charge une part très importante de la formation professionnelle.

« Le silence qui fait suite à des années de matraquage médiatique idéologique et financier sur l'apprentissage est apaisant », souligne Bernard Pabot, secrétaire général du Snetaa-FSU, syndicat majoritaire des professeurs de lycée professionnel. Mais il regrette que « l'enseignement professionnel public, élément central de l'accès à un nombre croissant de jeunes au niveau du baccalauréat, demeure le grand absent des réflexions officielles ».

Sandrine Blanchard

Plus de 310 000 jeunes

En 1996-1997, 310 560 jeunes étaient en formation dans les CFA, dont seulement 19 000 dans des établissements publics. Le niveau V (CAP-BEP) concentre près de 80 % des effectifs. L'alimentation, la coiffure, le bâtiment, la mécanique automobile, l'hôtellerie-restauration regroupent la majorité des apprentis. De leur côté, les lycées professionnels regroupent 800 000 élèves dont 500 000 dans les préparations aux CAP et BEP et 160 000 dans celles du baccalauréat professionnel.

L'enquête de la CFTD a été réalisée en avril et mai auprès de 2 600 jeunes âgés de seize à vingt et un ans effectuant leur deuxième année d'apprentissage dans onze CFA en Ile-de-France, à Brest, à Grenoble et à Metz. La quasi-totalité des métiers sont représentés. Les enquêteurs ont rencontré les jeunes dans les CFA. L'enquête vient d'être publiée dans un numéro spécial du magazine pour les jeunes réalisé par la CFTD, *Turbulences* (n° 30, novembre-décembre 1997).

A Bourg-en-Bresse, 615 lycéens mineurs interdits d'atelier

BOURG-EN-BRESSE de notre correspondant
Plus d'un millier d'élèves du lycée technique Carriat de Bourg-en-Bresse (Ain), accompagnés de pa-

REPORTAGE

Au lycée Carriat, le raidissement de l'inspection du travail a surpris

rents et de professeurs, ont manifesté, lundi 24 novembre, dans les rues de la ville après s'être rassemblés devant les grilles de la cité scolaire, qui abrite plus de mille huit cents lycéens. Ils entendaient ainsi protester contre une décision de l'inspection du travail qui, dans un courrier du 13 novembre, a interdit au proviseur « d'employer les jeunes sur des machines dangereuses ou à des travaux dangereux ».

La législation en vigueur stipule en effet que les mineurs ne peuvent pas avoir accès aux ateliers et suivre des cours pratiques sur machine s'ils n'ont pas obtenu de dérogation. Celle-ci ne peut être accordée qu'après avis motivé du médecin scolaire et du professeur concerné sur l'aptitude de chaque élève. Pour se conformer à la lettre de la loi, les mineurs auraient donc dû disposer de cette dérogation dès les premières heures qui ont suivi leur rentrée. Malheureusement, le lycée Carriat ne dispose que d'un seul médecin scolaire, qui assure également les visites médicales dans d'autres établissements de la ville, quand il n'est pas requis pour d'autres tâches comme les programmes de vaccination. Dans ces conditions, il lui est difficile de faire passer immédiatement la visite obligatoire à la totalité des élèves mineurs.

DÉROGATION PROVISOIRE

Pour leur permettre de suivre leur scolarité dans des conditions normales, le responsable du lycée a coutume de demander une dérogation provisoire à la tutelle administrative concernée. Ce qu'yves Farges, proviseur du lycée Carriat, a fait, le 7 octobre, dès qu'il a pu réunir au moins l'avis des professeurs, tout en assurant l'inspection du travail « qu'il allait accélérer le

passage à la visite médicale ». Le 18 novembre, six cent quinze des six cent soixante-sept mineurs du lycée Carriat s'étaient donc encore vu le médecin. Ce sont eux qui sont visés par l'interdiction d'accéder aux ateliers. En conformité avec la position, nananin, du conseil d'administration du lycée, le proviseur a donc été contraint de le dispenser de cours de technologie. Il en a aussitôt informé les professeurs et a alerté l'inspection académique et le rectorat de la situation.

Seule une décision du ministre du travail et de l'emploi, sollicitée par le service contentieux du rectorat via le ministère de l'éducation nationale, a le pouvoir de rapporter l'interdiction de l'inspection du travail. En attendant l'issue de

ce recours, Yves Farges a demandé aux professeurs de remplacer les cours pratiques par des cours théoriques. Mais la situation, qualifiée d'« ubuesque », ne satisfait personne. Le proviseur trouve « regrettable, au jour où on veut favoriser le développement de l'enseignement technique, de faire payer les jeunes qui le pratiquent à cause d'une réglementation inadaptée ».

APAISEMENT

Les parents d'élèves, instigateurs de la manifestation de lundi, sont très irrités contre l'inspection du travail, dont le raidissement a surpris — bien que tardive, la dérogation provisoire avait été accordée les années précédentes —, et qui fait « perdre aux élèves dix mille heures d'enseignement par semaine,

avec un examen en fin d'année ». Ils font valoir, au passage, qu'une circulaire du 18 octobre 1976, relative au code du travail, invite les inspecteurs à raisonner en années civiles et non pas scolaires et « à accorder les dérogations ou vu des certificats délivrés par le médecin l'année précédente ».

Du côté de la direction départementale du travail, on se veut apaisant. Tout en soulignant que le problème de responsabilité soulevé au fond par cette interdiction « est bien plus compliqué qu'il n'y paraît », on indique avoir l'intention de « recommander au ministre de bien vouloir faire preuve de bienveillance, dans le cadre du recours qui lui sera présenté ».

Laurent Guigon

La maternité et le service de chirurgie de l'hôpital de Bitche suspendus pour raisons de sécurité

APRÈS Pithiviers (Loiret), Avallon (Yonne) et La Mure (Isère), un nouvel épisode du feuilleton des restructurations hospitalières est en train de s'écrire à Bitche (Moselle). L'agence régionale d'hospitalisation (ARH) de la Lorraine a en effet décidé de suspendre pendant trente jours, à compter du mardi 25 novembre, les services de maternité et de chirurgie de l'hôpital Saint-Joseph de Bitche, situé dans le parc régional des Vosges-du-Nord.

Selon l'ARH, ces deux services « ne répondent pas depuis longtemps aux normes de sécurité requises ». Seul le service médecine (vingt-cinq lits) a été autorisé à poursuivre ses activités. Au moment de l'annonce de la suspension, lundi 24 novembre, trente lits étaient occupés, dont dix à la maternité.

Dans l'entourage du docteur Dominique Peton-Klein, directeur de l'ARH de la Lorraine, on expliquait, mardi 25 novembre, que « le problème dure depuis 1992, avant même la mise en place de l'agence ». Plusieurs expertises ont été effectuées, a-t-on ajouté, qui ont toutes dressé le constat de la faiblesse de l'activité de l'hôpital et pointé des installations défectueuses, notamment le plateau technique. »

La maternité, qui pratiquait en moyenne deux cent cinquante accouchements par an, ne disposait, selon l'ARH, que de « deux gynécologues-obstétriciens à quatre-vingt-cinq heures », et le bloc opératoire que d'« un seul chirurgien et d'un seul anesthésiste » censés travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

« OFFRE DE PROXIMITÉ »

Des problèmes liés à la sécurité des transfusions sanguines ont également été révélés lors d'une mission d'inspection diligentée par l'ARH. « Les gens bien informés allaient déjà ailleurs pour accoucher, à Sarreguemines ou à Haguenau », onus a-t-on assuré à l'ARH de la Lorraine, où l'on estime cependant « nécessaire de maintenir une offre de soins de proximité sur le site ».

Une manifestation contre ces fermetures annoncées avait eu lieu en octobre, rassemblant quelque trois mille personnes. L'hôpital de Bitche, une petite ville de cinq mille cinq cents habitants, emploie cent vingt-sept personnes pour un total de cinquante-huit lits, dont quinze pour la maternité et dix-huit pour la chirurgie. Anne-France Bauer, vice-présidente de l'Association de défense du service actif de l'hôpital de Bitche, a dé-

claré au Mande, mardi 25 novembre, que les personnels avaient été « très choqués » et « pas du tout avertis » de la décision de l'ARH, ajoutant qu'une trentaine d'emplois étaient désormais menacés.

M^{me} Bauer a précisé qu'une délégation composée d'élus locaux, de la direction et des personnels de l'hôpital, avait été reçue au cabinet de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, le 14 novembre. « Ils nous ont dit qu'ils nous laisseraient le temps d'élaborer un projet d'établissement correct », a assuré M^{me} Bauer. « Les gens vont devoir faire 35 à 45 kilomètres pour trouver une maternité », a-t-elle déploré.

Le gouvernement observe pour le moment un silence gêné sur le dossier des restructurations du tissu hospitalier. Bernard Kouchner a assuré à plusieurs reprises qu'il n'appliquerait pas de manière « comptable » la réforme hospitalière née du « plan Juppé » de maîtrise des dépenses de santé. Dans L'Express du 20 novembre, le secrétaire d'Etat à la santé s'est contenté de déclarer : « On ne peut traiter l'hôpital avec légèreté ni avec brutalité, sans réfléchir au problème de la proximité. »

M. A. et L. F.

« Il m'arrive de finir à minuit et de reprendre à 6 heures »

VOICI quelques extraits de témoignages de jeunes apprentis recueillis lors de l'enquête de la CFTD.

● **La motivation.** Virginie, CAP de pharmacie à Grenoble : « J'aime bien l'idée maitriller l'école, moitié école, moitié travail. Je n'ai pas trop l'école, mais je ne voulais pas arrêter tout à fait. L'apprentissage, ça me plaît vraiment ».

Anthony, apprenti pâtissier à Brest : « Si on aime le métier, ça vaut le coup de faire un apprentissage. Ça ne sert à rien si c'est juste parce qu'on n'est pas bon à l'école. On est vite dégoûté. »

● **L'entreprise.** Frédéric, CAP d'électronique à Grenoble : « Je ne peux pas mettre en pratique ce que j'apprends au CFA. (...) Je suis toujours tout seul. Je n'ai de maître d'apprentissage que sur le papier. »

Manuel, apprenti plombier en région parisienne : « Je fais un brevet professionnel parce que mon patron n'a pas voulu m'embaucher comme ouvrier qualifié à la fin de mon CAP. Il préfère avoir un ouvrier apprenti à cause des charges. »

Eric, apprenti dans un garage de Brest : « Le patron dit : "C'est mal fait", mais il n'explique pas où et pourquoi on a merdé. »

● **Le CFA.** Jean-Philippe, brevet professionnel de métallier à Grenoble : « Tout ce que je ne fais pas en entreprise, j'essaie de le faire au CFA. »

Gaëlle, CAP de coiffure à Grenoble : « Au CFA, on a une préparation pour l'examen. On fait des mises en pli qu'on ne fait quasiment pas en salon. »

● **Les conditions de travail.** David, CAP d'électrotechnique à Grenoble : « Je me suis caupé la main jusqu'au tendon parce que je n'avais pas de gants. Depuis, je m'en suis acheté, mais personne n'en parle. »

Steve, apprenti boulanger à Brest : « Je me suis déjà caupé le bras dans le batteur à cause de la fatigue, de l'inattention. L'inspection est passée il y a un an. Elle a demandé de mettre une grille. Ce n'est toujours pas fait. »

Virgile, bac pro hôtellerie-restauration dans un grand hôtel parisien : « Il m'arrive de finir à minuit et de reprendre à 6 heures le matin. Je fais cinquante-cinq heures par semaine. »

Eric, apprenti en peinture dans un garage à Brest : « On est débordé, on a parfois trois voitures chacun. Quand le boulot doit être fini, je reste un peu plus tard. Les heures sup ne sont pas payées, mais je ne dis rien. Je suis là pour apprendre le métier. »

هكذا من راحل

Un portrait en pointillé des membres du groupe islamiste de Chasse-sur-Rhône

Le tribunal correctionnel de Paris a survolé les personnalités des prévenus

Le procès du groupe islamiste de Chasse-sur-Rhône s'est ouvert, lundi 24 novembre, devant la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Dans la confusion, un rapide interrogatoire de personnalité des quarante et un prévenus, accusés d'avoir apporté un soutien lo-

gistique au GIA algérien, a pu être mené. Il a fait apparaître la diversité des situations personnelles et des itinéraires.

mentale du débat, l'examen des personnalités permet de constater qu'aucun critère déterminant n'explique que ces hommes soient réunis dans un même « réseau ».

« On n'est pas à l'école ! On ne note pas les retards, observe Jamine Drai, présidente de la 14^e chambre correctionnelle de Paris, mais je veux qu'on arrive à l'heure ! » Malgré les ré-



servés du magistrat, la comparaison avec l'école n'est pas si mauvaise. Au premier jour du procès de quarante et une personnes soup-

çonnées d'avoir apporté un soutien logistique au Groupe islamique armé (GIA) algérien (Le Monde du 25 novembre), la présidente donne l'impression de vouloir « tenir » son audience un peu comme on tient une classe. Une classe dispersée, notamment pour les vingt-quatre prévenus libérés tassés sur des chaises au pied du tribunal.

Chaque suspension donne lieu à un nouvel appel à la reprise des débats. Les retardataires se font gronder, même s'ils se justifient en protestant contre les lenteurs de la fouille méthodique opérée par les gendarmes. « Vous n'avez qu'à arriver plus tôt ! », lance la présidente. Si quelques-uns d'entre eux se plaignent de risquer de perdre leur emploi en quittant leur travail pen-

dant les trois semaines du procès, le magistrat rétorque : « Les personnes qui n'assistent pas à l'ensemble des débats ne pourront pas être défendues par leurs avocats. Ce n'est pas une cour de récréation ! »

Plus tard, dans le box blindé, pendant une suspension, c'est la gendarmerie qui montre son autorité en faisant asseoir sèchement un prévenu qui se levait à l'approche de sa famille. Cris, confusion, bref instant de violence qui s'achève dans le cliquetis des menottes.

A la reprise, à nouveau, on fait l'appel par ordre alphabétique, mais cette fois, c'est pour examiner la personnalité de chacun. C'est un examen rapide, superficiel, qui a rien à voir avec l'étude de la personnalité telle qu'elle se pratique en cour d'assises. Pourtant, même si aucun des prévenus n'est soup-

çonné d'avoir participé à un attentat, ils doivent tous répondre du délit d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », qui peut entraîner une peine maximale de dix ans de prison.

Les trois magistrats se relayent pour lire un bref curriculum vitae, vite enrichi par quelques questions, avant que le prévenu soit invité à s'asseoir pour laisser la parole au suivant. Malgré l'aspect trop bâtif de cette partie pourtant fooda-

mentaire du débat, l'examen des personnalités permet de constater qu'aucun critère déterminant n'explique que ces hommes soient réunis dans un même « réseau ».

PALES RÉUSSITES
Ce n'est qu'un patchwork de misères et de pâles réussites. Certes, ils sont presque tous jeunes, et beaucoup d'entre eux portent la barbe. Mais surtout, c'est une litane d'études ratées, de RMI et de petits boulots. Fils d'immigrés ou immigrés eux-mêmes, ils sont français ou algériens, ou parfois les deux. Il y a aussi ceux qui ne doivent rien à l'immigration. A Alain Celler, né en 1962 à Vienne (Isère) et converti à l'islam, une assesseur lance : « Vous êtes donc français sans problème. » La phrase maladroite entraîne quelques murmures.

Et puis, il y a les exceptions. Sef Bourada, que le réquisitoire présente comme le personnage central du procès, s'exprime avec une aisance particulière. A la faculté, il a étudié l'histoire et la philosophie, puis il s'est consacré aux enfants victimes d'un handicap social avant de se vouer entièrement à l'islam. Khaled Kheder est ingénieur en recherche opérationnelle. Titulaire d'un DEA de mathématiques, il voulait passer un doctorat

Les policiers municipaux veulent continuer à être armés

Les représentants de 71 villes étaient réunis à Nice

NICE
de notre correspondant
Les représentants des polices municipales de soixante et onze villes, réunis à Nice lundi 24 novembre, ont manifesté leur ferme opposition à tout désarmement de leurs hommes. En élaborant un document relatif à leur statut, les responsables de ces forces municipales principalement situées dans le sud de la France ont pris position dans le débat ouvert après l'annonce d'un projet de loi visant à réglementer plus strictement les polices territoriales. Ce texte législatif visera à fixer leurs tâches et leurs missions « sans qu'aucune confusion soit possible avec les services de l'Etat en charge de la sécurité », a précisé le premier ministre Lionel Jospin (Le Monde du 26 et 27 octobre).

Réagissant aux propos du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, qui privilégie le désarmement de policiers municipaux aujourd'hui souvent dotés de pistolets ou de revolvers, les responsables réunis à Nice ont indiqué qu'une telle mesure les conduirait à abandonner de nombreuses missions qu'ils jugent indispensables à la sécurité de leurs concitoyens. Les « municipaux » sont environ 18 000 en France, selon leurs responsables - un projet de loi déposé en 1995 par le ministre Charles Pasqua avait évalué leur nombre à plus de 10 000 agents -, avec des niveaux de développement très différents en fonction des villes.

« Dans le déséquilibre sécuritaire que nous vivons, ce serait une folie de désarmer la police municipale, a déclaré le maire (RPR) de la ville, Jacques Peyrat, à la tête de la police municipale la plus nombreuse de France (237 fonctionnaires ; 1,1 % du budget de la ville). Ce serait enlever au berger allemand sa vigueur, ses crocs et en faire un petit boulot de Poméranie. La police municipale ne servirait plus à rien et je ne pourrais plus assurer la sécurité de mes concitoyens ». La police municipale de Cannes détient le taux record du nombre de fonctionnaires par rapport à la population (167 agents pour 70 000 habitants). Son directeur, Jean-Pierre Cabras, a énuméré les missions qu'il est prêt à abandonner en cas de désarmement : « Nous n'irons plus dans les quartiers

à risques. Nous ne ferons plus la fourrière et nous ne protégerons plus la synagogue ».

Aucun grief n'a été exprimé envers la police nationale, mais ses moyens et ses effectifs ont été jugés partout insuffisants. « Nous sommes souvent les premiers sur un lieu chaud », a déclaré Jean-Michel Weiss, brigadier-chef de la police municipale de la Grande-Motte et représentant de la Fédération nationale des polices municipales. « C'est normal puisque nous sommes une police de proximité, donc de terrain. Nous devons pouvoir assurer notre défense et celle d'autrui ». Les policiers municipaux ont aussi réclamé une extension de leurs pouvoirs en matière de constatations des infractions au code de la route, allant cette fois dans le sens des propositions avancées par M. Chevènement.

ARMÉS, EN MISSION
L'arrivée dans la police nationale des adjoints de sécurité, dans le cadre du Plan emploi-jeunes, a fourni un nouvel argument : « L'Etat forme en deux mois des jeunes qu'il va envoyer, armés, en mission, a expliqué M. Weiss. Ils seront confrontés aux mêmes difficultés qu'un policier municipal qui a vingt-cinq ans d'expérience ».

Les syndicats ont toutefois reconnu la nécessité de développer la formation en six mois du policier municipal. « Qu'ils soient municipaux ou nationaux, les policiers doivent, comme en Allemagne, être formés à la même école, selon Georges Martin, responsable de l'Union nationale autonome de la police municipale (Unapm) et directeur de la police municipale de Carqueiranne (Var). A la sortie, chacun choisit son débouché ». Le port de l'uniforme a constitué un autre thème de divergence avec le ministre de l'Intérieur. Certaines polices municipales ont longtemps voulu entretenir la confusion avec le corps d'Etat en adoptant des tenues comparables. Plusieurs de leurs responsables ont, à Nice, revendiqué le maintien du « bleu police », tandis que certains de leurs homologues se sont dits enclins à adopter une tenue qui les distingue de leurs collègues de la « nationale ».

Jean-Pierre Laborde

Fausse note pour l'envoi de jeunes appelés dans les quartiers sensibles

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a du rapporter, lundi 24 novembre, l'application d'une mesure de ses services qui avait pour effet d'annuler l'appel, début décembre, de recrues en vue de certaines formes civiles du service national et qui prévoyait de les incorporer dans une formation militaire. Cette décision concerne notamment 840 jeunes - sur un total de 30 000 conscrits - affectés à la politique de la ville, c'est-à-dire l'emploi de jeunes en zones urbaines « sensibles ».

A côté du service militaire stricto sensu, qui mobilise de l'ordre de 218 590 jeunes, et des formes civiles du service (police, coopération, aide technique et sécurité civile), qui attirent 19 940 candidats, les armées ont à gérer, chaque année, le sort de 11 390 autres recrues qui effectuent un service dit de « protocoles », au terme duquel elles sont censées remplir des tâches d'intérêt général pour des administrations. C'est le cas pour la ville. Mais de telles actions bénéficient aussi aux rapatriés, aux handicapés,

à l'environnement, aux anciens combattants, à la santé, à la culture, au commissariat à l'énergie atomique (CEA), etc.

Pour décembre, il avait été prévu l'affectation de quelque 840 jeunes à la politique de la ville, dans le cadre d'un protocole signé entre les armées, le ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, et le ministère de l'Emploi et de la solidarité. Or, selon le ministère de la défense, le « protocole » de la ville (soit quelque 10 000 jeunes prévus pour 1997) avait fait le plein si l'on s'en tient au système de quotas accordé par les administrations concernées. D'où la consigne adressée aux conscrits de décembre d'avoir, au plus tard le 3 du mois, à rallier une affectation militaire, au-delà de la période des « classes » dans un régiment que tout appelé au service doit effectuer.

C'est cet ordre d'appel sous l'uniforme - au sein d'un régiment des forces - que M. Richard vient de rapporter pour ce qui concerne les seules recrues de la ville. La mesure précédem-

ment arrêtée ne s'applique pas, en effet, aux conscrits auprès des rapatriés ou des handicapés. L'affaire a soulevé un émoi certain parmi les associations et chez les élus, principalement à l'Assemblée nationale où Guy Teissier, député UDF des Bouches-du-Rhône, a l'intention d'interpeller le gouvernement.

Elle constitue le premier accroc dans une politique - délicate à mettre en œuvre - qui consistera à passer progressivement, en six années, d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Ce qui suppose que le nombre des recrues ira en diminuant, tant dans les armées que dans les formes civiles ou « protocoles » du service. D'ores et déjà, on laisse entendre, au ministère de la défense, que 1998 devrait être marquée par une réduction, sans doute de moitié, des effectifs affectés à ces formes non militaires de service, à commencer par l'environnement par exemple.

Jacques Isnard

L'administration accusée au procès de l'avalanche de La Plagne

CHAMBERY
de notre correspondant

Le tribunal correctionnel d'Albertville (Savoie) a examiné, mardi 24 novembre, la part de responsabilité de huit prévenus - deux responsables de la station de La Plagne, un architecte et cinq fonctionnaires du département de la Savoie - poursuivis pour homicide involontaire, dans une avalanche qui avait enséveli, le 22 décembre 1991, trois appartements d'un immeuble de Belle-Plagne, provoquant la mort de Michel Andrien, un vacancier âgé de trente-neuf ans, père de trois enfants. Le parquet d'Albertville avait, dans un premier temps, classé l'affaire avant que la constitution de partie civile de la famille du défunt ne déclenche l'ouverture d'une instruction.

Une nouvelle enquête devait laisser apparaître de graves dysfonctionnements. « Ce procès, c'est celui de l'administration », a ainsi remarqué le président après avoir énuméré les diverses péripéties qui ont marqué la construction du bâtiment. Le premier certificat d'urbanisme avait été délivré au vu d'un plan qui devait se révéler faux, car il situait l'immeuble à près de 800 mètres de l'endroit où il a été construit : dans un secteur à risque répertorié dès 1971 sur la carte de localisation probable des avalanches. Une première coulée de neige avait envahi le chantier, en janvier 1981, et conduit la commission tripartite départementale de sécurité, présidée par le directeur dé-

partemental de la protection civile, Bernard Arenti, à découvrir l'anomalie du permis de construire. Alors que l'immeuble est achevé et les appartements vendus, cette commission, unique en France et obligatoirement consultée avant toute construction en station, émet, le 2 avril 1981, un deuxième avis favorable. Elle exige toutefois la réalisation de paravalanches en amont - qui s'avérèrent insuffisants - ainsi que la pose de volets métalliques sur le bâtiment. Comme la façade n'a pas été conçue pour accueillir de telles modifications, elle renvoie finalement à exiger cette protection. « Je n'avais pas conscience que l'immeuble se situait dans une zone avalancheuse, sinon je n'aurais pas conçu un bâtiment aussi vulnérable », a indiqué au tribunal Michel Bezançon, architecte concepteur de la station de La Plagne et de l'immeuble en cause. « Nous avons exigé le maximum de protections, compte tenu des connaissances dont nous disposions à l'époque », s'est, de son côté, défendu Bernard Arenti.

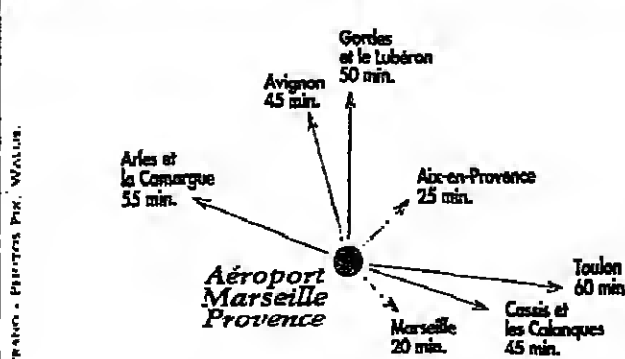
Dénouant des fautes d'imprudence et d'imprévoyance ainsi que les recules de l'administration, le substitut du procureur, René Ternoy, a requis de faibles peines d'amende (entre 5 000 et 10 000 francs) compte tenu de la qualité des prévenus, « professionnels aux compétences reconnues ». La défense a plaidé la relaxe. Jugement le 19 janvier.

Philippe Révil

Gagnez vos marchés en Provence



Paris-Marseille 44 vols par jour !



Toute la Provence à votre portée, pour vos affaires et vos loisirs.
6 loueurs de voitures à votre disposition.

AÉROPORT
CCI Marseille - Provence

DISPARITIONS

Ivan Djuric

Un intellectuel opposant au régime serbe

LORSQUE, dans les années 80, la plupart des historiens serbes choisissaient de servir le nationalisme, Ivan Djuric, spécialiste de Byzance et des Balkans, disciple de Georges Ostrogorsky et de l'école byzantiniste de Belgrade, s'engageait dans une autre bataille : celle de la démocratie. Mort, dimanche 23 novembre, à l'âge de cinquante ans, des suites d'un cancer foudroyant, il était l'une des figures marquantes de l'opposition au régime de Slobodan Milosevic.

Né à Belgrade en octobre 1947, Ivan Djuric fait ses études dans la capitale yougoslave. C'est là qu'il entame sa carrière de professeur d'université, qui s'achèvera un jour d'automne 1991 lorsque le régime serbe le force à quitter son pays. Quand Milosevic prend le pouvoir en Serbie en 1987, Ivan Djuric milite dans les cercles libéraux de Belgrade qui préparent l'après-communisme. Il est de ceux qui comprennent très vite que le nouveau leader et son optimisme national-populiste risquent de précipiter la Yougoslavie dans la guerre. Il se lance alors dans la politique. Lors des premières élections libres, organisées en Serbie en décembre 1990, plus d'un an après la chute du mur de Berlin, il affronte Milosevic à la présidence. Arrivé en tête en Voïvodine, province du nord de la Serbie où coexistent une dizaine de communautés ethniques, il est mis en échec au niveau national par Slobodan Milosevic.

Le candidat déchu poursuit son combat. Il s'engage corps et âme contre les nationalismes de tous bords, mais il est écarté par la guerre qu'il redoutait tant et qu'il n'a cessé de combattre. Fin 1991, il se réfugie à Paris où il enseigne au Collège de France puis à l'université Paris-VIII et publie en français l'un de ses principaux ouvrages, *Le*

Crépuscule de Byzance (Ed. Maison-neuve et Larose, 1996). En exil, il poursuit ses activités politiques, multiplie les rencontres avec les dirigeants en Europe et aux États-Unis. Souvent sollicité par les médias occidentaux, il rappelle sans relâche qu'une alternative est possible à Belgrade. En 1992, il crée, à Paris, le Mouvement pour les libertés démocratiques. Son cheval de bataille : rassembler toutes les forces démocratiques de l'ex-Yougoslavie, impulser la réconciliation et construire une alternative à la haine. Sa personnalité et sa fidélité à ces idéaux lui ont valu la reconnaissance de ses pairs dans toutes les anciennes Républiques yougoslaves. Il se rend à Sarajevo, à Skopje, retrouve ceux qui militent contre la guerre en Croatie, mène son combat jusque dans sa Serbie natale, continuant d'entretenir le dialogue avec les Albanais du Kosovo, les Hongrois de Voïvodine, les musulmans du Sandjak. Ses détracteurs sont nombreux, aussi bien au sein du régime que dans l'opposition, où l'on craint un brin que son projet de réintégrer la Serbie dans l'Europe.

Florence Hartmann

■ ROBERT HOUELOIT, poète, est mort le 29 octobre. Né le 18 février 1912 à Nancy, il était membre de plusieurs journaux littéraires et secrétaire général de la Maison de la poésie (Fondation Emile-Biémont). Membre du groupe des « fantaisistes », défenseurs des formes classiques, il avait publié plusieurs recueils de poèmes : *Le Temps perdu* (1936), *Poèmes de guerre* (1945), *Où dort le souvenir* (1950).

NOMINATIONS

SÉNAT

Jacques Bellanger est devenu sénateur (PS) des Yvelines, en remplacement de Michel Rocard, qui a démissionné de son mandat mardi 18 novembre.

[Né le 25 juin 1931 à Fontainebleau (Seine-et-Marne), ancien officier d'administration au service de santé des armées, Jacques Bellanger a été directeur du laboratoire Industriel Scler de 1958 à 1976, conseiller en gestion commerciale de 1977 à 1979, puis directeur de la caisse des écoles de Conflans-Sainte-Honorine. Il a été conseiller municipal de Houilles (Yvelines) en 1977, Jacques Bellanger a été, de 1983 à 1986, adjoint au maire de cette commune et premier secrétaire de la fé-

dération socialiste des Yvelines. Devenu sénateur en septembre 1986, il figurait en deuxième position non élidable sur la liste conduite par Michel Rocard aux sénatoriales de 1993.]

Bernard Fournier est devenu sénateur (RPR) de la Loire, en remplacement de François Mathieu (Un. croit.), décédé lundi 17 novembre.

[Né le 13 septembre 1946 à Saint-Etienne, ancien expert-comptable, Bernard Fournier a présidé l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) de 1976 à 1986. Élu en mars 1985 au conseil général de la Loire, dont il est le vice-président, devenu maire de Saint-Nizier-de-Fornas en mars 1989, Bernard Fournier était le suppléant de François Mathieu au Sénat depuis septembre 1992.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Isabelle et Gabriel VILLADA et Agathe ont la joie d'annoncer la naissance de Valentine.

le 9 novembre 1997, à Paris.
- 4, rue Joseph-Grunier, 75007 Paris.

Mariages

M. et M^{me} Michel DUCAMP, M. et M^{me} Jérôme MONOD ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Sophie et Guillaume, qui a été célébré le 22 novembre 1997, à Paris.

Décès

- Le docteur Charles Bocquentin, son épouse, Anne-Catherine et Pierre Pringuet, Agnès et Marc Jamot, ses enfants, Alexia, Elisabeth, Aurèle et Guillaume, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur Gisle BOCCOQUENTIN, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique pédiatrique, psychanalyste (ayant exercé également sous le nom de Gisle PRINGUET).

Les obsèques ont eu lieu le 25 novembre 1997, à Nevers, dans l'intimité.

- Jacqueline Bon, son épouse, Chantal et Jacques Mazard, Véronique et Dominique Canton, Xavier et Agnès Bon, Dominique et Sophie Bon, Olivier et Hélène Bon, Béatrice et Eric Michel, ses enfants, Ses vingt et un petits-enfants, René Hennebicque, sa belle-mère, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de Pierre BON,

qui s'est endormi dans l'espérance de la lumière le vendredi 21 novembre 1997, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet, le mercredi 26 novembre, à 10 heures.
86, boulevard des États-Unis, 78100 Le Vésinet.

- Jean-Michel Bloch-Lainé, président de l'Agence Qualité construction, Les administrateurs, Et le personnel de l'agence, ont la tristesse de faire part du décès, le 21 novembre 1997, de

Pierre BON, directeur général de l'agence de sa création en 1982 jusqu'en 1992.

- Les familles Bouderbala et Guillary ont la douleur d'annoncer le décès de Meika BOUDERBALA,

à Tunis.
Raouf et Negh Bouderbala, 12, rue Lami-Zarouk, La Marsa (Tunisie).

- Perside Calcatelli, sa belle-sœur, Alyette et Rahab Abiche, Georges Balland, Françoise Bertolotti, ses nièces et neveu et leurs familles, Jacques et Brigitte Crépelle, Pierre-Charles et Lucie Crépelle, ses beaux-enfants et leurs familles, ont la tristesse d'annoncer le décès, le 23 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Vera CRÉPELLE, née CALCATELLI.

Les obsèques auront lieu dans la stricte intimité familiale.

Des dons à sa mémoire peuvent être adressés à France-Alzheimer, 21, boulevard Monmartré, Paris-2^e, par chèque bancaire ou CCP Paris 7.131.57 R.

Maison de retraite La Roche-aux-Carmes, 54400 Longwy.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
Téléphones : 01-42-17-39-80 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.
Rubrique nécrologie 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Mariages/naissances 70 F
Thèse étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de dix lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- Françoise Sée, Monique et Henk Klassen, leurs enfants et petits-enfants, Norbert Sée et Françoise Guin, leurs enfants et petits-enfants, Marie-Claire et Gilbert Brunschwig, leurs enfants et petits-enfants, Roland et Martine Bechmann, Renée Bechmann, ont la tristesse de faire part du décès de

Genevieve DREYFUS-SÉE, née BECHMANN (Amélie DUBOUQUET),

qui nous a quittés doucement, à son domicile parisien, ce lundi 24 novembre 1997.

Elle sera inhumée au cimetière de Tourtoirac, Dordogne, le jeudi 27 novembre, à 15 heures.

Un office du soir sera célébré, à sa mémoire, dimanche 30 novembre, à Paris, à 17 h 30, à son domicile.

- M^{me} Robert Dupuy, Le comte et la comtesse Arnaud de Villeneuve Esclapart et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Dupuy, leurs enfants et petits-enfants, Le baron et la baronne Alain Duplessis de Pouilliac et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Guignot et leurs enfants, M. et M^{me} Hugues Dupuy et leurs enfants, font part du décès de

M. Robert DUPUY.

La cérémonie religieuse a été célébrée ce mardi 25 novembre 1997, en l'église Saint-Louis, à Sète (Hérault).

- Le conseil de surveillance, Le directeur, Et le personnel de la banque Dupuy de Parneval,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert DUPUY, président d'honneur de la banque Dupuy de Parneval.

La cérémonie religieuse a été célébrée ce mardi 25 novembre 1997, en l'église Saint-Louis, à Sète (Hérault).

- Le conseil d'administration, Et l'ensemble des membres de l'association « Vers la Vie pour l'éducation des jeunes », ont le regret de faire part du décès de leur président,

Jean-Claude FERRAND.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 novembre 1997, à 11 heures, au cimetière de Saint-Lambert-des-Bois (Yvelines).

- Albane, Guilhem et Laure, ses enfants, Jean-Pierre et Sylvaine, ses gendre et belle-fille, Ses sept petits-enfants, Et toute sa famille, ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

M. René FERRY, colonel (E.R.), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, croix de guerre 1939-1945, étoile Vermeil, croix de la valeur militaire, étoile Vermeil, médaille du combattant volontaire, résistante avec rosette, médaille d'honneur du Mérite vietnamien.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Honoré d'Eylan, 60 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, le jeudi 27 novembre, à 15 heures.

Famille Ferry, 16, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

- Le président, Et l'ensemble de la communauté universitaire de l'université Paris-IV-Sorbonne, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean GAULMIER, professeur émérite.

Louise GOUSSAULT

nous a quittés le 21 novembre 1997.

Yves Goussault et sa famille.

- Bona, Paris, Mulhouse.

Marianne Hadey et sa famille, Marc-André, Jérôme, Catherine, Jean-Luc, ses enfants, Leur famille, Et leur mère, Claude, son frère, sa famille, Ainsi que ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques HADEY,

survenu le 16 novembre 1997.

Un service religieux aura lieu samedi 29 novembre, à 10 heures, au temple Saint-Jean, rue de la Synagogue, à Mulhouse (Haut-Rhin).

- Jean-Gabriel Kahane, son fils, Annie Kahane, sa bru, Sonia Kluet, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès, le 24 novembre 1997, de

Frederica KAHANE, née RINTZLER.

Les obsèques auront lieu le 26 novembre, au cimetière parisien de Pantin. On se réunira à 15 heures, à la porte principale, située 164, avenue Jean-Jaurès, à Pantin.

42, allée du Pré-Gibeciaux, 91190 Gif-sur-Yvette, Glenwood Inn, Glenwood Avenue Menlo Park, Californie (USA).

- Jean-Claude Paul et Philippe Kanoui, ses fils, Ainsi que leurs épouses, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Kanoui, Bensimon, Azoulay, Danoon, Benichou, Biron, et leurs alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Florence KANOUL, née SALMAN,

survenue le 20 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation a eu lieu le 21 novembre, au nouveau cimetière de Neuilly où elle repose désormais auprès de son cher époux.

M. Marcel KANOUL,

décédé le 29 novembre 1996.

« Ceux qui les ont aimés les feront vivre en les associant dans leur souvenir. »

31, rue Edith-Cavell, 92400 Courbevoie.

Henriette NICOLAS,

parmi les premiers à faire connaître le T'ai Chi Chuan en France, est décédée le 12 septembre 1997. Elle était allée, il y a plus de trente ans à Honolulu, à l'école de maître Tung, d'abord seule avant d'y entraîner plusieurs personnes. Elle a fondé la Société d'études des disciplines gestuelles traditionnelles (SEDGT) en 1971, pour répandre cette « danse de la vie ». A travers son enseignement du TCC, elle a su communiquer les aspects universels des hautes traditions de sagesse.

Nous lui témoignons notre reconnaissance et notre désir de voir continuer son œuvre en nous rassemblant pour une messe le jeudi 4 décembre, à 12 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5^e.

Que ceux qui auront connaissance de ce message veuillent bien le transmettre autour d'eux.

SEDGT, Tél. : 01-46-57-47-77.

- Le président du conseil d'administration, Les administrateurs, Le directeur général et l'ensemble du personnel d'Agri Orientations, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques POLY, fondateur et administrateur en titre de la filiale de l'INRA,

survenu le 20 novembre 1997, dans sa soixante et onzième année.

Ils présentent à sa famille et ses proches leurs sincères condoléances.

- Le conseil d'administration de l'Institut Curie a le regret de faire part du décès de

Jacques POLY, administrateur de l'Institut de 1985 à 1991, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 20 novembre 1997, dans sa soixante et onzième année. (Le Monde du 25 novembre.)

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

Le Monde sur Internet

http://www.lemonde.fr

Découvrez gratuitement les Dossiers du Monde en Ligne (le procès Papon, le Festival d'automne...), participez à nos forums (La République et ses immigrés...) recherchez une offre d'emploi ou un livre. Consultez le supplément multimédia et ses archives depuis 18 mois.

Dès 17 heures (heure française), retrouvez le journal complet du jour ainsi que les six dernières éditions. Les articles de Une, les ouvertures de séquence (International, France, Culture...) et le sommaire de tous les articles sont gratuits. Le reste du journal est vendu 5 F par numéro.

Pour acheter le journal, vous devez télécharger un logiciel de paiement sécurisé (Klebox) et ouvrir un compte alimenté par votre carte bancaire.

- L'Aleste et son président, M. le recteur Pierre Louis, Les personnels du centre régional de Lyon associé au CNAM, Et de ses instituteurs, ont la tristesse de faire part du décès survenu brutalement le 24 novembre 1997 de

M. Roger RICHE.

- M. Gaston Sebbah, son épouse, M. Marc Sebbah, M. Denis Sebbah, M. et M^{me} Serge Sebbah, ses enfants, Nathalie, Elise, Sandra, Brigitte, Marine, Clara et Maxime, ses petits-enfants, Les familles Melki, Sebbah, Et tous ses proches, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée

M^{me} Fernande SEBBAH, née MELKI,

survenue brutalement le jeudi 20 novembre 1997.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 24 novembre au cimetière parisien de Pantin.

« Le soleil se lève, le soleil se couche ; il cherche son point de départ pour se lever à nouveau. » L'Eclésiaste.

- Françoise et Jean-Marie Turmel, ses parents, Jean-Paul Turmel, son frère, Pauline et Marie Turmel, ses nièces, ont la grande douleur de faire part du décès de

Jean-Claude TURMEL,

survenu à l'âge de quarante ans.

Les obsèques ont eu lieu à Noirmoutier, le 25 novembre 1997.

Une messe de souvenir sera dite le 3 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-5^e.

1, square Lagarde, 75005 Paris, 34, rue de Pomard, 75012 Paris.

- M^{me} Clara Weistuch, M. et M^{me} Michel Weistuch et leurs enfants, M^{me} Rita Weistuch et ses enfants, Les familles Dayan, Waldman, Lipzytz et Reynaud, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacob WEISTUCH,

survenu le 20 novembre 1997, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 25 novembre, au cimetière parisien de Bagneux.

73, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

Remises de bourses

Remise des bourses annuelle et conférences Le Centre de recherche sur les Juifs du Maroc 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Président : Robert Assaraf, le 4 décembre 1997, à 20 heures.

Remises de bourses annuelles de doctorat et conférence de l'écrivain et historien, André CHOURAQUI, Regards sur l'histoire des Juifs du Maroc, à la maison de la Chine, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, salle 215. Réservation : 01-45-49-61-40

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 27 novembre, à 20 h 30 : « Paysages de campagne » (éditions Grasset) avec Philippe Alexandre, journaliste. Tél. : 01-42-71-68-19.

- Maison de l'hébreu : 01-47-97-30-22. Lire en deux heures, maîtriser le langage biblique ou parler israélien en dix séances (ou à distance).

Institut de la Décentralisation organise les 2^{es} assises de la décentralisation

Judi 11 décembre. La gestion locale face à l'insécurité juridique.

Judi 11 et vendredi 12 décembre 1997

Lyon Ecole Normale Supérieure

Vendredi 12 décembre. 15 ans de décentralisation... la décentralisation dans 15 ans

Pour tout renseignement : Institut de la Décentralisation - 2, rue des Langs-Pieds 92100 Boulogne-Billancourt - tél. 01 47 61 92 48 - fax 01 47 61 92 47

هذا من رصاص

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

Le Bassin parisien engrange la « récolte du siècle » de betteraves à sucre

La conjonction de conditions climatiques favorables et de progrès dans la génétique a permis à quelque 35 000 planteurs, des buttes de la Marne aux plateaux de l'Eure, de produire une quantité record de plantes. L'industrie sucrière est engagée dans une vaste restructuration

ETREPAGNY (Eure)
de notre envoyé spécial
D'ordinaire, le monde des planteurs de betteraves et des fabricants de sucre n'est pas porté à parler haut et fort. Mais cette année, les uns et les autres ne peuvent s'empêcher de jubiler. La récolte française de betteraves à sucre est tout simplement extraordinaire. « Employez les superlatifs que vous voulez, mais autant en termes de quantité que de richesse en sucre ou d'organisation du rythme de la campagne 1997-98, on va battre cette année des records », analyse Alain Jeanroy, directeur général de la Confédération générale des planteurs (CGP).

Des terres limoneuses et fécondes de l'Aisne aux plateaux de l'Eure qui s'étendent à perte de vue, des confins d'Orléans aux buttes de la Marne, bref dans le grand Bassin parisien, les cultivateurs chargent tombereaux sur tombereaux, et les sucreries, crachant dans le ciel livide d'automne d'énormes panaches de vapeur d'eau, tournent sept jours sur sept, depuis fin septembre, à plein régime.

Alors que la récolte avait atteint l'an dernier 25,3 millions de tonnes,

elle devrait dépasser cette année 28,5 millions. Le rendement fera un bond considérable, passant de 55 tonnes à l'hectare à 62 avec des pointes jusqu'à 100 dans le Loiret, par exemple. Le rendement en sucre à l'hectare, véritable baromètre de la productivité de la plante, est estimé cette année à 11,3 tonnes contre 9,8.

SURABONDANCE
L'euphorie de cette catégorie d'agriculteurs particulièrement bien organisés, à l'abri d'une stricte limitation volontaire de la production depuis les années 30, est d'autant plus sereine que la réforme de la politique agricole commune (PAC) actuellement en discussion à Bruxelles ne les touche guère.

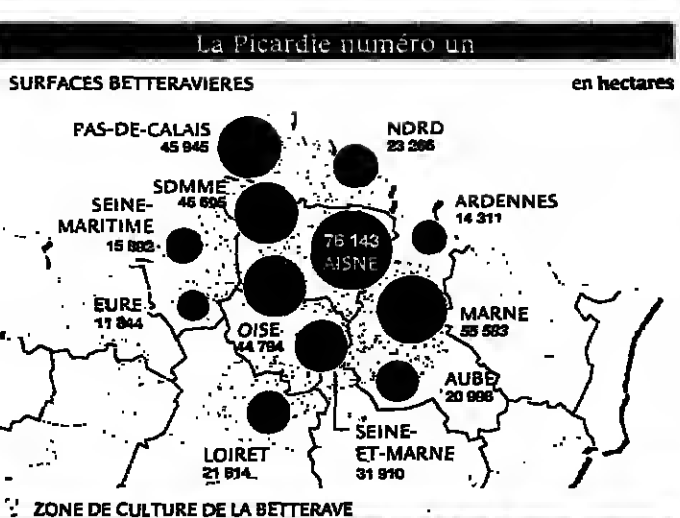
Renégocié en 1994 pour six ans, le « règlement sucre » fixe les quotas de betteraves attribués à chaque pays, ainsi que les niveaux de prix garantis jusqu'à 2001. Tout est prévu : tant de quantités autorisées pour les quotas nationaux à prix garantis, tant de taxes professionnelles perçues pour subventionner les exportations sur le marché mondial et la fabrication d'alcool et d'éthanol carburant,

au titre de la troisième part de la récolte.

Autrement dit, le secteur ne coûte rien au budget communautaire.

« Lorsque l'on sème les betteraves en avril, explique Alain Jeanroy, le planteur sait déjà combien de tonnes, et à quel prix - avec quatre chiffres après la virgule, car les détails, c'est de l'argent ! - la sucrerie va lui acheter fin septembre quand commencera la campagne. Nous avons une vue assez claire de notre secteur à moyen terme. » Autre raison d'être optimiste : les cours mondiaux, en cette fin 1997, sont bien orientés.

Cette surabondance de tubercules, due à des conditions climatiques particulièrement favorables (un été pas trop chaud et correctement arrosé) et à de nouveaux progrès de la génétique, a cependant dans les champs et les usines des effets perturbateurs : il a fallu allonger la durée de la campagne, et une usine comme celle d'Étrepagny (Eure), qui appartenait à la Générale sucrière et traitait 10 000 tonnes par jour, « tournera cette année presque une trentaine de jours de plus que l'an dernier », précise son directeur, Didier Corfi. Pour leur part,



et l'on en voit déjà les effets cette année dans les amoncellements au bord des routes -, ce qui oblige les agriculteurs à les stocker sur des terres pleines en dur et non à même le sol.

Une « tare-terre » allégée, comme disent les professionnels, c'est, à la sortie de l'usine, des eaux de lavement plus propres et un encombrement réduit. La bonification que se partageront le planteur et l'industriel pourra atteindre 400 à 500 francs à l'hectare. Du coup, les semenciers se sont lancés dans la recherche de variétés aux profils plus lisses ou réguliers, moins enclins à retenir l'inutile gangue sur les parcelles.

L'autre voie d'économies, qui donne lieu souvent à des contentieux entre agriculteurs et industriels, touche à l'enlèvement des feuilles, considérées comme un déchet inutile. La CGB a lancé une campagne sous le mot d'ordre : effeuiller, c'est gagner. L'usine prévient en effet dans chaque camion des échantillons que les ouvrières, armées d'un grand couteau à lever, examinent et tranchent pour déterminer la part utile de la plante et donc la teneur exacte en sucre. Trop de feuilles, c'est à la fois le risque de voir se produire des repousses dans les silos de stockage, se propager la fermentation et affaiblir les réserves en sucre avant traitement à l'usine. Un système de bonus-malus a été mis au point entre la CGB et les grands groupes de transformation. Les fabricants de rotors, scalpels et autres machines à découper le savent et font déjà du porte-à-porte pour vanter les mérites de la petite merveille technologique concoctée par les inventeurs, qui demain, révolutionnera encore une fois les cultures.

35 000 planteurs pour des clients italiens

La France est le premier producteur mondial de sucre de betterave et, avec ses territoires d'outre-mer où est cultivée la canne, le 7^e producteur mondial de sucre.

● Histoire : ce n'est qu'en 1747 que l'on parvient à extraire et doser le sucre qui contient la betterave. Il faut attendre 1799 pour mettre au point un procédé d'extraction industrielle et les années du blocus continental sous Napoléon I^{er} en guerre contre l'Angleterre (qui bloque les arrivées de sucre de canne

des colonies) pour voir naître les premières fabriques en métropole. Un décret impérial en janvier 1812 fixe les conditions de culture et le régime d'exemption fiscale. La première raffinerie est celle de Benjamin Delessert, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise), ce qui lui vaut d'être nommé baron d'Empire.

● Culture : quelque 35 000 planteurs ont produit, en 1996, sur 2,6 % des terres laboureuses, 25,3 millions de tonnes de betteraves. Une

exploitation n'est jamais exclusivement consacrée à la betterave. En général, à cause des nécessaires rotations de culture, cette plante ne représente qu'un tiers du total, mais dégage plus de la moitié du bénéfice global de l'exploitation.

● Industrie : après dix ans de restructuration, on compte aujourd'hui 42 sucreries au lieu de 55 en 1985. Trois usines ont fermé en 1997 (une dans les Ardennes, deux dans l'Oise). Les principaux groupes sucriers sont Eridania Béglin-Say (contrôlé par l'italien Ferruzzi),

Générale sucrière (depuis le 20 novembre entre les mains de la famille Agnelli), la Compagnie française de sucrerie, la Vermandoise et des coopératives (notamment USDA), ces dernières « tenant » environ 30 % de la production totale. Dans la Marne, l'usine de Comantré (Eridania-Béglin-Say) avec une capacité théorique de 28 000 tonnes/jour est la plus grande sucrerie du monde. Les deux principaux secteurs utilisateurs de sucre sont les boissons rafraîchissantes d'une part, les chocolats et confiseries de l'autre.

un coup de gel tombait ici ou là, vers le 15 ou le 20 décembre.

Usine par usine - y compris les usines de déshydratation de la pulpe pour l'alimentation du bétail, elles aussi engorgées - des « négociations de compensation et de garanties », parfois ardues, ont eu lieu avec les planteurs pour que ces derniers ne soient pas pénalisés par l'allocation des délais. Et en fin de compte, note la CGB, on est parvenu à des solutions « adaptées aux aspirations locales ».

EFFEUILLER, C'EST GAGNER
Pour améliorer leurs performances, les planteurs viennent de s'engager dans deux opérations qui, si elles sont menées consciencieusement, peuvent faire gagner quelques milliers de centimes par hectare et donc, vu les tonnages manipulés, pas mal de milliers de francs. Il s'agit d'abord de livrer à l'usine des betteraves les moins terreuses possible -

François Grosrichard

L'Etat va favoriser la coopération entre l'Ile-de-France et ses voisins

POUR avoir été les premiers à accepter de consacrer une partie de leurs budgets à des actions communes, les élus des huit régions du Bassin parisien devraient voir leur méthode récompensée. Réunis au Mans mardi 25 novembre, pour la quatrième fois depuis la création en 1994 du Conseil d'aménagement du Bassin parisien, les présidents de Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Pays de la Loire et Picardie, tous de l'opposition, peuvent ainsi envisager avec assurance l'avenir d'une initiative que le gouvernement fupé avait qualifié d'« exemple de coopération et de solidarité ».

Comme l'avait fait le comité interministériel le 10 avril 1995 à Auch, le gouvernement Jospin se dit prêt à leur donner satisfaction. La transformation du conseil d'aménagement en établissement public interrégional - avec extension éventuellement à d'autres régions - devrait figurer dans le projet de loi d'aménagement du territoire, actuellement en préparation dans les services de Dominique Voynet.

En quatre ans, le contrat de plan interrégional du Bassin parisien a permis de lancer de nombreuses opérations communes pour les infrastructures, l'environnement ou la formation. L'inauguration, le 25 novembre, de l'Ecole nationale des ingénieurs du Mans est un nouvel exemple de cette originale méthode de financement. Les 36 mil-

lions de francs nécessaires, outre l'intervention des fonds européens, sont convertis à parts égales par l'Etat, l'Ile-de-France et l'ensemble des sept autres régions.

Mais ces crédits transitent par la Datar, ce qui « entraîne des lourdeurs bureaucratiques pour les finances de l'Etat, mais énormes pour nos interventions », souligne Charles Baur, président (UDF-FD) de Picardie, actuellement à la tête de la conférence permanente des présidents de région du Bassin parisien. Les retards dans l'adoption des budgets en Haute-Normandie puis en Ile-de-France, faute de majorité pour les voter dans les assemblées régionales, militent également pour la création d'un organe disposant de sa propre trésorerie.

La création d'un établissement public interrégional du Bassin parisien ne suffira pourtant pas à donner entièrement satisfaction aux élus. L'Etat en effet reste vigilant, puisque les préfets de région, présents au conseil à parité avec les élus, sont chargés de vérifier que l'action de ces derniers s'inscrit bien dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par les lois de décentralisation.

L'esprit d'ouverture du gouvernement sur le statut juridique du conseil ne signifie pas cependant qu'il manquera de fermeté en matière budgétaire. Les contrats de plan sont prolongés d'un an (1999 au lieu de 1998), mais sans financements additionnels.

Christophe de Chenay

DÉPÊCHE
■ NOUVEAU CONTRETEMPS POUR VULCANIA. Vulcania, le centre européen du volcanisme voulu par Valéry Giscard d'Estaing, a provoqué de vifs débats lundi 24 novembre au conseil régional d'Auvergne. Alors que les engins ont déjà engagé les travaux, le quotidien *La Montagne* vient de révéler que le coût de la réalisation du gros œuvre et de l'équipement était multiplié par deux, le conseil régional a déclaré l'appel d'offres infructueux : les propositions des entreprises intéressées dépasseraient les 130 millions de francs alors que l'estimation du maître d'œuvre était fixée à 64 millions. Face au porte-parole du groupe socialiste, Albert Chambard, qui a dénoncé une « bombe financière à retardement », Valéry Giscard d'Estaing a vigoureusement contre-attaqué, se affirmant notamment que « le coût total de Vulcania ne dépassera pas le tiers de ce qui a été dépensé au Futuroscope de Poitiers par le seul département de la Vienne ». - (Corresp.)

NICKEL : EUROSTAR

PROMOTION PARIS-LONDRES À PARTIR DE 490F

A/R EN 2^e CLASSE

En vente jusqu'au 20/11/97

Prix soumis à conditions

INFO & RÉSA AU 0836 35 35 39

Divin : LES HÔTELS RADISSON EDWARDIAN

VOTRE HAVRE DE PAIX

Radisson Edwardian

LONDRES

c'est démoniaque

LONDON

DÉBOUTONNEZ-VOUS

DANS LES BOUTIQUES LES PLUS FLASH

WONG SINGH JONES DE QUOI SE DÉNicher UN TOTAL LOOK PSYCHÉDELIQUE AU RYTHME DE LA DANCE MUSIC... BEADS L'ANTRE DE L'EXCENTRICITÉ POUR ENFILER LES PERLES LES PLUS DÉLIRE DU MONDE... RED OR DEAD DES FRINGUES EN PLASTIQUE TRANSPARENT POUR SE SAPER COMME DANS STAR TREK DE LA TÊTE AUX PIEDS.

Les savants en sont désormais convaincus : le climat change ; les températures augmenteront plus vite en cent ans que lors des dix mille dernières années. Des modifications qui peuvent rendre plus vulnérable l'espèce humaine. Jusqu'où les équilibres fondamentaux de la planète vont-ils résister ? Jusqu'à quel point l'homme sera-t-il capable de s'adapter ?

La Terre se réchauffe

1. Les mises en garde des scientifiques



Le dessinateur Mariscal imagine chaque semaine dans le supplément dominical du quotidien espagnol « El País » ce que pourrait être « la vie en vert ». Il suggère d'utiliser la rue pour cultiver et organiser l'autosubsistance, remède à « la dépendance alimentaire et à la faim ». Son dessin est signé « Association de quartier indépendante ».



Les « citoyens indépendants réinventent l'abondance dans la ville » grâce à « une terre bien exploitée qui produit de bons fruits et de bons légumes ». L'« air propre » et une « bonne photosynthèse » permettent aux « vaches laitières » et aux « poulets » de circuler au milieu des « zones de production » dans lesquelles il fait bon se promener à pied ou à vélo.

LE professeur Paul Crutzen a la pose et le propos modestes. Ce Prix Nobel de chimie avoue que c'est par hasard, alors qu'il travaillait dans les années 60 comme informaticien à l'Institut météorologique de Stockholm, qu'il a été amené à faire une des grandes découvertes du siècle. Contrairement à ce que toute la communauté scientifique croit à l'époque, il établit que la couche d'ozone qui, là-haut, protège les hommes et les plantes des ultraviolets meurtriers du Soleil ne se renforce pas, mais qu'elle s'amincit dangereusement sous l'action des molécules chimiques en provenance de l'activité industrielle. La couche d'ozone « trou » dans la couche d'ozone est démasquée, mais la nouvelle, en 1970, est tellement stupéfiante que Paul Crutzen garde sa découverte pour lui : « Je n'étais pas chimiste et je me disais que je devais m'être trompé. Il y avait tant de chimistes dans le monde... »

Or, ces gaz « à effet de serre », à la différence des tueurs d'ozone, sont impossibles à éliminer ou à recycler. Quant à leur remplacement, il obligerait à une révolution énergétique et technologique copernicienne : le solaire, l'éolien, l'hydroélectrique ou... le nucléaire, à la place du charbon et du pétrole ! « Cette fois, dit Paul Crutzen, le monde ne sera pas à même de réagir aussi rapidement, car les combustibles fossiles, qui sont la force motrice du réchauffement de la planète, sont aussi ceux de l'économie mondiale. » Le charbon et le pétrole – les deux tiers de l'énergie que les hommes utilisent à travers le monde pour produire, se déplacer ou se chauffer – sont les principaux responsables des émissions de gaz carbonique. Même chose pour le méthane : il provient pour l'essentiel des nouveaux modes culturels qui ont permis à l'agriculture d'accompagner la croissance démographique et de doubler, en vingt ans, la production alimentaire. Une production qui devra encore doubler d'ici une vingtaine d'années. La

question climatique conduit donc au cœur de l'activité humaine. Si celle-ci, pour la première fois de la très longue histoire de la planète, modifie l'équilibre climatique en l'espace d'un siècle, « un petit clin d'œil », selon l'expression du Prix Nobel John Holdren, où allons-nous ? L'humanité est, à juste titre, tétanisée par cette perspective. Les 3 % à 4 % de carbone supplémentaire (c'est-à-dire 7 milliards de tonnes environ) que l'homme injecte, chaque année un peu plus, dans l'air vont-ils vraiment suffire à régler cette immense machine énergétique, complexe, fragile et encore largement méconnue que constitue le couple océan-atmo-

Certains ont guéri. Groupée en commando autour de leur gourou du Massachusetts Institute of Technology, Richard Lindzen, un scientifique de haut niveau dont le journal, *New Scientist*, estime néanmoins que « les idées sont notoirement difficiles à appréhender », l'école des sceptiques a, pendant une dizaine d'années, contesté la réalité du phénomène, attribuant sans nuance cette « lubie » aux « laïcs-pour-compte de la science », dont certains sont ouvertement accusés d'être « manipulés » par le vice-président des États-Unis, Al Gore. Leurs arguments n'étaient pas sans valeur et reposaient en particulier sur la rétroaction négative de

rien faire. Un chercheur respecté comme Michael Schlesinger, de l'université de Yale, pour qui la hausse des températures aurait des effets bénéfiques sur la croissance des plantes et leur capacité à absorber le CO₂, n'en estime pas moins que « ce serait de la folie de rester les bras croisés ». L'école des sceptiques a encaissé un rude coup quand on a appris que l'industrie américaine du pétrole et du charbon finançait les travaux de certains de ses membres, comme Patrick Michaels, le plus farouche lieutenant de Lindzen. Lequel eut cet avertissement de ses adversaires : « Si l'on avait pas d'implications politiques, nous pourrions trouver un terrain d'entente. »

perturbant le processus, ces émissions qui s'accroissent conduisent au renforcement de l'effet de serre, donc au réchauffement. « Personne n'a pu construire un modèle qui ne réponde pas à un accroissement de CO₂ par un réchauffement », assène Hervé Le Teut, du laboratoire de météorologie dynamique du CNRS. Le réchauffement progressera, sur un siècle, à un rythme de dix à cinquante fois supérieur à celui que l'humanité a connu en dix mille ans ; depuis que la civilisation s'est installée dans un climat globalement stable : +0,5 °C ces dernières années, +1 à +5 °C supplémentaires selon les projections modélisées sur cent ans, contre +1 °C en moyenne par millénaire depuis la fin de la dernière glaciation.

POUR Jean-Claude Duplessy, pour James Hansen, directeur de l'Institut Goddard d'études spatiales de la NASA, pour Robert Watson, directeur du département environnement de la Banque mondiale, pour Kevin Trenberth, du Centre national de recherche atmosphérique des États-Unis, pour Thomas Karl, du Centre national des archives climatiques américaines, pour l'écrasante majorité du monde scientifique comme pour la masse des agronomes, forestiers ou hydrologues, la hausse des températures est désormais « un fait incontestable ». C'est « l'empreinte digitale » que le changement climatique a déjà laissée.

Depuis que les relevés de température sont fiables, c'est-à-dire depuis un siècle et demi environ, les dix plus fortes moyennes se sont concentrées ces dernières années. Avec 15,4 °C, l'année 1995 a battu tous les records. 1996 fut, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), « la dix-huitième année consécutive marquée par des anomalies positives de la température ». Tout indique que 1997 ne devrait pas être loin du maximum de 1995.

« Le coup est parti, ce n'est plus possible de faire la politique de l'autruche », en conclut Jean-Claude Duplessy. Désormais, il n'y a plus deux camps caricaturaux qui s'affrontent sur un futur lointain et largement imperceptible : les incorigibles zélés du progrès d'un côté et les agitateurs de la pensée apocalyptique de l'autre. Il y a une certitude, proche et tangible, ainsi résumée par James Baker, de l'US National Oceanic and Atmospheric Administration : « L'humanité a atteint le point où son impact sur le climat est aussi significatif que celui de la nature. » Même diagnostic de Jean Jouzel, climatologue au Commissariat à l'énergie atomique et représentant français dans les recherches menées par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mis en place par les Nations unies : « Nous sommes confrontés à un problème sérieux qui va au-delà du principe de précaution. »

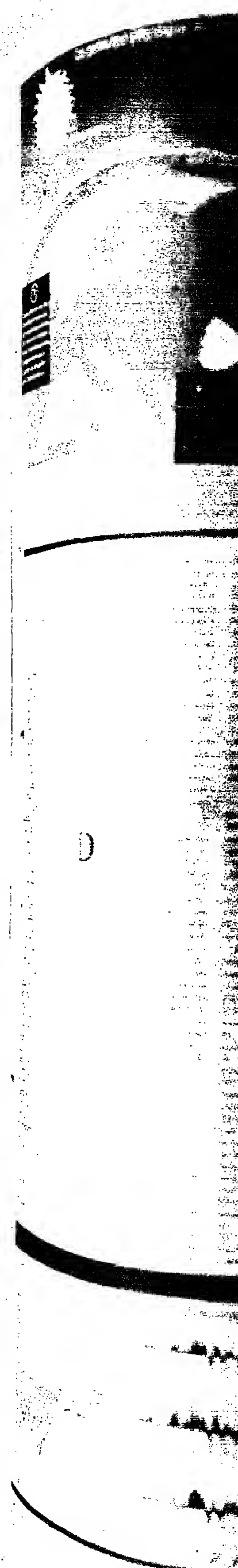
Désormais, il n'y a plus deux camps caricaturaux qui s'affrontent sur un futur lointain et largement imperceptible. Il y a une certitude, proche et tangible

sphère ? Faudra-t-il arrêter les usines, abandonner sa voiture et se mettre au régime maigre ? « En étant réaliste, estime Paul Crutzen, je dois dire que j'ai plus de raisons d'être pessimiste qu'optimiste. J'ai bien peur qu'aucune mesure importante ne soit prise avant que nous n'ayons une mauvaise surprise. »

Les premiers indices de la « mauvaise surprise » sont manifestes, même s'ils ne constituent pas encore, au sens scientifique, des « preuves ». Il s'agit plutôt d'un « faisceau de convergences ». On n'a pas eu le temps – le phénomène n'en est qu'à ses prémices – de vérifier la tendance sur une longue période. Les scientifiques restent prudents. Pas d'effet d'annonce, donc, sur l'effet de serre, surtout quand on sait que la « variabilité » du climat est un état normal de celui-ci.

Les ordinateurs et les modèles prévisionnels des climatologues ne sont certes pas prophètes. Outils d'expertise, ils rendent cependant tous le même verdict : le réchauffement est là, et bien là, même s'il est encore en partie masqué par la force d'inertie du couple océan-atmosphère, qui freine la tendance à la hausse de la courbe générale. Les gaz d'origine anthropique (humaine) en sont responsables. Quels que soient les inter ou rétroactions qui interviennent, compliquant ou

Le « signal » est donné. Aux yeux du profane, il peut paraître faible. Ne sommes-nous pas habitués à des amplitudes de 20 °C ou plus selon les saisons ? Mais il s'agit d'une hausse globale moyenne qui accentue les variations régionales et saisonnières. Avec une différence de 5° par rapport à la moyenne du climat actuel, en plus ou en moins, on se retrouve dans des échelles comparables à celles qui ont provoqué les grands bouleversements climatiques de l'histoire géologique.



Le réchauffe les scientifiques



Or, remarque Jean Jouzel, « il n'y a pas plus de probabilité de faire plus 3 degrés que plus 5 ». Les équilibres des écosystèmes sont fragiles. La modification, même limitée, du régime des pluies peut changer, ici, un climat sec en désert et obligé, là, à élever des digues.

L'origine du réchauffement n'est désormais pas plus discutée que sa réalité : l'homme est coupable, pas la nature. L'immense travail interdisciplinaire qui a été accompli par le GIEC - quatre mille scientifiques internationaux, « labellisés » par leurs gouvernements respectifs, qui ne se sont appuyés que sur des travaux dûment vérifiés et sur des rapports éminemment discutés - a été longuement contesté. En particulier par les sceptiques. Malgré les lazzis, les équipes du GIEC ont continué à aligner courbes et graphiques, observations et données. Et leur travail est désormais admis comme base de discussion par l'ensemble de la communauté scientifique comme par tous les gouvernements. « C'est la meilleure évaluation que nous ayons », juge Rosina Bierbaum, conseiller au bureau des sciences de la Maison Blanche.

Il aura fallu six mille pages de rapports et des années de discussions parfois contradictoires pour que le GIEC parvienne, en 1995, à affirmer, dans un langage qui reste d'une prudence extrême en raison du télescopage des intérêts économiques et nationaux en son sein, qu'il y a « une influence perceptible de l'homme sur le climat » et que, si aucune preuve décisive ne pouvait encore être avancée, si les connaissances restaient « limitées sur de nombreux processus essentiels », une convergence d'éléments « suggère » cette influence.

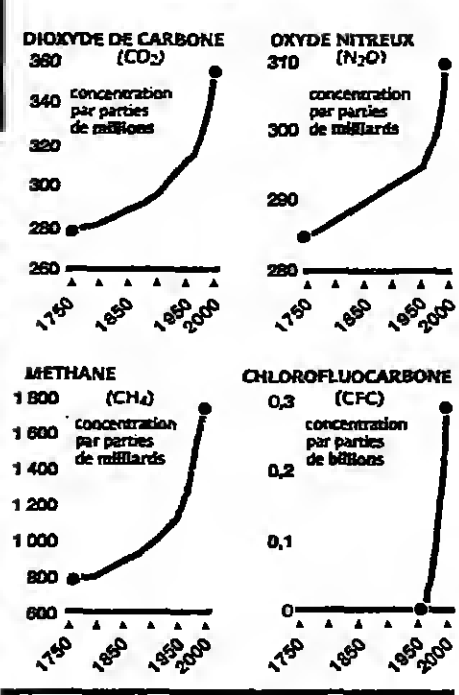
En 1990, dans un premier rapport, le GIEC ne relevait qu'un réchauffement « comparable à la variabilité naturelle ». Cinq ans de recherches ont permis de franchir un pas très important dans la maîtrise de la connaissance. Cela rend d'autant plus crédible les projections du GIEC : une hausse des températures comprise entre 1°C et 3,5° d'ici 2100, certains scienti-



Sans l'effet de serre qui permet de garder une partie de la chaleur du Soleil, la Terre serait une planète glacée, dont la température moyenne descendrait à -18° C. Mais l'augmentation de l'épaisseur de la couche de gaz à effet de serre, due à la progression des émissions de gaz, est en train de provoquer un réchauffement susceptible de bouleverser l'équilibre du climat. Principaux agents, le gaz carbonique (CO₂), qui provient de la combustion du pétrole et du charbon, et le méthane (CH₄), essentiellement dû à l'agriculture, en particulier aux rizières et aux troupeaux.

La responsabilité de l'action humaine

LES GAZ INCRIMINÉS



resse persistante. La végétation des zones septentrionales de l'hémisphère nord se développe. Les insectes ravageurs et les champignons pathogènes (cheville processionnaire du pin ou chancre du châtaignier) s'attaquent de plus en plus aux arbres du nord de la France. Le retard de la mousson a permis le développement de grands incendies en Indonésie.

La faute à El Niño, aléa climatique « normal » ? Justement. Son intensité et sa fréquence interregent. Sa puissance destructrice n'est-elle pas aggravée par le réchauffement climatique ? « En question se pose », reconnaît le professeur François Delsol, directeur du programme consacré à la recherche atmosphérique de l'OMM. Un enquêteur du *Guardian*, David Plotz, a posé la question aux scientifiques. « Certains disent que le réchauffement climatique rend El Niño plus terrible ; les autres répondent qu'El Niño rend le réchauffement climatique plus sévère », conclut-il plaisamment. En tout cas, l'épisode 1997-1998 sera probablement le plus violent du siècle. Il avait d'ailleurs été prévu par les modèles des météorologues, ce qui montre le degré de fiabilité auquel on est désormais parvenu. Les autorités indonésiennes avaient été prévenues mais n'ont tenu aucun compte de l'alerte.

Même si les indices convergent, nombre d'incertitudes demeurent. Elles ont principalement trait à la rétroaction des océans, des courants, des nuages, de la glace, des systèmes terrestres et marins modifiés ainsi qu'à l'effet parasite des aérosols, gaz, poussières ou cendres qui refroidissent l'atmosphère. Mais la nature du doute s'est déplacée. Celui-ci ne porte plus sur la réalité du phénomène, ni sur son lien avec les émissions de gaz dues aux activités humaines. Ni même sur une série de conséquences prévisibles. Mais sur le degré d'amplitude de celles-ci.

Un nouveau débat oppose ceux qui « espèrent » que, dans sa grande sagesse, la nature saura trouver la parade, corrigera ou neutralisera le réchauffement, à ceux qui au contraire « craignent » qu'elle se révolte et n'amplifie le

ment le grand régulateur que l'on croyait, il ne faut pas compter sur lui pour pomper automatiquement les surplus de CO₂ », explique Jean-Claude Duplessy à ceux qui se satisferaient d'une « vision tranquille ». Les paléoclimatologues ont détecté dans les glaces qu'il est susceptible de grands bouleversements en quelques dizaines d'années et qu'à partir du franchissement d'un seuil il a un effet amplificateur. « Le risque est plus qu'un cas d'école », confirme Jean Jouzel puisque ce type de variations rapides a été observé dans le passé.

AR la répartition et la régulation du climat s'opère dans l'océan à partir d'une circulation qui transporte, tel un gigantesque tapis roulant, eaux chaudes et courants froids d'un pôle à l'autre de la planète. Le ralentissement plus ou moins furtif de cette circulation océanique - à cause en particulier d'un surcroît de pluie dans l'Atlantique nord, hypothèse que les experts du GIEC ont retenue comme plausible dans leur rapport - pourrait constituer la pire des « surprises ». Le grand régulateur se mettrait alors à caboter ou tomberait en panne. Les conséquences seraient imprévisibles.

« Au fur et à mesure que les émissions de gaz à effet de serre augmentent, nous entrerons dans un régime climatique totalement nouveau, sans aucun équivalent au cours du dernier million d'années », insiste Jean-Claude Duplessy. Nous sommes dès maintenant partis vers un grand plongeon dans l'inconnu. Deux chercheurs de l'université de Princeton, M. Manabe et M. Stouffer, ont osé simuler le ralentissement de la circulation océanique. Selon leurs calculs, si la concentration de gaz quadruple, le « tapis roulant » serait cinq fois plus lent et les États-Unis connaîtraient une hausse des températures de 10°C !

Tout concourt donc à ce que l'augmentation des émissions de gaz soit freinée ou stoppée car, selon la formule de Jean Jouzel, « plus on s'éloigne du climat actuel, plus le risque s'accroît ». Or on en est loin. Si l'Union européenne, meilleure élève de la classe, parvient grosso modo à stabiliser en l'an 2000 ses émissions à leur niveau de 1990, les États-Unis (qui produisent un quart des émissions) sont, selon l'US Agency's Energy, sur une pente d'augmentation de 34 % pour 2010. Le Japon a fait +8 % en cinq ans, la Chine +27 %, depuis 1990, l'Inde +28 %, le Brésil +20 % et l'Indonésie +40 %. Globalement, l'Agence internationale de l'énergie estime que, si les tendances actuelles se maintiennent, en particulier une forte demande de pétrole, la planète émettra 49 % supplémentaires de gaz à effet de serre en 2010. La marche vers le quadruplement des concentrations dont tout le monde a la hantise serait alors triomphale.

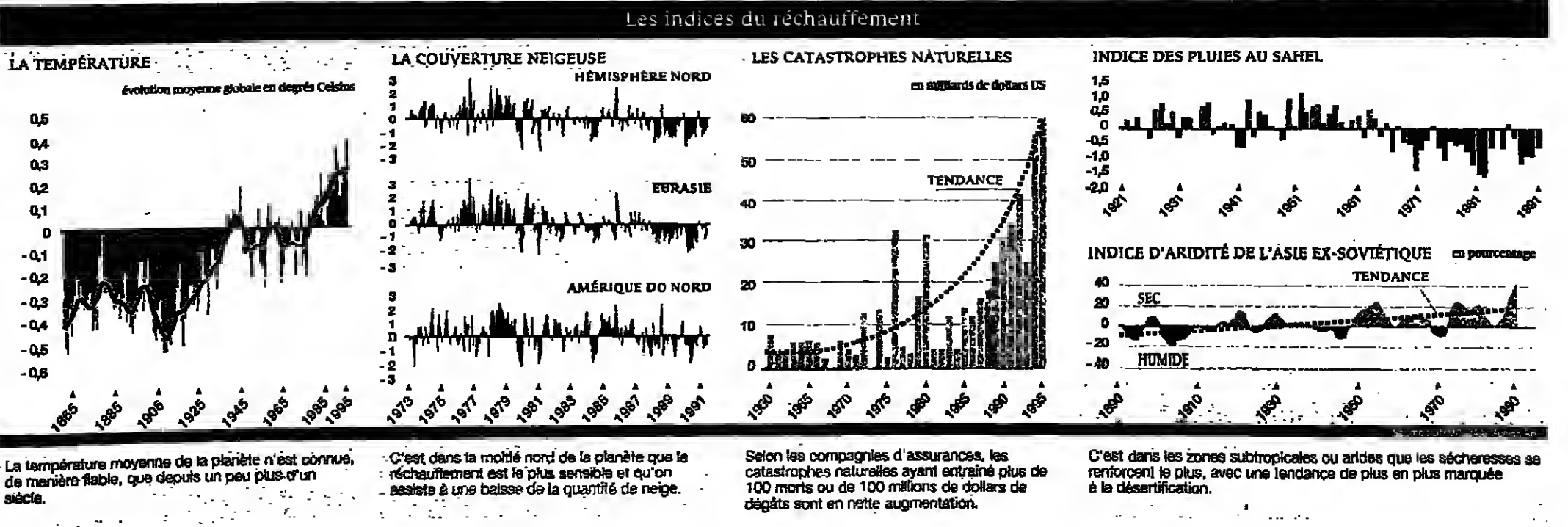
A moins qu'elle ne soit interrompue à Kyoto où la communauté internationale a rendez-vous au début du mois de décembre, pour mettre en œuvre les moyens de réagir. Un protocole de réduction des émissions est au menu. Il soulève polémiques et conflits entre les États et entre les États et les entreprises. Mais son urgence ne se discute pas. « Le temps est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre », a déjà averti le climatologue Benjamin Santer, un des principaux rédacteurs du deuxième rapport du GIEC.

Jean-Paul Besset
Dessins : Morisac

DEMAIN
Les conséquences pour chaque continent

« Au fur et à mesure que les émissions de gaz à effet de serre augmenteront, nous entrerons dans un régime climatique totalement nouveau, sans aucun équivalent au cours du dernier million d'années. Nous sommes dès maintenant partis vers un grand plongeon dans l'inconnu »

jet. Force amplificatrice de l'image ou pas, il n'empêche qu'aujourd'hui l'est de l'Afrique est soumis à des inondations meurtrières alors qu'elle venait d'être accablée de sécheresse (le même phénomène s'est produit récemment, dans le sens inverse, en Corée du Nord). Les précipitations ont nettement diminué dans les régions méditerranéennes, au Sahel et autour du golfe de Guinée. Les glaciers des Alpes ont perdu près de la moitié de leur volume et la calotte glaciaire du nord et du nord-est du Groenland fond plus vite qu'elle ne se reconstitue. La température en Sibérie a augmenté de 3°C. Les zones arides ou semi-arides sont plus chaudes sans devenir plus humides. Un cinquième du territoire espagnol est soumis à la désertification. Les provinces du nord de la Chine sont victimes d'une séche-



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télfax: 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90
Internet: http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Empêcher « l'effet saké »

VUE de Paris, la crise qui affecte désormais le Japon - avec la troisième faillite d'une institution financière en un mois - n'est sans doute pas aussi spectaculaire que le krach boursier d'octobre 1987, ni même que l'effondrement des monnaies des pays d'Asie du Sud-Est de ces derniers mois. Mais si cette crise est d'une nature bien différente, elle n'en est pas moins plus grave que ces épisodes qui l'ont précédée.

Car elle menace le premier banquier de la planète. Si le Japon ne remet pas rapidement de l'ordre dans ses affaires, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui pourrait se trouver plongée dans une inutile récession. A l'« effet téquila » qu'ilbustra la débâcle mexicaine, début 1995, succède aujourd'hui la crainte d'un « effet saké » autrement plus menaçant.

Concerné au premier chef, tant il dépendent de l'épargne japonaise pour le financement de leur expansion, les Américains ont raison de s'en alarmer. Il n'est pourtant pas certain que la thérapie que proposent les États-Unis soit la bonne.

A Vancouver (Canada), où se tient le sommet des pays de la région Asie-Pacifique, les États-Unis ont, une fois de plus, violemment attaqué les dirigeants japonais, les accusant d'incurie dans leur gestion économique et d'incapacité dans leurs efforts de réformes des systèmes bancaire et financier. Larry Summers, secrétaire adjoint au Trésor américain, a déclaré, avec une ironie bien peu diplomatique, que le Japon devrait éviter d'avoir à passer sous les fourches caudines du FMI - un

sort peu enviable réservé ces derniers temps à des pays bien moins développés, comme la Thaïlande, la Malaisie et la Corée du Sud.

Deuxième puissance économique, deuxième exportateur de biens et marchandises, le Japon est aussi le premier créancier de la planète. Il a prêté de l'argent, beaucoup d'argent, à ses voisins asiatiques tout autant qu'à des États-Unis. S'il devait le retirer, les effets pourraient être catastrophiques. Or, depuis cinq ans, les dirigeants politiques japonais se sont révélés incapables de sortir l'économie de leur pays de l'ornière. Se refusant à toute opération chirurgicale pour effacer les séquelles des bulles spéculatives boursières et immobilières des années 80, ils ont aussi hésité face aux réformes de structure pourtant jugées indispensables par tous.

Menaçant une fois de plus son principal partenaire d'une nouvelle guerre commerciale - et l'économie mondiale d'une crise aventureuse -, le président Bill Clinton demande à Tokyo de procéder à une relance de la consommation intérieure et à une profonde dérégulation de son économie. En fait, au-delà, l'Amérique impériale exige que le Japon adopte son modèle de capitalisme. Le Japon s'y oppose, fort légitimement. S'il est de l'intérêt de tous que Tokyo procède, rapidement maintenant, à certaines réformes, on ne voit pas pourquoi Tokyo serait interdit d'agir « à la japonaise ». Ce dont a besoin l'économie japonaise, c'est, d'abord, d'une véritable éthique des affaires et d'une crédibilité de ses responsables politiques.

Le Monde est coté par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication: Jean-Marie Colombani
Directeur: Jean-Marie Colombani | Directeur adjoint: Jean-Pierre Pernaut
Nouvelles: Jean-Pierre Pernaut, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction: Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Pierre Lecoq, Robert Solé
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Gribben, Erik Izraelowicz, Michel Kolman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique: Dominique Royane
Rédacteur en chef technique: Erik Azam
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fournet

Métier: Thomas Perrenet
Directeur exécutif: Erik Péloux, directeur délégué: Anne Chausson
Conseiller de la direction: Alain Rollat, directeur des relations internationales: Daniel Vener
Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Gérard Courouls, vice-président
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est coté par la SA LE MONDE

Dirigeant de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1994

Capital social: 901 000 F. Actionnaires: Société civile « Les éditeurs du Monde »

Associés: Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs

Le Monde Presse, Les Éditions, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Fête chez les cousettes

ON AVAIT beau avoir, ce matin déjà, la tête près du bonnet dans les ruelles de cousettes qui fêtent sainte Catherine, ce genre d'agitation ne risque pas d'envoyer les conflits sociaux. Bien au contraire, puisque ce sont les patrons qui célèbrent les vingt-cinq ans de leur ouvrières.

A en juger par l'innombrable jeu de quilles des goulots dorés qui franchissent le dais pékiné de Jacques Fath, ils ont bien fait les choses. Sur deux cents petites mains (de fées, trois atteignent ici le mariage de raison. On consent à trahir « pour ce monsieur qui est de la presse » le secret de leurs coiffures: la manucure de M^{me} Fath sera bénie d'une main croupée surréaliste; une autre symbolisera cette querelle jupes longues-jupes courtes que le patron semble avoir sinon raccourci du moins transcendée; la troisième, enfin, coiffera

d'un réveil monumental Odette qui s'attarde au creux de son oreiller le matin. Chez Pierre Balmain, il faut montrer patte blanche. « Vous comprenez, avec les journalistes... » Et pourtant, monsieur M., c'est vous qui me l'aurez montré, le plus joli bateau de la journée; il couronnera la reine de la fête et évoquera l'humour itinérant du « boss », qui vient d'accomplir son tour du monde et se rapporte de New York un immense gâteau que l'on dégustera cet après-midi, si le beau gigot d'agneau que j'ai vu retourner dans son beurre, dans un atelier de « manutention » où l'on prend sa fonction au sérieux, n'a pas calmé des appétits de vingt-cinq ans.

Julie fête, sainte Catherine! Jolies catherinelettes, bonne fête!

Henry Magnan
(26 novembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

A-t-on idée d'être pasteur hongrois !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

NON, MAIS vous avez vu sa tête ? Il y a des visages - allons, risquons le mot: des *facies* - qu'on dirait crayonnés de tout temps pour orner une fiche anthropométrique ou une affiche barrée « wanted », pour faire peur aux gosses; des trognes tabassées évoquant la sortie de commissariat avant d'y être entrées, certains SDF nous tendent de ces tuméfactions répulsives comme une menace (celle de devenir parésis ?).

A peine connue sa « gueule de l'emploi », le « sinistre individu » préposé aux épouvantes de la semaine est affublé d'un surnom alarmant qui le prépare à la célébrité des plaintes populaires: « tueur fou du Bra-bant », « empoisonneur de Loudun », « Barbe-Bleue ». Dutroux n'avait pas besoin de sobriquet, son patronyme en tenait lieu. Le monstre qui prend sa succession dans nos effrois vient aussi de Belgique. « Encore ? », susurre-t-on. Est-ce à cause des camavals violents, des kermesses héroïques ? « A force d'écrire des choses horribles, elles finissent par arriver », proférait Michel Simon dans *Drôle de drame*: serait-ce la faute de Ghelderode; ces réclames macabres ? De Crommelynck ? De Simonen ?

Belge, mais originaire de Budapest; ouf, la bonté s'éloigne de nos régions ! L'homme est « pasteur hongrois ». Bien que Mendel ait découvert les lois de l'hérédité tout en étant moine silésien, avoir prêché la Bible dans la patrie des vampires, c'est louche. Combien de tues, déjà ? Quatre, dont sa femme ? Cinq ? Occis et découpés en rondelles, s'il vous plaît ! Pourquoi cette boucherie de détail ? « C'est vrai, ça, pourquoi dépecer vos vic-

times ? », ai-je entendu un président demander à un dépeceur. Pour s'en débarrasser, parbleu ! « Un cadavre entier, c'est lourd », a répondu l'accusé. Je voudrais vous y voir. » « Sans façon ! », se défendait le magistrat. Pour écoulé la pièce à conviction, rien ne vaut les petits paquets.

Vers 1950, une tueuse jeta les morceaux de son mari du haut d'un même pont de chemin de fer, dans des wagons de marchandises ouverts. Des lieux épars où on retrouvait les abats. La SNCF, qui est pleine de polytechniciens, déduisit le pont, et la coupable. Marguerite Duras adorait cet exemple d'affolement transcendant en minute. Elle en tira deux pièces: *Les Violents de Seine-et-Oise*, *L'Amante anglaise*.

Elle n'était pas seule à savourer que la réalité dépasse ses fantasmes d'atrocité. Sans les sœurs Papin, ces domestiques assassines de leurs maîtres qui enchantèrent les surréalistes, il n'y aurait pas eu *Les Bonnes*, de Genet, ni *Les Abysses*, de Papatakis, ni *La Cérémonie*, de Chabrol.

Il arrive que l'évacuation lente des restes assure au coupable une délivrance parfaite, ou presque. Vers 1960, une petite vieille de sou-pente était sur le point d'atteindre les dix ans de prescription après lesquels la suppression-dispersion de son mari (motif: il lapait sa soupe) passerait à jamais inaperçue. C'est sa voisine et meilleure copine qui n'a pu se retenir de cafarder. Non par vengeance: elles s'adoraient, se dépannaient en biscottes et infusions; mais par dérangement que la « chose », qu'elle savait sans en parler, pût rester impunie. Au crime, il fallait un châtiement: il n'y avait pas à sortir de là. Consulté en ca-

chette (on imagine les nuits de labeur), le Dal-loz lui donna raison et lui dicta son devoir, l'échéance au-delà de laquelle elle aurait perdu son pouvoir, sa raison de vivre.

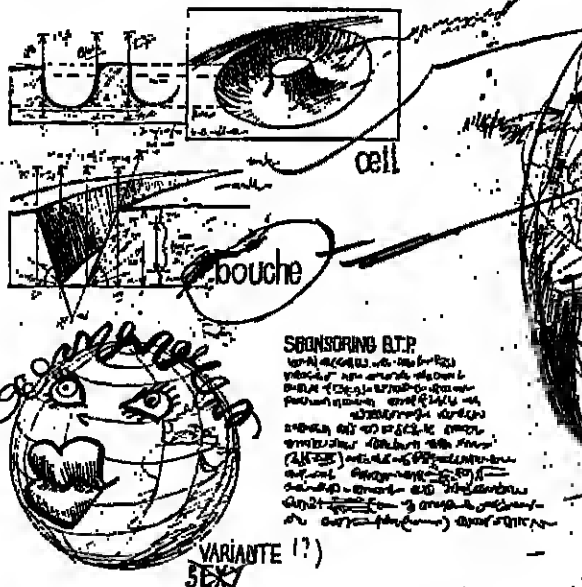
« Pourquoi cette délation ? », se surprit à demander le président, à qui une pitié consternée faisait oublier la complicité pour non-dénonciation. Par une pulsion incoercible, on a cru comprendre; une nécessité quasi métaphysique, comme le besoin de remettre droit un tableau accroché de travers. La justice a cherché le mot exact, puis, tout à trac: « *Par amour, monsieur le président !* »

Par amour ! Ce qui effraie le plus, dans les tueries périodiques que la télévision nous sert avec le potage, c'est qu'elles ont presque toutes pour origine une passion extrême, digne de légende, comme on en rêverait à condition qu'elle tourne bien. Les sœurs Papin formaient un couple; infernal, mais un couple. Cédipe et Hamlet aiment leur mère d'amour. Le crime passionnel - ce manque d'imagination - paraissait en recul depuis quelques années, à cause des tolérances nouvelles, des couples à l'essai, du divorce facile. Le meurtre non crapuleux revient en force, pour des paroxysmes de sentiments. Il nous pose en secret une question incommode, inquiète, vaguement envieuse: serions-nous capables d'en faire autant ? Ne manquons-nous pas du cœur qu'il y faut, des tyrannies et des vertiges exaltants qui portent, par le bas comme par le haut, au dépassement de soi ?

La fille incestueuse du pasteur hongrois a tué par soumission à un amour monstre. C'est terrible. Pour qui ?

Projet de célébration de l'an 2000 par Jean-Pierre Cagnat

COMMUNICATION AVEC LES EXTRA TERRESTRES



Les bégaiements du procès Papon

Suite de la première page

D'ores et déjà, les implications pratiques sont à la mesure de l'exception. La justice bordelaise a décidé de la création d'une deuxième cour d'assises - fait rarissime - pour ne pas engorger le rôle de la juridiction et soumettre les justiciables accusés de crimes à d'intolérables délais. A chaque nouvelle suspension, le président Castagnède doit réajuster les convocations de la soixantaine de témoins qui restent encore à écouter. Prudent, il ne délivre de calendrier des débats que pour les deux, voire trois, semaines à venir. Et encore sa dernière mouture, vendredi 14, fut-elle obsolette le jour même de sa divulgation.

A chaque interruption, chacun guette les premiers signes de fatigue, voire de lassitude, qui pointeraient chez les neufs jurés titulaires. Pour délibérer et participer au verdict, chacun d'eux doit impérativement avoir assisté à l'intégralité des débats. En début de procès, la cour a donc tiré au sort neuf jurés supplémentaires pour palier les éventuelles défaillances. Et deux assesseurs supplémentaires assistent de même les trois magistrats professionnels. La marge paraît suffisante. Mais songez-on aux bouleversements professionnels et familiaux qu'impose un tel calendrier s'étalant sur trois, quatre ou cinq mois ?

Cependant, les implications ma-

jeures concernent le procès lui-même. Le risque de suspensions multiples soulève la question juridique de la règle de la continuité des débats. Bien qu'il assure que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde souhaite ardemment se défendre, M^{me} Jean-Marc Varaut, avocat de Maurice Papon, a déjà évoqué la possibilité de demander un éventuel arrêt du procès (*Le Monde* du 22 novembre). L'avocat tient son argumentation du sacro-saint principe de l'oralité des débats aux assises, qui veut que les jurés ne tiennent entre leurs mains aucune pièce du dossier et n'ont à se fier qu'à leur mémoire et leurs notes manuscrites pour se forger leur intime conviction. Or « n'y a-t-il pas prescription de la mémoire dans un procès aussi dé-cousu ? », soutient en substance le conseil de l'accusé, qui sait, comme ses adversaires, le poids habituel de l'unité de temps et de lieu dans la dramaturgie pénale.

Cette crainte fait naître de houleuses explications: certains, tel M^{me} Gérard Boulanger, pour la partie civile, n'ont pas hésité à mettre en cause un « manque de concertation » qui aurait présidé à l'élaboration du plan de l'audience défini par le président Castagnède, lequel a placé en tête les témoignages de moralité en faveur de l'accusé. D'autres n'ont pas manqué de déplorer l'absence de stratégie commune entre parties civiles, qui a abouti à l'agglomération de questions-fléues posées à des témoins qui n'en appelaient souvent pas tant. D'autres encore, enfin, ont évoqué les épées de Damocles que représentent les demandes de versements de nouvelles

pièces au dossier effectuées par M^{me} Varaut (sur l'une d'elles, le par-quet général ne s'y est pas opposé), qui sont toujours susceptibles, théoriquement, de mener à un éventuel supplément d'information.

MYTHE FONDATEUR

Cependant, si les bégaiements du procès ajoutent au malaise né, jour après jour, de la difficulté matérielle et pressentie à juger cinquante-cinq ans après les faits un vieillard âgé de quatre-vingt-sept ans, il serait hâtif de tirer un trait de plume sur les premiers acquis des débats. Cristallisant sur un homme les heures sombres de la France, de Vichy à l'Algérie, l'audience a permis, plongeant au cœur de l'Occupation, de révéler la mémoire et d'ébranler plus d'un mythe fondateur de l'après-guerre. S'attachant aux responsabilités du fonctionnaire qu'était Maurice Pa-

pon, la cour d'assises a commencé à disséquer la mécanique du régime qu'il servit, laissant au dernier jour des débats le goût amer, profond et nauséux de cette époque où fut institutionnalisée l'exclusion.

Assurément, le procès Papon laisserait à son tour un fort goût d'ama-chevi, la sensation d'un procès manqué, s'il n'en venait maintenant aux faits ayant conduit à l'incrimination, s'il ne laissait pas sourdre les voix de la douleur qui furent tuées par l'oubli, s'il ne laissait pas s'expliquer, en regard, celui qui reconstruit déjà, par choix, à son niveau, avoir préféré « se salir les mains » plutôt que de démissionner. Sur le palais de justice de Bordeaux, plane, plus que jamais, ce sentiment prégnant que, pour tourner la page, il faudra en entier l'avoir lue.

Jean-Michel Dumay

RECTIFICATIFS

TIBET ET CINÉMA

Dans *Le Monde* du 19 novembre, une confusion a fait de Richard Gere l'interprète de *Kundun*, de Martin Scorsese. Le comédien joue dans *Red Corner*, qui se déroule en Chine populaire, alors que *Kundun* est consacré à la vie du Dalai Lama.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

C'est le 19 novembre, et non le 19 décembre (notre édition du 21 novembre), que le Conseil constitutionnel a validé le financement de l'extension de la couverture sociale dans le territoire.

LOUXOR

Nous avons écrit, dans nos éditions du 20 novembre, que le président égyptien Hosni Moubarak, après l'attentat de Louxor, avait nommé un militaire à la tête de la police. Or le général Habib El Adli appartient au corps de la police.

LE GÉNÉRAL PINOCHET

Dans l'article consacré à la succession du général Pinochet à la tête de l'armée chilienne (*Le Monde* du 6 novembre), il fallait lire, dans le sous-titre, que le général « deviendra sous peu l'un des dix sénateurs nommés et non élus ». En revanche, ayant été chef de l'Etat, il sera le seul sénateur à vie.

هكذا من لاصل

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997 / 17

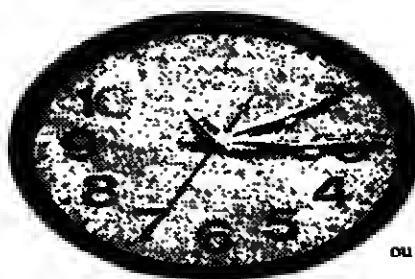
UN BILAN POSITIF POUR NOS CLIENTS PRESENTS ET A VENIR

TWA. ETRE MEILLEUR AUJOURD'HUI,

En moins d'un an, les employés de TWA ont fait réaliser à leur compagnie une progression des plus spectaculaires en terme de ponctualité, en la hissant parmi les premières du marché américain.

Pour ce qui est de sa flotte, TWA continue à investir dans des avions récents,

dont les tout derniers Boeing 767.

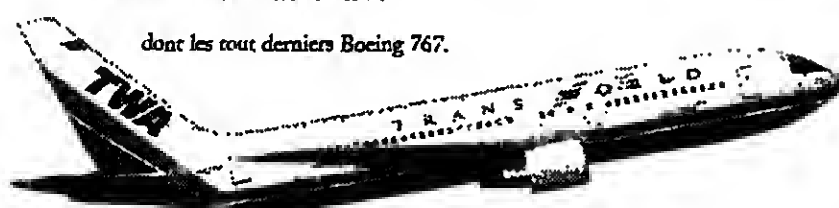


Et en plus du programme FREQUENT FLIGHT BONUS, TWA vient de créer le programme PLATINUM.

Il suffit d'effectuer 20 liaisons transatlantiques ou 100 000 miles pour y adhérer

et ainsi bénéficier de surclassements et autres avantages. Autre amélioration, la mise en place d'un terminal unique à l'aéroport JFK pour faciliter les correspondances entre le réseau international et le réseau domestique.

Voilà pour ce qui vient de se faire.



POUR ETRE ENCORE MEILLEUR DEMAIN.

Aujourd'hui TWA profite de cette remarquable progression pour améliorer ses produits, ses services et construire les progrès de demain.

TRANS WORLD ONE, une classe déjà très appréciée sur les vols quotidiens transatlantiques de Paris vers New York et St. Louis, pour ses sièges inclinables au confort remarquable, est en cours de perfectionnement.

Un service de qualité supérieure

toujours au prix de la Classe Affaires...

Sur le réseau domestique, la capacité de la PREMIERE CLASSE augmente de 60% pour le plus grand confort de ses passagers.

Les clients TWA apprécient un service de qualité supérieure.

C'est pour eux que la compagnie améliore et agrandit la PREMIERE CLASSE.

Avec son partenaire Trans World Express, TWA dessert actuellement

une centaine de destinations à l'intérieur des Etats-Unis, le Canada, le Mexique et les Caraïbes.

Un nouveau SALON AMBASSADOR vient d'ouvrir à St. Louis et les installations de JFK à New York seront refaites très prochainement.

Les salons Ambassador offrent aux voyageurs un espace réservé particulièrement agréable pour se détendre ou travailler.

Toutes ces améliorations font partie du plan d'investissement et de croissance voulu par TWA. Chaque jour, chaque vol, chaque nouvelle idée est l'opportunité de construire une meilleure compagnie, et donc une meilleure expérience de voyage pour les passagers.

Tel est le but de TWA.

Pour réserver, prenez contact avec TWA au 01.49.19.20.00, votre agent de voyages ou tapez 3615 TWA (2,23 FF TTC/min) sur Minitel ou <http://www.twa.com> sur Internet.



NOUS FAISONS TOUT POUR ETRE EN VOTRE COMPAGNIE

TWA

T R A N S W O R L D A I R L I N E S

Citoyenneté, civilité et sécurité

par Sebastian Roché

PLUS que jamais, la question de l'insécurité urbaine est définie politiquement, autour de trois mots d'ordre : les « zones de non-droit », la délinquance, les incivilités. Dans la définition du problème qui se pose aux autorités, gauche et droite sont très proches - à une particularité près concernant l'orientation citoyenne qui viendrait chapeauter les politiques de sécurité. On constate, en tournant les yeux vers la Grande-Bretagne, que ce partage des points de vue à travers l'échiquier politique n'est pas un phénomène hexagonal : les travaillistes se préparent à mettre en œuvre des politiques aussi dures que leurs prédécesseurs conservateurs.

En France, après la « révolution Bonnemaison », qui affirmait qu'il fallait prendre en compte le sentiment d'insécurité comme une réalité, quels que soient ses fondements, aujourd'hui, avec une complète reconnaissance de la montée du nombre des délits, on accepte officiellement de parler d'une « peur légitime ». Autre nouveauté : la gauche s'est enfin trouvée un point d'entrée dans le dédale des questions de sécurité : l'égalité des citoyens. Elle se retrouve ainsi en discours de moins en moins opératoire dans la sphère économique.

La montée de la criminalité et la délinquance : tous les chiffres dont on dispose en France, c'est-à-dire les seules statistiques officielles de police et de gendarmerie, et les biais qui les caractérisent, montrent que, depuis 1960, la délinquance et la criminalité ont énormément augmenté. Cette croissance est nationale ; elle a été particulièrement rapide pendant la période de prospérité et avant l'installation de notre société dans la crise. Depuis plus de dix ans, ces faits évoluent peu par leur nombre (on constate une série de décaissements et de crises comme autant d'oscillations au niveau le plus élevé depuis la guerre). Deuxième phénomène, la question des « zones de non-droit ». On entend par là les revêlements et, plus rarement, les émeutes urbaines ainsi que le développement d'une économie parallèle. Si les historiens nous apprennent que les quartiers populaires des villes ont pour tradition de recevoir de manière hostile les forces de l'ordre, il n'en reste pas moins que, pour la période contemporaine qui nous intéresse, cette agitation remonte au début des années 80.

Quels que soient leurs motifs ou points de départ (fausse rumeur, intervention policière maladroite, luttes territoriales pour la fourniture de drogue), les revêlements se concentrent dans les plus grandes agglomérations françaises, et ont lieu dans ce qu'on appelle, faute de mieux, les banlieues. La ségrégation spatiale croissante, l'exclusion économique les favorisent.

Troisième volet : les incivilités (pertes dégradations, salissures, jets d'objets et conflits sur les espaces). Ce ne sont pas des tentatives d'appropriation du bien d'autrui, et encore moins des violences corporelles. Pourtant, elles tuent à coup sûr la vie sociale. Des travaux universitaires américains et fran-

çais (du début des années 80) ont montré le rôle que ces incivilités avaient sur le sentiment d'insécurité de la population, sur la manière dont elles altèrent la vie quotidienne et exaspèrent. Les criminologues insistent beaucoup sur l'effet de marquage du territoire : en manifestant l'absence de cohésion et de gardien des lieux, les incivilités appellent sur les territoires qu'elles stigmatisent des vols et d'autres violences (d'où que proviennent les auteurs).

Les statistiques sur les dégradations nous montrent une progressive évolution de leur quantité depuis plus de vingt ans dans toute la France. Si les incivilités sont particulièrement présentes aujourd'hui dans les banlieues, c'est autant du fait des comportements de certains habitants que de la manière dont les institutions publiques traitent ces lieux, et, par exemple, les délaissent comparativement aux centres-villes.

En matière de délinquance et de criminalité, la réponse gouvernementale qui se profile va rencontrer un certain nombre de difficultés. Certes, la meilleure répartition des policiers et gendarmes, la rapidité de la justice ne peuvent nuire. Mais elles ne peuvent suffire. L'homicide est très bien élucidé par la police (dans plus de 90 % des cas, à comparer avec 15 % pour les cambriolages) et donc

susceptible de donner lieu à des sanctions contre les auteurs. Cela n'a pas empêché que ces faits se multiplient. Plus généralement, nous bénéficions d'un meilleur taux d'élucidation dans les années 60 qu'aujourd'hui : les auteurs étaient plus souvent identifiés et donc susceptibles d'être condamnés. En elle-même, cette efficacité pénale n'a pas suffi à endiguer la poussée délinquante en dépit du « surpeuplement » des prisons.

L'annonce, une nouvelle fois,

En théorie, c'est à l'Etat seul (police, justice) que revient d'assurer la sécurité. Aujourd'hui, cette conception est dépassée, comme en conviennent nombre de gouvernements occidentaux

d'une loi sur les polices municipales et les entreprises de sécurité ne déboucherait sur rien de concret si elle tendait à renforcer symboliquement le monopole perdu de la violence légitime, et donc le décalage entre la théorie et la pratique. En théorie, c'est à l'Etat seul (la police et la justice) que revient d'assurer la sécurité. Les forces nouvelles que vont représenter les emplois-jeunes dans les zones les plus sen-

sibles sont un élément insuffisant pour préserver ce rôle.

Aujourd'hui, cette conception est dépassée, comme en conviennent nombre de gouvernements occidentaux. Nous avons, en France, plus de 10 000 policiers municipaux et 100 000 agents de sécurité à côté des 220 000 policiers et gendarmes. Privés et municipaux ne peuvent être relégués à une place subalterne, que de toute manière ils ne tiendraient pas longtemps. Le vrai débat porte sur la coopération de

jeu qu'elles constituent pour la population. Du point de vue du criminologue, ces incivilités sont un bras de levier pour lutter contre la délinquance. Cela suppose que les professionnels de la sécurité acceptent de les considérer comme un vrai problème, autant que des affaires graves qui sont valorisées par la profession, que les bailleurs sociaux les regardent en face et s'en occupent autant que de loger les gens.

Qui va s'occuper de ces « petits désordres » ? C'est une question entièrement ouverte. Si la tendance est à leur assimilation à des délits (le code pénal le permet en partie) et si on leur réserve un traitement d'abord judiciaire, la bataille est perdue d'avance. Aujourd'hui on ne connaît les auteurs de dégradations recensées par la police que dans environ un cas sur dix. La saturation du système pénal est telle qu'il ne pourra que décevoir les espoirs.

Les incivilités constituent une porte ouverte à la participation des habitants à maintenir leur sécurité sans organiser de milices, mais simplement en se réappropriant les espaces publics. Les citoyens évaluent le travail que réalisent les professionnels du pénal et du social en fonction des désordres visibles dans leur environnement quotidien. Tout rapprochement entre population et institutions impose

d'en tenir compte. C'est à l'aune des civilités quotidiennes que les habitants font l'expérience du bien social. Ce n'est que si les incivilités sont réduites que la citoyenneté politique peut trouver tout son sens.

La mobilisation, tout à fait nécessaire, sur les trois aspects du problème des violences urbaines (« zones de non-droit », délinquance, incivilités) tel qu'il est présenté en France, ne doit pas nous pousser à cacher notre vision des choses sur la situation des ghettos américains. On y connaît une concentration spatiale de la violence dans des proportions dont nous n'avons pas la moindre notion vécue. Sur les 3 000 comtés américains, 77 sont le théâtre de la moitié des homicides. A Philadelphie, si l'on calcule un taux de risque d'homicide par voisinage, on voit que les « badlands » affichent un score de 100, soit 4,3 fois plus que le taux moyen de la ville (23). Le taux français est de 1,1. Aucune de nos « banlieues » ne peut présenter un tel contraste avec d'autres quartiers des villes françaises.

Sebastian Roché est politologue, chercheur au CNRS, CERAT (Centre de recherche sur le politique, l'administration, la ville et le territoire), Grenoble.

Villes américaines : pourquoi ce mieux ?

par Sophie Body-Gendrot

LA baisse de la délinquance dans les grandes villes américaines n'est-elle pas sujette à manipulations statistiques et politiques ? Peut-on hiérarchiser les explications à la lumière d'indicateurs objectifs et de données fiables ? Au cours des cinq dernières années, la criminalité a baissé dans des proportions variables suivant les villes, mais en général de façon significative. Beaucoup tentent de s'attribuer la paternité de ce résultat.

Certains mettent en avant la santé « insolente » de l'économie comme cause première de la baisse de la délinquance. Mais la « job machine » ne produit pas des effets uniformes, et la discrimination raciale résiste aux embellies économiques. D'autres avancent la décroissance du nombre d'adolescents, ou encore l'acalmie dans la guerre des gangs, la réorganisation du marché de la drogue et la diminution de la consommation de crack. Mais c'est surtout le renforcement de la répression qui est invoqué.

Pour la Maison Blanche, la loi anti-criminalité votée en 1994 est efficace : elle aurait amené des milliers de policiers supplémentaires dans les rues, imposé un délai de contrôle préalable à tout achat d'arme à feu et interdit l'importation de certaines armes. Le renforcement des patrouilles à la frontière mexicaine et la coopération entre polices américaine et mexicaine auraient ralenti l'activité des

passagers de drogue et des gangs. Le directeur du FBI, Louis Freeb, évoque les effets positifs de la campagne antigang menée dans une centaine de villes.

De plus, de nouvelles dispositions législatives imposant aux juges d'attribuer des peines incompressibles pour les délits de toxicomanie et l'empiètement à perpétuité à la suite d'une double récidive, ainsi que l'extension de la peine de mort, expliqueraient le déclin du taux de criminalité : que cinq millions d'individus soient derrière les barreaux ou en liberté surveillée limite mécaniquement leur éventuelle capacité de nuire (le taux d'incarcération a quadruplé aux Etats-Unis entre 1970 et 1995).

Dans ce contexte, c'est surtout la police qui s'attribue le mérite de la pacification. A New York, le taux de criminalité a enregistré une chute de 57 % en cinq ans, et les autres délits sont également en déclin. Pour l'ancien chef de police, le commissaire William Bratton, l'augmentation des effectifs de police (en réalité commençant avant lui), la responsabilisation des officiers de police, autorisés à procéder à des arrestations autoprovoquées à des brigades spécialisées, et les campagnes de vérification d'identité, ont amélioré le moral autant que l'efficacité des troupes. Ces dernières ont, de plus, été incitées à appliquer strictement les lois sur les délits relatifs à « la qualité de la vie » qui punissent sévèrement la mendicité, le barcèlement

sur la voie publique (nettoyage agressif des pare-brise...) et la fraude dans le métro (qui a permis d'appréhender des délinquants violents).

A New York, le système informatique mis en place, Comstat, représente une véritable révolution technologique en matière d'action policière. Deux fois par semaine, une centaine d'officiers supérieurs de la police se réunissent au quartier général du 1, Police Plaza à Manhattan pour élaborer leur stratégie. Des cartes immenses des îlots concernés par les délits sont projetées sur les murs ; des zooms pointent sur des immeubles, avec indication des jours et heures des faits précédemment constatés et des statistiques, présentées sous forme graphique. Tous les incidents relevés par la police sont, en effet, transférés dès leur constat à une base centrale de données et localisés sur des cartes produites par les GIS (Geographic Information Systems).

Il serait cependant imprudent d'attribuer aux seules méthodes répressives la baisse de la criminalité actuellement constatée. Leur qualité première résiderait, en effet, moins dans la suppression de la délinquance que dans le barcèlement préventif et ininterrompu des délinquants. De plus, Comstat ne prend pas en compte toute la complexité du terrain et de ses habitants, et les erreurs sont nombreuses. Enfin, ce n'est pas une stratégie policière, mais plusieurs qui ont été mises en place, et au-

cun échantillon témoin ne permet de déterminer laquelle est la plus efficace. N'y a-t-il pas eu concomitance plutôt que lien de causalité entre réformes policières et chute de la délinquance ? La forte présence de la police sur la voie publique a-t-elle été si dissuasive ? Les informations à ce sujet demeurent contradictoires.

Une des explications du calme relatif qui règne dans les quartiers populaires des grandes villes américaines : les efforts que déploient les habitants pour prévenir la violence

Une étude menée à Kansas City a montré qu'il y avait peu de différences en matière de délinquance selon qu'un quartier est « saupoudré » de policiers ou non. La criminalité décroît aussi dans les villes américaines où l'approche policière n'a pas varié depuis des années. Surtout, la recrudescence des bavures policières et un usage

excessif de la force à l'égard des jeunes des minorités deviennent chaque jour plus visibles.

L'une des explications les plus plausibles du calme relatif qui règne dans les quartiers populaires des grandes villes américaines réside dans l'attention que la publicité donnée aux stratégies policières : il s'agit des efforts que déploient les habitants eux-mêmes pour prévenir la violence et empêcher que les jeunes ne paient le prix fort de la triomphante politique de « tolérance zéro ». Le quartier demeure, en effet, le lieu essentiel de la mise en œuvre de la sécurité dans l'espace public, du respect des normes de civilité, de la socialisation collective des enfants, de l'initiative associative, bref de l'expression d'un capital social partagé.

Il n'existe aucun déterminisme socio-économique qui puisse empêcher des habitants solidaires sur cette question de faire preuve d'ingéniosité pour arracher leurs rues aux dealers et aux gangs, pour mettre en œuvre des actes de protection à l'égard des plus jeunes et pour manifester leur solidarité, selon une étude récente menée sur les quartiers de Chicago. Des quartiers pauvres, objets de ségrégations raciales, peuvent, tout autant que d'autres, faire preuve d'une efficacité sociale. Il arrive même que la police d'Etat s'inspire des suggestions des comités d'habitants.

Pour certains, la socialisation des plus jeunes a été fortifiée et influencée par l'ampleur de la « détermination » des aînés par le crack. Les guerres de territoire ont fait des milliers de victimes dans les ghettos. Par réaction, de nombreux jeunes de ces cités ne touchent pas à la drogue, à l'alcool ni aux armes à feu. On se trouverait donc au point bas d'un cycle qui se prolongerait autant que la mémoire d'une génération ne s'est pas effacée. Une prise de conscience se serait imposée : non seulement la violence ne mène qu'à la prison ou à la mort mais elle n'est plus à la mode. Cette transformation dans les comportements, corroborée par la baisse enregistrée dans les services d'urgence des hôpitaux, signale une mutation dans les systèmes de valeurs. Nombre de ces jeunes se sont d'ailleurs inscrits à l'université.

Dans cette optique, l'encouragement à la prise en main, par les habitants, de nombreux aspects de leur vie collective est sans doute un thème puissant de réflexion pour notre société.

Sophie Body-Gendrot, politologue, est professeure à l'université Paris-IV.

Le Monde
A LA TELEVISION
ET A LA RADIO

Autour du Monde
LCI
Le samedi à 12h10 et à 16h10
Le dimanche à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'histoire
La chaîne HISTOIRE
Le vendredi à 21 heures

Le Grand Débat
FRANCE CULTURE
Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois
à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12h45 (heure de Paris)

AU COURRIER DU « MONDE »

LE RECRUTEMENT DES JURISTES DE HAUT NIVEAU

Dans « Le Monde Initiatives » du 5 novembre, vous avez publié une déclaration de Jean-Luc Michaud selon laquelle il serait dit que, sur 1 000 avocats qui sortent chaque année sur Paris, 700 sont médiocres, 200 sont bons, et 100 très bons. En ma qualité de bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Paris et de président de l'Ecole de formation du barreau (EFB), je ne peux admettre qu'une telle opinion puisse être laissée sans réponse.

Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, remis à l'issue de la scolarité à l'EFB, qui est exigé pour entrer dans la profession se trouve de plus en plus souvent demandé lors du recrutement de juristes de haut niveau par les entreprises. L'opinion que vous avez rapportée est donc contredite par les faits eux-mêmes. Votre article fait référence aux cabinets « d'affaires » en visant les cabinets d'avo-

cats spécialisés dans le domaine des relations internationales. A cet égard, le nombre d'avocats qui s'orientent dans ce domaine ne correspond évidemment pas à l'ensemble des avocats issus de l'EFB, lesquels s'orienteront dans les domaines les plus divers, la défense pénale, le conseil et la défense de proximité, le conseil des petites et moyennes entreprises, le conseil en propriété intellectuelle, etc.

Bernard Vattier
Paris

LACHETES COLLECTIVES

J'ai apprécié l'importance que vous avez donnée à la responsabilité de Papon dans les événements du 17 octobre 1961 (« Le Monde du 18 et du 19 octobre »). Mais, une fois de plus, la France s'arrange parfaitement des boucs émissaires, en 1942 comme en 1961 : combien de policiers assassins d'Algériens cette nuit-là, combien de passants qui ont tourné le dos, combien de journalistes qui n'ont pas enquêté, combien d'hommes politiques de tout bord qui ont écopé, combien de citoyens qui n'ont pas voulu sa-

voir ? Cet épisode, l'assassinat d'une centaine de civils au cours d'une guerre coloniale, n'a finalement rien d'étonnant. C'est le traitement qu'en ont fait la presse, les partis politiques et, finalement, la société dans son entier qui conduit à s'interroger sur les notions de liberté et de démocratie en France en 1961, appliquées aux Algériens. Papon ne doit pas être l'ombre qui cache la forêt de nos lâchetés collectives. Même et surtout s'il est coupable.

Jean-Pierre Tabet
Paris

COMMUNISME ET NAZISME

On comprend bien que le noyau dur se mette dans tous ses états dès qu'on prétend comparer le communisme au nazisme. Et pourtant, la comparaison s'impose ! D'autres, beaucoup d'autres, ont pris et prendront soin de signaler les différences. Peu semblent oser soutenir Stéphane Courtois dans le débat public. Pas mort, le vieux charme ! Il y aurait une sorte d'idée quasi platonicienne nommée « commu-

nisme », un absolu universel qui attendrait toujours, malgré les efforts sacrificiels des staliniens, que les hommes veuillent bien la réaliser (et ici Hegel plutôt que Marx !), et qui sera réalisée parce qu'elle incarne le sens de l'histoire. Cet « universel » prétend être le couronnement des Lumières, et donc le contraire exact du nazisme obscurantiste par essence. D'où le scandale ! Ceci est peut-être vrai vu de Sirius ou en théorie pure. Mais, existentiellement, on voit mal une différence essentielle entre la *Gemeinschaft* des nazis et la communauté strictement égalitaire rêvée par le communisme. Toutes deux s'opposent radicalement à la société juste et policée à laquelle aspirent les hommes depuis qu'ils se sont mis en tête de se civiliser. Et, de fait, les communismes réels ont toujours tendu vers la *Gemeinschaft* et non vers la société, ont été des reflets de la horde primitive plutôt que de ce que pourrait être une société parfaite, en un mot des totalités.

Henri Evans
Bonn (Allemagne)

rité

par Sebastian Roché

Vers une nouvelle conception de l'épidémiologie du sida

par Daniel Vittecoq

UNE page de l'histoire de l'épidémie du sida est définitivement tournée depuis plus d'une année avec l'accès aux trithérapies et aux inhibiteurs de la protéase. Il s'agit d'un bond en avant, en tout cas en France : baisse de la mortalité, moindre recours aux hospitalisations. Le bénéfice est durable, et, dorénavant, même si rien n'est acquis sur le long terme, la maladie ne sera plus jamais la même.

Cet extraordinaire progrès, attendu il y a encore deux ans, est dû à un énorme effort collectif des scientifiques, des industriels, des médecins, des malades et de leurs associations dans le cadre d'un partenariat avec les administrations (Agence du médicament, Agence de recherche sur le sida, direction générale de la santé, direction des hôpitaux...), exemple assez unique dans l'histoire de la médecine. Cet effort a demandé du temps, engendré espoirs, déceptions et tensions. Mais il est récompensé, car nous avons pu persévérer.

Avec rigueur, nous avons avancé pas à pas : d'abord allongement de l'espérance de vie, puis cassure de la transmission materno-fœtale et maintenant cassure de la courbe de mortalité. Mais ne soyons pas naïfs : nous aurons encore des déceptions, d'autres espoirs et d'autres voies s'ouvriront, imposant d'autres investissements.

Tout a recommencé par une définition stricte d'une maladie : le sida. Il était fondamental d'en cerner les contours, d'en évaluer l'importance en termes de santé publique, ce qui n'était pas facile avec une maladie intimement liée à la vie privée des individus. Des deux côtés de l'Atlantique, la déclaration obligatoire et anonyme par les médecins des cas de sida a permis une perception sociale du phénomène et conduit les autorités à investir,

au nom de la solidarité, des budgets importants.

La définition de cette maladie a évolué au fil des années. Elle a été essentielle pour donner un cadre aux essais thérapeutiques et déclencher la mise sur le marché des médicaments. La déclaration obligatoire est un outil important de la santé publique pour assurer le contrôle des maladies transmissibles. C'est par ces déclarations que l'on suit l'évolution de la tuberculose et de toutes les maladies infectieuses graves.

Sur le plan médical, les connaissances physiopathologiques ont fait de réels progrès : la mesure de la charge virale permet de quantifier le virus, éclairant la genèse du déficit immunitaire reflété lui-même par la baisse du taux des lymphocytes T4, aisément mesurable. Les progrès du traitement antirétroviral et la stratégie de prévention des complications infectieuses opportunistes ont fait disparaître les infections classiques qui définissaient le syndrome d'immunodépression acquis.

Récemment, la Food and Drug Administration (FDA) et l'Agence européenne du médicament ont décidé d'autoriser la mise sur le marché d'antirétroviraux dès lors qu'ils ont démontré qu'ils pouvaient entraîner, par leur administration, une augmentation significative du taux des lymphocytes T4 et un abaissement significatif et durable de la charge virale, sans plus imposer la démonstration d'un bénéfice clinique long à obtenir et discutable dans son interprétation. Cette décision capitale sur le plan de la santé publique vient confirmer que la définition du sida, en tant que phase ultime de la maladie, n'a plus guère de sens à ce jour. Nous sommes maintenant face à une épidémie frappant des patients infectés par un virus et présentant à des degrés divers une

immunodéficience (mesurée par un taux de lymphocytes T4) et une réplique virale plus ou moins active (mesurée par la charge virale).

La déclaration obligatoire par les médecins du sida est devenue nécessaire. La garder sous cette forme pour apprécier l'ampleur de l'épidémie n'a pas plus de sens à ce jour que de vouloir définir l'ampleur de l'épidémie d'hépatite C par l'incidence des cirrhoses liées à ce virus. Pour les décideurs de la santé publique, il est dorénavant essentiel de connaître l'impact sanitaire du vrai phénomène épidémique, c'est-à-dire le nombre de patients infectés par le VIH. Les médecins devaient déclarer, toujours sur la base de l'anonymat, non plus des cas de sida, mais chaque cas de séropositivité dès lors qu'il est diagnostiqué, déclaration assortie du taux de CD4 et de la mesure de la charge virale. Ne pas le faire entraînerait un hiatus : le coût médicamenteux rapporté au nombre de patients séropositifs est plus acceptable que le même coût rapporté au nombre de cas de sida.

Il n'est pas question ici de rouvrir le débat sur le dépistage systématique du VIH, mesure faussement rassurante sur le plan épidémiologique : si un sujet est séronégatif à un moment précis, cela ne veut pas dire qu'il le restera. A l'époque où le traitement se banalise, où les médecins de ville vont y participer plus activement, où l'on évoque la prévention de l'infection par des traitements précoques, il devient important d'évaluer le nombre de séropositifs au niveau national et de surveiller son évolution. Il faut continuer à recenser, à évaluer une nouvelle maladie qui n'est plus le sida mais l'infection par le VIH.

Daniel Vittecoq est chef de l'unité des maladies infectieuses à l'hôpital Paul-Brousse (Villejuif).

La leçon de Louxor par Jean-Robert Reznik

APRÈS les conclusions tirées par les uns et les autres à la suite des événements de Louxor, je réagis en homme des loisirs et du tourisme, mon métier depuis trente ans. Depuis trente ans, j'ai parcouru le monde d'un bout à l'autre. J'ai connu de vraies guerres, des demi-guerres, par exemple entre la Grèce et la Turquie, des attentats, ceux du Caire, il y a déjà quelques années, ceux qui continuent dans le Maghreb, ou lors des Jeux olympiques, de Munich à Atlanta, ou bien à New York, au World Trade Center, et enfin à Paris, de l'Étoile à Port-Royal.

Comment aurais-je réagi les Français si, après l'annonce de l'attentat de Port-Royal, les Américains, les Allemands et les Japonais avaient massivement envoyé des charters pour venir chercher leurs compatriotes en séjour touristique à Paris ? Ils auraient, je crois, été très affectés, et humiliés également.

Nous sommes tous, dans ce monde, à la merci d'actes fanatiques. Nous pouvons être frappés à tout moment, près de chez nous, de notre domicile, de notre lieu de travail. Dans ce contexte, l'attitude la plus « normale », qui n'a rien d'héroïque, est tout simplement de faire front, d'être solidaires, tous ensemble, des pays et des peuples qui sont frappés, comme nous serions solidaires de notre voisin, comme nous souhaiterions que notre voisin le soit de nous.

Les professionnels du tourisme, qui ont rapidement et efficacement réagi en informant leurs clients, en leur offrant, le cas échéant, des solutions de remplacement sans pénalité, ceux-là ont fait front et ont représenté la profession avec honneur et dignité. En revanche, certains ont annoncé qu'ils suspendraient sine die les voyages à destination du pays frappé, l'Égypte. Ceux-là, j'en suis convaincu, ont commis dans la précipitation un acte grave. Ils n'ont pas fait front. Ils n'ont pas été solidaires.

J'ose à peine penser ce qui pourrait se passer devant cette attitude, dans la tête d'un jeune fondateur

taliste fanatique. Or certains de ces jeunes sont proches de Paris. Il est dès lors patent que certains d'entre nous ont eux-mêmes désigné les cibles les plus sensibles : les hauts lieux touristiques.

Si nous ne résistons pas, si nous n'avons pas une attitude solidaire de ceux qui sont frappés, si, en tant que pays « développés », nous ne faisons pas front avec les pays « émergents », c'est le monde dans son entier et la démocratie qui perdront leur crédibilité et leur dignité dans la résistance au fanatisme.

Si nous n'avons pas une attitude solidaire de ceux qui sont frappés, le monde dans son entier et la démocratie perdront leur crédibilité et leur dignité dans la résistance au fanatisme.

Alors, je me mets à espérer, convaincu que nous nous reprendrons, les premiers moments d'émotion passés. Je salue l'attitude du président du Syndicat national des agents de voyages qui a décidé de maintenir son congrès annuel à Louxor, en janvier 1998. En laissant libres les agents de voyages de venir ou de ne pas venir, tout comme nous laissons les touristes, nos clients, libres de venir ou de ne pas venir sur des destinations à risques. Que chacun d'entre nous, légitimement libre de ses choix, d'autant plus qu'il est mieux informé, garde son libre arbitre, puisse résister aussi, puisse se faire respecter enfin.

Pour le groupe Accor, l'Égypte ne

représente que 16 hôtels sur 2 700 dans le monde. Bien évidemment, nous proposons à nos clients qui le souhaitent des solutions de remplacement, pour d'autres de nos destinations. Cependant, nous nous sommes appliqués à offrir le maximum de sécurité pour nos clients qui maintiendront leur voyage. Je suis rassuré, toutefois, par l'attitude de nos clients, quand par exemple je constate que le 19 novembre, deux jours après l'attentat de Louxor, le Sofitel Old Winter Palace de Louxor, sur l'autre rive du Nil, affiche un taux d'occupation, honorable, de 70 %. Et j'ai été rassuré d'entendre sur M 6 les touristes se plaindre ; mais du non-choix qui leur était parfois imposé et de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient alors de poursuivre leur voyage.

Le fanatisme est aveugle. Il a frappé. Il frappera encore. Ce n'est pas en écoutant la radio et en regardant des images graves à la télévision que nous allons faire front et résister. Je doute que nous puissions nous isoler, nous enfermer. Bien sûr, dans nos pays « développés », les plus grandes mesures de sécurité sont prises. Mais ne pas soutenir l'ouverture au monde par le tourisme, ne pas communiquer, si ce n'est dans l'absence totale de risques, c'est préparer un nouveau glacis d'obscurantisme.

S'informer valablement, communiquer avec autrui et... faire du tourisme, c'est être libre et aider les autres à être libres. Bien sûr, le tourisme n'est pas la panacée. Il peut devenir un facteur de pollution, être un moyen superficiel d'évolution. Mais tous ses aspects négatifs peuvent être maîtrisés, par des infrastructures planifiées, par un enseignement maîtrisé. Au global, le tourisme doit être citoyen, ouvert et adulte. Pour un monde meilleur et un monde uni. En professionnel du tourisme, tel est le parti que j'ai choisi.

Jean-Robert Reznik est directeur général de l'hôtellerie de loisir du groupe Accor.

ce mieux ?



« Comment puis-je profiter au mieux de mon PEA ? »

L'ÉPARGNE BOURSIÈRE AU CRÉDIT AGRICOLE.

PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS.

Au Crédit Agricole, votre Conseiller vous permettra de donner toute sa dimension à votre PEA. Grâce à l'expertise d'Indocam, sa société de gestion, il vous proposera une gamme de SICAV et Fonds Communs de Placement régulièrement adaptée pour diversifier vos investissements et profiter des opportunités de marché, notamment avec le passage à l'Euro.



L'IMAGINATION DANS LE BON SENS

ENTREPRISES

LE MONDE / MÉRREDI 26 NOVEMBRE 1997

FINANCE Objet de rumeurs boursières depuis plusieurs mois, Paribas a choisi d'absorber ses filiales, la Compagnie bancaire et le Cetelem, pour grossir et ainsi mieux se protéger

des convoitises de concurrents. Paribas va investir 25 milliards de francs pour racheter les minoritaires de ces deux sociétés avant d'envisager une fusion. ● LE GROUPE apporte ainsi sa

réponse aux préoccupations du ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, qui estime que les groupes financiers français doivent trouver eux-mêmes des solutions pour

être plus forts et mieux structurés face aux banques étrangères. ● EN S'AFFIRMANT comme l'actionnaire de référence de Natexis (Ex-Crédit national-BFCE), les Banques populaires ont,

elles, joué le jeu des alliances. ● L'ÉTAT a aussi un rôle dans l'amélioration de l'environnement bancaire et la gestion de la privatisation du CIC et du Crédit lyonnais.

Le ministre de l'économie laisse les banquiers libres de s'allier

Les pouvoirs publics s'interrogent sur la capacité des grands établissements à résister aux convoitises étrangères, compte-tenu de la faiblesse de leur capitalisation. Paribas a choisi de grossir en absorbant la Compagnie bancaire

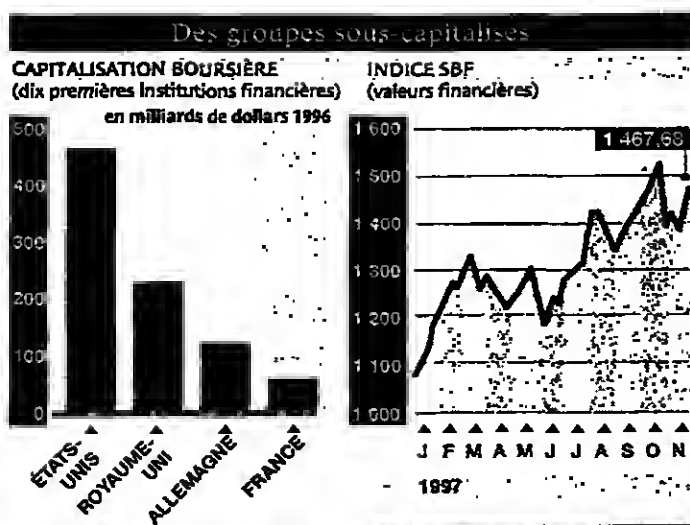
EN RECEVANT les banquiers, mercredi 19 novembre, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, a déclenché une nouvelle vague de rumeurs sur la restructuration du secteur bancaire français. Cette réunion à Bercy était pourtant prévue depuis quinze jours et n'avait rien d'exceptionnel. Les présidents de la BNP, du CCF, du Crédit lyonnais, de Paribas et de la Société générale devaient une nouvelle fois aider le ministre et ses conseillers à réfléchir à la compétitivité, à la réforme et à l'évolution générale du secteur bancaire français, dans les domaines réglementaire, financier et social. Pas question, a priori, de revenir sur l'offensive des assureurs étrangers Allianz et Generali sur les AGF et des risques que l'intérêt des groupes financiers étrangers se porte aussi sur les banques. Le sujet étant pourtant inéluctable dans le climat de tension actuel.

Le message du ministre en réponse aux inquiétudes des banquiers, et notamment de Michel Pébereau, le président de la BNP, ou d'André Lévy-Lang, celui de Paribas, a été clair. En substance, il leur aurait dit : vous avez quelques mois pour vous allier et devenir

trop gros pour être la proie de groupes étrangers, après, je ne répondrai plus de rien, soulignant que la concentration du secteur bancaire et le « musclogie » des établissements français ne pouvait être du ressort des pouvoirs publics.

RENTABILITÉ AMÉLIORÉE
Les banquiers ont sauté sur l'occasion pour lui répondre qu'il était encore maître de certaines cartes, et qu'il pouvait donner l'exemple avec la privatisation du CIC aujourd'hui, et demain du Crédit lyonnais. Et qu'ils comptent sur lui pour améliorer les conditions d'exploitation des banques privées en France, ce qui permettrait aux banques françaises d'améliorer leur rentabilité et de voir leur valeur boursière rattraper celle de leurs concurrents européens.

Tombé dans l'oreille de quelques banquiers d'affaires, ce débat avec Bercy est veu alimenter rumeurs et spéculations boursières. Elles ont commencé la semaine dernière lorsque le titre BNP a flambé en Bourse sur des rumeurs d'OPA de la Dresdner Bank. Cette dernière a démenti formellement avoir une telle intention, donnant au passage sa bénédiction à une éventuelle acquisition du CIC par



La valeur des banques françaises sur le marché boursier est très nettement inférieure à celle de leurs homologues américaines, anglaises et allemandes.

sa partenaire française. La spéculation s'est poursuivie vendredi et lundi. Cette fois, ce sont les actions de Paribas et de ses filiales la Compagnie bancaire et le Cetelem qui étaient au cœur des rumeurs, les analystes attendant l'annonce d'une opération importante. Au cours de la seule séance du 24 novembre, dans un marché en baisse

de 2,07 %, l'action Cetelem a terminé la séance en hausse de 5,3 %, le titre Compagnie bancaire a gagné 0,86 % et le titre Paribas 1,80 %. 0,91 % du capital de la Compagnie de la rue d'Antin a changé de mains.

Paribas se refusait lundi à tout commentaire, mais les rumeurs étaient néanmoins fondées. Pour

preuve : dès mardi matin, la cotation des actions Paribas, Compagnie bancaire, Cetelem et Cardif a été suspendue avant l'ouverture de la Bourse dans l'attente d'un communiqué. Un conseil de surveillance de Paribas était convoqué mercredi en fin d'après-midi. Comme en réponse aux recommandations de Bercy, André Lévy-Lang, le président de Paribas, préparait une sérieuse opération pour « muscler » son groupe. La Compagnie serait prête à mettre 25 milliards de francs sur la table pour prendre 100 % du capital de la Compagnie bancaire, sa filiale à 50,3 %, qui elle-même achèterait les 34 % du Cetelem qui sont encore dans le marché.

Grâce à une telle opération, Paribas pourrait augmenter sensiblement sa capitalisation boursière, qui n'est aujourd'hui que de 55 milliards de francs, le montant que les Generali et Allianz sont prêts à payer pour les AGF. En fusionnant la Compagnie bancaire avec la holding de tête du groupe Paribas, la Compagnie financière, le groupe deviendrait également plus difficile à déssoser pour un éventuel prédateur tenté de lancer une OPA sur Paribas et d'en payer une partie en revendant le groupe par appartement.

En intégrant des métiers auxquels il a toujours marqué un fort attachement, M. Lévy-Lang pourra mettre en avant une logique industrielle forte, attendue par les analystes. Il mettrait sur un même

plan les trois grands pôles de son groupe : les services financiers aux particuliers, la banque Paribas et le métier d'investisseur de Paribas Affaires Industrielles. Il investirait le trésor de guerre de son groupe dans des métiers à fort potentiel et dans une filiale en plein redressement. Après avoir supporté le nettoyage de l'immobilier et des erreurs stratégiques internationales de la Compagnie bancaire, Paribas tirerait ainsi pleinement parti de son retour à une rentabilité forte. Cetelem dégage déjà un rendement sur fonds propres de 15 %, une tendance durable selon les analystes, et la Compagnie bancaire a confirmé sur les neuf premiers mois de 1997 qu'elle pouvait dépasser son objectif de 10 %. L'intégration plus étroite de la Compagnie bancaire permettrait aussi d'optimiser la gestion financière, jusqu'alors indépendante de la Banque Paribas et de la Compagnie bancaire.

L'opération devrait enfin mettre un terme aux rumeurs, infondées cette fois, prêtant à General Electric Capital, la filiale financière du groupe américain General Electric, l'intention de lancer une OPA sur Paribas, ou à d'autres rumeurs de rapprochement BNP-Paribas, jugées encore plus fantaisistes par les deux parties. Il y a toutefois fort à parier que ce mouvement ne sera pas le dernier dans le secteur financier français.

Sophie Fay

Les Banques populaires entrent dans le conseil de Natexis

DEVENUES, en octobre, le premier actionnaire de Natexis, le groupe bancaire issu de la fusion du Crédit national et de la BFCE, les Banques populaires, entre en force dans le conseil d'administration. En contrepartie des 23,3 % du capital qu'elles détiennent, elles doivent se voir attribuer, à l'occasion du conseil du 25 novembre, six sièges sur les quinze du conseil, dont deux sont occupés par des représentants des salariés. Jacques Delmas-Marsalet, président du groupe Banque populaire, occupera bien sûr l'un d'entre eux, trois de ces postes revenant à des représentants des 30 banques régionales qui forment le réseau Banques populaires. Un signe important pour M. Delmas-Marsalet : « Notre collaboration avec Natexis doit se nouer non seulement entre les services du siège et ceux de la Coisse centrale des Banques populaires, mais aussi entre les banques régionales et les trente agences de Natexis en France », explique-t-il dans un entretien au Monde.

Un comité stratégique mixte a été mis en place « pour assumer les responsabilités qui sont les [siennes] en tant qu'actionnaire de référence de Natexis, dont il a désormais le contrôle au sens bancaire du terme », poursuit-il, « et pour mettre en œuvre les synergies qui [lui] permettront d'améliorer la rentabilité de Natexis ». Les complémentarités sont multiples : de clientèle, d'abord, les Banques populaires étant présentes surtout auprès des particuliers et des PME, Natexis auprès des moyennes et grandes entreprises. La complémentarité est aussi financière : le groupe mutualiste étant structuré pour être prêt à tout, doté d'un large réseau de placement de produits financiers, Natexis étant

emprunteur sur les marchés. Enfin, il existe une complémentarité des métiers dans des domaines comme l'épargne salariale et la conservation de titres, plus développés dans le groupe Banque populaire, ou le capital-investissement et l'international chez Natexis.

Avec un tel dispositif, M. Delmas-Marsalet eût-elle démontré qu'un quart du capital de Natexis, avec la possibilité de le porter à 30 %, est « tout à fait suffisant pour réaliser les objectifs industriels qu'il s'est fixés ». Malgré l'intérêt que marque par la banque allemande WestLB pour Natexis, M. Delmas-Marsalet ne croit plus à un risque d'OPA. « Compte tenu des conditions dans lesquelles se passe notre entrée au capital, avec une forte logique industrielle et une adhésion très marquée de la part du management et des collaborateurs de Natexis, une OPA ne pourrait être qu'inanimale et serait suicidaire. » Il ajoute que le groupe Banques populaires « n'aura intérêt à investir davantage dans le capital de Natexis que lorsque la rentabilité de ce groupe sera supérieure à celle de nos fonds propres ». Ce n'est pas encore le cas.

UNE CONCENTRATION « NORMALE »

Avec un résultat annuel de 1,9 milliard de francs en 1996, les Banques populaires affichent un rendement sur fonds propres de 8 %. Obtenir la même performance que les Banques populaires, c'est l'objectif pour 1998 qui a été assigné aux équipes de la rue Saint-Dominique. Avec un résultat net de 98 millions de francs en 1996 et de 177 millions au premier semestre, elles en sont encore loin. A terme, l'ensemble du groupe doit atteindre 10 %. « Les équipes de Natexis sont déjà sur la voie du redressement,

après trois années noires ou cours desquelles le groupe a vu ses crédits à moyen et long terme ou ses entreprises baisser de près d'un tiers », relève le président des Banques populaires.

Avec cette prise de participation, qui console le groupe de l'échec de sa précédente tentative de croissance externe (avec le Crédit du Nord), les Banques populaires participent à leur manière à la concentration du secteur financier français. « Cette concentration est un mouvement normal pour un secteur soumis à une concurrence européenne et internationale. Il est d'ailleurs déjà largement réalisé et engagé à l'étranger. Mais il ne faut pas pour autant céder à la mode. La banque de détail et de proximité restera une affaire nationale », souligne M. Delmas-Marsalet. Il regrette que concentration rime seulement avec acquisition. « A l'étranger, cela s'est aussi beaucoup fait par fusion. C'est un moyen de restructurer le secteur d'un moindre prix, puisque l'on paie en papier. »

Pour lui, la concentration passe aussi par des formes de coopération et le développement de la sous-traitance, comme dans le secteur industriel. Interrogé sur une alliance possible avec les Caisses d'épargne, il adopte un statut coopératif proche de celui des Banques populaires, M. Delmas-Marsalet se montre ouvert. « Je n'exclus, dans notre stratégie à venir, aucune alliance avec un autre réseau dès lors qu'il serait complémentaire du nôtre », dit-il. Ce qui est le cas des Caisses d'épargne, moins bien implantées auprès des artisans et des entreprises que l'ensemble Banques populaires-Natexis et plus largement ouvertes aux particuliers.

S. F.

Paribas grossit en absorbant ses filiales

La cotation des actions Paribas, Cetelem, Compagnie bancaire et Cardif a été suspendue, mardi 25 novembre, dans l'attente d'un communiqué. Le groupe de la Compagnie d'Antin devrait proposer aux actionnaires minoritaires de la Compagnie bancaire, de Cetelem et de Cardif d'échanger leurs actions contre des actions Paribas et du cash. Sur la base des derniers cours de Bourse, Paribas devrait investir 9,7 milliards de francs pour avoir 100 % du Cetelem et 12,7 milliards de francs pour la Compagnie bancaire. L'opération devrait donc porter sur près de 25 milliards de francs. Compte tenu de la décote de l'action Paribas, qui s'échangeait lundi à 444,50 francs par rapport à l'actif net de ce groupe (estimé à plus de 730 francs par ABN Amro), elle devrait être intéressante pour les investisseurs.

Le Crédit lyonnais toujours sous la pression de Bruxelles

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Le Crédit lyonnais pourrait accepter de se séparer de ses filiales belge et allemande, a indiqué, lundi 24 novembre à Bruxelles, un fonctionnaire proche du dossier. La Commission européenne plaide pour ces cessions, estimant que la banque devrait réduire, plus que prévu en juillet 1995, ses activités internationales comme contrepartie aux aides consenties par l'État. Mais elle s'est bornée jusqu'à à un refus, surtout pour le réseau belge. « Désormais, il n'y a plus de tabou. Pour la filiale allemande, la BFG (Bank für Gemeinwirtschaft), les Français nous expliquaient jusqu'à un passé récent qu'on ne pouvait pas la vendre sans recapitaliser. Ce discours n'est plus tenu », a expliqué le même fonctionnaire. Les discussions entre Paris et Bruxelles n'en sont pas pour autant exemptes de tension, au point que Willy Helin, le porte-parole de M. Van Miert, laisse entendre que l'échéance initialement envisagée du 17 décembre pourrait ne pas être tenue.

« Depuis le début de l'affaire, ce qui vient de Paris est continuellement fontaliste », s'est emporté Karel Van Miert, le commissaire européen chargé de la politique de concurrence. Il répliquait ainsi aux propos de Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'économie, contestant les chiffres, supposés peu sérieux, rendus publics par Bruxelles, sur les aides publiques versées au Crédit lyonnais. La controverse porte sur le

total des aides versées sous diverses formes par l'État. On se trouve très loin des 45 milliards de francs identifiés lors de la décision d'autorisation donnée par la Commission en 1995. M. Van Miert parlait il y a quelques jours de 150 milliards de francs. « Ce sont là des chiffres minimes », a fourchette se situant plutôt entre 150 et 190 milliards. Les Français ont sous-évalué le montant des pertes du CDR (NDR : la structure chargée de vendre les actifs du lyonnais), dont il est évident, quoi qu'en dise M. Peyrelevade (PDG de la banque), que nous devons les prendre en compte », indique-t-on dans son entourage.

Vendredi, la Commission a reçu le rapport définitif du consultant Lehman Brothers, mais ne veut donner aucune indication sur son contenu. « C'est une brigue énorme qu'il faut nous laisser le temps d'analyser ». Mais les contreparties réclamées au Crédit lyonnais devront être en rapport avec le niveau des aides finalement retenues : c'est ce qu'exigent les concurrents et ce qu'impose la réglementation communautaire. La privatisation du Lyonnais est-elle encore au programme des discussions ? Le gouvernement juppé avait indiqué son intention d'y procéder à l'horizon de l'an 2000. Dans l'hypothèse où elle n'obtiendrait pas satisfaction sur le périmètre futur de la banque, la Commission pourrait introduire comme condition pour avaliser les aides accordées.

Philippe Lemaître

La Générale des eaux s'engage en faveur de l'emploi

JEAN-MARIE MESSIER, président du groupe Générale des eaux, « premier employeur privé de France », a pris, le lundi 24 novembre, deux engagements. Dans la matinée, il a signé avec Martine Aubry, ministre de l'emploi, un « contrat global de solidarité ». L'après-midi, devant environ 200 collaborateurs et invités du groupe, il a annoncé une augmentation substantielle du budget de la fondation Générale des eaux. Par ce contrat de solidarité, la Générale des eaux - qui emploie 146 000 personnes en France - s'engage à « accueillir 7 300 jeunes en deux ans ». Vouloir développer les formations en alternance, la Générale des eaux fera « en sorte qu'au moins deux tiers des jeunes trouvent un emploi durable au sein du groupe à l'issue réussie de leur formation. Il est aussi de favoriser l'embauche extérieure de ces jeunes dans des PME travaillant avec le groupe, de sorte qu'au total 90 % des jeunes ayant réussi leur forma-

tion en alternance puissent bénéficier d'un emploi ». Le contrat est « global » parce qu'il ne concerne pas uniquement les jeunes. Le groupe s'engage à faciliter le départ des salariés ayant cotisé plus de quarante ans et à procéder à des embauches compensatrices, en plus des 7 300 précitées.

RECLASSEMENTS INTERNES

Par ailleurs, en cas de plans sociaux dans une filiale, priorité devra être donnée aux reclassements internes, ce qui n'est pas forcément dans les habitudes d'un groupe de 2 500 sociétés travaillant dans des métiers très différents.

M^{me} Aubry s'est engagée à favoriser la négociation de conventions collectives dans deux branches : l'eau et les télécommunications (Cegetel). Mais le statut de fonctionnaires des agents de France Télécom, son principal concurrent, rend difficile ce deuxième projet que d'anciens appellent de leur

vœux pour éviter le « dumping social » d'opérateurs étrangers en France.

Dans l'après-midi, Jean-Marie Messier a annoncé qu'il faisait passer la dotation annuelle accordée à la fondation Générale des eaux de 20 à 30 millions de francs. Créée en septembre 1995, cette fondation est une structure dont l'objet est d'« aider à la création ou à la consolidation d'emplois de services et de proximité ». Elle se compose d'une équipe permanente de treize dirigée par Eric Besson - ancien collaborateur de Martine Aubry à la fondation Face - et d'un conseil d'administration composé des dirigeants des principaux secteurs du groupe, de deux représentants du personnel, de représentants du monde associatif et de personnalités qualifiées. Les « porteurs de projets » doivent être obligatoirement parrainés par un salarié du groupe pour que leur dossier soit présenté à la Fondation. S'il est retenu, la Fondation le

financera à hauteur d'environ 20 %, soit entre 30 000 et 150 000 francs. En deux ans, la Fondation a reçu 3 000 demandes. Elle en a retenu 452 qui ont permis la création de 1 853 emplois et la consolidation de 1 206 autres. Sur les 452 projets, 209 constituent des services aux personnes (dont 69 services à domicile) 160 concernent des activités d'animation (dont 51 services culturels) et 83 sont liés à l'environnement (dont 56 pour l'aménagement de zones naturelles). A la tribune, chacun s'est félicité du développement de la fondation qui aide des projets concrets aux activités de la Générale des eaux. Un représentant du personnel s'est taillé un franc succès en demandant à Jean-Marie Messier que « les directeurs du groupe aient autant de dynamisme pour garder des emplois à l'intérieur que pour en créer à l'extérieur ».

Frédéric Lemaître



Le groupe de multimédia japonais Softbank traverse une crise de confiance

La société du « Bill Gates » nippon a perdu les trois quarts de sa valeur boursière en dix-huit mois

Créé en 1981 par Masayoshi Son, Softbank était salué comme une réussite « à l'américaine » portée par l'envoie du marché de la micro-in-

formatique. Les investisseurs auxquels la société avait fait appel pour racheter de nombreuses entreprises au Japon et aux États-Unis sont de-

sormais dubitatifs. M. Son a engagé une remise en ordre du groupe, qui affiche un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs.

TOKYO

Softbank, le géant du multimédia construit en quelques années à peine par Masayoshi Son, surnommé le « Bill Gates japonais », connaît un revers de fortune. Ses multiples acquisitions aux États-Unis ont gonflé sa dette, estimée à 583 milliards de francs (plus de 26 milliards de dollars). Or, les performances décevantes de certaines de ses activités américaines, la déprime soudaine du marché informatique au Japon et, surtout, le manque de visibilité de l'ensemble ont refroidi l'ardeur des investisseurs japonais, qui avaient jusqu'à soutenu son expansion tous azimuts. La crise financière asiatique n'a bien entendu rien arrangé (lire aussi nos informations pages 2 et 3).

L'action de Softbank a perdu 75 % de sa valeur depuis son plus haut d'avril 1996, où elle avait atteint plus de 12 000 yens. Fin octobre, son cours est passé en dessous de 3 000 et continue de se serrer à ce niveau. La dégringolade est d'autant plus lourde de conséquences que Son a largement financé sa croissance sur les marchés des capitaux : Softbank a émis pour 87 milliards de yens d'obligations et multiplié par six sa capitalisation au cours des deux dernières années, estime le *Financial Times*. Cette pratique est peu commune dans un pays où la majorité des entreprises ont recours au soutien d'une banque principale. Partenaire privilégiée, celle-ci est étroitement associée aux décisions stratégiques de son client. C'est d'ailleurs pour son indépendance et son audace que Masayoshi Son fut élu comme le représentant d'une nouvelle géné-

ration d'entrepreneurs nippons, à l'américaine.

D'origine coréenne, Masayoshi Son réussit son premier « coup » lorsqu'il vend à Sharp, en 1977, la technologie d'un traducteur électronique, empochant au passage 1 million de dollars. Diplômé de Berkeley, il se lance dans la vente de logiciels à son retour au Japon, fonde Softbank en 1981, puis devient distributeur exclusif de Microsoft pour l'archipel. Softbank démarre réellement au début des années 90, lorsque le marché japonais de la micro-informatique explose.

En 1995, Son se lance dans une série d'acquisitions spectaculaires aux États-Unis : il rachète Comdex, l'organisateur des salons informatiques, investit dans le lancement de Yahoo!, une société spécialisée dans la recherche de logiciels sur Internet, prend 80 % de Kingston Technology, un des premiers fournisseurs mondiaux de cartes d'extension mémoire, et injecte 200 millions de dollars supplémentaires dans 48 start-up (sociétés nouvellement créées) du multimédia aux États-Unis.

MANQUE DE TRANSPARENCE

En tout, Softbank a investi 4,2 milliards de dollars de l'autre côté du Pacifique. Au Japon, il défie la chronique en participant à Jsky8, le bouquet de télévision numérique lancé par Rupert Murdoch. De 1992 à 1997, Softbank a plus que décuplé son chiffre d'affaires. Les prévisions pour l'année fiscale 1997 (qui s'achève en mars 98) tablent sur 510 milliards de yens de ventes (environ 25 mil-

liards de francs) et un bénéfice avant impôt de 28 milliards de yens.

La dépréciation boursière de Softbank met Masayoshi Son en difficulté et pourrait l'obliger à restructurer son empire, ou du moins à en rendre le fonctionnement plus limpide. Le manque de transparence dans la gestion de Softbank et le rôle de Mac, une société dont Son détient 100 %, serait une des raisons du manque de confiance des investisseurs. Mac, qui possède 43 % de Softbank, a assumé ses risques de change et l'a délesté de ses opérations les moins rentables, lui permettant ainsi des performances exceptionnelles en Bourse. Le retour de bâton est au-

jourd'hui doublement douloureux : Mac a pour ce faire emprunté auprès des banques avec pour caution ses actions dans Softbank, aujourd'hui dépréciées, et les banques tirent la sonnette d'alarme devant les 354 milliards de yens de dettes accumulées par la société de Son.

La dette à long terme de Softbank, elle, atteint 583 milliards. Masayoshi Son a donc fait savoir qu'il séparerait les activités de Mac et de Softbank d'ici à l'an 2000 et annoncé, fin octobre, la vente à Ziff-Davis de 100 millions de dollars de yens d'actifs détenus par Mac, lui permettant ainsi de rembourser un tiers de sa dette.

En outre, trois unités américaines de Softbank, Ziff-Davis, Softbank Comdex et Softbank Forums doivent fusionner en 1998. Prélude à d'autres restructurations ? Les analystes déplorent la contre-performance de Kingston Technology, acquise au prix fort par Son. Yahoo!, en revanche, s'est avéré un grand succès. Les performances des activités américaines de Softbank ont toutefois déçu et n'ont pas permis à la société d'accroître suffisamment ses marges pour rassurer les investisseurs sur son endettement. Quant aux start-up, le manque de visibilité inhérent à leur domaine empêche toute prévision.

Le Bill Gates japonais, devenu en 1996 la coqueluche des médias, saura-t-il retrouver à temps ses talents de communicateur pour convaincre les investisseurs ? L'avenir du premier conglomérat nippon-américain du multimédia en dépend.

Brice Pedroletti

France Télécom rejoint

Deutsche Telekom et l'Enel en Italie

L'EXPLOITANT téléphonique français France Télécom a annoncé, mardi 25 novembre, la création d'une société commune en Italie avec l'opérateur allemand Deutsche Telekom et le groupe italien d'électricité Enel. La société, qui sera détenue à 51 % par l'Enel, se portera candidate à la troisième licence de téléphonie mobile que le gouvernement italien doit prochainement attribuer. Elle demandera également une licence de téléphonie fixe vocale, à la faveur de l'ouverture totale à la concurrence, le 1^{er} janvier 1998.

Ce rapprochement se dessinait depuis que France Télécom avait dû abandonner son projet d'alliance avec Olivetti, en septembre. Les deux groupes envisageaient, depuis fin 1995, de faire cause commune dans le téléphone. Le groupe italien a préféré convoler avec le groupe allemand Mannesmann, qui a accepté de lui apporter de l'argent frais.

■ **DÉPÊCHES**
■ **TELEPHONE** : une entreprise sur deux en France ne connaît pas la signification du 1^{er} janvier 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence du téléphone, a indiqué, lundi 24 novembre, la société d'études Research International. Deux tiers d'entre elles, toutefois, se déclarent prêtes à changer d'opérateur.

■ **BRITISH AEROSPACE** : le constructeur aéronautique britannique, partenaire dans le consortium européen Airbus, a annoncé, lundi 24 novembre, avoir conclu un contrat pour la fabrication d'éléments d'ailes pour l'américain Boeing. Ce contrat représentera « plusieurs millions de livres » sur une période de huit à dix ans à partir de mars 1998.

■ **AUTOMOBILE** : Louis Schweitzer, PDG de Renault, prévoit dans un entretien à *Automotive News Europe* du lundi 24 novembre que le marché automobile français atteindra 1,9 million de voitures particulières en 1998, contre 1,75 million cette année. Selon lui, Renault devrait améliorer ses performances commerciales avec le lancement de la remplaçante de la Clio.

■ **ALLIED COLLOIDS** : le groupe chimique britannique a rejeté, lundi 24 novembre, l'offre publique d'achat de 1,068 milliard de livres (10,5 milliards de francs) lancée par son concurrent américain Hercules. Le titre Allied Colloid s'est inscrit en hausse de 33 %, les investisseurs pariant sur une importante bataille boursière.

■ **LAFAARGE** : le groupe cimentier, tout en poursuivant son OPA sur Redland, a acquis, lundi 24 novembre, 51 % de Romcim, deuxième cimentier roumain, pour 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs).

■ **PEPSICO** : le groupe américain, qui a racheté la semaine dernière les activités biscuits salés de United Biscuit, a lancé, lundi 24 novembre, une offre publique d'achat de 100 millions de dollars (580 millions de francs) sur le fabricant de biscuits et de chocolats polonais Wedel.

■ **MARIE BRIZARD** : la société de spiritueux, en grande difficulté financière, a conclu, lundi 24 novembre, la vente de sa filiale défectueuse Champagne Philipponnat au groupe Boizel Chanoine Champagne.

■ **PÉTREL** : Les marins pêcheurs de l'armement Pétrel (groupe Inter-marché), en grève depuis 33 jours, ont voté lundi 24 novembre la reprise du travail, après avoir reçu une lettre de l'armateur les menaçant d'abandonner l'activité pêche en cas de poursuite du mouvement (*Le Monde* du 22 novembre).

■ **TRAVAIL CLANDESTIN** : les sociétés de location de voitures Hertz, Europcar et Citer, ayant eu recours à des salariés non déclarés et non mentionnés dans leurs registres, ont été condamnées pour travail clandestin par la cour d'appel de Paris. Hertz et Europcar doivent payer chacun 200 000 francs d'amende et Citer 100 000 francs.



VOUS,

vos sens des affaires
sont bienvenus sur nos
lignes. En tenir compte,
c'est vous proposer le
confort le mieux pensé
au prix le plus étudié.
Club Opale Long Courrier.
Un siège inclinable à 140°,
plus d'espace, des tarifs
compétitifs.



Tél. 0 803 00 12 34* 3815 AOM**
*Unité France Télécom toutes les 30 secondes,
sans modulation horaire. **1,29 F/mn.

Publicis joue à quitte ou double son développement aux Etats-Unis

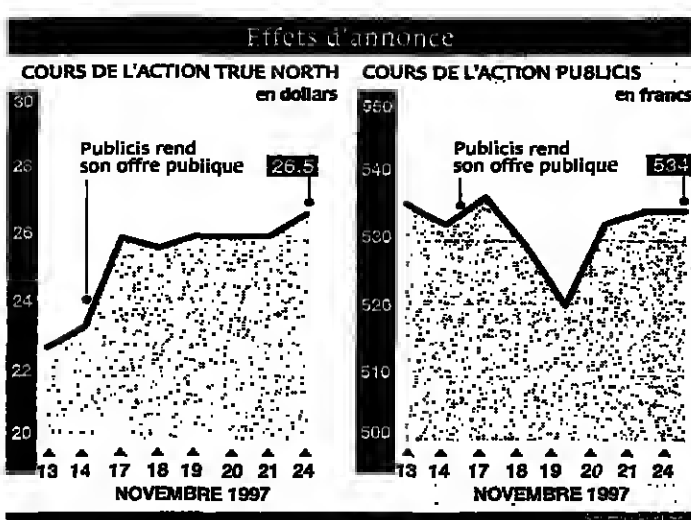
Le groupe français de publicité n'a que quatre semaines pour convaincre les fonds de pension américains de bloquer la fusion en cours entre True North et Bozell, et pour réussir à prendre le contrôle de son ancien associé

APRÈS LES EFFETS d'annonce, voici venu le temps des grandes manœuvres. Il reste environ quatre semaines à Maurice Lévy, président du directeur de Publicis, deuxième groupe publicitaire en France, pour prendre le contrôle de son ancien associé, l'américain True North, dont il est l'un des principaux actionnaires avec 18,5 % du capital, en empêchant sa fusion avec Bozell.

Quatre semaines, c'est le temps nécessaire au groupe américain de publicité (onzième mondial) pour boucler son rapprochement avec Bozell (*Le Monde* du 12 août). Selon des sources proches de True North, les instances boursières américaines pourraient autoriser ce mariage avant Thanksgiving, jeudi 27 novembre.

S'il reçoit, à cette date, l'aval de la Securities and Exchange Commission, l'état-major du groupe américain pourra convoquer ses actionnaires à une assemblée générale extraordinaire entre Noël et le nouvel an. La fusion avec Bozell, voulue par le patron de True North, Bruce Mason, qui conserverait ainsi son siège de président, pourrait alors, sous réserve de l'obtention de 50 % des votes plus une voix, être réalisée avant la fin de l'année.

Maurice Lévy, qui estime, aux vues de l'évolution du titre True North, avoir séduit par son offre les actionnaires, s'emploie donc, par l'intermédiaire de la banque Lazard à New York et de deux avocats américains spécialistes des fusions-acquisitions, Marty Lipton et Tom Kuhn, à convaincre la dizaine de fonds de pension qui



détiennent environ 50 % du groupe américain à voter « oui » lors de la prochaine assemblée générale. De son côté, Bruce Mason reconnaît que, pour obtenir la majorité, « il y a peu de gens à convaincre ». Insistant sur ses « bonnes relations avec les fonds de pension », il rappelle que « le personnel détient également 20 % du groupe ».

Quelles raisons poussent Publicis à poursuivre plus avant son offensive « nuptiale », alors qu'un échec pourrait être sanctionné par la Bourse ? Si M. Lévy bataille pour faire accepter sa propre offre de fusion – présentée le 10 octobre à True North et rejetée le 12 novembre par les administrateurs du groupe (*Le Monde* des 19 et 22 novembre) –, arguant du fait que le rapprochement de True

North avec Bozell est « contraire aux intérêts des actionnaires de True North » et ne répond « à aucun des objectifs stratégiques du groupe », c'est, selon des sources financières américaines et françaises concordantes, pour empêcher la dilution de sa participation dans True North, de 18,5 % à 11 %.

IMPACT FINANCIER
Selon certains analystes, l'impact financier de la fusion de True North avec Bozell ne serait pas négligeable sur les comptes de Publicis. Conformément aux lois comptables françaises, Publicis se serait plus en mesure de consolider les comptes de True North par équivalence et devrait, comme les autres actionnaires, supporter les charges de restructuration des deux entreprises. Cet impact né-

gatif, estimé par certains à 40 millions de francs annuels, « ne dépasserait pas, dans l'hypothèse la plus pessimiste, 20 millions de francs avant l'année prochaine seulement », affirme Maurice Lévy. Une charge qui, pour lui, « n'est pas pénalisante ».

En vertu des actes du divorce signé en février entre les deux anciens partenaires – True North et Publicis détiennent des participations croisées depuis 1988 –, Publicis « doit s'employer à faire son possible » pour que le groupe américain puisse céder les 26,5 % qu'il détient encore dans Publicis Communication, filiale publicitaire fermée du groupe.

L'un des scénarios prévoit une introduction en Bourse de Publicis Communication avant le 31 décembre 1998. L'autre obligerait Publicis à racheter les parts de True North évaluées, selon les analystes, entre 400 millions de francs et 600 millions de francs. Ce serait une autre charge à supporter en 1998.

Pour le patron de Publicis, qui dispose de 1,7 milliard de francs de fonds propres, dont 600 millions de trésorerie, « racheter les parts de True North ne poserait pas de problème ». En revanche, « une introduction en Bourse n'est pas de la partie », dit-il. Reste le conflit interne qui oppose au sein de la holding familiale, la Somarel, les deux héritiers de Marcel Bleustein-Blanchet, fondateur de Publicis.

Michèle Bleustein-Blanchet, qui a voté en faveur du rapproche-

ment de Publicis avec True North, le 6 novembre, note depuis le début de l'été de vendre ses parts (13 % de la Somarel et 7 % de Publicis SA, évaluées entre 700 et 900 millions de francs). Selon certaines sources, elle verrait d'un mauvais œil toute décade de sa participation et pourrait retirer son soutien au projet. Interrogée par *Le Monde*, M^{me} Bleustein-Blanchet n'a pas souhaité commenter sa position.

LEVER LES DOUTES

Pour autant, le projet de fusion de Foote, Cone et Belding (FCB), le réseau publicitaire de True North, avec celui de Publicis servirait au mieux le développement international du groupe français. D'autant qu'« acheter une autre agence américaine de la taille de True North coûterait à Publicis deux fois et demi plus cher que cette opération », diagnostique un analyste financier parisien. De plus, précise-t-il, il y a « urgence à être aux Etats-Unis ».

Le chiffre d'affaires de Publicis – 18,4 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année – a progressé de 5 % à taux de change et périmètre constant, contre environ 10 % pour son premier concurrent, Havas Advertising. Or ce dernier réalise le quart de son activité aux Etats-Unis. « Le marché américain est plus rémunérateur et a une plus forte croissance », remarque cet analyste français. Si le patron de Publicis réussit à lever les doutes des Américains sur une offre que ceux-ci considèrent encore comme « fantôme », il réussira à son meilleur coup.

Florence Amalou

Les Quinze restent divisés sur le fonds de garantie audiovisuel

BRUXELLES (Union européenne)

La tentative faite, lundi 24 novembre, par les ministres de la culture des Quinze afin d'adopter le projet de fonds de garantie pour le cinéma a échoué, les Allemands, les Britanniques et les Néerlandais s'y étant opposés.

L'idée, proposée il y a près de trois ans par Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires monétaires, était de s'inspirer des mécanismes financiers existant dans l'Union pour faciliter aux producteurs de cinéma et de télévision l'accès à des financements bancaires qui leur auraient été, sans cela, refusés en raison des risques encourus. Depuis lors, le projet avait déjà connu bon nombre d'avatars, les crédits proposés pour alimenter le fonds étant ramené de 200 millions d'euros (1,3 milliards de francs) à 100 millions (650 millions de francs), puis, finalement, à 30 millions (195 millions de francs) dans le compromis de la présidence luxembourgeoise qui se trouvait, lundi, sur la table du Conseil.

Les pays hostiles au projet estiment que ce

qu'il coïncide de soutenir, davantage que la production de films, c'est leur distribution, oubliant que le programme européen « Média » prévoit déjà, dans sa version révisée, un soutien de 32 millions d'euros (208 millions de francs) au profit de celle-ci.

PME INNOVANTES

Afin de tenter de sauver un projet appuyé par le Parlement européen, voulu par la profession, qui y voit une opportunité de raffermir les liens entre le cinéma et le marché, Catherine Trautmann, le ministre français de la culture, a fait rajouter au compromis luxembourgeois un paragraphe invitant les Quinze à prendre des initiatives en faveur de la distribution. Parviendra-t-elle ainsi à convaincre les Anglais, qui exerceront la présidence durant le premier semestre 1998, de relancer le débat ? « J'ai des arguments », assure-t-elle en faisant notamment référence aux conclusions du récent conseil européen sur l'emploi. Celui-ci s'est prononcé, entre autres, pour un soutien accru aux PME innovantes et créatrices d'emplois. « C'est bien

le cas du cinéma et de l'audiovisuel, qui sont des secteurs en plein développement », fait-elle valoir.

M^{me} Trautmann s'est dit déçue par l'attitude des Allemands, qui pourtant, lors du sommet de Weimar, avaient manifesté une certaine ouverture. Ils mettaient en avant le fait que la culture relève de la compétence des Länder. M^{me} Trautmann déplore qu'ils semblent oublier qu'il s'agit, là aussi, d'un enjeu économique considérable.

Au-delà du projet de fonds de garantie, elle pense à un programme-cadre dont l'objet serait de renforcer la capacité industrielle de l'Europe dans ces secteurs de pointe où la demande (notamment les programmes pour les chaînes thématiques) est en expansion rapide. Ce serait nécessaire, plaide-t-elle, pour pouvoir, en 1999, aborder dans des conditions pas trop inégales les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment avec les Etats-Unis.

Philippe Lemaître

Jeunes diplômés BAC + 4/5

Quels métiers allez-vous exercer dans les cinq ans à venir?

voir page V

Le Monde INITIATIVES



Guillaume Till

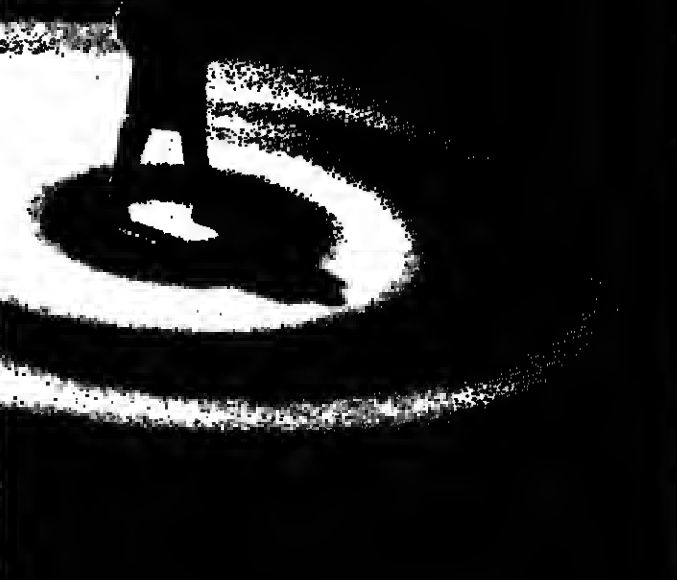
Le service en ligne de Microsoft géré par France Télécom

DANS LA FOULÉE d'un premier accord technique signé voici dix-huit mois, France Télécom Multi-média et Microsoft renforcent leur partenariat. Le groupe français va s'occuper de la gestion des 35 000 abonnés au service en ligne MSN de Microsoft, qui bénéficieront des mêmes services que ceux de Wanadoo, le service en ligne de France Télécom. En abandonnant le métier de fournisseur d'accès en France, le groupe américain décide ainsi de se repositionner sur les services et les logiciels. « Nos abonnés sont ceux de Wanadoo, mais il n'existe pas encore de service unique », explique-t-on chez Microsoft. De plus, les deux groupes mèneront ensemble des actions de promotion de Numéris auprès des PME tandis que le système de paiement à la durée – le Kiosque Micro de France Télécom – sera intégré dans la prochaine génération des logiciels Windows 98 de Microsoft. France Télécom poursuit par ailleurs d'autres discussions avec le groupe Lagardère pour un rapprochement plus vaste dans le multimédia (*Le Monde* du 20 novembre 1997).

CONCERT EUROPE 2/M6

...EN TOURNÉE...

FEVRIER: 08 METZ
20 LYON
23 PARIS BERCY
MARS: 14 LILLE
15 ANGERS
16 BORDEAUX
18 PAU
22 MARSEILLE
23 CLERMONT-FD
24 CAEN
26 STRASBOURG



...LOCATION: 01 3615 EUROPE 2, 0615 M6, RUE, CARREFOUR, VIRGIN MEGASTORES, BERCY ET PAR TEL: 01 49 97 50 50.
...CALLING ALL STATIONS... NOUVEL ALBUM... INCLUS CONGO...



En accord avec l'Union Européenne pour l'audiovisuel

RETROUVEZ LA FREQUENCE EUROPE 2 DE VOTRE VILLE EN TELEPHONANT AU 06 36 65 75 18 (0,71 FRANC L'APPEL) 1997.

هكذا من راحل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997 / 23

LE YEN a plongé sous la barre des 128 pour un dollar (à 128,05), mardi 25 novembre à Tokyo, touchant son plus bas niveau depuis cinq ans sur ce marché des changes.

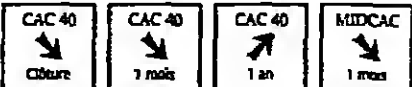
LA BOURSE DE TOKYO a terminé, mardi, en baisse de 5,11 %, ébranlée par la faillite du courtier Yamachi. L'indice Nikkei a perdu 854,05 points, pour s'établir à 15 867,53 points.

LA BOURSE DE SÉOUL a terminé mardi en baisse de 2,5 %, dans un marché inquiet des conséquences du plan d'aide du FMI et de la hausse des taxes.

WALL STREET a suivi la tendance négative mondiale lundi, après la liquidation du courtier nippon Yamachi. Le Dow Jones a perdu 113,15 points (-1,44 %), à 7 767,92.

L'OR a ouvert en baisse, mardi 25 novembre, sur le marché international de Hongkong, à 302,70-303,10 dollars l'once, contre 305,00-305,30 dollars à la clôture lundi.

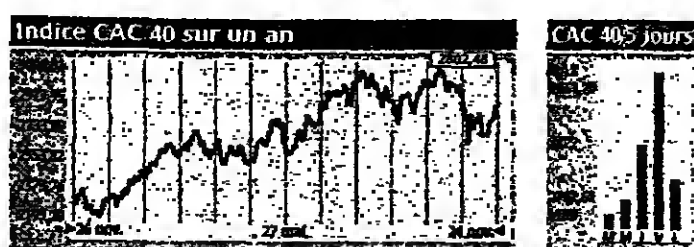
LES PLACES BORSIÈRES



Séance indécise à Paris

LA BOURSE DE PARIS était indécise mardi 25 novembre. Après s'être orientée légèrement à la hausse après une demi-heure de transactions grâce à la fermeté du dollar et à l'effet d'entraînement des restructurations financières, l'indice CAC 40 basculait ensuite dans le rouge. En milieu de journée, il affichait un recul de 0,16 % à 2 797,94 points. La crise en Asie et la nouvelle chute de Tokyo de plus de 5 % mardi ont ténalisé les investisseurs. Le volume de transactions était faible à moins de 2 milliards de francs sur le règlement mensuel en milieu de journée.

Les nombreux financiers espèrent que le gouvernement japonais va tout mettre en œuvre pour limiter les conséquences de la faillite d'établissements financiers. Le président américain Bill Clinton a déclaré lundi au premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto que le Japon détenait la clé du retour à la stabilité financière en Asie par la revitalisation de son économie, selon un haut responsable japonais.



Indice CAC 40 sur un an

Indice CAC 40 sur 3 mois

Club Méditerranée, valeur du jour

L'ACTION Club Méditerranée a perdu 3,4 % à 430 francs, lundi 24 novembre, à la Bourse de Paris. Le titre a baissé à la suite d'une interview accordée par le président du groupe, Philippe Bourguignon, à La Tribune. M. Bourguignon a notamment démenti tout rapprochement avec Accor en indiquant que la stratégie du Club, fondée « sur la création de centres de loisirs et de détente », était « très différente » de celle du groupe hôtelier. M. Bourguignon a annoncé qu'Ac-

cor détenait aujourd'hui moins de 1 % du capital du Club. Depuis le début de l'année, l'action Club Méditerranée a gagné plus de 27 %.



Tokyo perd plus de 5 %

LA BOURSE DE TOKYO a chuté de plus de 5 %, mardi 25 novembre, au lendemain de l'annonce de la cessation d'activité de Yamachi Securities, la quatrième société de Bourse japonaise. Cette faillite recentrée fait craindre une onde de choc dans le système financier nippon et son effet, en conséquence, les banques et les sociétés de Bourse ont été vivement attaquées. L'indice Nikkei a perdu 854,05 points (5,11 %), à 15 867,53. La Bourse était fermée, lundi, en raison d'une fête nationale et toutes les places attendaient avec anxiété sa réouverture aujourd'hui.

La veille, Wall Street avait suivi la tendance négative des Bourses mondiales (-3,26 % à Francfort et -1,75 % à Londres) après l'annonce de la liquidation de Yamachi.

chi et la nouvelle dégringolade de Corée du Sud, mais les pertes ont été contrecarées dans l'attente de mesures éventuelles du gouvernement japonais pour assainir le secteur financier. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a perdu 113,15 points (-1,44 %) à 7 767,92. Il était repassé au-dessus des 7 800 points, jeudi, pour la première fois en quatre semaines.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 24/11	Var. 24/11	en %
Indice CAC 40	2797,94	-461,05	-14,37
Indice Nikkei	15867,53	-854,05	-5,11
Indice Dow Jones	7767,92	-113,15	-1,44
Indice FTSE 100	2797,94	-461,05	-14,37
Indice DAX 30	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 120	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 1950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 2950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 3950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 4950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 5950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 6950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 7950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 8950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 9950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 10950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 11950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 12950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 13950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 14950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 15950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 16950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 17950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 18950	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19050	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19150	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19250	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19350	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19450	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19550	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19650	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19750	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19850	2797,94	-461,05	-14,37
Indice SBF 19950	2797,94	-461,05	-14,37

مركزنا من لاصح

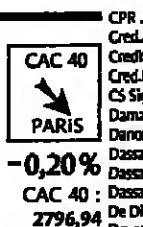
RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 25 NOVEMBRE

Liquidation : 23 décembre

Taux de report : 3,88

Cours relevés à 12h30



VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-
Accor	1057	1057	-	-
AGF Ass. Gen. France	331,60	331,60	-	-
Al. Lippé	910	910	-	-
Alcatel	712	712	-	-
Atos (ex-Atel) CA	730	730	-	-
Axa	420,70	420,70	-	-
Ch. de France	760	760	-	-
Ch. de France (Cie)	819	819	-	-
Baz. H. V. L.	538	538	-	-
Bertrand & Fauré	362	362	-	-
BIC	394	394	-	-
BIS	492,20	492,20	-	-
B.N.P.	270,20	270,20	-	-
Bollore Techno.	738	738	-	-
Bongrain	2380	2380	-	-
Bouygues	608	608	-	-
Bouygues Off.	278	278	-	-
Bull	65,90	65,90	-	-
Canal+	599	599	-	-
Cap Gemini	470,50	470,50	-	-
Carbone Lorraine	159	159	-	-
Cat. France	284	284	-	-
Cedre Guichard	239,50	239,50	-	-
Cedre Guichard ADP	253,50	253,50	-	-
Ceyrille Dub. (L.)	603	603	-	-
C.C.F.	349,20	349,20	-	-
Cegid (L.)	608	608	-	-
Cesat Europ. Rev.	32,80	32,80	-	-
Cetel	180	180	-	-
CGP	349	349	-	-
Christian Dior	603	603	-	-
Christian Dior	591	591	-	-
Ciments Français	234,50	234,50	-	-
Cirque France (L.)	139	139	-	-
Cofin	442,90	442,90	-	-
Ch. de France	430	430	-	-
Colson	608	608	-	-
Colas	647	647	-	-
Comp. Entrep.	11,70	11,70	-	-
Comp. Entrep.	2579	2579	-	-

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.N.P. (P.)	961	961	-	-
Crédit Lyonnais (P.)	945	945	-	-
Renault (P.)	1810	1810	-	-
Rhône-Poulenc (P.)	2236	2236	-	-
Saint-Gobain (P.)	1253	1253	-	-
Thomson S.A. (P.)	910	910	-	-

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

SCIENCES Parce qu'il permet d'observer des structures caractéristiques des atomes et des molécules, le rayonnement synchrotron est devenu indispensable aux explorateurs

de la matière vivante. ● CONFIGURATION en trois dimensions des protéines et des acides nucléiques, structures locales de macromolécules, détermination des sites actifs d'en-

zymes ou d'hormones: tous ces thèmes de recherche sont aujourd'hui « fouillés » avec ce scalpel de lumière. ● LA BIOLOGIE STRUCTURALE n'est pas la seule à bénéficier

de cette « étonnante lampe » découverte en 1947 et dont le spectre va des UV aux rayons X les plus durs. ● IMAGERIE FINE, magnétisme, hautes pressions, polymères, cataly-

seurs, composants électroniques et biologie sont le domaine d'observation privilégié de ces machines dont une quarantaine sont aujourd'hui en fonctionnement dans le monde.

Les sondeurs de la matière vivante s'éclairent aux rayons X

Outil sans pareil pour étudier la matière condensée, le rayonnement synchrotron ouvre l'accès au cœur des protéines et laisse augurer un formidable marché technologique et pharmacologique

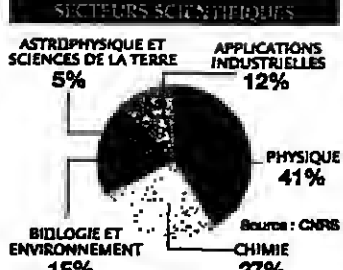
EST-CE VRAIMENT, comme

l'affirme son découvreur, « l'avancée la plus significative concernant l'ADN depuis l'éducation par Watson et Crick, il y a quarante-quatre ans, de la structure en double hélice » ? Publiée il y a quelques semaines dans la revue *Nature* du 18 septembre, la structure atomique du nucléosome constitue en tout cas une percée majeure dans la compréhension du fonctionnement des chromosomes. Etablie par l'équipe suisse de Timothy Richmond (Institut pour la biologie moléculaire et la biophysique, Zurich) grâce à l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) de Grenoble, elle illustre avec brio l'apport que représente cette très brillante source de lumière pour la biologie structurale. Une discipline désormais à part entière, à laquelle le CNRS vient de consacrer, du 13 au 14 novembre à Paris, un colloque réunissant les meilleurs spécialistes européens en rayonnement synchrotron.

« Le nucléosome est une unité de répétition fondamentale que l'on retrouve dans tous les organismes supérieurs, de la levure à l'homme. Connaître sa structure atomique est crucial pour comprendre la

Le synchrotron européen de Grenoble (ESRF) fonctionne essentiellement dans le domaine des rayons X alors que le projet français Soleil, moins puissant, est mieux adapté aux X plus mous et à l'ultraviolet.

UTILISATION DU RAYONNEMENT SYNCHROTRON EN FRANCE PAR SECTEURS SCIENTIFIQUES



construction du chromosome», résume Timothy Richmond. Support de l'hérédité, l'ADN (acide désoxyribonucléique) est en effet associé à de nombreuses protéines, les histones, qui se lient fortement à sa double hélice. La structure que forment ces histones, qui se répète à l'indéfini le long du chromosome et autour de laquelle s'enroule l'ADN, constitue le nucléosome. La confi-

guration de cet ensemble complexe est donc désormais décryptée. Composée de huit molécules de protéines et d'une masse équivalente d'ADN, elle pourrait notamment conduire à l'élaboration des préparations de chromosomes humains artificiels destinés à la thérapie génique.

DEMANDE NON SATISFAITE

Il ne s'agit là que d'un exemple. Parmi mille autres, qui, tous, témoignent que le rayonnement synchrotron est à la biologie ce que les accélérateurs de particules sont à la physique des hautes énergies: une méthode d'exploration de la matière d'une puissance inégalée. Constituée d'un vaste spectre allant de l'infrarouge aux rayons X « durs », cette lumière très particulière permet aux chercheurs de sélectionner précisément les longueurs d'onde appropriées à leur expérimentation. Une partie d'entre elles étant comparables aux dimensions des structures qu'elles analysent (atomes et molécules), elles n'ont un utilité sans pareil pour analyser la structure de la ma-

tière condensée. A commencer par la matière vivante.

A Orsay, dans les locaux du Centre de rayonnement synchrotron (LURE), 73 thèses de biologie sont ainsi actuellement en cours. Dans le même domaine, 162 projets d'expérience ont été inscrits au calendrier de 1997, dont plusieurs en collaboration avec des industriels de la pharmacie ou des cosmétiques (Roussel Uclaf, Rhône-Poulenc - Rorer, L'Oréal). Le temps disponible sur l'ensemble des lignes de lumière pour la biologie y est actuellement de 12 000 heures par an. C'est dire que les équipements fonctionnent à plein rendement, sans pour autant suffire à la demande.

Structure en trois dimensions des protéines et des acides nucléiques (ADN et ARN), dynamique des protéines à l'état cristallin ou en solution, structures locales de macromolécules, détermination des sites actifs d'enzymes ou d'hormones: à tous ces thèmes de recherche, cette source de rayonnement offre une aide précieuse. « Au niveau de complexité

que nous étudions, le synchrotron est devenu un outil « banal », c'est-à-dire essentiel », confirme Dino Moras, directeur du laboratoire de biologie structurale de Strasbourg (CNRS) et grand usager des installations du LURE. Il y a deux ans, son équipe fut la première à y déterminer la structure tridimensionnelle du récepteur de l'acide rétinol, une hormone stéroïde impliquée dans certaines maladies de la peau. Des travaux qui ouvrent la porte à la mise au point de nouveaux médicaments, fondés sur la fabrication de substances structurellement analogues (mais ayant une action modifiée) aux hormones naturelles.

MINIÈRE LA NATURE

D'autres succès ? A l'Institut de biologie structurale de Grenoble (CNRS-CEA) a été récemment résolue, pour la première fois, la structure d'une hydrogénase: une enzyme qui permet aux microorganismes qui en sont pourvus d'utiliser l'hydrogène comme source d'énergie. Au département de chimie de l'université de Glasgow

(Ecosse), c'est sur des bactéries utilisant la photosynthèse comme source d'énergie que se penchent les chercheurs. Par diffraction de rayons X, ils ont déterminé la structure d'un « collecteur de lumière », ensemble de protéines et de pigments enroulés dans la membrane cellulaire qui permet à ces bactéries de capter l'énergie lumineuse. L'espoir étant, dans ces deux cas, de parvenir à mimer la nature pour mettre au point des méthodes peu coûteuses de production d'énergie.

Parce qu'elle permet de visualiser en trois dimensions le cœur de n'importe quelle protéine, la cristallographie par rayons X ouvre ainsi la voie à un formidable marché technologique et pharmacologique. Le rôle des protéines est en effet déterminé par leurs « sites actifs », qui dépendent eux-mêmes étroitement de leur structure tridimensionnelle. Connaître la structure d'une protéine, c'est connaître sa fonction. La modifier, c'est modifier ses performances. Et parfois même créer de nouvelles protéines, quasiment sur mesure.

Mieux encore: grâce à de nouvelles techniques (diffusion de rayons X), le rayonnement synchrotron permet désormais d'observer les protéines au moment où elles se replient sur elles-mêmes pour acquiescer leur structure fonctionnelle. « La compréhension de ce phénomène aura des conséquences très importantes pour l'industrie des biotechnologies, où les produits comportant des protéines moléculaires coûtent cher », expliquent les biologistes de Warrington (Grande-Bretagne) qui travaillent sur ce thème. Un objectif qui intéresse également la recherche biomédicale, puisque le mauvais repliement des protéines, on le sait aujourd'hui, peut être responsable d'affections aussi graves que la maladie d'Alzheimer ou les encéphalopathies spongiformes.

Catherine Vincent

La stratégie de l'araignée

Comment l'architecture moléculaire infime-t-elle sur les mécanismes biologiques ? Par quels types d'organisations s'explique la résistance mécanique des lipides du *stratum corneum* (la couche supérieure de l'épiderme), des fibres de kératine des ongles et des cheveux, du collagène du derme et des os ? De quelle manière les filaments d'actine et de myosine, les deux fibres protéiques constitutives des muscles, glissent-ils les uns par rapport aux autres pour provoquer la contraction musculaire ? A toutes ces questions, le rayonnement synchrotron apporte des fragments de réponse. « La diffraction des rayons X est bien adaptée à l'analyse de zones ordonnées au milieu d'une matrice non ordonnée », résume Jean Doucet (LURE, Orsay). Ainsi commence-t-on également à comprendre le miracle d'agencement mêlant structures cristallines et zones amorphes, qui donne aux toiles d'araignée leur incroyable résistance. Une résistance que leur envient tous les fabricants de polymères, et qu'ils ne désespèrent pas de copier un jour...

La communauté scientifique souffre d'un manque de machines de puissance moyenne

PAS MOINS de trois colloques en deux semaines sur les applications du rayonnement synchrotron, dont un anniversaire - celui du cinquantenaire de sa découverte. L'affaire doit être d'importance pour qu'à Paris, Grenoble et Orsay, soient mobilisés les spécialistes. La première des raisons, la plus universelle, est bien entendu relative aux progrès des connaissances. La seconde à l'inquiétude d'une communauté qui affirme connaître des difficultés à mener ses expériences faute de temps machine suffisant et s'inquiète du report ou de l'abandon - dus à l'austérité budgétaire - de nouveaux synchrotrons de puissance moyenne, comme le projet français Soleil.

Une chose est sûre: sans synchrotrons, pas de sources de rayons X très brillantes, pas de scalpel de lumière pour sonder la matière. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de ces bouffées de rayons X qui font depuis des dizaines d'années le bonheur des radiologues. Le « must » des chercheurs, c'est une émission des milliards de fois plus « brillante » que celle d'un tube à

rayons X. Cette lumière existe. Dès 1947, des physiciens l'ont observée comme phénomène parasite sur un accélérateur de particules. Elle doit son existence au fait que des électrons accélérés sur une trajectoire courbe émettent tangentiellement à leur déplacement de la lumière. Or ce qui était un inconvénient devient très vite un avantage, car on conçoit facilement qu'en jouant sur l'énergie et la trajectoire des électrons on puisse couvrir un spectre allant de l'ultraviolet aux rayons X les plus durs.

Avec ces nouvelles sources de lumière s'est ouvert un immense champ de recherche qui touche tout à la fois à l'imagerie fine, au magnétisme, aux hautes pressions, aux polymères, aux catalyseurs de réactions chimiques, à la miniaturisation des composants électroniques et à la biologie. Le succès de ce rayonnement est tel qu'aujourd'hui pas moins de quarante-deux sources sont en fonctionnement, treize en construction et dix-sept en projet. Les plus gros équipements, les « super-accélérateurs » sont au nombre de trois: l'APS américain de 7 mil-

liards d'électrons volts (7 GeV) d'Argonne, le SPS-8 japonais de Nishi Harima (8 GeV) et l'ESRF européen de Grenoble (6 GeV). Mais ces machines coûtent cher. Pour l'ESRF, les Européens auront déboursé en onze ans (1988-1998) la bagatelle de 3 600 millions de francs.

« Les installations actuelles sont loin de couvrir les besoins, et cette situation devrait se détériorer dans l'avenir »

C'est pourquoi des aménagements modestes, mais aussi plus spécialisés, ont vu ou sont sur le point de voir le jour, en Chine, au Canada, en Allemagne, en Italie, en Suède, au Japon, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suisse et en France. En effet, si l'ESRF de Grenoble offre des moyens sans égal dans le domaine des rayons X durs aux communautés scientifiques française et européenne, celles-ci

sont en revanche plus démunies pour des gammes de longueur d'onde tirant sur l'ultraviolet et les X mous.

Un constat que les Suisses de l'Institut Paul Scherrer ont fait. « Les installations actuelles sont loin de couvrir les besoins », et, « cette situation, soulignent-ils, devrait se

détériorer dans l'avenir. » C'est la raison pour laquelle ils ont réagi en lançant la construction à Villigen de la Source de lumière suisse (SLS) pour laquelle 160 millions de francs suisses ont été déboursés en juin 1997. Les premiers faisceaux de cette machine de 2,1 GeV devraient être disponibles en 2001. De même, les Britanniques s'interrogent sur la manière de réaliser à Daresbury une source de 3 GeV (Diamond).

Mais les discussions traînent et les priorités scientifiques du projet ne devraient pas être présentées aux politiques avant 1998.

Autant dire que le projet attendra encore un peu. Même si la fondation Wellcome Trust est prête, semble-t-il, à investir 10 millions de livres dans l'affaire. Enfin, la France pète avec le projet Soleil. Une source de 2,15 GeV dont le gouvernement ne semble pas prêt à financer aujourd'hui les 2 milliards de francs. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, l'a d'ailleurs confirmé récemment devant les députés. « Nous réajustons (...), a-t-il dit, les crédits de laboratoire par rapport aux grands équipements qui, certes, sont indispensables à certains types de recherche (...), mais qui, de plus en plus coûteux, ne sont rentables que si on les utilise vingt-quatre heures sur vingt-quatre, douze mois sur douze. »

« Or, a-t-il poursuivi, les choses se passent ainsi pour les installations internationales, mais pas pour les équipements nationaux. Nous privilégions donc les équipements euro-

péens. » Quant aux gros équipements purement français, ils « deviendront l'exception », a martelé Claude Allègre. C'est la raison pour laquelle « le projet Soleil sera mis en sommeil », a-t-il ajouté, précisant: « Le projet n'est d'ailleurs pas annulé, il attendra un peu, voilà tout. »

C'est dans ce contexte difficile que des représentants des organismes de recherche français (CNRS et CEA), britannique (CLRC) et suisse (Conseil des écoles polytechniques fédérales) viennent de signer un accord-cadre exprimant leur volonté de doter l'Europe, parallèlement à l'ESRF, d'une réelle puissance en matière de sources synchrotron de moindre taille. Avec le souci de renforcer les compétences industrielles de l'Europe dans ce domaine en rationalisant les standards, en développant des lignes communes de composants, en mettant en place une complémentarité des lignes de lumière de ces machines. Claude Allègre sera-t-il sensible à ces efforts ?

Jean-François Augereau

LES RÉSULTATS DES CLASSES PRÉPARATOIRES

aux écoles scientifiques, commerciales, littéraires et militaires

Vous trouverez dans ce supplément, et sur Internet (<http://www.lemonde.fr>): ● Le bilan du concours 1997 ● Un classement des lycées par niveau d'exigence à l'entrée en prépa, pour aider les lycéens ● Les résultats des principaux concours (ENS, X, Mines-Pont, Centrale Paris, HEC, ESSEC, ESCP...)



Résultats complets: toutes les prépas, toutes les écoles sur 3615 LE MONDE (2,23 F/min)



Un cahier spécial de 8 pages à lire mercredi 26 daté 27 novembre dans **Le Monde**

L'Alfa Romeo 156 confortablement élue

« voiture de l'année 1998 »

CELA aurait pu être une allemande. Ce sera une italienne. La Mercedes classe A ayant déclaré forfait pour cause de fabrication suspendue jusqu'en février, afin de parfaire son comportement routier, l'Alfa Romeo 156 a été confortablement élue « voiture de l'année 1998 » par un jury de 56 journalistes appartenant à 21 pays, réunis chaque année depuis 1964 par sept publications européennes, dont L'Équipe.

L'Alfa, qui succède à la Renault Scenic au palmarès, l'a emporté haut la main (454 points) devant la Volkswagen Golf (266 points) et l'Audi A6 (265 points). La « voiture de l'année » est l'un des plus beaux modèles apparus depuis longtemps (Le Monde daté 12-13 octobre). La 156 consacre le renouveau d'une marque qui, pour avoir trop longtemps négligé l'exigence d'originalité que lui imposait son passé et ignoré les impératifs de qualité de fabrication, était assez mal en point. Berlin de taille moyenne conçue par Walter De Silva, designer de la firme milanaise filiale du groupe Fiat, la 156 renoue avec le style italien. Bien motorisée, elle affiche un comportement routier très sain et une finition plus soignée que ses devancières. C'est la première fois qu'une Alfa décroche ce prix, remporté à sept reprises par Fiat.

Néanmoins, l'ombre de la Mercedes classe A plane sur ce plébiscite. En novembre, lors de la première sélection, la petite allemande - originale avec sa conception installant une partie du moteur « en sandwich » sous l'habitacle - était arrivée en tête des voitures sélectionnées. Mais sa mésaventure - elle s'est renversée, fin octobre, lors du test dit de l'évitement de l'élan - (deux virages en épi à 60 km/h, coup sur coup et sans freiner), organisé sur une piste d'acrodrome par des journalistes suédois - a ruiné ses chances.

Rédactrice au journal suédois *Vi Bilagare*, la vice-présidente du jury de la « voiture de l'année » et organisatrice du vote en 1997, Marianne Sterner, a immédiatement sonné le tocsin. Elle a prévenu tous les membres du jury de la défaillance de la Mercedes et, avec le soutien de confrères suédois et allemands, leur a également adressé quelques clichés montrant la classe A en mauvaise posture, accompagnés de commentaires circonstanciés. Un peu plus tard, la journaliste a envoyé à ses collègues une autre missive précisant qu'elle ne réclamait pas le retrait de la voiture de la liste des candidats. Malgré les arguments de Mercedes, invoquant notamment le rôle joué par les pneumatiques dans la glissade, les chances de la classe A, qui termine malgré tout quatrième, avaient été anéanties.

Jean-Michel Normand

Les Chicago Bulls ne dominent plus le basket américain

L'équipe qui a remporté cinq fois le championnat professionnel américain depuis le début de la décennie commence difficilement la saison. La plupart de ses vedettes et son entraîneur songent à la retraite

Après avoir dominé le basket-ball américain pendant plusieurs années, les Bulls de Chicago ne parviennent plus à imposer leur marque sur le championnat profes-

ATLANTA
correspondance

Les saisons ne sont jamais très tendres avec Chicago. L'hiver y est mordant, l'été brûlant et le printemps souvent absent. Seul l'automne sait se montrer, parfois, assez court et même avenant. Une parenthèse climatique qui, cette année, ne suffit pas à faire oublier un « malheur » que la ville avait fini par croire impossible : le déclin du club de basket-ball des Chicago Bulls.

Depuis le début de l'actuel championnat de la NBA, Michael Jordan et les siens ne font plus deux pas sans trébucher. Ils sont rentrés bredouilles de leur premier match, le 31 octobre, un déplacement à Boston pourtant présumé reposant et sans danger. Et il ne se passe plus une semaine, depuis, sans l'an-

noncé d'un nouvel incident de parcours.

A ce jour, les Chicago Bulls ont déjà rencontré cinq fois la défaite. L'an passé, ils avaient fêté Noël avec un passif de seulement trois échecs. Fréquemment dominés à l'extérieur (quatre matches perdus de rang - une première en quinze ans - et seulement deux victoires), ils ont en plus subi l'affront d'un revers dans leur propre salle, l'United Center, laissant les Washington Wizards quitter les lieux, au soir du 22 novembre, en emportant la caisse.

DÉPÔT OFFENSIF

Plus grave : leur moyenne de points par match se traîne sans allure en queue du classement de la NBA. Les Bulls ne marquent plus. Ou trop peu. Un comble pour une

équipe dont l'éternel maître à bord, Michael Jordan, a gagné ses titres de noblesse - et ses millions de dollars - en se montrant capable de collectionner les paniers dans toutes les positions et à peu près toutes les situations.

L'heure est grave, donc. Et si la panique n'a pas encore gagné Chicago, l'inquiétude s'est installée. D'autant plus que l'absence pour cause de blessure au pied gauche de Scottie Pippen (il a été opéré le 6 octobre), premier lieutenant de Michael Jordan, souvent avancée pour expliquer le morne comportement des Bulls, pourrait se transformer bientôt en départ définitif. « Je ne reviendrai pas, a-t-il récemment confié. Je veux être vendu à Phoenix ou aux Lakers. » « Je crois qu'il plaisante », a rassuré - à peine - l'entraîneur, Phil Jackson.

son rayonnement et conserve à grand-peine sa place de meilleur marqueur. A trente-quatre ans, le roi des airs aspire à une retraite paisible. Il l'a en tout cas program-

Quoi qu'il en soit, pour l'instant, la star adjointe assiste aux matches de son équipe du bord du terrain, sans quitter son fort seyant costume civil. Les raisons de cette revendication ? « C'est un des trois ou quatre meilleurs basketteurs du monde. Il a appartenu aux Dream Teams des Jeux olympiques de Barcelone et d'Atlanta, explique-t-on, mais il ne figure pas parmi les cinq joueurs les mieux payés des Bulls. Alors, à trente-deux ans... »

Scottie Pippen absent du décor, la forteresse des Bulls ne semble plus effrayer personne dans le basket-ball américain. « Désorganiser leur jeu est désormais chose facile, expliquait Rod Strickland, le meneur des Washington Wizards. Il suffit de mettre deux ou trois joueurs sur le dos de Jordan afin de l'empêcher de shooter. Sans Pippen à ses

mée dès la fin de la saison. Son départ pourrait coïncider avec ceux de l'entraîneur Phil Jackson, de Dennis Rodman et de Scottie Pippen, et ouvrir une ère délicate pour le club.

côtés, Michael se voit contraint de faire seul tout le travail. Il en est largement capable, mais sûrement pas tous les soirs. » Signe des temps : sa moyenne personnelle, 27,3 points par match, n'a jamais été aussi basse. Et, fait unique, Michael Jordan a eu besoin de huit semaines pour se hisser au sommet du classement des meilleurs marqueurs de la NBA. Une place qu'il occupait habituellement, par le passé, dès le début du championnat.

UN GROUPE VIEILLISSANT

Beaucoup reprennent volontiers à leur compte l'aveu formulé par Dennis Rodman au soir de défaite à Cleveland : « Quelque chose nous manque. Et ce n'est pas seulement Pippen. » Vainqueurs de cinq titres NBA au cours de ces sept dernières années, les Bulls semblent avoir perdu cet automne un soupçon d'enthousiasme. Leur moyenne d'âge, 30,3 ans, les place au deuxième rang des équipes les plus vieilles du championnat. Et l'habitude du succès a fini par étouffer les ardeurs des moins jeunes. « Il n'est pas facile de se jeter à fond dans la bataille, expliquait un ancien de l'équipe Il y a peu, en sachant que la fin de la saison verra la plupart d'entre nous quitter le navire. » Phil Jackson, l'entraîneur, devrait le faire le premier. Michael Jordan a toujours affirmé qu'il le suivrait. Dennis Rodman mettra, lui aussi, son maillot au clou. Sans parler du départ (anticipé ?) de Scottie Pippen. En début de saison, tous se sont jurés de quitter la scène sur un dernier triomphe. Mais aucun n'imaginait sans doute que la tâche serait aussi ardue.

A. M.

Alain Mercier

Olivier Saint-Jean apprend la patience sur le banc de touche

ATLANTA
correspondance

Il en avait l'intuition, Olivier Saint-Jean en a acquis aujourd'hui la certitude : la première vertu à posséder pour quiconque fait, comme lui, ses débuts dans le basket professionnel américain n'a qu'un rapport très lointain avec la forme du ballon ou la hauteur du panier. « La patience, soupire-t-il doucement, il faut d'abord apprendre la patience. »

Sélectionné dès la sortie de l'université par les Sacramento Kings, fin juin, « le » français de la NBA ne connaît encore que très vaguement son nouvel univers. Il l'observe de loin, du banc de touche, en attendant le plus souvent en silence un hypothétique signe de la main de son entraîneur, le sévère Eddie Jordan. Un début timide. Mais un début tout de même.

Mis sur le banc par une blessure à la cuisse au tout début de la saison, fin octobre, Olivier Saint-

Jean a retardé en maudissant le ciel son entrée dans la place. Il en a finalement poussé la porte le 11 novembre, à l'occasion d'une rencontre jouée par les Sacramento Kings dans la salle des Miami Heat. Le premier match officiel d'un Français en NBA, donc. Un vrai moment d'histoire, certifié par les livres mais passé presque inaperçu. Le débutant a passé dix minutes sur le terrain, il a tenté trois paniers et réussi un seul. Trop peu pour s'imposer. Et moins encore pour se faire remarquer.

CHANGEMENT D'IDENTITÉ

Depuis, Olivier Saint-Jean a appris à connaître par cœur chaque recoin du banc de touche. Il joue peu, quatre minutes le 14 novembre à Atlanta, dix le 23 contre les Chicago Bulls, juste le temps de se faire mystifier par Michael Jordan. Un temps de jeu qui lui suffit le plus souvent à marquer un, voire deux paniers, et à démontrer

une belle adresse au tir et un sens consommé du placement. Mais son nom, souvent prononcé avant le début de la saison comme l'une des possibles curiosités du championnat, a rapidement été oublié des conversations.

Lui-même a semblé s'attacher à soigneusement brouiller les pistes. Il a consacré la journée du 10 novembre, veille de ses débuts officiels en NBA, à rédiger un communiqué annonçant son changement d'identité. Le jeune homme se fait aujourd'hui appeler Tariq Abdul-Wahad : « Je me suis converti à l'islam en novembre 1996. Et je souhaite être désormais reconnu partout comme un homme de foi. » Aux États-Unis, la NBA a pris bonne note de sa volonté, précisée aux ignorants que Tariq signifiait « Étoile du matin » et Abdul-Wahad « Serviteur de Dieu », puis elle a rayé le nom d'Olivier Saint-Jean de leurs registres.

A. M.

Alain Mercier

L'équipe de France de rugby à l'exact envers des All Blacks

LES TEST-MATCHES disputés samedi 22 novembre n'ont été que la confirmation d'un fait patent : depuis l'avènement du professionnalisme, l'hémisphère

ANALYSE
Les Bleus ont manqué de polyvalence mais surtout de combativité

Sud domine le rugby mondial. L'addition des scores de Paris, Manchester et Edimbourg où l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont affronté la France (52-10), l'Angleterre (25-8) et l'Ecosse (37-8) donne ce résultat : 114-26.

On aurait pourtant tort de parler collectivement des équipes des antipodes. Incontestablement, les All Blacks ont au-dessus du lot. A Old Trafford, les An-

glais se sont bien appliqués à détruire le jeu des Néo-Zélandais. Cela faisait longtemps qu'on n'avait limité les Blacks à seulement 25 points. Nul doute que, lorsqu'ils rencontreront le XV anglais à Twickenham dans quinze jours, ils auront à cœur d'effacer le souvenir de cette journée frustrante contre une équipe anglaise courageuse mais qui manquait de direction.

Je considère les Néo-Zélandais comme quasiment imbattables tout simplement parce que leurs trois-quarts jouent comme des avant et leurs avants comme des trois-quarts. Au point de chute, la nécessité urgente de maîtriser et recycler le ballon est telle que, sans se soucier d'un rôle dicté par le numéro qu'il a dans le dos, le All Black le plus proche du ballon s'y précipite, comme un papillon attiré par la lumière. En tous cas, inéluctablement, le ballon est regagné pour lancer une

nouvelle vague offensive. L'entraîneur néo-zélandais John Hart a poussé à un tel point cette polyvalence chez des joueurs individuellement dotés d'un flair et de qualités athlétiques exceptionnelles, qu'à mon avis, l'équipe actuelle des All Blacks est la meilleure que jamais vue. Et être meilleure que celle qui a gagné la première Coupe du Monde en 1987 est un exploit.

Lors des adieux rugbyistiques au Parc des Princes, les Springboks ont cependant montré qu'ils ne comptent pas abandonner leur titre de champions du monde sans se battre. En quelques mois, leur entraîneur Nick Mallett a donné à cette équipe sud-africaine une nouvelle direction et une détermination d'acier. Reste à savoir s'ils ont fait le match de leur vie samedi ou si les Français étaient très mauvais. Sans doute une combinaison du meilleur chez les uns et du pire chez les

autres s'est-elle produite. En tout cas, l'entraîneur Jean-Claude Skrela doit être soulagé que les Blacks ne s'arrêtent pas à Paris avant de rentrer chez eux pour les vacances estivales.

SALES BESOINS

Il manque exactement aux Français ce qui permet aux Néo-Zélandais d'être au-dessus des autres. Soit les avants français ne sont pas capables d'attraper le ballon, soit ils jouent avec une seule option : aller percuter l'adversaire. Ce n'est pas comme cela que l'on absorbe une défense. Et lorsque les Français arrivent à sortir le ballon du regroupement, ils se trouvent toujours face à davantage de maillots en défense qu'en attaque. Quant aux trois-quarts, ils semblent n'avoir aucune envie de participer aux sales mais nécessaires besoins. Même avec une conquête de qualité et une situation évidente de sur-

nombre, les Français ont oublié que de courir droit sur l'adversaire et de faire travailler le ballon est une solution pour exploiter l'avantage numérique.

Peut-être le plus désolant pour Jean-Claude Skrela est-il le manque apparent d'esprit combattif dans son équipe. Si le dernier match au Parc des Princes n'est pas suffisant pour lui redonner du feu dans les tripes, c'est à désespérer. A l'heure qu'il est, la meilleure solution pour lui serait de sélectionner toute l'équipe de Toulouse, de Brive ou de Pau. Il n'aura peut-être pas les meilleurs individus du pays, mais il aura certainement un meilleur élan collectif et plus de combativité pour défendre la patrie.

Nick Farr-Jones

★ Nick Farr-Jones était le capitaine de l'équipe d'Australie championne du monde en 1991.

PARIS 1^{er}
AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
Tous les jours de 11h à 14h stop III
BRUNCH A 5 F
DE 10 H A 17 H
FORMULE A 60 F
EN SEMAINE JUSQU'À 21 H
TEL: 01 42 33 81 84
64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

PARIS 1^{er}
L'Escargot Montorgueil
Banc d'huitres - Gibier
Menu de saison 180 F - Tous les jours
38, rue Montorgueil - 01.42.36.53.51

PARIS 2^e
GAZDIPAN
Histoire et Plaisirs de la table
MENU 149 F
AVEC FOIE GRAS MAISON
Entrée-Plat-Dessert
Café offert
FRUITS DE MER & COQUILLAGES
À LA CARTE
126-128 / 194-0630
40, rue Montorgueil - 01.42.36.53.51

PARIS 3^e
Chef JENNY
BRASSERIE ALSACIENNE
VOITURIER le SOIR
du MARDI au SAMEDI
Salons particuliers
de 15 à 150 personnes
Chouchoutes et carte de la mer
7/17 non stop de 11 h 30 à 1 h
33, bd du Temple 3^e - 01.42.54.75.75

PARIS 5^e
L'INDE SUCCULENTE
au
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6^e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de
rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 100 F et
Carte 90/120 F - 41, rue Housier la Prince
01.43.26.95.34 - Ouvert T.L.J.

PARIS 6^e
La Chope d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6^e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6^e
Vagenende
Cuisine
traditionnelle
et du marché
Service continu T.L.J. de midi à 1h du matin
182, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 6^e
Yuganij
«... l'une des grandes tables
des cuisines de l'Inde»
La Mère YUGANIJ
A midi le Delhi-Express 130 F
Carte environ 180 F à 190 F
14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91
Fermé lundi midi

PARIS 6^e
"LE CHRISTINE"
Nichée au cœur d'un superbe hôtel
particulier du XVIII^e, vous
découvrirez une fois le bar franchi
une salle à manger conviviale avec
pierres et poutres donnant sur une
jolie cour intérieure.
Le chef élabore une savoureuse
cuisine de saison :
Porc de lait, terrine de foie de
volaille confite d'oignon, Carré
d'agneau glacé au thym fumant,
Cabillaud sur peau au jus
salsicquie, Soufflé Grand Marnier.
Bon rapport qualité-prix avec le
menu à 185 F (brunch le dimanche).
1, rue Christine - 01.40.51.71.64

PARIS 7^e
LES EMBRUNS
«Une brasserie savante, avec beaucoup d'effort et
crustacés qui se s'attachent aux clients»
heureux de se retrouver. JC Ribaut
Bar pour 2, Turbo pour 2, langoustes, homard
et les meilleurs poissons selon arrivage.
Platons du traité de mer et d'été.
Menu à 115 F midi et soir (jeudi, plat, dessert).
Menu 180 F. Carte 280 F. T.L.J. jusqu'à 23h15.
73, av. de Suffren - Tél. 01.47.34.90.50

PARIS 7^e
BISTROT DE BRETEUIL
Sérieux - Qualité - Prix.
Carte-menu exceptionnelle,
sélection de produits parmi les
plus appréciés : 6 huîtres n°2
Mareilles Oléron, foie gras, 1/2
homard (suppl. 20 F), 12
escargots Bourgogne. Chaque
jour le plat Haut de Gamme :
Bar, Lotte, Sole, St-Jacques, filet
de bœuf, tournedos d'agneau,
filet mignon de veau. Apéritif, vin
direct de propriété 1/2 Bd par
personne, carte 182 F TTC.
7/17 - 3, place de Breteuil
Tél. : 01.45.67.07.27

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE"
renseignements : ☎ 01.42.17.39.40 - ☎ fax 01.42.17.39.251

Des mots pour le dire

Belles-lettres et plats bien mijotés

TABLE et littérature ont toujours fait bon ménage. Tôt ou tard, l'écrivain doit manger. Il faut une âme d'acier, ou un appétit d'une ingrate frigidité, pour résister à la tentation de puser ses personnages les coudes sur la nappe, eux qu'on glisse si facilement sous les draps. Avec la peinture, mais certains de plus près le goût des hauts mystères qui fleurissent au paradis des gastronomes, les mots donnent leur plein emploi quand ils s'échauffent aux fumées des fourneaux. Ils croustillent, hument, salivent, tranchent, partagent. Des convives épatants.

Les rassemblements de belles-lettres consacrés aux émotions culinaires de lettres françaises abondent. Il y a la comme une fièvre nationale et la marque d'une bonne volonté qui ne s'effusquera jamais de mettre son talent au service d'une grande cause : le littérateur, scribe averti de tout ce qui se mijote dans le savoir ou le devoir. Voici donc, une nouvelle fois, une galerie de notations et d'observations goûteuses de quelques-uns des locataires de notre panthéon majuscule, ici appliqué à un exercice de circonstance, puisqu'il s'agit d'un agenda dédié à la nouvelle année qui rôde, agenda dit « des Lettres gourmandes ».

Assurément un factéleur et savant travail d'édition, que l'on aurait envie d'offrir à quelqu'un qui ne détesterait pas y coucher votre nom le plus souvent possible en vous faisant partager les plats et les brèves histoires qui y sont proposés. Commentons par la fin ; c'est du sucre, disons du sucre plus tôt salé. Sade, qui a table ouverte à la Bastille, commande à sa femme, en date du 9 mai 1779, un gâteau glacé au chocolat. Il le veut « noir en dedans comme le cul du diable l'est à force de fumée ». Le revêtit en novembre 1787, toujours dans sa maison d'arrêt habituelle, qu'on mandant à l'ingénue épouse un

pâté de thon au gras, à acheter chez un vrai pâtissier, pas un Magasin de Provence. J'y tiens. Fringale urgente d'emballage. A chacune des doubles pages qui cerment les semaines et l'année, celle-ci, très drôle. Henri III est invité par le cardinal de Birague à une collation où l'on étrenne un service en faïence de plusieurs centaines de pièces. Intimidés et rendus maladroits par cette nouvelle façon de servir les petits fours, les employés à la plume ne prendront qu'un minimum de temps pour tout fracasser. La vaisselle fine faisait son entrée dans le monde le balai à la main.

PRENDRE LA JUSTE MESURE Mais plus sérieuse : Colette, encore elle, toujours elle, quand il s'agit de prendre la juste mesure de ce qui fait frissonner le chandron français. On retiendra cette phrase, à calligraphier cent fois sur nos cahiers de vieux écoliers : « Quel ancêtre me légua, à travers des parents si frugaux, cette sorte de religion du lopin sauté, du gigot à l'ail, de l'œuf mollet au vin rouge, le tout servi entre des murs de grange nappés de draps écarlates où la rose rouge de juin, épinglée, respindait ? » In La Maison de Claudine. Et in the terror, restant-y, avec Pagnot et son saladier solaire, qui, lors d'une excursion chez une

parente logeant à bonne distance de marche, nous embarque dans un plaf de moules au riz safrané, suivi d'un poulet de grain rôti à la broche, avec champignons grillés sur une braise de sarments. Calissons d'Aix en dessert et crème de cacao pour la garnie de retour. Une Provence en grande émission. Rien à faire, quand ils s'y mettent, ils sont forts. Voilà Mallarmé prévenant son monde de la recette d'un poulet à la créole : « Aujourd'hui, il s'agit aussi d'ajouter à l'ordinaire quelque chose de moderne et d'étranger. » C'est déjà bon. Il va plus loin en précisant le rôle des principaux actionnaires du plat, leur ordre d'arrivée en scène, la manière de leur donner confiance et le final que personne ne doit craindre. A entreprendre immédiatement. Il n'y a pas de souffrance d'écriture en cuisine, il n'y a que de l'enthousiasme.

Brillat-Savarin : « La table est le seul endroit où l'on ne s'ennuie pas pendant la première heure. » Sûrement l'avis des Goncourt, grands consommateurs de dîners en ville ; deux curieux de naissance, perpétuellement intrigués par tout ce qui bouge autour d'eux, et même

de ce qui s'agit dans l'a siette. Les vults devant leur prei ier repas japonais, circonspects, attentifs, pas vraiment emballés, mais très pertinents : « ... une cuisine très civilisée, très travaillée, du suc et de l'essence des aliments et dont les produits donnent aux papilles un tas de petites sensations délicates, complexes et fugitives. » Comment mieux le dire ? 22 décembre 1900, l'Exposition universelle reçoit. Près de 23 000 mètres attaquent le filet de bœuf en Bellevue. Sept kilomètres de tables, 3 600 serveurs. Entre les tentes, on circule en automobile, les maîtres d'hôtel font le service à bicyclette. Le président Loubet est content. Pas moins que les clients de maître Jourdain, solides ruraux. « toute l'aristocratie de la chorée », saisis sous la plume de Maupassant, dans cette auberge où sur les brèches, dans une même ivresse de viandes rôties, tournent des pigeons, des poulets et des gigots. « Une délectable odeur s'envoie de l'âtre, allumant les galets, maillottant les boches. » Un agenda à ne pas cotapulser le ventre creux.

Jean-Pie re Quélin

* L'Agenda des Lettres gourmandes 1998, de Raymond Brangre, photographies de Jean-Pierre Lagiewski, Stock, 140 F.



geste vif la double grappe longitudinale qui compte et les crûs. Dans son laboratoire d'Ivry (Val-de-Marne), M. Mer uni retravaille ensuite ces pèches couleur de miel. Il les rixe, les sale, les sèche selon ses propres méthodes. Elles perdent durant ces opérations un tiers le leur poids.

Enfin, pour assurer la conservation, il hume la poutargue dans plusieurs bains à ossements de cre change, en veillant à ce que cette couche soit fine : pas plus de 10 à 12 % du poids total. Les familles tunisiennes aiment à l'offrir à l'apéritif des poutargues de 300 grammes et plus, car ces grosses pèches, très chères, sont un signe de réussite sociale. Il existe toutefois depuis peu dans les supermarchés des petits formats de 90 grammes parfaits pour une première expérience.

Guillaume Crouzet

* Poutargue Memmi, en vente à la boutique Un saumon à Paris, 110, rue Monge, 75005 Paris. 650 F le kilo. Poutargue F. G. gastronomique, en vente notamment dans les magasins Auchan du sud de la France, 70 F environ les 90 grammes.

La poutargue

« Poutargue » ou « boutargue », que faut-il dire ? Au nord de la Loire, le dictionnaire n'a rien de cruel, puisque la majorité des personnes interrogées ignorent totalement l'existence de ce produit. Le Larousse gastronomique, au gré de ses diverses éditions (1938, 1984, 1996) tangue de l'une à l'autre des orthographe, mais reste ancré à la même définition : « Ouf de mulet salé séché et pressé, la poutargue se présente sous forme de saucisses aplaties. » Alors que le mulet est un poisson bon marché dont le prix à la criée dépasse rarement les 7 F au kilo, la poutargue est une denrée de luxe qui se vend cent fois plus cher au public. On la déguste à l'apéritif ou en guise de hors-d'œuvre, découpée en tranches fines et parfois servie sur des toasts. Le nom est-il d'origine arabe ou provençale ? Les lexicologues s'accordent en tout cas pour faire du bassin méditerranéen, toutes rives confondues, le lieu de naissance et de consommation privilégiée de ce mets délicat. Un ouvrage sur les pêcheurs côtiers publié à la fin du siècle dernier raconte comment les habitants de Martignes accompagnaient leur café au lait matinal de force tartines de poutargue.

Depuis qu'elle est devenue un produit de luxe, les habitants du Midi y ont renoncé à l'heure du réveil mais continuent d'en servir dans les grandes occasions, notamment au moment des fêtes de fin d'année. Les enfants du pays apprécient les toasts de poutargue. Si quelques centaines de kilos de ce mets sont encore fabriqués chaque année en France à partir des mulets pêchés dans les Bouches-du-Rhône ou dans les environs de Bastia, l'essentiel est aujourd'hui importé d'Atlantique. Elle Memmi n'est pas seulement un ancien joueur de l'équipe de water-polo de Tunis, il est aussi celui qui, à la fin des années 60, fut le premier à importer chez nous en grosse quantité les crûs de ce poisson. Après avoir travaillé avec l'Australie, puis la Floride, c'est aujourd'hui de Mauritanie qu'il fait venir sa matière première. La saison de pêche a commencé là-bas il y a quelques jours et durera jusqu'à la mi-janvier. En creusant le ventre du poisson, l'homme d'expérience sait si la femelle est pleine. Si c'est le cas, après l'avoir lavé, il extrait d'un

BOUTEILLE

Champagne

FRESNET-JUILLET
BRUT PREMIER CRU

Parmi les villages de la Grande Montagne de Reims, Verzy appartient à la zone des grands crus classés. Un classement qui varie selon les villages, entre 80 % et 100 %. Ce pourcentage sert de référence pour fixer le prix du kilo de raisin payé par les maisons de champagne aux vignerons. Dix-sept communes seulement, 14 % du vignoble, sont au maximum de la cotation. C'est à Verzy, où domine le pinot noir, l'un des trois cépages qui donne au champagne son caractère vineux (à côté du chardonnay, qui apporte la finesse, et du pinot meunier, la souplesse), que Gérard Fresnet a commencé par creuser une cave dans la craie, avant d'installer une cuverie, puis un pressoir ultra-moderne. Avec ses 9 hectares, il est, selon la terminologie consacrée, un récoltant-manipulant. Le brut premier cru de cette maison, où domine le pinot noir récolté en 1993, assemblé avec des vins de réserve des années antérieures, est à l'image de son vinificateur : puissant, équilibré et chaleureux. Et à un prix très raisonnable.

* Champagne Fresnet-Juillet (brut premier cru) : 76 F la bouteille (par caisse de six). Gérard Fresnet, 10, rue de Beaumont 51380 Verzy. Tél. : 03-26-97-93-80. Télécopie : 03-26-97-92-55. Visite des caves.

TOQUES EN POINTE

Bistros

AUBERGE DES SAINTS-PÈRES

Un jeune chef, Jean-Claude Cahagnet, avec beaucoup d'énergie puisée aux Trois Marches, chez Gérard Vié à Versailles, a rejoint la carte précédente. Le gibier n'en finit pas de glisser ici, c'est une tradition de la maison pour accompagner les trésors de la fabuleuse cave. Voici la grouse poêlée aux aïelles et purée de marrons, qui le dispute au civet de marasquin sauce grand-veneur. Les viandes, toutes les viandes, sont de qualité, cœur de filet de bœuf, agneau au romarin, nu bien la marmite de canard désossée et farcie de légumes. Menu : 195 F. A la carte, compter 300 F.

* Aulnay-sous-Bois, 212, avenue Nonneville (93600). Tél. : 01-48-66-62-11. (Sortie autoroute A 3, Aulnay-centre). Fermé samedi midi, dimanche soir et lundi.

LE POUILLY REUILLY

Un décor de charme, hors barrières, dans une commune préservée, avec ses jardins. C'est intime, prêt pour le tournage d'un film d'époque, il ne manque que le commissaire Maigret. Lui aussi aurait trouvé le hareng misérabiliste. Connu pour une telle maison peut-être servir cette approximation délavée ? Arivent le perdreau aux choux, parfait, et le volat, choisi par le maître d'hôtel, délicatement aromatisé. L'entrécôte marchand de vin est honorable. On peut déguster l'andouillette et la tête de veau en entrée, puis le ris de veau aux morilles, ou bien le saucisson de pied de porc. A la carte, 230 à 250 F.

* Le Pré-Saint-Gervais, 68, rue André-Joinéau (93310). Tél. : 01-48-45-14-59. Fermé samedi et dimanche.

Brasserie

CHEZ ROUTIS

A l'ombre du métro aérien, c'est une brasserie ancienne, point trop grande, pas très rétro, avec sa clientèle d'habitants, quelques spécialités du terroir affichées sur les ardoises : salades, fromages, une série bande dessinée d'annonces à la gloire du saint-pourcain. Rien qui ne laisse entendre que l'on mijote ici chaque jour quatre ou cinq bons petits plats. Voici la saucisse sèche et la tarte au cantal, un splendide civet de lièvre, ou bien le cardinal - c'est un poisson - au beurre d'agrumes. Desserts frais du jour et faits maison, tarte Tatin, tarte Bourdaloue. Le beaujolais, de rigueur en cette saison, de chez Henri Remy. Pour l'ordinaire ? Un saint-pourcain, bien sûr ! Compter 150 F.

* Paris, 4, boulevard de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 01-45-77-00-01. Fermé le dimanche.

Gastronomie

AU PRESSOIR

Que reste-t-il du style d'André Guillot ? Formé par un élève d'Escoffier, il fut d'abord le cuisinier de l'extravagant Raymond Roussel, avant de devenir l'un des plus passionnés des cuisiniers de son temps à l'Auberge du Vieux-Marly. Que reste-t-il de ses prouesses ? Le souvenir d'une technique éblouissante et la trace surtout, d'une sensibilité dans l'expression des saveurs, qu'il sut transmettre dans les années 70 à de jeunes cuisiniers comme Marc Meneau, Jean-Pierre Morot-Gaudry et Henri Seguin. Chez ce dernier, son image est encore féconde. Après trente années, Henri Seguin continue de bousculer les traditions avec une assiette de fruits de mer tièdes, remarquable, comme avec une simple salade mélangée aux saveurs cannelles de fôie gras chaud aux raisins, dans le ris de veau aux noix et au lard ou l'escalope de fôie gras chaud aux raisins, l'esprit du vieux maître demeure. A n'en pas douter aussi, dans la sauce « au miroir » du fameux lièvre à la royale, à base d'une réduction de gibier et d'un vin rouge puissant, liés au sang. Aux cuisiniers s'applique ainsi le propos de Viollet-le-Duc : ils poursuivent ce que d'autres ont commencé avant eux, et entreprennent ce que d'autres achèveront à leur suite. Accueil et service impeccables. Grande cave. Menu dégustation : 400 F. A la carte, compter 450 F.

* Paris, 257, avenue Daumesnil (75012). Tél. : 01-43-44-38-21. Fermé samedi et dimanche. Voitures.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 7°

LES MINISTÈRES
depuis 1919 un lieu de Paris
Menu 169 F apéritif et vin compris
servi même le samedi et dimanche
30, rue du Rac - TR. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 11°

BLUE ELEPHANT
La cuisine Royale Thaï et le
raffinement d'un accueil et d'un
décor exceptionnels.
Formule au dîner, 150 F - Carte env. 250 F.
Menu Royal dégustation 275 F.
43, rue de la Roquette 75011
Réserv. : 01 47 00 42 00 - Tlx. E. sans mtd
Également après les spectacles.

PARIS 12°

LE MANGE TOUT
Cuisine traditionnelle
Spécialités Bretonnes, Normandes, Anjouaises.
Menu dîner 90 F (vin compris)
Menu du jour 99,50 F Carte 129 F et 139 F
24, bd de la Bastille - Tél. 01.43.53.53.55
La soir. Service après 22h et Spectacles

PARIS 12°

SAVEURS DE PRÉSENTS
23, av. De Gaulle - 01.44.68.99.99
"A travers cette cuisine, vous aurez
un avant goût de la culture chinoise"
LE LYS D'OR
2, rue de Chaligny - 01.44.68.99.98
Menu A/C 98 F - Carte env. 160 F

PARIS 12°

**LE CHALET DU LAC
DE SAINT-MANDE**
A l'orée du bois de
Vincennes derrière la
Mairie de St-Mandé,
à 5 mn de la
Place de la Nation.
Grands Réveillons Dansants
Cottages, Grand Bar et ambience de Fête.
NOËL menu 450 F (tout compris)
Participation au Bar, non compris 150 F
de 22h à 01h du soir.
ST-SYLVESTRE menu 850 F (tout comp.)
Participation au Bar, non compris 200 F
de 22h à 01h du soir.
Réserv. : 01.45.28.09.89

PARIS 14°

LE MOULIN VERT
Dans un lieu de verdure, ce
restaurant propose un menu-carte
occasionnel à 179 F, apéritif, vin et
café compris. Deux entrées (hors
de foie gras, saumon mariné...), un
grand choix de viandes et poissons
recettes de saumon aux tranches,
trousses aux risoles... et le choix
entre fromage et dessert fort de
cette adresse un des meilleurs
rapports qualité-prix de la capitale.
En semaine, menu
"express-midi" à 59 F. Ouv. T.J.L.
34 bis rue des Plantes - 01.45.39.21.21

PARIS 14°

LA CREOLE
Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12
Spécialités des îles, dans une
ambiance de verdure et de sourires
avec Cuisine Antillaise le soir. L'un
des plus anciens restaurants antillais
de la capitale. Carte 220 F environ.
122, boulevard du Montparnasse

PARIS 14°

**LE PAVILLON
MONTSOURIS**
En bordure du parc Montsouris,
un magnifique pavillon du siècle
dernier pratique avec : bonheur
l'un de la Carte-Memo à 198 F
dans un décor aux effluves
d'orangeade. Sa table d'autant
gastronomique et son confort
qui vous protège de tout
embarras en tout : adresse
hors pair.
Ouv. tous les jours - Soirs privés
20, rue Gazan - 01.41.88.38.52

PARIS 14°

**LE PAVILLON
MONTSOURIS**
En bordure du parc Montsouris,
un magnifique pavillon du siècle
dernier pratique avec : bonheur
l'un de la Carte-Memo à 198 F
dans un décor aux effluves
d'orangeade. Sa table d'autant
gastronomique et son confort
qui vous protège de tout
embarras en tout : adresse
hors pair.
Ouv. tous les jours - Soirs privés
20, rue Gazan - 01.41.88.38.52

PARIS 14°

MONTAGE GUILLAUME
Cheminée, Bûches, Gibiers
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Menu carte : 185 F / 245 F
Fermé Dim. - Chambres confort **
83, rue de la Tonde-Landrie - TR. 01.43.22.94.15

PARIS 16°

**BRASSERIE
DE LA POSTE**
Menu 125 F et 185 F - Carte
"A deux pas du Trocadéro, cette
incontournable brasserie art-déco,
présente sa nouvelle carte..."
54, rue de Longchamp - 01.47.55.01.31

PARIS 19°

LE PALAIS DE L'INDE
Rue au Parc des Buttes Chaumées
"Un des meilleurs restaurants
indiens de Paris à prix raisonnables"
65, rue Moutin - 7577
01.42.38.21.25 - 01.42.38.31.14

92 NEUILLY

PARIS NEUILLY
Maison CKOS depuis 3 générations
"3 spécialités tiennent la vedette, la
saucisse fraîche au choucroute à l'ail, le
choucroute, garni à l'ail, et le
confit de canard aux plantureux et d'ail,
notamment". J.C. Ribaut - Carte 160 F
1 Place Parmentier - 01.46.24.94.01
Fermé le soir et le dim. Salon de 20 pers.

GASTRONOMIE

GASTRONOMIE, renseignements : 01.42.16.39.40

Pluies sur l'ouest et la Méditerranée

LA ZONE DÉPRESSIONNAIRE persiste sur le proche atlantique. Elle favorise, mercredi, sur les régions méditerranéennes un ciel couvert et pluvieux. Une nouvelle perturbation touchera la moitié ouest du pays.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Le temps s'annonce très nuageux avec quelques pluies faibles éparées. Le vent de sud-est sera faible et les températures assez douces, entre 10 et 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La grisaille matinale sera bien présente le matin malgré des trouées. Le ciel devrait être plus lumineux l'après-midi malgré des passages nuageux fréquents. Le thermomètre indiquera entre 6 et 10 degrés.

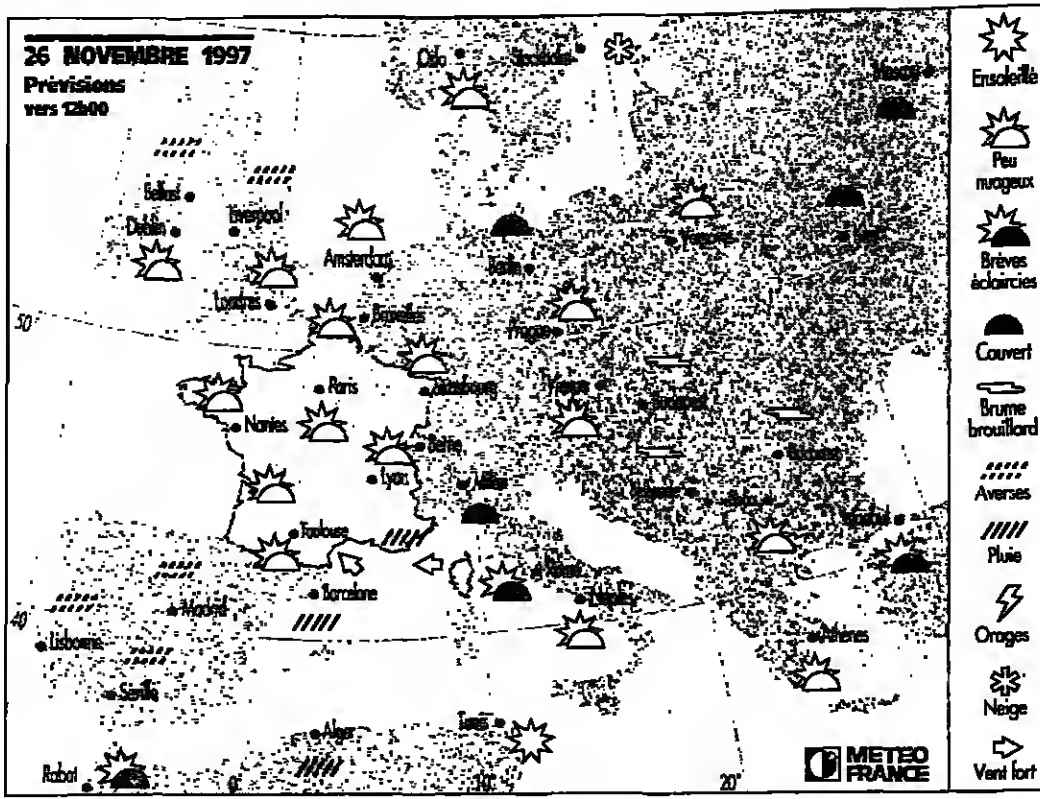
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Par endroit la grisaille avec des nuages bas ou du brouillard persistera jusqu'en mi-journée tandis qu'ailleurs le ciel sera

plus lumineux avec tout de même des passages nuageux. Il fera assez frais entre 5 et 8 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel se couvre avec des précipitations faibles et éparées. Sur les Pyrénées il neigera au dessus de 1800 mètres. Les températures seront douces, entre 13 et 15 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin, l'Auvergne et l'ouest de Rhône-Alpes, les nuages seront nombreux et donneront quelques pluies. Sur l'est de Rhône-Alpes, le temps sera sec et le ciel lumineux mais il y aura de fréquents passages nuageux.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel restera gris toute la journée avec de la pluie. Sur le Languedoc les pluies pourront être modérées et l'orage pourra se faire entendre en Corse. Il fera doux, entre 12 et 16 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

AUSTRALIE. La compagnie Air New Zealand offre la possibilité de découvrir sa classe affaires à un tarif inférieur à celui habituellement en vigueur. Paris-Los Angeles coûte 7230 F A/R et Paris-Sydney 7070 F l'aller simple, taxes non incluses. Soit un simple supplément de 1100 F par secteur de vol. Les pré ou post-acheminements vers Londres ou Francfort s'effectuent en classe économique. Pour bénéficier de ce surclassement, il faut réserver sa place avant le 31 décembre 1997 et partir avant le 31 janvier 1998. Renseignements au 01-43-80-30-10.

HOTELLERIE. Un robot informatisé baptisé « Pamela » permet à Novotel de tester le confort des lits de ses hôtels en Europe. Le résultat est affiché au dos de la porte de chaque chambre sous la forme d'une note allant de A à C, d'« excellent » à « critique ».

PRÉVISIONS POUR LE 26 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; * neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	1/6 N
AIACCIO	9/17 P	1/6 N
BIARRITZ	9/15 N	8/15 P
BORDEAUX	9/15 N	4/10 N
BOURGES	5/11 N	5/14 N
BREST	5/10 N	10/15 P
CAEN	5/10 N	5/11 N
CHERBOURG	3/10 N	5/12 N
CLERMONT-F.	5/12 N	0/5 N
DIJON	3/7 N	6/14 N
GRENOBLE	2/10 N	5/12 N
LILLE	2/7 N	5/12 N
LIMOGES	7/12 N	23/31 P
LYON	4/10 N	26/30 N
MARSEILLE	9/14 P	23/29 S

26/30 P	KIEV	1/3 C	VENISE	8/12 P	LE CAIRE	15/22 N
25/30 N	LISBONNE	13/16 P	VIENNE	3/4 N	MARRAKECH	12/18 C
22/27 C	LIVERPOOL	7/9 P	AMSTERDAM	21/25 P	NAIROBI	14/21 N
2/5 N	LONDRES	7/9 N	BRASILIA	13/25 P	PRETORIA	15/21 P
12/15 N	LUXEMBOURG	1/7 N	BUENOS AIRES	13/25 P	RABAT	14/18 S
13/16 P	MADRID	8/13 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
7/10 P	MILAN	8/13 C	CHICAGO	1/10 C	ASIE-OCCIDENTALE	
5/10 C	MUNICH	-4/2 C	LIMA	20/25 N	BANGKOK	25/34 S
0/1 C	NAPLES	-2/4 N	LOS ANGELES	13/18 P	BOMBAY	21/22 S
2/7 N	OSLO	12/18 N	MEXICO	10/19 S	CHANGA	26/31 N
4/8 N	PALMA DE M.	-7/3 N	MONTREAL	-1/1 C	DUBAI	18/26 S
3/6 C	PRAGUE	11/17 P	NEW YORK	5/10 C	HANOI	22/30 S
2/4 C	ROME	11/14 P	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	22/26 P
-1/1 N	SEVILLE	12/17 S	SANTO DOMINGO	11/18 P	JERUSALEM	14/22 S
7/11 N	SOFIA	3/7 N	WASHINGTON	1/13 C	NEW DELHI	15/23 P
2/5 N	ST-PETERSBURG	-4/2 *	ALGER	13/19 P	SEUL	5/14 S
5/3 *	TENERIFE	15/18 S	DAKAR	25/30 C	SYDNEY	21/31 S
9/12 S	VARSOVIE	-1/2 N	KINSHASA	21/29 P	TOKYO	11/21 P

26/30 P	KIEV	1/3 C	VENISE	8/12 P	LE CAIRE	15/22 N
25/30 N	LISBONNE	13/16 P	VIENNE	3/4 N	MARRAKECH	12/18 C
22/27 C	LIVERPOOL	7/9 P	AMSTERDAM	21/25 P	NAIROBI	14/21 N
2/5 N	LONDRES	7/9 N	BRASILIA	13/25 P	PRETORIA	15/21 P
12/15 N	LUXEMBOURG	1/7 N	BUENOS AIRES	13/25 P	RABAT	14/18 S
13/16 P	MADRID	8/13 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
7/10 P	MILAN	8/13 C	CHICAGO	1/10 C	ASIE-OCCIDENTALE	
5/10 C	MUNICH	-4/2 C	LIMA	20/25 N	BANGKOK	25/34 S
0/1 C	NAPLES	-2/4 N	LOS ANGELES	13/18 P	BOMBAY	21/22 S
2/7 N	OSLO	12/18 N	MEXICO	10/19 S	CHANGA	26/31 N
4/8 N	PALMA DE M.	-7/3 N	MONTREAL	-1/1 C	DUBAI	18/26 S
3/6 C	PRAGUE	11/17 P	NEW YORK	5/10 C	HANOI	22/30 S
2/4 C	ROME	11/14 P	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	22/26 P
-1/1 N	SEVILLE	12/17 S	SANTO DOMINGO	11/18 P	JERUSALEM	14/22 S
7/11 N	SOFIA	3/7 N	WASHINGTON	1/13 C	NEW DELHI	15/23 P
2/5 N	ST-PETERSBURG	-4/2 *	ALGER	13/19 P	SEUL	5/14 S
5/3 *	TENERIFE	15/18 S	DAKAR	25/30 C	SYDNEY	21/31 S
9/12 S	VARSOVIE	-1/2 N	KINSHASA	21/29 P	TOKYO	11/21 P

26/30 P	KIEV	1/3 C	VENISE	8/12 P	LE CAIRE	15/22 N
25/30 N	LISBONNE	13/16 P	VIENNE	3/4 N	MARRAKECH	12/18 C
22/27 C	LIVERPOOL	7/9 P	AMSTERDAM	21/25 P	NAIROBI	14/21 N
2/5 N	LONDRES	7/9 N	BRASILIA	13/25 P	PRETORIA	15/21 P
12/15 N	LUXEMBOURG	1/7 N	BUENOS AIRES	13/25 P	RABAT	14/18 S
13/16 P	MADRID	8/13 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
7/10 P	MILAN	8/13 C	CHICAGO	1/10 C	ASIE-OCCIDENTALE	
5/10 C	MUNICH	-4/2 C	LIMA	20/25 N	BANGKOK	25/34 S
0/1 C	NAPLES	-2/4 N	LOS ANGELES	13/18 P	BOMBAY	21/22 S
2/7 N	OSLO	12/18 N	MEXICO	10/19 S	CHANGA	26/31 N
4/8 N	PALMA DE M.	-7/3 N	MONTREAL	-1/1 C	DUBAI	18/26 S
3/6 C	PRAGUE	11/17 P	NEW YORK	5/10 C	HANOI	22/30 S
2/4 C	ROME	11/14 P	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	22/26 P
-1/1 N	SEVILLE	12/17 S	SANTO DOMINGO	11/18 P	JERUSALEM	14/22 S
7/11 N	SOFIA	3/7 N	WASHINGTON	1/13 C	NEW DELHI	15/23 P
2/5 N	ST-PETERSBURG	-4/2 *	ALGER	13/19 P	SEUL	5/14 S
5/3 *	TENERIFE	15/18 S	DAKAR	25/30 C	SYDNEY	21/31 S
9/12 S	VARSOVIE	-1/2 N	KINSHASA	21/29 P	TOKYO	11/21 P

26/30 P	KIEV	1/3 C	VENISE	8/12 P	LE CAIRE	15/22 N
25/30 N	LISBONNE	13/16 P	VIENNE	3/4 N	MARRAKECH	12/18 C
22/27 C	LIVERPOOL	7/9 P	AMSTERDAM	21/25 P	NAIROBI	14/21 N
2/5 N	LONDRES	7/9 N	BRASILIA	13/25 P	PRETORIA	15/21 P
12/15 N	LUXEMBOURG	1/7 N	BUENOS AIRES	13/25 P	RABAT	14/18 S
13/16 P	MADRID	8/13 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
7/10 P	MILAN	8/13 C	CHICAGO	1/10 C	ASIE-OCCIDENTALE	
5/10 C	MUNICH	-4/2 C	LIMA	20/25 N	BANGKOK	25/34 S
0/1 C	NAPLES	-2/4 N	LOS ANGELES	13/18 P	BOMBAY	21/22 S
2/7 N	OSLO	12/18 N	MEXICO	10/19 S	CHANGA	26/31 N
4/8 N	PALMA DE M.	-7/3 N	MONTREAL	-1/1 C	DUBAI	18/26 S
3/6 C	PRAGUE	11/17 P	NEW YORK	5/10 C	HANOI	22/30 S
2/4 C	ROME	11/14 P	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	22/26 P
-1/1 N	SEVILLE	12/17 S	SANTO DOMINGO	11/18 P	JERUSALEM	14/22 S
7/11 N	SOFIA	3/7 N	WASHINGTON	1/13 C	NEW DELHI	15/23 P
2/5 N	ST-PETERSBURG	-4/2 *	ALGER	13/19 P	SEUL	5/14 S
5/3 *	TENERIFE	15/18 S	DAKAR	25/30 C	SYDNEY	21/31 S
9/12 S	VARSOVIE	-1/2 N	KINSHASA	21/29 P	TOKYO	11/21 P

26/30 P	KIEV	1/3 C	VENISE	8/12 P	LE CAIRE	15/22 N
25/30 N	LISBONNE	13/16 P	VIENNE	3/4 N	MARRAKECH	12/18 C
22/27 C	LIVERPOOL	7/9 P	AMSTERDAM	21/25 P	NAIROBI	14/21 N
2/5 N	LONDRES	7/9 N	BRASILIA	13/25 P	PRETORIA	15/21 P
12/15 N	LUXEMBOURG	1/7 N	BUENOS AIRES	13/25 P	RABAT	14/18 S
13/16 P	MADRID	8/13 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
7/10 P	MILAN	8/13 C	CHICAGO	1/10 C	ASIE-OCCIDENTALE	
5/10 C	MUNICH	-4/2 C	LIMA	20/25 N	BANGKOK	25/34 S
0/1 C	NAPLES	-2/4 N	LOS ANGELES	13/18 P	BOMBAY	21/22 S
2/7 N	OSLO	12/18 N	MEXICO	10/19 S	CHANGA	26/31 N
4/8 N	PALMA DE M.	-7/3 N	MONTREAL	-1/1 C	DUBAI	18/26 S
3/6 C	PRAGUE	11/17 P	NEW YORK	5/10 C	HANOI	22/30 S
2/4 C	ROME	11/14 P	SAN FRANCISCO	11/14 P	HONGKONG	22/26 P
-1/1 N	SEVILLE	12/17 S	SANTO DOMINGO	11/18 P	JERUSALEM	14/22 S
7/11 N	SOFIA	3/7 N	WASHINGTON	1/13 C	NEW DELHI	15/23 P
2/5 N	ST-PETERSBURG	-4/2 *	ALGER	13/19 P	SEUL	5/14 S
5/3 *	TENERIFE	15/18 S	DAKAR	25/30 C	SYDNEY	21/31 S
9/12 S	VARSOVIE	-1/2 N	KINSHASA	21/29 P	TOKYO	11/21 P

PRATIQUE

La caution se donne dans l'insouciance, mais s'exécute dans la souffrance

CELUI qui a besoin d'une caution présente souvent sa requête de manière anodine. « J'ai un petit service à te demander, dit Sonia à son ami Joël. Je suis en train d'acheter un studio pour faire un placement. C'est une simple formalité, juste une signature à donner. Pourrais-tu te porter caution pour moi ? » Joël est prêt à rendre tous les services qu'elle veut à Sonia. Mais, dessinateur-illustrateur indépendant, il est lui-même en situation précaire: ses revenus fluctuants descendent parfois au-dessous du SMIC. Avant de se décider, il a voulu en savoir plus.

Il a découvert que la caution est un engagement important qui oblige à se substituer à l'emprunteur en cas de défaillance. Il y en a deux sortes: la caution « simple », et la caution « solidaire ». Dans le premier cas, le créancier (banque, organisme de crédit ou propriétaire, s'il s'agit d'une location) poursuivra d'abord le débiteur qui n'a pas payé, avant de se tourner vers celui qui donne son cautionnement. Mais si la caution est « solidaire », le créancier réclamera immédiatement les sommes impayées à la personne qui s'est

portée caution, même si le débiteur est solvable, car cette formule entraîne automatiquement la « renonciation au bénéfice de discussion ». C'est donc seulement après avoir payé que l'on pourra se retourner vers le débiteur et le poursuivre en justice.

En principe, pour les prêts immobiliers et à la consommation, l'organisme de crédit doit se préoccuper de la solvabilité de celui qui se porte caution et refuser un candidat dont les revenus seraient trop faibles par rapport à la somme garantie. Généralement, le créancier prend en compte les propriétés foncières de la caution (article 2013 du code civil). La Cour de cassation a annulé le cautionnement de deux personnes qui s'étaient portées garantes d'un prêt de 137 149,08 francs, alors que leurs revenus mensuels s'élevaient à 6 830 et 4 730 francs (22 octobre 1996).

Une fois que l'on a signé l'acte, on ne pourra pas revenir en arrière. Le seul cas où il est possible de résilier unilatéralement concerne un engagement indéterminé, par exemple, un prêt immobilier pour lequel la banque n'aurait pas fixé le terme du rem-

boursement, ou dans le cas d'un bail renouvelable tacitement, et qui arrive à expiration.

Joël fait toute confiance à Sonia, qui est sérieuse et de bonne foi. Mais elle compte financer le crédit de son nouvel appartement avec le montant des loyers. Or que se passera-t-il si son locataire se révèle indolent, ou simplement insolvable en cas de chômage, par exemple ? « Sonia risque de ne plus pouvoir payer, et

ce serait à moi d'acquiescer sa dette », résume Joël.

Dès qu'il y a défaillance du débiteur, l'établissement de crédit doit en informer la caution. S'il omet de le faire, l'intéressé pourra refuser d'acquiescer les pénalités ou intérêts de retard, entre la date du premier incident de paiement et celle à laquelle il a été dûment informé (article L. 313-9 du code civil). D'autre part, celui qui se porte caution bénéficie de tous

les droits du débiteur principal, car le contrat de caution est un « contrat accessoire »: avant de payer, il pourra donc rechercher, par exemple, s'il n'y a pas eu remise de dette ou changement de créancier. Dans ce dernier cas, la caution tombe d'elle-même, à condition que le contrat soit suffisamment précis sur ce point.

Il doit stipuler non seulement le détail des sommes pour lesquelles on s'engage, libellées en chiffres

et en lettres, mais aussi la durée (par exemple, celle du remboursement d'un prêt, ou la date de fin de bail). Il doit comporter le nom du débiteur et surtout celui du créancier. Ce contrat peut fixer des limites; il est ainsi possible de s'engager pour le loyer, mais pas pour les charges. Enfin, il faut demander un exemplaire du contrat, non seulement pour pouvoir en vérifier tous les termes en cas de défaillance, mais aussi pour qu'il reste une trace.

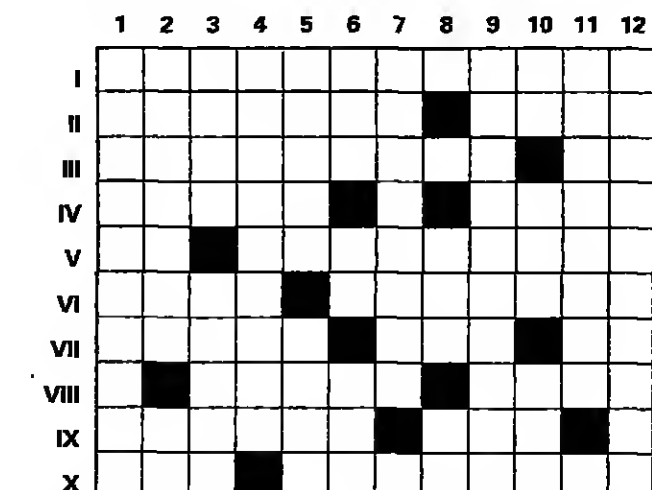
En effet, en cas de décès de celui qui se porte caution, le cautionnement passe d'office à ses héritiers, qui seront contraints de prendre le relais... ou de renoncer à la succession si les dettes sont trop importantes. Pour Joël, c'en était trop. Au risque de se brouiller avec Sonia, il lui a refusé son aide. « Bonne décision », estime Jacques Benhamou, notaire à Paris. Les banques ne veulent plus prendre le moindre risque pour l'argent de leurs clients et exigent systématiquement le cautionnement. Mais c'est à l'emprunteur de refuser, et de faire jouer la concurrence en s'adressant ailleurs. »

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97262

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Amateur de fruits mûrs. - II. Vous fait passer au rouge. Le premier sur la ligne de départ. - III. Met fin aux recherches. Le neptunium. - IV. Apporta des reflets. Titre pour un dictateur. - V. L'aluminium. Calment bien des maux quotidiens. - VI. Rejetait d'un seul bloc. Forme d'égalité. - VII. Vendue ou donnée. Premier président de la République du Gabon. Donne de la fièvre. - VIII. Fait partie du Centre. Il met bien la rouler avant de la mettre au four. - IX. M'attaquai aux som-

meets. Inspire la bonne humeur. - X. N'a plus cours, mais il ne faut pas en manquer. Ses coups ant marqué notre enfance.

VERTICALEMENT

1. Interrogations de la terre pour préparer l'avenir. - 2. Accident de la circulation. La moitié de tout. - 3. Sorti du four. Salut final. - 4. Supprimerait de la liste. - 5. Beaucoup trop petit pour Fidel. Boule bava. - 6. De bonne heure. Pour faire le tour. Vallée fluviale. - 7. Nous entraîne dans le délire. - 8. Du suc épais comme du miel. A

l'arrière d'une grosse cylindrée. - 9. Mis le poids pour que chacun ait sa chance. - 10. Tête d'idiot. Vitrine du Monde. Le premier en France. - 11. Elevé par une fée, il fut séduit par Guenivere. - 12. Donnait de la raideur.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97261

HORIZONTELEMENT

I. Taille-crayon. - II. Eclairer. Nu. - III. Le. Obélisque. - IV. Eponymes. Use. - V. Ohé! El. Suai. - VI. Laïc. Siégiez. - VII. Ollé! Talc. Ne. - VIII. Gélule. Uns. - IX. Etes. Effet. - X. Entas. Osmose.

VERTICALEMENT

1. Téléologie. - 2. Acéphale. - 3. II. Ceulet. - 4. Laon. Ceuta. - 5. Libye. Les. - 6. Erémistes. - 7. Célé. Ia. - 8. Ruisselles. - 9. Ars. UGC. FM. - 10. Quai. UFO. - 11. Onusiennes. - 12. Nuée. Zeste.

SCRABBLE

PROBLÈME N° 45

A la recherche du sixième mot

1. Vous avez tiré D E E F I I N.

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez un mot de huit lettres en le complétant avec une lettre appartenant à l'un des mots placés sur la grille. Trouvez un neuf-lettres en le complétant avec deux lettres appartenant à deux des mots placés sur la grille.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) Premier tirage: A B E O S T X. Trouvez un sept-lettres.

d) Deuxième tirage: C E E G R Q U. Trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 3 décembre.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 19 novembre. Chaque solution est localisée sur



CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

CHANSON Barbara est morte dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 novembre à l'Hôpital américain de Paris (Neuilly-sur-Seine), à l'âge de soixante-sept ans. Elle y avait été

transportée la nuit précédente après avoir été victime d'un accident toxico-respiratoire à Précy-sur-Marne (Seine-et-Marne), où elle habitait depuis une vingtaine d'années.

● DEPUIS LES ANNÉES 60, elle était l'une des grandes figures de la chanson française. Elle était passée de L'Écluse, ancien bistrot parisien de marinière, aux plus grandes salles

notamment Bobino et l'Olympia. ● A PARTIR du milieu des années 70, Barbara retient un nouveau public souvent composé de fans absolus. A chaque concert elle leur chante

« *ma plus belle histoire d'amour c'est vous* », les prend symboliquement dans ses bras, tandis qu'ils allument leurs briquets et la tiennent pour une sorte d'icône.

Barbara, la fin d'une grande histoire d'amour

La chanteuse est morte à l'Hôpital américain de Paris (Neuilly-sur-Seine), dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 novembre. Agée de soixante-sept ans, elle avait débuté au milieu des années 50 sur les scènes de cabaret

ON LA REVOT, longue, noire, sublimement rouflée dans une robe sans doute inspirée par les terribles musées de la chambre, est assise sur la hamette et de l'ombrelle. Elle est morte dans la nuit de mardi 24 à mardi 25 novembre à l'hôpital américain de Paris (Neuilly-sur-Seine). Elle était âgée de soixante-sept ans. Née le 9 juin 1930, à Paris, Monique Seef avait commencé sa carrière de musicienne au Conservatoire de Paris, apprenant le piano et le chant. Mais Barbara est anticonformiste. Elle quitte l'académisme pour les arènes-salles. Fille d'un père qui mourut à Nantes en 1949, « sans un adieu sans un je t'aime » au « 25, rue de La-Grange-aux-Loups », petite fille d'une grand-mère russe qui cuisinait la carpe farcie, Barbara est acquise à l'errance.

La femme fille mûre aux cheveux coupés à la garçonne se nourrit de pain, de Prêtel, de Marie Dubois. En 1949, elle résout une Jean Wiener, et l'incite à passer une audition à La Fontaine des Quatre-Saisons, le cabaret que dirige Pierre Prévert. La programmation de l'Armée est déjà faite, mais le patron lui offre un emploi de plongeur. Un an durant, elle lavera les verres du Tour-Pain. Elle observe : «*Nous* Van se produisant dans le cabaret des frères Prévert, avec Louis Colla et Louis Bessières. Il y a aussi Monodino. Elle n'y chante jamais, mais elle y attrape le virus du cabaret. En 1950, elle part pour Brunnelles, où elle restera deux ans. C'est là qu'elle découvre un quartier d'enfer de Bruxelles, ses amis peintures et écrivains qui installent un petit ouvroir, elle va chanter devant un public d'amis et d'écrivains, comme il s'en fait.

Bien sûr, elle ouvre un cabaret-théâtre, mais elle ne se contente pas de chanter, elle écrit des chansons réalistes, ainsi du futur d'un bar enfumé la jonction du grand musical et de la future chanson riva gauche. Elle est d'abord une sublime interprète. A son répertoire figurent quelques perles de la chanson réaliste, des pièces comiques : *Le Flore* et *Madresse d'acteur*, de Léon Xauroff, *Les Amis de Monsieur*, de Praxinos. En 1952, elle est embauchée pour huit jours à l'Eldorado à Paris. Elle chante Léo Ferré, Pierre Mac Orlan et les premières chansons de Brassens. Son premier 45 tours est enregistré à Bruxelles, en 1957 : *Mon pote le Gitan*, de Jacques Verrière, cotoie *L'écrit blanc*, de Belgique, et *Le chapeau de minuit*, un ancien bistro de minuit, où Barbara s'installe deux jours pour six ans. Elle devient la « chanteuse de minuit », adulée par la saintaimitie de privilèges qui



Barbara en 1978 à l'Olympia, où elle restera près d'un mois.

François Wertheimer, elle quitte Paris pour s'installer à Précy-sur-Marne : une vieille ferme, de la glycine, des pivoines, un tilleul, des bouleaux, des chats, des chiens, un piano.

FANS ABSOLUTE

Barbara tourne, passe par le Théâtre des Variétés, Bobino, s'arrête près d'un mois à l'Olympia en 1978. Loin de son profil de chanteuse intimiste, Barbara retient dès lors un nouveau public de fans absolus, qu'elle prend symboliquement dans ses bras à chaque concert. En 1981, c'est Pantin, l'énorme hippodrome de Pantin, où elle reste parfois des heures durant, prolongeant le spectacle pour une paléme de fans. Une rose à la main, elle y dédie *Regarde* au nouveau président de la République, François Mitterrand. En un mois, cent mille spectateurs viennent applaudir Barbara. En janvier 1986, elle crée *Lily Passion* avec Gérard Depardieu au Zénith. Plus violemment le Théâtre du Châtelet en 1987, où elle crée *Sid d'amour à mort*, Mogaïot en 1990. Dès 1987, Barbara s'engage dans la lutte contre le sida. Elle paraît en tournée avec des cartons de préservatifs à distribuer lors de ses concerts, elle visite les malades à l'hôpital, ouvre une ligne confidentielle pour répondre aux personnes en détresse nuit et jour. Sans censure, sans micro, elle visite les prisons afin de parler aux gens touchés par le sida.

En 1969, elle donne son premier récital à l'Olympia - une occasion pour annoncer qu'elle quitte la scène pour toujours. Georges Moustaki vient y chanter *La Longue Dame brune* chaque soir. Le film *La Piancée du pirate*, de Nelly Kaplan, renoue avec la facette comique de Barbara : elle y chante *Moi j'm'balance*. Au cinéma, on la retrouvera chantant *La Solitude* dans *Russi loin que l'amour*, de Frédéric Rossif en 1971, ou jouant Léonie, la partenaire de Jacques Brel dans *Franz*, ou dans

En 1970, elle crée *Madame*, de René Follon, au Théâtre de la Renaissance : c'est un échec commercial, tout comme l'album qui en sort, arrangé par Jean-Claude Vannier. Elle enregistre *L'Aigle Noir*, qui marque un tournant dans sa carrière, l'orientant vers davantage de dramaturgie et d'effets musicaux. En 1973, année de parution de *Le Louve*, orchestré par William Sheller, et dont les textes ont été écrits par

viennent l'écouter chaque soir qual des Grands-Augustins. En 1958, elle enregistre un 45 tours pour Pathé-Marconi, où figurent *L'Homme en habit*, de Pierre Delançois et Domenico Modugno, et *Les Routiers dorés*, de Jacques Datin et Maurice Vidalin. « L'école du cabaret, dira-t-elle, est une école très difficile. Le public est très près de vous, il pénètre toutes vos émotions. »

L'OLYMPIA EN 1969

En 1959, Barbara fait ses premiers pas d'auteur-compositeur. Elle écrit *Dis, quand reviendras-tu ?*, qui sortira en disque chez Odéon en 1962. Elle chante *Les Boutons dorés* au « Discorama » de Denise Glaser, et obtient l'année suivante un Grand Prix du disque en interprétant Georges Brassens. C'est en 1961 que Barbara affronte pour la première fois une grande salle, à Bobino, en première partie de Félix Marita. Elle interprète Brassens, Moustaki et Aznavour, mais aussi *Chaque fois*, la première chanson dont elle a vu publiquement l'auteur. En 1963, Denise Glaser fabrique une fausse pochette de disque pour présenter *Nantes*. Barbara écume les cabarets,

La Villa d'Este, L'Amiral, le Théâtre des Capucines. Fin 1963, elle signe un contrat chez Philips. Son premier 33 tours s'intitule *Barbara chante Barbara*, où Michel Portal improvise dans *Pierre*. Invitée à chanter au Junges Theater de Göttingen pour deux représentations, elle y reste huit jours et compose *Göttingen*.

En 1964, elle est la vedette anglaise de Georges Brassens à Bobino, la salle qui la révèle au grand public. L'année suivante, elle y revient en vedette. Roland Dhoridan, alors directeur de France-Inter, organise à cette occasion une journée Barbara, qui se termine par la retransmission en direct de son tour de chant. Les notes pleuvent sur la scène. A la suite de cela, elle écrit *Ma plus belle histoire d'amour*, c'est vous 1967 est l'année des grandes tournées européennes, du Piccolo à Cologne, Milan et Hambourg, où elle rencontre le producteur, Charles Marouani. A son tour meurt : elle écrit *L'Enfance, Rémusat et Chanson* pour une absence. Elle rencontre Roland Romainelli à l'occasion d'une émission sur la danse orchestrée par Maurice Béjart. Leur collaboration durera quinze ans.

L'adolescence éternelle

Quand elle chantait *Nantes on Göttingen*, au début des années 60, ils n'étaient pas nés. Barbara, c'était la passion adolescente de leurs parents, qui se passionnait et repassionnait ses disques, après l'école. Il y en avait un pour chacun, sans photo, avec deux roses rouges photographiées sur un flacon. « Flacon », c'était leur façon de dire « disque », leurs parents, ils l'attendaient, l'ouvraient quand débout, allumaient leurs bidquets pour qu'elle revienne leur dire « *ma plus belle histoire d'amour, c'est vous* ». Elle leur chantait *Nantes...* et quelques chansons nouvelles, pas beaucoup, mais peu importe, ils l'aimaient plus fanatiquement que leurs parents. Sans doute pour nier le temps qui avait passé, pour affirmer la permanence de ce qu'elle chante. Barbara parle à l'adolescence – et à ce qui reste en chacun d'adolescence –, ce moment de la vie où l'on force son « mal de vivre » à coup de chansons tristes, qui « soignent le mal par le mal ».

Véronique Mortaigne

★ Photographie de Patrick Ullmann, extraite de l'exposition « Mes années Olympia 1965-1962 », présentée à la FNAC Saint-Lazare, à Paris, jusqu'au 4 janvier 1998.

Le mal de vivre

AU MUSIC-HALL, on la voit en première partie de Brassens. C'est la préhistoire. Elle entre en scène, on sait tout et on ne sait rien. Quelques notes manuscrites de Brassens dans le programme, pour présenter. Elle porte ce nom de Barbara et ce noir des artistes. Elle est au piano, femme, et se tient comme personne. Elle a cent ans d'avance, non : de

décalage, avec les chanteuses de son temps. Et mille avec les hommes qui chantent. Elle vient d'autrefois, projetée devant. Les premières parties de Brassens ont ce sens. C'est lui qui les choisit. Force loufoque de Bobby Lapointe, drame ou fantaisie de splendeur notre avec Barbara. Sans time ni raison, on l'associe, elle, à la Barbara de Prévert que dit à voix grave Montand. Il pleuvait sur Brest ce jour-là. On la voit comme un personnage très réel de la scène, de poème, de music-hall. Sa vie est là. Barbara : « J'ai passé plus de temps à chanter que dans les bras d'un

Elle chante Brassens, elle chante les autres, elle chante le répertoire, elle est interprète. Les mots ont si peu de gravité qu'ils viennent au centre. Ce qui ne changera jamais. On les entend de toutes les forces de l'écoute. Son disque de chansons de

Brassens (1960) force le passage. L'ouvrage personnel vient après (Bobino, 1964). Ce sont des mots de nuit, d'amour, de solitude et de plaisir trouvé. Des noms de ville (Nantes) et des prénoms (Pierre). Les seize mesures de Michel Portal à Falto sur *Le Mal de vivre* qu'on repasse cent fois.

« C'est vrai, je ne fus pas sage/ Et
j'ai tourné les pages/ Sans les lire,
blanches/ Et plus rien dessus... »
Après, on oublie la suite, on s'aperçoit. Ce qui revient, c'est la rime
(dessus/disparu) et l'air surtout, qui
pousse les paroles à remonter
comme un noyé, « mais à travers
leur image, etc. c'est votre image,
c'était déjà vous/ Moins plus belle
histoire d'omoar, c'est vous », 68
marque un cap sans l'être. Elle y est
et n'y est pas à la fois. Elle se tient
debout là où elle est : « Le mal de
vivre/ Ça n'arrive pas quand ça ar-


[illegible]

Francis Marmonde

DU 26 NOVEMBRE
AU 6 DECEMBRE

**POLA
ROÏD**

DE XAVIER
DURRINGER



**THEATRE 71
MALAKOFF**

SCENE NATIONALE
8, PLACE DU 11 NOVEMBRE
MALAKOFF

01 40 55 43 45

THEATRE

THEATRE DE LA VILLE

PARIS

DU MER. 3 AU SAM. 13 DÉCEMBRE 20H30

**LES TROIS DERNIERS JOURS
DE FERNANDO PESSÔA**


Antonio Tabucchi Denis Marleau

LES ABBESSES 31 RUE DES ABBESSES PARIS 18 • 01 42 74 22 77



Le Festival d'Automne à Paris et le Théâtre Paris-Villente présentent
25 novembre au 13 décembre - Théâtre Paris-Villente

Jérôme Nicolin



CABARET
CHINOIS

Location
01 53 45 17 00

هكذا من راصد

30 / LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997

(Publicité)

WALT DISNEY PICTURES
PRESENTS
HERCULE

A PARTIR DE MERCREDI AU CINEMA

WALT DISNEY PICTURES PRESENTS HERCULE - FILM D'ANIMATION - ALAN MENKEN MUSIQUE - DAVID ZEPPEL - ALAN MENKEN - RON CLEMENTS JOHN MUEYER
SOB SHAW DON MCKENRY RENE MECCHI FILM - ALICE DEVENY JOHN MUEYER RON CLEMENTS JOHN MUEYER RON CLEMENTS



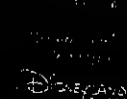
3615 Disney



www.hercule.com



La Chaine Musicale



L'exigence poétique d'Alain Ollivier

Le Théâtre de la Bastille reprend « La Révolte », de Villiers de l'Isle-Adam

NAÎTRE au théâtre. Savoir que la vraie vie sera faite de cette matière si particulière. Peu de comédiens en ont une sensation aussi précise que le directeur du Studio-Théâtre d'Ivry, Alain Ollivier, qui vient de reprendre *La Révolte*, de Villiers de l'Isle-Adam, au Théâtre de la Bastille.

La scène se passe en Avignon au début des années 50, dans ce qui était alors le théâtre du collège des jésuites. Alain Ollivier le dit en passant le tranchant de sa main devant son visage : « Quand la toile est descendue, c'est à dire très net : pour la première fois, j'ai éprouvé la sensation d'être libre. » Quel âge a-t-il ? Moins de quatorze ans. Le collégien aime se travestir et jouer, lire aussi, récher Plautus et Sophocle. Sa quête ? Le secret du texte. En tout premier lieu chez Rimbaud : « Ça m'intriguait de savoir comment ça se faisait, l'inspiration poétique. » Ainsi le théâtre s'installe-t-il dans sa vie, au croisement de la liberté et du verbe.

Des impressions vives défilent ensuite. Celles d'Algérie en premier lieu. Il achève son lycée à Constantine, présente sa première mise en scène publique, tandis qu'au dehors des centaines d'Algériens sont parqués, bras levés, face à un contingent effrayé. Il découvre que l'histoire officielle ne s'écrit pas de la main du réel. L'été, il rentre en Avignon, se glisse au festival, dièdre du nom. Muni d'une carte de figurant, il assiste à une répétition de *Meurtre dans la cathédrale* menée par « la figure butéaire », Villiers. Sa première leçon de théâtre, « un peu volée ».

En 1958, il monte faire ses classes à Chaillot pour se découvrir tremblant, intimidé. Il y renforce le regard oblique, légèrement décalé, de celui qui n'a pas encore trouvé sa place. C'est en assistant aux *Nègres*, au Théâtre de Lutèce (mise en scène de Roger Blin), qu'il découvre sa voie. Genet, bien sûr, mais aussi « un français inouï » le retour de la langue maternelle prononcée par des Africains et des Antillais, avec un gosier différent. C'est cela, ce que la langue peut faire du théâtre, qui le portera vers Claudel, dans « l'association de Bossuet et de Rimbaud ».

« LE PAIN DE LA FOULE » Mais la rencontre, « déterminante dans une formation », est celle de Pierre Guyotat en 1963. Au contact du futur auteur de *Tam-bou pour 500 000 soldats* (« Quelqu'un dont la manifestation du génie était irréfutable »), Alain Ollivier a la révélation de ce qu'est l'inspiration poétique : « Une chose que je voulais voir et que j'ai vu là de façon concrète. » Au cours de marches sans fin dans Paris, le romancier lui offre en partage ses éblouissements, sa pensée. Le mot reviendra souvent dans la bouche d'Alain Ollivier, qui cite Hugo : « Le théâtre doit faire de la pensée le pain de la foule », pour ajouter qu'il ren-



Alain Ollivier et Agnès Sourdillon dans « La Révolte ».

contre cette même exigence chez Artaud. Et chez Villiers.

Il lui faut attendre 1970, lorsqu'il joue *Homme pour homme* chez Sobel, pour que « l'horizon se lève pour lui en tant qu'acteur ». Il ne trouve pas pour autant sa place dans l'aire brechtienne, mais chez Hôlderlin, dont il donnera *La Mort d'Empédocle* dix ans plus tard, « la seule pièce qui mette en scène l'inspiration poétique ». Il en tire quelques principes, nourris d'espérance : « On est acteur ou metteur en scène parce qu'on ne sait pas lire. Les vrais lecteurs ne courent pas les rues. On découvre vite que c'est assez simple de jouer. Il y a un travail de l'imagination pour entrer dans une fiction. Mais les fictions les plus éle-

vées sont celles qui ont trait à l'écrit. Là où la pensée est la plus élaborée, l'imagination est la plus sollicitée. »

« LA PIÈCE, C'EST LA LANGUE »

Dans cet esprit, il appelle à restituer à Lugné-Poe la place qui lui est due. Il rappelle ses créations d'Ibsen, de Strindberg, de Claudel, de Jarry. Il y puise sa filiation. Symbolisme, surréalisme : le théâtre public, selon lui, se serait tenu à l'écart de ce courant, non sans « rater et Genet, et Beckett, et Ionesco ». Il mentionne Charcot, Artaud et Lacan, et s'étonne : « Dans les années 70, tel quel, qui a beaucoup contribué à relire ces gens-là, n'a pas touché la vie théâtrale. Une erreur fatale. » Alain Ollivier rompt la fatalité en montant la première œuvre théâtrale de Pierre Guyotat, *Bond en avant* (1973), avant *Bivouac* (1987), pour le Festival d'automne à Paris.

Pour lui, Villiers s'inscrit pleinement dans ce courant. « C'était un causeur extraordinaire. Tous en ont témoigné, de Maeterlinck à Mallarmé. Il avait une capacité à improviser, à verbaliser son inspiration poétique. C'est ce qui a fait de lui un homme de théâtre. Jamais d'image, jamais de métaphore chez Villiers, mais une pensée claire qui se solidifie dans la matière linguistique. La pièce, c'est la langue, comme chez Sophocle. "l'action non accidentelle", selon Hôlderlin. » Rien n'est plus concerté que l'art de la citation chez Alain Ollivier. Il contient sa véhémence et appuie son engagement. « Si le théâtre a une chance de durer, il faut le faire aimer par ce qui est irremplaçable et spécifique : la pensée. Il n'y a pas de pensée sans forme. Et s'il y a une forme, il y a du corps, de l'écrit. »

Jean-Louis Perrier

* *La Révolte*, de Villiers de l'Isle-Adam. Mise en scène : Alain Ollivier. Avec Agnès Sourdillon et Alain Ollivier. Théâtre de la Bastille, 75, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille. Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche, à 17 heures. 80 F et 120 F. Jusqu'au 20 décembre.

Joao Afonso, chantre de la culture métissée du Portugal

LES DICTIONNAIRES ont beau ignorer encore le mot de « lusophonie », 184 millions d'âmes parlent le portugais à travers le monde, contre 160 millions qui utilisent le français comme première ou seconde langue (*Le Monde* du 14 novembre). Pour la deuxième année consécutive, le Festival Atlantida (du 24 au 29 novembre) entend exprimer la diversité et la vitalité des cultures de langue portugaise. Du Brésil à l'Angola, il réunit des artistes du Portugal et des communautés issues de ses anciennes dépendances coloniales.

Installé au Portugal depuis 1978, le chanteur Joao Afonso est né au Mozambique de parents portugais le 8 juillet 1965. Lorsque, après la révolution des œillets, le nouveau régime politique reconnaît l'indépendance du Mozambique en 1975, Joao Afonso participe, malgré son jeune âge, à l'effervescence culturelle qui saisit alors le pays. Il est inspiré par son oncle, le chanteur José Afonso, symbole de la lutte contre la dictature de Salazar. « Il se passait partout des trucs incroyables, je voulais y prendre part. » Il donne dans les quartiers de Maputo des cours d'alphabétisation, joue dans un groupe de théâtre où il est le seul acteur blanc, chante des chansons de son oncle et du Fretilmo, le Front de libération du Mozambique. Plus tard, il s'engage, toujours dans le sillage de José Afonso, pour la cause du peuple du Timor-Oriental, annexé par les Indonésiens en 1975 après le départ des Portugais. A l'époque, peu de monde se mobilisait pour ce combat. Rien ne laissait alors présumer que José Ramos-Horta et l'évêque catholique Carlos Belo, leaders de la résistance du Timor-Oriental, obtiendraient conjointement le prix Nobel de la

paix en 1996. Dans sa première édition, Atlantida avait rendu hommage à José Afonso, saluant au-delà de l'activisme politique celui qui donna un nouvel élan à la chanson portugaise des années 70, avant de disparaître des suites d'une longue maladie en 1987. Joao Afonso participait à cet hommage collectif. Il présente cette année, en ouverture d'Atlantida, son premier album, *Misangas* (Verve / Polygram). Enregistré en compagnie de son frère Toninho et du multi-instrumentiste Julio Pereira, *Misangas* baigne dans une paisible sérénité et séduit grâce à ses lignes fluides, au travail remarquable des voix. Il porte la marque de la double identité de son auteur (« J'assume et revendique le côté hybride de ma musique »). Une musique dont le caractère africain s'exprime davantage dans les jeux vocaux, les mélodies et les harmonies que dans les rythmes, évoquant en cela Lokua Kanza ou Ray Lema. L'engagement politique n'est pas une impasse pour Joao Afonso. Il s'affranchit de sa fibre militante et laisse miroiter la palette de ses souvenirs d'enfance : « Des sensations, des émotions. Les couchers de soleil magnifiques du Mozambique, les gens qui m'ont marqué. » Ou bien encore les moments passés à chanter avec son frère dans la cuisine, « là où il y avait beaucoup de lumière, des parfums et du vin ».

Patrick Labesse

* Atlantida 97. Chansons de la terre et de la mer : Chico César (Brésil), Joao Afonso (Mozambique-Portugal), le 26 novembre à 19 h 30. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochefoucauld, Paris 18^e. M^o Anvers. Tél. : 01-40-25-47-04.

Succès du Salon du livre antifasciste de Gardanne

MARSEILLE

de notre correspondant
Le succès du Salon du livre antifasciste, qui s'est tenu du 15 au 23 novembre à Gardanne (Bouches-du-Rhône), a dépassé les espérances de ses organisateurs. Cap 250 et Ras l'Front. Cette réussite se mesure tant au nombre des visiteurs (38 640 entrées dont 6 400 aux neuf tables rondes) qu'au chiffre de livres vendus. Sous un vaste chapiteau où étaient exposés 6 000 titres, les ventes ont atteint 15 000 exemplaires. Samedi 22 novembre, le chiffre d'affaires du Salon équivalait à celui réalisé par une grande librairie de Marseille en un mois.

Imaginé en novembre 1996 par réaction aux premières attaques des municipalités Front national d'Orange et de Marignane, la manifestation a réuni cette année, spontanément et bénévolement, cent trente écrivains qui s'estiment menacés par les menées frontistes. Le conseil municipal de Toulon a ainsi récemment voté une délibération pour rayer d'un trait de plume le projet de construction d'une bibliothèque de 5 300 m² en remplacement de l'actuelle, qui compte seize places assises pour une agglomération de 300 000 habitants.

Présent au Salon de Gardanne, le conseiller pour le livre et la lecture à la direction régionale des affaires culturelles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Jacques Boin, dénonce « de nombreuses irrégularités dans le fonctionnement des bibliothèques, attaquées principalement par les gens d'idéologie fasciste mais pas uniquement ». A regret, la présidente de l'Association des bibliothécaires de France (ABF), Claudine Belayche, constate que « la bibliothèque est devenue pour le Front national un instrument de contrôle idéologique par le biais d'une censure sur les listes d'acquisitions proposées par les bibliothécaires ».

« ÉCLAIRER SANS BRÛLER »

Les organisateurs du Salon ont adopté comme devise le titre d'un court texte de Raymond Jean intitulé *Eclairer sans brûler*, publié dans un ouvrage dont Actes Sud a déjà tiré 8 000 exemplaires. « Plus que jamais, le combat par le livre doit être mis à la première place », affirme Raymond Jean, professeur émérite de l'université d'Ab-Marseille, selon lequel « on n'opposera pas à des censures des contre-censures, on ne brûlera pas les livres et les écrits des adversaires ». Paul

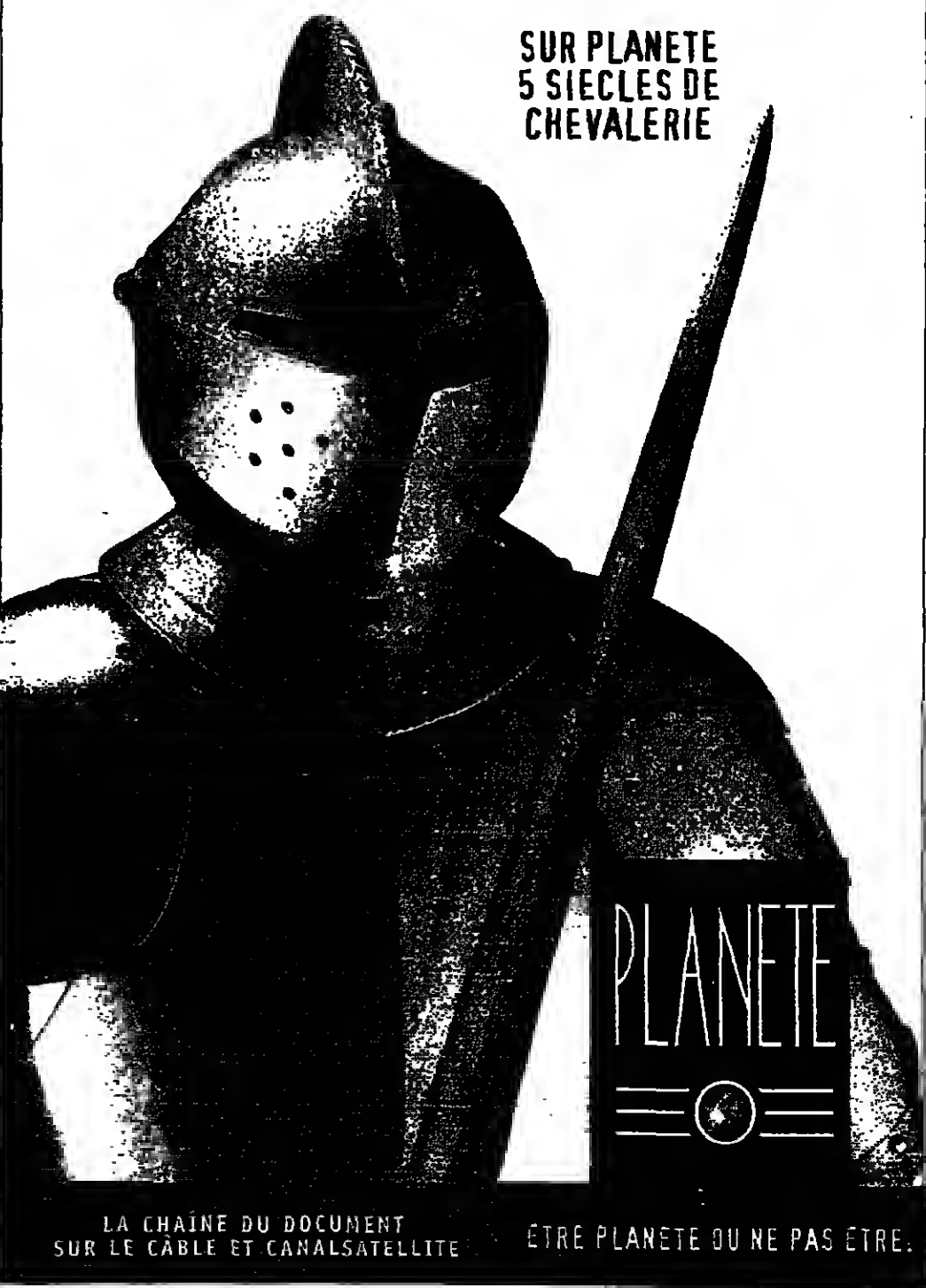
Poudroux, de l'association Libraires à Marseille, explique le choix des auteurs rassemblés à Gardanne : « Auteurs d'aujourd'hui connus comme antifascistes, auteurs dont les livres traitent de l'antifascisme telle la série noire "Le Poule", auteurs allemands et autrichiens qui ont décrit la montée du fascisme, récents et témoignages de la résistance et des camps, et les livres d'histoire et de sciences humaines qui disent la vérité. »

Le FN s'est montré très discret. Seule l'association Eurodéfense a apostrophé par lettre le secrétaire général de l'Unesco, qui avait apporté son patronage au Salon. La réponse de l'Unesco est claire : « Les raisons éthiques [des organisateurs du Salon de Gardanne] convergent avec les fondements de l'organisation. » La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a transmis ses encouragements aux artisans de la manifestation, qui « est bien la réponse qu'il convient d'opposer sereinement à toute tentative de dérive extrémiste. » Largement subventionnée par le conseil général des Bouches-du-Rhône, le Salon n'a, en revanche, pas obtenu le soutien du conseil régional.

Luc Leroux

L'HISTOIRE CONTRE-ATTAQUE

SUR PLANETE 5 SIECLES DE CHEVALERIE



PLANETE

LA CHAÎNE DU DOCUMENT SUR LE CABLE ET CANALSATELLITE

ÊTRE PLANETE OU NE PAS ÊTRE.

AU CINEMA

Marcel Marceau revient en soliste et présente ses héritiers à l'Espace Cardin

Le mime donne deux spectacles : les incontournables de son répertoire et une création kafkaïenne

Marcel Marceau, âgé de soixante-quatorze ans, a fait sa réapparition annuelle sur la scène de l'Espace Cardin, à Paris, avec *Pantomimes de style*, *pantomimes de Bip*, spectacle en soliste reprenant plusieurs de ses classiques. Le mime donne également *Le Chapeau melon*, ou

l'odyssée de Jonathan Bowler, une création interprétée avec douze élèves de sa nouvelle compagnie.

PANTOMIMES DE STYLE. PANTOMIMES DE BIP. Le mardi et mercredi (20 h 30), jusqu'au 7 janvier. **LE CHAPEAU MELON.** les jeudi, vendredi, samedi (20 h 30) et dimanche (15 heures), jusqu'au 11 janvier. **ESPACE CARDIN**, 1, avenue Gabriel, Paris 8^e. M^o Champs-Élysées-Clémenceau. 100 F à 220 F. Tél : 01-40-12-29-78.

C'est dans un décor réduit à rien - comme d'habitude, des rideaux noirs - que le mime Marcel Marceau a fait sa réapparition annuelle sur la scène de l'Espace Cardin, mardi 18 novembre, pour un premier spectacle en soliste, *Pantomimes de style*, *pantomimes de Bip*, composé de quelques-uns de ses nombreux classiques. Le jeudi 20, au même endroit, il créait un nouveau mimodrame, entouré de douze mimes de sa nouvelle compagnie, *Le Chapeau melon*, ou *l'odyssée de Jonathan Bowler*. Il faut voir les deux, impérativement. Le premier, d'abord, parce qu'on a rarement une occasion de nos jours d'assister à un spectacle aussi pur et « dans son jus ». Il faut bien dire que celui qui croient avoir vu Marcel à la télévision en ont vu quelque chose, sans doute, mais pas l'essentiel.

Les pantomimes qu'il présente sont anciennes, des incontour-

nables du répertoire, et on les redécouvre une fois de plus dans leur allégresse un peu mystérieuse. Une jeune fille s'avance sur la scène, portant une enseigne où figure le nom du morceau. C'est « L'artiste peintre », qui monte son chevalet, mélange ses couleurs, peint assez chaotiquement sa toile. C'est « Le petit café », dont Marcel fait tous les personnages tour à tour, le garçon obséquieux et blasé, le culot d'un peu filou qui épluche ses olignons, le client mécontent qui renvoie son steak trop dur, à qui on rapporte le même, et qui le trouve excellent cette fois-ci, le joueur de billard, le client fauché, le danseur de java. Dans « Le tribunal », Marcel est tout : l'accusé, l'avocat général et celui de la défense qui s'empoignent magnifiquement, le témoin qui raconte le crime, la victime, et finalement l'accusé, que l'on condamne à mort.

« Les maïos » relève d'un registre plus abstrait mais poignant, sur fond de chœur orthodoxe russe : une main gauche légère, gentille, essaie d'échapper à une main droite terrible, comme un rapace, un prédateur. Elles s'insistent dans une sorte de prière qui n'insiste pas. « Bip dompteur » est l'occasion de fêter les cinquante ans de ce personnage créé par Marcel en 1947. Uo Pierrot d'aujourd'hui, tout en blanc, grimpé de

blanc, coiffé d'un haut chapeau de peu de forme surmonté d'une rose en mousseline, et qui essaie de faire sauter dans un cerceau un fauve récalcitrant. Ou bien Bip voyage en mer et nous communique les affres de la nausée qui monte en lui. Le sommet est atteint avec deux morceaux de bravoure, « L'agence matrimoniale », où Bip se voit confronté à une myriade de candidates, dont une géante, sur un rythme qui rappelle les *Fiancées* en folie de Buster Keaton, et « Le marchand de masques », qui pose sur son visage, à son gré, les masques du rire et du chagrin. Et qui soudain ne peut plus enlever celui du rire, alors même qu'il est désespéré.

LES LIMITES DU GENRE

Tout différent est le mimodrame du *Chapeau melon*, écrit, mis en scène et interprété par Marcel Marceau et joué avec douze de ses élèves dans des décors de Jacques Noël. Marcel est Jonathan Bowler, un petit fonctionnaire de la City londonienne, condamné au col dur et au chapeau melon, qui tombe amoureux de la caissière d'un pub, qui ne l'aime pas. Il aimerait, pour la séduire, posséder l'irrésistible chapeau à la Rudolf Valentino qu'il voit chaque jour dans la vitrine du chapelier, mais un problème surgit, qu'il n'attendait pas : il ne peut plus ôter son

melon. Le melon, amoureux de son maître, reste résolument vissé sur son crâne. Jonathan ne peut plus saluer les passants, se découvrir devant les morts. Des médecins se penchent sur son cas. Des lutteurs aussi, dans une fête foraine étonnante. Et le melon devient énorme, fantôme kafkaïen et magritien dans le ciel.

Ce mimodrame d'une heure et demie est très ambitieux et interprété avec beaucoup d'entrain. Il est d'une fêrerie parfois désuète, parfois d'une belle simplicité. Il permet à Marcel Marceau, soixante-quatorze ans, d'assurer sa relève. On peut dire aussi qu'il pose la question des limites du genre. Quand la musique est bonne - et c'est le cas -, on ne voit pas ce qui retient le spectacle de s'envoler dans la comédie musicale, le ballet, la comédie parlée, sinon la volonté de maintenir la règle du mutisme. Cette règle d'apparat pas forcément nécessaire ici, alors que dans les *Pantomimes de style* et avec Bip elle est bien là, indiscutable, comme un destin. Et c'est en cela que Bip nous émeut et nous fait rire avec plus de légèreté et de profondeur que Jonathan Bowler. Mais il en faut pour tous les goûts, et de toute façon, chapeau, monsieur Marceau !

Michel Braudeau

Géométrie dans les spasmes

LIT NUPTIAL, de Sergi Belbel. Mise en scène : Jean-Louis Jacopin. Avec Ethel Houbiers, Jean-Louis Jacopin, Jean-Marie Lehec, Christiane Millet. **ESPACE KIRON**, 10, rue de la Vacquerie, Paris 11^e. M^o Voltaire. Lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi, 21 heures. Durée : 1 h 30. 80 F et 120 F. Jusqu'au 30 décembre. Tél : 01-44-64-11-50.

Tâlem : un mot, un seul, suffit aux Catalans pour désigner le lit nuptial. L'adjectif, nous dit le Robert, est relatif à la célébration du mariage, ou (zoologie) à l'accouplement. *Lit nuptial*, pièce du jeune (treize-quatre ans) Catalan à la mode, Sergi Belbel, met en scène deux couples plutôt en délicatesse avec l'accouplement. L'achat d'un lit sur mesure, de dimensions inhabituelles (deux fois 2 mètres), supérieures même à ce que les Américains désignent sous le vocable de *king size*, est clairement destiné par le premier des couples à régler le problème qu'il soumettra au couple numéro deux, dit des « omis », après avoir tourné et retourné en vain quelque temps autour. Sans plus de résultats.

Dans cet empêchement de passer à l'acte de citoyens dont tout donne à voir la modeste respectabilité, *Lit nuptial* n'est pas sans évoquer *Le Charme discret de la bourgeoisie*, où Bunuel orchestre les pas de deux réitérés de la frustration. Le « lit » de Sergi Belbel cristallise les désirs et les hantises du latin lover. Le leur donne un contour. Il situe son effroi devant une « virginité » inatteignable, traduit par un affolement sémantique qui ne lui permet plus de distinguer entre les mots « étrenner » et « étrecir ». Le lit devient un personnage que chacun invoque, craint et s'approche que de loin, tout en lui susurrant : « Je t'olme ». C'est à lui que les personnages rêvent de se donner, et oon à leur partenaire, c'est vers lui que converge une dévotion où se mêlent des souvenirs d'église et de musée.

Jean-Louis Jacopin et la scénographe Chantal Hocché ont eu la bonne idée de ne pas utiliser un lit véritable, mais une épure de lit, un carré à peine surélevé, délimité par quatre chaînes de petites lumières vives, qui ouvre plus aux délires géométriques qu'aux ébats nuptiaux. L'espace ainsi défini, abaissé sur scène comme un pont-levis, acquiert plus rapidement sa fonc-

tio de tabou. En le recouvrant d'un « drap » reproduisant un tableau de Mondrian, ouvert en son centre d'un énigmatique carré, le metteur en scène glisse de l'érotique à l'esthétique, et rend « l'outil » (puisque l'homme désigne ainsi le lit) encore plus difficilement opérationnel. On ne s'étonnera pas alors de voir l'ami succomber - en place d'un brave orgasme - au syndrome de Stendhal (perte momentanée de la raison devant l'excès de beau).

Tout cela est mené avec la vivacité d'un vau-deville. Les deux hommes sont fort naturellement colmés. Les deux femmes, plus ambiguës, régentent leur monde avec plus ou moins de succès, que ce soit par les fausses ooties cocasses d'une fausse femme du monde (Christiane Millet) ou par le tempérament affiché d'une jeune nymphette (Ethel Houbiers). C'est elle que l'oo découvrira seule en prologue, les lundi, mardi et jeudi à 20 h 30, dans *Portrait de femme avec ombres*, une pièce en un acte de José Sanchis Sinisterra qui complète judicieusement cet hommage au théâtre catalan d'aujourd'hui rendu par l'Espace Kiron.

Jean-Louis Perrier

Instantanés de la musique française par l'Ensemble Fa

DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ENSEMBLE FA et vingtème anniversaire du Centre de documentation de la musique contemporaine. Création d'œuvres de Jean-Marc Singier, Betsy Jolas, Jacques Lenot, Frédéric Martin, Hugues Dufourt, Laurent Martin, Antoine Bonnet, Philippe Fénelon, Henry Fourès, Gérard Pesson et Gérard Grisey, Martine Deguy (mezzo-soprano), Jean-Pierre Collot (piano), Ensemble Fa, Dominique My (direction), Maison de Radio-France les 22 et 23 novembre.

Sollicité dans la perspective d'un portrait à paraître dans *Le Monde*, un compositeur nous gratifie récemment d'un conseil sûr mais inédit : s'adresser au Centre de documentation de la musique contemporaine. Le CDMC répertorie en effet soigneusement, de-

puis 1977, tout (partitions, enregistrements, articles de presse, thèses universitaires...) ce qui concerne les compositeurs français en activité, offrant une approche optimale des productions actuelles.

Selon Martine Lyon, sa directrice, « le CDMC c'est, à tout moment, une photographie de la musique contemporaine ». La célébration du 20^e anniversaire du Centre s'est donc apparentée, à l'occasion des dix ans de l'Ensemble Fa, à la présentation d'une série d'instantanés, manière pour Dominique My d'effectuer un bilan des collaborations privilégiées avec certains compositeurs. Cette revue d'effectifs a prouvé que la fondatrice de l'Ensemble Fa (tourné à l'origine vers les échanges franco-allemands, comme en témoignent les lettres F. A.) a souvent eu l'oreille fine. Les musiciens dont elle a favorisé la diffusion comptent aujourd'hui parmi les principaux repères de l'hexa-

gone. Ceux-ci lui ont témoigné une authentique reconnaissance par le biais de créations nullement assimilables à d'impersonnelles pièces de circonstance. Chacun a même souligné à dessein les traits caractéristiques de son style.

RÉFÉRENCE LATENTE

En première ligne, les joyeux drilles. Dans *Faramoules de bribes*, en *ribambelles*, le malicieux Jean-Marc Singier dirige l'allusion spirituelle autant vers ses propres manières (des œuvres qui s'imposent comme des puzzles en cours de constitution) que vers l'identité des interprètes (le flûtiste Patrice Bocquillon contraint à des galéjades d'accessoriste avec une flûte à coulisse ou un flexatone). Le convivial Henry Fourès adresse d'aocodotiques *Postcards* qui plaisent dans l'instant mais s'oublient vite. Le pince-sans-tire Gérard Pesson distille la quintessence de l'esprit dans un inépuisable *Branle du Poitou* qui voit les musiciens effectuer de subtils allers et retours entre l'état de spectre et celui de bon vivant.

Après la légèreté de ton, la gravité de l'émotion. Équilibrant retenue et épanchement, Betsy Jolas brode avec délicatesse son *Quatuor V* autour d'un axe immatériel peu à peu confondu avec le silence. Jacques Lenot projette avec pudeur ses *Paysages de fûtaïe* à travers un voile ou un pisme garants d'illusion. Gérard Grisey se

risque à une instrumentation de quatre *Lieder* d'Hugo Wolf avec des couleurs brahmiennes et des gestes mahleriens.

Certains, plutôt jeunes, jouent la carte de la référence latente. Laurent Martin, avec un peu de réussite dans *Serai*, une pièce qui doit évoquer par son nom un monastère du mont Athos et qui balance constamment entre veine absolue et couleur locale. Antoine Bonnet, avec grand succès dans une *Fantaisie raffinée et élégante* comme de la dentelle bouledienne. D'autres, au contraire, affirment leur volonté d'indépendance.

Frédéric Martin envisage ainsi son *Scherzo erotico* selon une parodie de cache-cache conduite entre passé et présent, entre polarisation sur une note (ou un intervalle) et effervescence tous azimuts. Philippe Fénelon investit « le temps de la détresse » cerné par le poète Hölderlin dans un duo pour violon et violoncelle (*Fragment I*) qui se bat furieusement avec la matière avant de basculer dans un onirisme éthéré. Hugues Dufourt dégage enfin d'une succession de spirales les vertus d'une expression impossible à circonscrire. *Euclidion Abyss* produit alors l'effet d'une toile de maître : inspirée d'une gouache du minimaliste Barnett Newman, dont elle reprend le titre, l'œuvre rejoint en fait le propos des *Variétés* d'antan.

Pierre Gervasoni

SORTIR

PARIS

Cycle de sept n° sur une scène traditionnelle avec Kiyokazu Kanze, Shigemitsu Fujinami, Shiro Nomura, Hirojro Sumi, Yukishida Takada, Kanji Fujii, Masanobu Odé, Sakae Terai, Munekazu Takada, Tomotaka Sekine, Nashiro Takeo, Kazutada Tsuda, Yoshihiro Kanze, Yoshinobu Kanze, Shigeyoshi Asami, Akhiro Yamamoto Kimirake Ueda, Shigehiko Fujinami et Motoharu Yoshii.

Les neuf représentations de n° à la Grande Halle de La Villette constituent un événement. C'est en effet le maître Kiyokazu Kanze, descendant direct de Zeami, créateur du n° au Moyen Âge japonais, qui effectue le déplacement avec sa troupe. Acteurs, musiciens, choristes nous remettent en contact avec ces temps lointains à travers un rituel dépouillé, complexe, qui exige la plus grande attention. Traduction par sous-titrage.

Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Du mardi 25 au vendredi 28, les lundi 1^{er}, mardi 2, à 20 h 30 ; le samedi 29, à 16 heures et 20 h 30 ; le dimanche 30, à 16 heures. Tél : 01-42-02-22-68. 60 F et 100 F.

Des livres et des murs
Sous ce titre, on trouvera des gravures de Gaëlle Pelachaud, née en 1962, dont le travail s'est trouvé lié au texte et à son dessin. Elle a exposé au Musée de la typographie, on lui doit des illustrations de Pierrot mon ami, de Raymond Queneau, ou de La Vie mode d'emploi, de Georges Perec. Thèmes et leurs trahissements montent une simplicité d'exécution qui, à gros traits précis, va à l'essentiel tout en conservant une part d'imaginaire. Galerie de la Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, 18^e. M^o Anvers. Jusqu'au 14 décembre, de 10 heures à 18 heures. Tél : 01-42-58-72-89. Entrée libre. (* Tarif réduit).

(Publicité)

Première ce soir

CHECK-UP

de Edward Bond

un spectacle de et avec Carlo Brandt

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Camping Cosmos de Jan Bucquoy (Belgique, 1 h 23), avec Jean-Henri Compère, Fanny Handaux, Lolo Ferrari, Jean-Paul Dermont, Noël François, Claude Sémel. **Chinois Box** de Wayne Wang (Etats-Unis, 1 h 45), avec Gong Li, Jeremy Irons, Maggie Cheung, Michael Hui, Ruben Blades. **Droit dans le mur** de Pierre Richard (France, 1 h 35), avec Pierre Richard, Véronique Genest, Caroline Sihol, Daniel Russo, Daniel Prévost, Isabelle Candelier, Marius et Jeannette de Robert Guédiguian (France, 1 h 42), avec Ariane Ascaride, Gérard Meylan, Pascal Roberts, Jacques Boudet, Frédéric Bonnal, Jean-Pierre Darroussin. **Le Pacifique** de Mimi Leder (Etats-Unis, 2 h 04), avec George Clooney, Nicole Kidman, Marcel Iures, Alexander Baluev, Rene Medvesek, Gary Wertz. **Rien à perdre** de Steve Oedekerk (Etats-Unis, 1 h 38), avec Martin Lawrence, Tim Robbins, John C. McGinley, Giancarlo Esposito, Kelly Preston, Michael McKean. **La Trêve** de Francesco Rosi (France, Italie, Suisse, Allemagne, 1 h 55), avec John Turturro, Massimo Ghini, Rade Serbedzija, Teco Celio, Roberto Citron, Claudio Bisio. **Journal de Rivesaltes 1941-1942** de Jacqueline Veuve (France, 1 h 17).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615 LEMONOE ou tél : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Gérault, dessins et estampes dans les collections de l'ENSA. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Prés. Tél : 01-47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 25 novembre au 25 janvier. 30 F et 20 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures le dimanche. **Check-Up** d'Edward Bond, mise en scène de Carlo Brandt, Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. 19 heures, le mardi 25 novembre. Tél : 01-42-52-52. De 110 F à 160 F. **La Révolte** de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Agnès Sourdillon et Alain Ollivier. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Voltaire. 21 heures, le 25 novembre. Tél : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F. **La Pensée** d'après Léonide Andréev, mise en scène de François Kergoulay, avec Olivier Peigné. Théâtre Firmin-Gémier, place Firmin-Gémier, 92 Antony. 20 h 30, mardi 25. Tél : 01-46-66-02-74. 80 F et 110 F. **Ensemble orchestral de Paris** Mozart : Idomeneo re di Creta, musique de ballet. Strauss : Métamorphoses. Beethoven : Symphonie n° 3

« Héroïque ». John Nelson (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 heures, le 25. Tél : 01-45-61-53-00. De 60 F à 190 F. **Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam** Schubert : Symphonies n° 2 et 6, Arias. Robert Holl (baryton), Nikolaus Harnoncourt (direction). **Châtelet. Théâtre musical de Paris**, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 20 heures, le 25. Tél : 01-40-28-28-40. De 70 F à 295 F. **Philippe Bianconi (piano)** Haydn : Sonate pour piano. Schumann : Davidsbündler. Liszt : La Vierge d'Obermann, La Ricordanza, Méphisto-vals n° 1. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. 20 h 30, le 25. Tél : 01-49-53-05-07. De 75 F à 240 F. **Dominique Mermet (piano)** Œuvres de Chopin. **Boulogne-Billancourt (92). Centre culturel**, 22, rue de la Belle-Feuille. M^o Marcel-Sembat. 20 h 30, le 25. Tél : 01-47-12-77-95. De 80 F à 120 F. **Vanden Plas, Superior** Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^o Bastille. 19 heures, le 25. Tél : 01-47-00-57-53. De 90 F à 100 F. **Susana Rinaldi** **Petit Journal Montparnasse**, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^o Galté. 21 heures, le 25. Tél : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

REPORT
Trio Wanderer
Le violoniste du trio, Jean-Marc Phillips, s'étant cassé le poignet, le concert programmé le mercredi 26 novembre est annulé et reporté au jeudi 4 juin 1998.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. Tél : 01-49-53-05-07.

RÉSERVATIONS
240 secondes en enfer
de Christian Charpentier, mise en scène de François Berland, avec Christian Charpentier. Galté-Montparnasse, 26, rue de la Galté, Paris 14^e. M^o Edgar-Quinet. A partir du 1^{er} décembre. 22 heures du mercredi au samedi, le mardi 20 h 30, le lundi. Tél : 01-43-22-16-18. De 90 F à 130 F. Jusqu'au 30 mai.

Mémoires hors champ
d'Eugène Ourif, avec Eugène Ourif. Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véro, Paris 18^e. M^o Blanche. Le lundi 1^{er}, à 18 h 30. Tél : 01-42-62-59-49. Entrée libre sur réservation.

DERNIERS JOURS
28 novembre : Fabrice Luchini d'après des textes de Baudelaire, Céline, La Fontaine et Nietzsche. Galté-Montparnasse, 26, rue de la Galté, Paris 14^e. M^o Edgar-Quinet. Tél : 01-43-22-16-18. 20 h 30 du mardi au vendredi, 18 h 15 et 20 h 30 le samedi. 180 F. **28 novembre : Gorki-Tchekhov 1900** d'après Maxime Gorki et Anton Tchekhov, mise en scène de Georges Buisson, avec Mathias Mlekuz et Jean-Claude Panchenat. Artistik-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 h 30 les mardi et vendredi, 19 heures les mercredi et jeudi, 16 heures et 20 h 30 le samedi, 16 heures le dimanche. Tél : 01-43-56-38-32. 80 F et 150 F. (* Tarif réduit).

William Shakespeare

HAMLET

Mise en scène Robert Cantarella

18 novembre - 14 décembre

Théâtre de Gennevilliers 01 41 32 26 26

مركزاً من راصيل

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997 / 33

Première de soir

CHECK-UP

Edward Bond

avec la participation de Carlo Bacci

GUIDE

LES FILMS

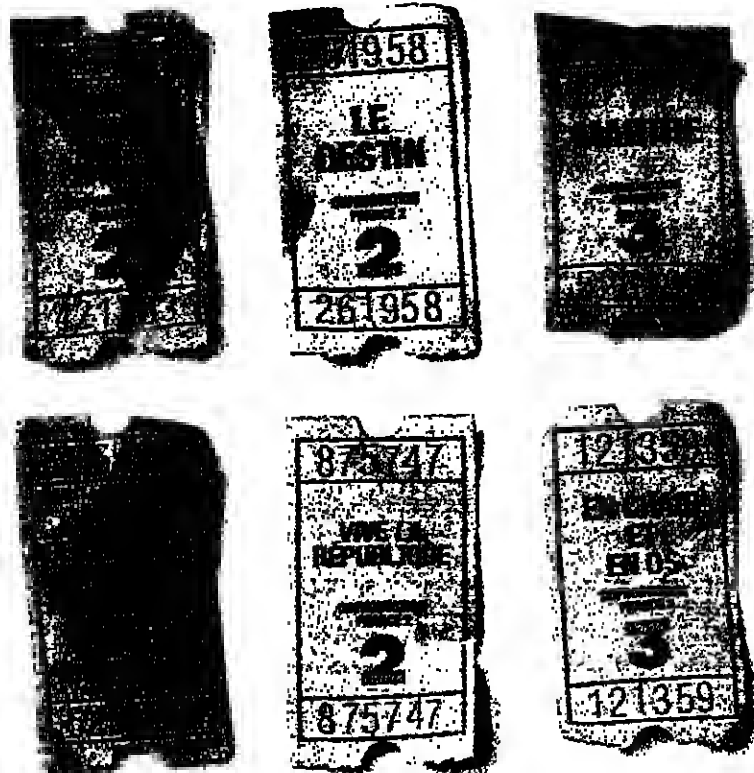
Le silence de la mer (1934) de Jean Delannoy. Un film de guerre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui se révolte contre son père, un officier de marine, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le silence de la mer (1934) de Jean Delannoy. Un film de guerre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui se révolte contre son père, un officier de marine, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le silence de la mer (1934) de Jean Delannoy. Un film de guerre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui se révolte contre son père, un officier de marine, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le silence de la mer (1934) de Jean Delannoy. Un film de guerre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui se révolte contre son père, un officier de marine, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le silence de la mer (1934) de Jean Delannoy. Un film de guerre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui se révolte contre son père, un officier de marine, pendant la Seconde Guerre mondiale.



Pour apprécier toutes les facettes
de France Télévision, il est parfois nécessaire
de s'éloigner un peu de son petit écran.

2
France Télévision
3

EN VUE

■ La Confédération française de la boucherie reproche aux journalistes d'utiliser trop souvent le terme de « boucher » pour qualifier les auteurs de crimes contre l'humanité, les tueurs en série ou les tyrans. « C'est blesser au passage toute une profession innocente », estime l'organisation, qui propose « cruel », « sanguinaire », « barbare », « féroce », « nu », « sauvage », « à la place de », « boucher », « et », « carnage », « tuerie », « massacre » ou « bécotage » de préférence à « boucherie ».

■ Ivan Gladyshev, 32 ans, vient d'être arrêté, à Moscou, pour le meurtre d'un résident originaire du Daghestan. M. Gladyshev, qui se trouvait en possession d'une arme de poing et de faux papiers, est député et vice-président de la commission de la Douma chargée de la lutte contre le crime organisé.

■ Les notaires des Pays-Bas lancent une campagne publicitaire pour inciter les homosexuels qui ont obtenu auprès de l'état civil un certificat de concubinage à confirmer leurs droits sur du papier timbré : « L'amour rend peut-être aveugle, mais le notaire garde l'œil ouvert pour vous ».

■ Les huit prostituées de la pension Karin, à Goes en Zélande, reverseront l'intégralité de leurs gains, vendredi 28 novembre, à la Fondation néerlandaise de lutte contre le sida (Aidsfonds). Mme Eversdijk, qui s'occupe personnellement « des casse-croûtes et des boissons pour ses filles et les messieurs », appelle les établissements similaires du pays à suivre son exemple. « L'ignorance combien elle gagneront ce jour-là. Cela dépendra des clients. Espérons qu'elles en auront beaucoup », conclut la tenancière.

■ Une princesse Diana et un Gianni Versace, en terre cuite, mesurant 18 centimètres, figurèrent, cette année, dans les crèches de Noël. Marco Ferrigno, sculpteur à Naples, sort également de son four des Mère Teresa de grand format – 35 centimètres –, habillées d'étoffe, avec des bras articulés en bois.

■ Les époux Butler après s'être ruinés en vain – des mères de substitution, des fécondations in vitro... – ont fini par s'adresser au Columbia Presbyterian Medical Center de New York, qui commercialise, à 2 750 dollars les cinq, des embryons au choix. Les Butlers, originaires d'Irlande, voulaient se procurer un bébé aux cheveux roux, aux yeux bleus, avec, si possible, des tâches de rousseur. L'hôpital, en rupture de stock, leur a fourni cinq nœuds « approchant » d'une brune italienne, fécondés par un homme d'ascendance russe et hongroise. Kathy attend des triplets.

Christian Colombani

L'autodiscipline des journalistes ivoiriens

Les principaux quotidiens d'Abidjan publient tous les quinze jours un encart dénonçant les manquements aux règles déontologiques de la profession

IL PARAÎT de temps à autre à Abidjan d'éphémères feuilles de chou qui tirent l'essentiel de leurs ressources des articles qu'elles ne publient pas. Les employés de ces « rédactions » prennent contact avec des personnalités et les avisent de leur intention de publier un article compromettant à leur sujet. A moins, bien sûr, qu'un arrangement amiable ne soit trouvé. La victime peut alors acheter la totalité du tirage ou simplement faire en sorte que l'article, souvent annoncé dans le dernier numéro paru

fréquent, un hebdomadaire promettait tous les détails du laborieux divorce d'un médecin, soit oublié au sommaire de la prochaine édition.

Ce racket par voie de presse est l'un des aspects les moins plaisants de la libéralisation entamée au début des années 90. Une libéralisation arrachée à un pouvoir réticent, qui n'a pas hésité, jusqu'en 1995, à envoyer les journalistes en prison.

Aujourd'hui encore, les nostalgiques du groupe de presse unique



LES JOURNALISTES IVOIRIENS. Ils ont choisi l'autodiscipline. Tous les quinze jours, la plupart des quotidiens d'Abidjan publient un encart. Y sont épinglés les articles qui ont enfreint un certain nombre de règles. Dans le dernier communiqué, *Fraternité* et *Le Quotidien* ont annoncé une « atteinte à la confraternité », *La Voie*, proche de l'opposition, a « incité à la révolte ». Cette liste d'infractions était précédée d'un avertissement à l'égard des auteurs de « chantage au papier à scandale ».

mettent en avant les errements de certains titres pour réclamer des textes plus répressifs. Pour parer à ces velléités auto-

ritaires, les journalistes ivoiriens ont choisi l'autodiscipline. Tous les quinze jours, la plupart des quotidiens d'Abidjan publient un encart. Y sont épinglés les articles qui ont enfreint un certain nombre de règles. Dans le dernier communiqué, *Fraternité* et *Le Quotidien* ont annoncé une « atteinte à la confraternité », *La Voie*, proche de l'opposition, a « incité à la révolte ». Cette liste d'infractions était précédée d'un avertissement à l'égard des auteurs de « chantage au papier à scandale ».

Créé en 1995, à la veille d'une élection présidentielle qui s'annonçait très mouvementée, l'Observatoire est l'émancipation de l'Union des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). On y trouve des représentants de toutes les grandes rédactions, journalistes et directeurs, ainsi que deux représentants de la société civile. Ces treize observateurs passent en revue la presse, dénonçant aussi bien les attaques entre confrères que les incitations au tribalisme ou à la xénophobie. Parfois, la qualité du travail journalistique est également mise en cause, lorsque *La Voie* publie le compte-rendu d'une conférence de presse qui n'a pas eu lieu, par exemple.

Cette autodiscipline peut ressembler parfois à de l'autocensure. Mais il s'agit, pour les responsables de l'UNJCI et de l'Olped, de soustraire la presse au pouvoir politique et à la répression, en attendant le vote d'une loi sur la presse annoncée depuis longtemps. A plusieurs reprises, explique Alfred Dan Moussa, président de l'Olped et rédacteur en chef à *Fraternité*, les interventions publiques, ou plus discrètes, de l'Observatoire ont évité la prison à des journalistes en mauvaise position.

Thomas Sotinel

DANS LA PRESSE

THE WALL STREET JOURNAL

■ Comment se fait-il qu'à la veille du XXI^e siècle le Parti communiste continue d'avoir un tel poids en France ? Une explication possible tient au respect nostalgique que les politiciens français éprouvent encore à l'égard des idées que ce parti a défendues. Même s'ils voient qu'un tel étatisme massif est inapplicable dans le monde d'aujourd'hui, ils n'entreprennent aucun effort pour expliquer aux électeurs à quel point la perspective d'un Etat égalisateur est à la fois économiquement irréalisable et moralement injustifiable. Tandis que les hommes politiques, dans le reste du monde, ont renoncé à ces illusions, la tendance de l'élite politique française est ainsi de sanctifier l'étatisme, lequel a maintenu une manière de vivre en vigueur dans la période d'après-guerre qui aurait dû être abandonnée il y a longtemps.

THE WASHINGTON POST

■ Le président Bill Clinton rencontre cette semaine ses homologues asiatiques dans une atmosphère proche de la crise. Ce qui avait commencé comme un mouvement de fuite devant la monnaie thaïlandaise s'est transformé en un choc financier qui menace les économies de la région depuis le Japon jusqu'à l'Indonésie. On a pu voir la semaine dernière la fièvre Corée du Sud supplier le Fonds monétaire international de lui accorder une aide d'urgence. Et tout cela se produit quelques mois seulement après que les experts ont tranquillement chanté les louanges des « miracles économiques » accomplis par les « dragons » asiatiques. Comment la situation a-t-elle pu tourner aussi mal aussi rapidement ? La propagation de la crise financière asiatique tient, évidemment, à la nouvelle et immense interconnexion de l'économie mondiale. Au pire,

les principales économies asiatiques, y compris celle du Japon, pourraient entrer dans une longue récession, ce qui aurait des conséquences pour la croissance économique à travers le monde. Mais ce noir scénario n'est pas inévitable. Lorsque les experts nous affirment, dans une telle période, que « les bases de l'économie sont saines », il est naturel de les écouter avec une certaine dose de scepticisme. Mais ces propos ne sont pas ridicules en ce qui concerne l'Asie.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN (Suisse)

■ Parce que, si l'on ose dire, les tigres et les dragons ont fait l'économie d'une réforme politique, tout affaire à leur développement exponentiel, leurs économies se découvrent des ratés, des obstacles, ou pire, des vides. Et désormais, les investisseurs, asia-

tiques ou occidentaux sont suspendus aux décisions fondamentales que doivent prendre les dirigeants de ces pays financièrement sinistrés pour réussir à sortir de la crise. Trente ans d'évolution politique sont à rattraper en quelques mois. Dur.

FRANCE INTER

■ Le débat sur l'opportunité du passage à l'euro n'est certes pas tout à fait clos. Il ne l'est pas dans l'opinion : un tiers des Français continue en effet à refuser l'idée d'une monnaie unique. Il ne l'est pas dans la sphère politique : Charles Pasqua au RPR brandit toujours le flambeau de la résistance. Chez les socialistes, le clivage entre majorité et minorité s'est fait à Brest sur ce sujet. Mais si le débat n'est pas clos, il est désormais dépassé. L'euro verra bel et bien le jour à l'an du 1^{er} janvier 1999.

www.dis.org

Un hacker américain a créé un musée en ligne des meilleurs piratages de sites web



SUR LA PAGE d'accueil entièrement noire, un sommaire austère, sans illustration ni formule de bienvenue. DisOrg est la vitrine sur le Web « des hackers de la région de San Francisco (...) et de leurs amis ». Techniquement, ce sont des pirates, mais ils prennent grand soin de se démarquer des vulgaires escrocs mus par l'appât du gain : le hacker « pur et dur » agit par défi, par goût du risque ou par conviction politique.

Sur ce vaste site collectif, chaque membre possède ses propres pages. Quelques-uns aspirent à se ranger et affichent leur CV pour trouver du travail, mais la plupart restent fidèles à leur image et proposent des fichiers allant du manifeste techno-anarchiste au mode d'emploi de logiciels d'attaque et d'interception.

La rubrique la plus spectaculaire est sans doute celle de Se7en, qui a constitué un musée en images des meilleurs détournements de sites web. Le nouveau jeu des hackers consiste à pénétrer dans un serveur pour remplacer le contenu du site visé par une parodie,

conçue pour amuser ou choquer les visiteurs. Se7en a réussi à se procurer une quarantaine de ces œuvres éphémères, qui d'ordinaire sont détruites aussitôt que la victime s'aperçoit du piratage.

Parmi les cibles de prédilection, les institutions-symboles de la puissance de l'Amérique,

comme le département de la justice, devenu pour quelques heures « département de l'injustice », ou la CIA, qui s'est réveillée un matin avec un site orné de slogans en suédois et doté de liens avec des sites érotiques. Les Américains ne sont pas les seuls visés : Se7en affiche le site du

gouvernement indonésien détourné par des partisans de l'indépendance de Timor-Orientale.

Autres victimes, les sites promotionnels de sociétés informatiques qui vantent la qualité de leurs systèmes sécurisés et l'inviolabilité de leurs serveurs... A noter aussi le site d'un marchand de manteaux de fourrure piraté par des défenseurs des animaux, ou, plus énigmatique, celui d'Amnesty International décoré par une image de bébé fumant une cigarette.

Certains hackers, plus ludiques, s'attaquent aux sites des films d'Hollywood, comme *Lost World* où les dinosaures ont été remplacés par des canards. D'autres encore semblent frapper au hasard. Victimes de l'acte gratuit, ils affichent leurs proclamations de victoire où bon leur semble, et inscrivent des graffiti inquiétants : « Vous êtes à notre merci. Nous connaissons vos peurs, car nous les créons pour vous ».

Yves Esdaes

SUR LA TOILE

ETATS-UNIS : TRANSPARENCE

■ En affichant un de ses rapports sur Internet, la commission de la Chambre des représentants sur la réforme du gouvernement a divulgué par mégarde le numéro de fax privé du président Clinton. La Maison Blanche, qui a émis une protestation officielle, a aussitôt fait changer le numéro.

CYBER-GUERRILLA TRANSATLANTIQUE

■ M. Anselmo del Moral, chef de l'unité des délits informatiques de la garde civile espagnole, a lancé un appel pour encourager les internautes à « saturer et détruire » les sites Internet de l'organisation séparatiste basque ETA hébergés par des serveurs étrangers. Les autorités et les médias espagnols avaient déjà lancé une campagne similaire en juillet, qui avait abouti à la fermeture temporaire du site du magazine basque *Euskal Herria*, hébergé par le serveur de l'association américaine ICC. L'opération s'était cependant retournée contre ses instigateurs, car des serveurs universitaires et militants américains, britanniques, néerlandais et argentins avaient créé des sites-miroirs d'*Euskal Herria*, qui bénéficia ainsi d'une diffusion élargie.

Vive la monarchie !

par Alain Rollat

VOTRE MAJESTÉ, j'ai l'honneur de vous apporter une bonne nouvelle : au vu du face-à-face qui a opposé, lundi soir, en direct de la salle du Jeu de paume, sous les caméras de France 2, le citoyen Chevènement et le citoyen Sarkozy, il est peu probable que votre tête tombe un jour sous le couperet de la machine du docteur Guilloin.

Ce fut, certes, un débat de haute polémique, parfaitement maîtrisé par deux orateurs de talent dont la courtoisie n'eut d'égale que la férocité. Leurs échanges de gracieusetés furent les délices des gazetiers comme aux plus beaux jours de la salle des Menus-Plaisirs, la bien nommée d'où vous fîtes naguère démenter la Constituante pour cette salle du Jeu de paume : « Vous retardez... Vous omelez le cirque... Votre effronterie est bien connue... Vous pratiquez une générosité de quatre sous... Vous ne monquez pas d'air... Vous excitez

les passions mauvaises... Votre thèse est ridicule... Vous êtes sympathique mais de mauvaise foi... » Etc.

L'authenticité de ce dialogue tranchait avec la langue de bois qui caractérise d'habitude les représentants du peuple enclins à « cette manie irréfrénable de parler sans écouter qui fait que tous parlent à la fois et que personne n'entend », selon le mot du citoyen Volney, délégué du Tiers Etat angevin. Mais la question des immigrés, qui hante le royaume, a-t-elle été tranchée ? Le sourire affiché en coulisses par le ci-devant Miegret en disant long : « J'ai l'impression d'être à Byzance » avant l'effondrement de l'Empire...

Voilà pourquoi, Votre Majesté, il me semble opportun que vous passiez à l'action révolutionnaire en rappelant à ces messieurs deux des articles de loi rédigés avant votre emprisonnement : « Sont citoyens français : ceux

qui sont nés en France d'un père français ; ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume ; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique ; enfin, ceux qui, nés en pays étranger, et descendant, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France... » « Ceux qui, nés hors du royaume de parents étrangers, résident en France, deviennent citoyens français, après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils y ont, en outre, acquis des immeubles ou épousé une Française, ou formé un établissement d'agriculture ou de commerce, et s'ils ont prêté le serment civique... » Ainsi, au vu de ces extraits de la Constitution du 3 septembre 1791 nul ne pourra plus prétendre que Louis XVI n'était pas de gauche...

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

M. ☐ Mme ☐ Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN 2085F 2960F

6 mois 1123F 1560F

3 mois 572F 790F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex

مركزا من راحل

RADIO-TELEVISION

LE MONDE / MERCREDI 26 NOVEMBRE 1997 / 35

MARDI 25 NOVEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 Romulus et Rémus ■ De Sergio Corbucci (France, 1961, 120 min.) Histoire	20.35 Notre-Dame de Paris ■ De Jean Delannoy (France, 1956, 125 min.) TMC	23.05 Nouvelle-Orléans ■ D'Arthur Lubin (Etats-Unis, 1947, N., 105 min.) Muzik
19.00 La Maison du Maltais ■ De Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min.) Ciné Cinéma	20.35 Working Girl ■ De M. Nichols (Etats-Unis, 1988, 115 min.) TSR	23.45 Vengeance froide ■ De Phil Joanou (Etats-Unis, 1995, v.o., 120 min.) Canal +
20.10 Olympe ■ De Mario Camerini (Italie, 1954, 100 min.) Disney Channel	20.50 Rasta Rockett ■ De Jon Turteltaub (Etats-Unis, 1993, 105 min.) TF 1	23.55 Mr. North ■ De Danny Huston (Etats-Unis, 1988, 90 min.) Ciné Cinéma
20.30 L'Éternel Retour ■ De Jean Delannoy (France, 1961, N., 115 min.) Ciné Cinéma	22.00 Neil ■ De Michael Apted (Etats-Unis, 1994, v.o., 115 min.) Ciné Cinéma	0.00 A Canterbury Tale ■ De Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1944, N., v.o., 125 min.) Ciné Cinéma
20.30 Le Lieu du crime ■ D'André Téchiné (France, 1985, 90 min.) Ciné Cinéma	22.25 Courrier sud ■ De Pierre Billon (France, 1937, N., 95 min.) Ciné Cinéma	1.00 Les Chiens ■ D'Alain Jessua (France, 1978, 95 min.) RTL 9
20.30 Brammigan ■ De D. Hickox (GB, 1974, 120 min.) RTL 9	22.30 Esquimaux ■ D'Atom Egoyan (Canada, 1994, v.o., 105 min.) Paris Première	

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS 22.00 Spécial procès Papon. Invités : Denis Peschanski, René Rémond. Histoire	20.05 Le Volontaire du futur : Pierre Boulez. Muzik	1.55 Basket-ball NBA. Miami Heat - Los Angeles Lakers. Canal +
MAGAZINES 18.00 Stars en stock. Rock Hudson. Paris Première	20.35 La Royal Air Force. (80) Réaction rapide. Le Transport Command. Planète	MUSIQUE 20.45 Festival international de musiques sacrées de Fes 1996. France Suprême
21.15 Les Années belges. La Régence : Septembre 1944 - Juillet 1950. RTBF 1	20.45 La Vie en face. Arte	21.00 Boulez au Festival de Salzbourg. Muzik
22.15 Télécinéma. 22.35 Y a pas photo ! Invités : Philippe Candeloro, Les Natives, Raphaël Dineen. TF 1	21.30 On n'est pas sérieux quand on a 17 ans. Planète	0.50 Jazz 625 : Joe Turner, Jazz from Kansas City 1965. Muzik
22.35 Bouillon de culture. Poétiques de demain. Invités : Philippe Alexandre, Édouard Belloc, Jack Lang, Anne Sinclair. TV 5	21.40 et 22.35, 22.45, 23.40, 0.25, 0.40 L'Homme sur son île. Arte	TELEFILMS 20.30 Talleyrand ou les liens de la revanche. De Vincent de Buns. Festival
22.40 S.O.S. Invités : Dominique Buchini, Jacques Chibot. TMC	22.10 Port d'attache. Arte	22.10 Capitaine James Cook. De Gordon Clark (34). Festival
23.00 De l'actualité à l'histoire. Les sociétés à l'épreuve du pouvoir. L'histoire de Romano Prodi. Histoire	22.25 Une femme résistante. (1/2). Avec Marguerite Conon. Planète	23.00 Le Lit des mensonges. De William A. Graham. M 6
23.30 La Preuve par trois. Travailler autrement. Télétravail. Temps partagé : des cadres au service de plusieurs entreprises. La vente à domicile. France 3	23.15 Leonardo Sciascia. Planète	SÉRIES 20.55 Guerres privées. Le rangon de la gloire. Nouvelle cuisine. Téva
0.35 Les Grands Entretiens du Cercle. Invité : Simone Veil. France 2	23.35 La Force au poignet. TSR	21.30 Twin Peaks. Série Club
DOCUMENTAIRES 18.25 Le Mystère Lee Harvey Oswald. Planète	0.00 La Grande île, URSS-USA. (2/6) 1938 - 1945 : La grande alliance. Histoire	21.45 Minimal. Episode pilote. M 6
19.15 Les Chevaliers. Et c'est la mort. Planète	0.05 Révéries d'un promeneur solitaire. Planète	22.45 Angela, 15 ans. Vous dansez, Monsieur ? (v.o.). Canal Jimmy
	0.10 Femmes dans le monde. Téva	23.00 Nos meilleures années. Téva
	SPORTS EN DIRECT 18.45 Football. Coupe de l'UEFA (Huitièmes de finale aller). Thème (Pays-Bas) - Azerbaïdjan. 20.45 Strasbourg - Inter Milan. Canal +	23.05 Babylon 5. Canal +
	20.30 Football. Coupe de l'UEFA (Huitièmes de finale aller). Osasuna - Real Madrid (Esp.). Eurosport	23.35 Star Trek : la nouvelle génération. Observateurs observés (v.o.). Canal Jimmy
		1.50 Bottom. Holy (v.o.). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

3.30 Le Cercle rouge ■ De Jean-Pierre Melville (France, 1970, 120 min.) TV 5	18.25 Un homme sans importance ■ De Suri Krishnamma (GB, 1994, v.o., 95 min.) Ciné Cinéma	22.35 Juge et hors-la-loi ■ De J. Huston (EU, 1972, 110 min.) RTL 9
4.00 A Canterbury Tale ■ De Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1944, N., v.o., 125 min.) Ciné Cinéma	18.55 Billy le Kid ■ De Michael Powell (Etats-Unis, 1930, N., v.o., 95 min.) Ciné Cinéma	22.35 L'Argent des autres ■ De Christian de Chalonge (France, 1978, 110 min.) TMC
5.05 Viva Las Vegas ■ De Roy Neel (Etats-Unis, 1956, 110 min.) France Suprême	20.30 Un si doux visage ■ D'Ozzy Peringer (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 95 min.) Ciné Cinéma	22.50 Breaking the Waves ■ De Lars Von Trier (Danemark, 1996, v.o., 149 min.) Canal +
6.05 La Maison du Maltais ■ De Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min.) Ciné Cinéma	20.30 Serial Mother ■ De John Waters (Etats-Unis, 1994, 95 min.) Ciné Cinéma	23.35 Stanley et Livingston ■ De Larry Forst (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 105 min.) Ciné Cinéma
5.45 My Left Foot ■ De Jim Sheridan (Grande-Bretagne, 1989, 100 min.) Ciné Cinéma	21.00 Moonlight et Valentino ■ De David Anspaugh (Etats-Unis, 1996, 112 min.) Canal +	0.25 Toni ■ De Henri-Georges Clouzot (France, 1934, N., 105 min.) RTL 9
7.00 Romulus et Rémus ■ De Sergio Corbucci et Franco Giraldi (Italie, 1961, 120 min.) Histoire	21.15 Chicago Blues ■ De J. Chazotte (EU, 1995, 95 min.) RTBF 1	1.20 Courrier sud ■ De Pierre Billon (France, 1937, N., 95 min.) Ciné Cinéma
7.30 Thru ■ De Steven Lisberger (Etats-Unis, 1982, 95 min.) Disney Channel	22.05 Australia ■ De Jean-Jacques Andrien (Fr. - Bel., 1989, 115 min.) Ciné Cinéma	2.30 Le Programme ■ De David S. Ward (Etats-Unis, 1993, v.o., 110 min.) Ciné Cinéma
	22.30 Argentine Lupa detective ■ D'Hernán Olamendi-Bergier (France, 1937, N., 105 min.) Festival	3.50 Mouz et moi ■ De Patrick Grandperret (France, 1989, 95 min.) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES 0.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième	23.15 Un siècle d'écrivains. Rolf Dahl. France 3	20.00 Mandelstam Quartet. Muzik
35 Parole d'Expert. France 3	0.25 Le Cercle des métiers. Les métiers qui exploitent le passé. France 2	21.35 Mozart Piano Quartet. Concert. France Suprême
30 Business humanum est. Médecins sans frontières. Abkhazie (2/2). La Cinquième	0.35 Le Canal du savoir. L'écrit, un parcours d'exception. Paris Première	21.55 Musica. The Royal Progress, opéra de Stravinsky, diffusé en simultané sur France-Musique. Arte
00 Envoyé spécial. Les années 90. Sylvie Vartan le retour. Pigeon, le père. L'école de l'espion. Histoire	DOCUMENTAIRES 18.00 Chasseurs de trésors. (1/2) Le trésor du général Yamashita. France 3	21.55 Black Sessions. Paris Première
05 Saga-Cités. Zéba. France 3	18.00 La Nouvelle Ere glaciale. Planète	23.35 Festival international de musiques sacrées de Fes 1996. France Suprême
10 A bout portant. Alan Siveit. Paris Première	18.00 Jazz Collection. Bernard Lubat. Muzik	0.10 Le Secret de Suzanne. Téva
00 Stars en stock. Barbara Streisand. Errol Flynn. Paris Première	19.00 Opus. Les Trois Dernières Sonates de Schubert. Muzik	0.30 Concert pour l'Europe. France Suprême
30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Bill Wyman, Jacques Laurent, Poulenc, Jeanne Gravelles et Sylvie Vartan. Kim Rossi-Stuart. Blood Hound Gang. Canal +	19.15 Julien et les autres. Planète	1.00 Sing, Sing, Sing. Montreux 95. Concert. Muzik
00 De l'actualité à l'histoire. Les sociétés à l'épreuve du pouvoir. L'histoire de Romano Prodi. Histoire	20.00 Wild Wild World of Animals. Armes de fourmis. Planète	TELEFILMS 18.00 La Légende d'Alisea. De Pierre Marnette. Téva
00 Faut pas rêver. Sri Lanka : L'histoire des sommets. France : Les hortonnages. Pologne : Le village de bois. TV 5	20.55 Femmes dans le monde. Une femme en danger. Portrait de Benoit Shomo. Téva	18.30 La Petite Maman. De Pierre Marnette. Festival
10 Strip-tease. Voyage en Italie. Affaires et repas. René l'Africain. Amnésies de cirque I. RTBF 1	22.00 L'Histoire oubliée. (1/6). Les traillieux sénégalais. Histoire	20.30 Les Brigades de la mort. De Carlos Benpar. Festival
45 Les Mercredis de l'Histoire. L'Albanie d'Enver Hoxha. Arte	22.45 On n'est pas sérieux quand on a 17 ans. Planète	20.30 Les Liens du mariage. De Larry Forst. RTL 9
45 Des racines et des ailes. L'ADN. La dyslexie en France. EU. Des femmes dans la milice. France 3	22.55 Etienne Daho. Paris Première	20.50 et 22.50 Unis pour le pire. A De Jeff Bricker (1 et 2). M 6
00 L'Hédo. Rencontre du 3 ^e type. Les émeutes à Bruxelles. TV 5	23.40 Racket à Hollywood. TSR	20.55 Parents modèles. De Jacques Fansten. France 2
30 Envoyé spécial. Les années 90. L'affaire Farwell. Les décharges publiques. Histoire	23.40 Une femme résistante. (1/2). Avec Marguerite Conon. Planète	SÉRIES 17.00 et 23.00 Nos meilleures années. Téva
10 Paris modes. Alexander McQueen. Paris Première	0.35 Leonardo Sciascia. Une vérité née en Sicile. Planète	18.05 Sliders, les mondes parallèles. Les difficultés. M 6
15 Comment ça va ? La disaïe / Au cœur de la greffe. En amour : le don d'organes. La vie après la greffe. L'actualité médicale : l'infectus, une course contre la mort. Comment ça marche ? Les battements cardiaques : Le cœur est un muscle. TV 5	SPORTS EN DIRECT 20.35 Football. Ligue des champions (5 ^e journée). IFK Göteborg (Sue) - Paris-SG. TF 1	18.10 Friends. Celui qui avait pris un coup sur la tête. France 2
10 La Vie à l'Étudiant. Stars d'un soir au karaoké. France 2	MUSIQUE 18.00 Vendetta Nacht opus 4. D'Arnold Schönberg. France Suprême	19.00 Sentinel. Les funambules. M 6
	18.30 Golabek - Jankiewicz. Concert. France Suprême	19.05 Walker, Texas Ranger. TF 1
		20.25 Star Trek : la nouvelle génération. Observateurs observés (v.o.). Canal Jimmy
		20.35 Paparoff. Paparoff se dédouble. TMC
		22.15 Schimmi. Mon père le brigand. Série Club
		22.15 Une fille à scandales. Nora's Sister (v.o.). Canal Jimmy
		22.40 Spin City. La roue tourne (v.o.). Canal Jimmy
		23.35 Bottom. Parodie (v.o.). Canal Jimmy
		0.05 New York Police Blues. Fancy monte au créneau (v.o.). Canal Jimmy
		0.50 New York District. Maquillage. France 3

NOTIFICATION DES SYMBOLES :
■ Ignoré dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classiques.
■ Monde public chaque semaine, dans son supplément, date dimanche-jour, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision à l'heure d'été.
■ ou-tirage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :
■ Accord parental souhaitable.
■ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
■ Public adulte.
■ Interdit aux moins de 16 ans.
■ Monde public chaque semaine, dans son supplément, date dimanche-jour, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision à l'heure d'été.

NOTRE CHOIX

● 20.30 Ciné Cinéma
Le Lieu du crime
Dans le sud-ouest de la France, un enfant de quatorze ans, très imaginaire, raconte un jeune délinquant en cavale, qui lui sauve la vie. La mère du garçon s'empare du voyou, quitte à y perdre sa respectabilité. Le scénario part dans plusieurs directions, ce qui donne un certain flou au film. Mais on retrouve le romanesque de la passion qui, chez Téchiné, pousse les personnages au bout d'eux-mêmes. Et la réalisation monte au paroxysme des sentiments et des désirs. Très forte interprétation. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.05 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. Résultats des courses.
20.50 Rasta Rockett ■
Film de Jon Turteltaub.
22.35 Y a pas photo !
0.05 Le docteur même l'enquête.
1.00 Lumières sur un massacre.
1.05 TFI nuit. Météo.
1.15 Reportages.
Chronique d'une tempête annoncée.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.55 An nom du sport.
20.00 Journal. A cheval, Météo.
20.55 Soirée tout sport.
Film de Gérard Jugnot.
22.35 Lumières sur un massacre.
22.40 Du livre, des livres.
22.45 Plus de vacances pour les Bleus.
Film de Herbert Ross.
0.10 En fin de compte.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Les Grands Entretiens du Cercle.
Invité : Simone Veil.

FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 20.45 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Questions pour un champion.
Emission spéciale junior.
22.55 Soir 3.
23.20 La Preuve par trois.
Travailler autrement.
0.20 Magazine olympique.
0.50 Rencontres à XV.
1.15 New York District.

CANAL +

► En clair jusqu'à 18.45
18.25 Lumières sur un massacre.
18.30 Football.
Coupe de l'UEFA (8^e de finale aller).
18.45 Twente (Pays-Bas) - Auxerre.
20.45 Strasbourg - Inter Milan.
23.00 Flash Infos.
23.05 Babylon 5.

23.45 Vengeance froide ■

Film de Phil Joanou (v.o.).

ARTE

19.00 The Monkees.
19.25 et 1.00 Les Secrets du Nil.
19.30 7/12.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face.
La place d'une mère.
21.35 Soirée thématique.
Un diable en paradis : Tomi Ungerer.
21.40 et 22.35, 22.45, 23.40, 0.25, 0.40 L'Homme sur son île.
22.10 Port d'attache.
22.40 Les Trois Brigades.
23.35 Le Chapeau volant.
0.10 Thémis à ressort.
0.50 Jean de la Lune.
1.05 Dernière tournée.

M 6

19.00 Sentinel.
19.54 6 minutes. Météo.
20.05 Notre belle famille.
20.40 Décrochages info. E = M 6 junior.
20.55 Les Piégeois du mardi.
21.45 Minimal. Episode pilote.
23.00 Le Lit des mensonges.
Téléfilm A de William A. Graham.
0.50 Capital.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.50 Agora. Claude Delaune.
21.00 Poésie studio.
Racine André Du Bouchet.
22.10 Mairiaux genres.
22.30 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert.
En direct, par Ghymer, Vujicic et l'ensemble vocal Carou de Berra.
22.30 Musique phare.
Œuvres de Radulescu, Andriessen.
23.47 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 P. Les Soirées.
Delaune et la musique.
22.30 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Rossini, Bellini, Paganini, von Weber, Chopin, Berlioz.

MERCREDI 26 NOVEMBRE

NOTRE CHOIX

● 19.15 Planète
Julien et les autres
La toxicomanie en face...

IL S'APPELLE JULIEN. A trente-huit ans, il a passé une grande partie de sa vie dans la toxicomanie et la galère. Pendant vingt ans, il a connu la prison pour cambriolage et vol à main armée. Grâce à son courage et au soutien de quelques personnes bienveillantes, Julien a réussi à s'extirper de cet enfer. Aujourd'hui il est moniteur-éducateur à l'Association EGO (Espoir Goutte d'Or) dans le dix-huitième arrondissement de Paris et s'occupe lui-même, dans la rue, de la prévention en allant à la rencontre des toxicomanes. Son histoire et son témoignage servent de fil rouge au documentaire de Gérard Vignaux Julien et les autres dans lequel interviennent médecins et spécialistes de la toxicomanie des centres Castin et La Terrasse.

« Ce documentaire a une fonction d'information, de sensibilisation et de prévention, explique Gérard Vignaux. Le témoignage de Julien nous permet de suivre la trajectoire des usagers de drogues dures et d'engager une approche nouvelle et plus réaliste de ce problème. » En suivant le parcours, le travail et la réflexion de Julien sur le terrain, le réalisateur évite les clichés. Sa démarche permet au contraire de faire un constat très concret sur le fléau de la drogue et de montrer le rôle essentiel des associations, des travailleurs sociaux et du corps médical dans la suivi, la réinsertion - voire l'insertion - de personnes totalement marginalisées depuis toujours, comme le souligne l'« uo d'eux. On y entend aussi des utilisateurs de produits de substitution témoigner de leur vie sociale retrouvée.

Commenté par Julien lui-même, ce film montre bien que le dialogue est le plus souvent la meilleure approche du problème. Les mots retrouvent leur vraie valeur et leur sens. Comment parler ? Comment agir ? Du toxicomane au médecin en passant par les bénévoles des centres associatifs, chacun apporte sa réponse de manière pédagogique. Ce qui traduit l'un d'entre eux en affirmant : « Chacun détient une partie de la solution mais il faut chercher ensemble pour la trouver. »

Daniel Psenmy

★ Autres diffusions : jeudi 27, 20.35 ; vendredi 28, 1.05 ; samedi 29, 9.00 ; dimanche 30, 23.20.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.50 Les Faux de l'Amour.
14.40 TFI jeunesse.
17.05 Savamab...
18.00 Les Années fac.
18.30 All Baba.
19.05 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.30 Météo.
20.00 Journal. Résultats des courses.
20.35 Football.
Ligue des champions.
IFK Göteborg - PSG.
22.40 Les liens forts des autres rencontres.
0.20 Mhuni sport.
0.50 Lumières sur un massacre.
0.55 TFI nuit. Météo.
1.10 Histoires naturelles.

FRANCE 2

13.55 et 15.00 Derrick.
16.00 Tléac.
16.15 La Chance aux chansons.
17.10 Des chiffres et des lettres.
17.40 Un livre, des livres.
17.45 Chair de poule.
18.10 Friends.
18.45 Qui est qui ?
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 et 1.50 C'est l'heure.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 An nom du sport.
20.00 Journal. A cheval, Météo.
20.55 Parents modèles.
Téléfilm de Jacques Fansten.
22.45 Lumières sur un massacre.
22.50 La Vie à l'Étudiant.
0.00 En fin de compte.
0.10 Journal, Météo.
0.25 Le Cercle des métiers.
Les métiers qui exploitent le passé.

FRANCE 3

13.55 Parole d'Expert.
14.20 Un savoir...
14.58 Questions au gouvernement.
16.05 Saga-Cités.
16.40 Mhuni sport.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.02 et 22.40 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomage.
20.50 Des racines et des ailes.
L'ADN. La dyslexie en France.
Etats-Unis : Des femmes dans la milice.
22.50 Soir 3.
23.15 Un siècle d'écrivains.
Rolf Dahl.
0.05 Cinéma étoiles.
0.30 Vivre avec...
0.50 New York District.
1.35 Tous sur orbite.
1.40 Musique graffiti.

CANAL +

13.55 Oasis.
14.25 C + Cléo.
16.15 Surprises.
16.20 Charlie et le fantôme.
Téléfilm d'Anthony Edwards.
17.45 Les Oiseaux du tonnerre.
► En clair jusqu'à 21.00
18.15 Cyberflash.
18.25 Lumières sur un massacre.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invités : Bill Wyman, Jacques et Laurent Poulenc.

20.30 Le Journal du cinéma.

21.00 Moonlight et Valentino ■
Film de David Anspaugh.
22.40 Flash Infos.
22.50 Breaking the Waves ■
Film de Lars Von Trier (v.o.).

1.20 Les Windows

Vue privée à la cour d'Angleterre.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi.
14.00 Plans de vol.
14.30 Business humanum est.
Médecins sans frontières (2/2).
16.30 L'Enfance des ados.
17.00 Cello.
17.30 Au cœur d'Okanagan.
17.55 Le journal du temps.
18.00 Chasseurs de trésors.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 The Monkees.
19.25 et 1.20 Les Secrets du Nil.
19.30 7/12.
Les ultra-nationalistes autrichiens contre l'euro.
20.00 Wild Wild World of Animals.
20.25 Sous le ciel de Paris.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
L'Albanie d'Enver Hoxha.
21.45 Musica.
The Royal Progress, opéra de Stravinsky, diffusé en simultané sur France-Musique.
0.40 Lost in Music.
Deep into Dub.
1.40 L'Aventure humaine.
Néron, la légende d'un monstre.

M 6

13.05 M 6 Kid.
16.30 Des clips et des bulles.
16.50 Fan de spécial Spice Girls.
17.15 Fanquizz.
18.05 Sliders, les mondes parallèles.
19.00 Sentinel.
19.54 6 minutes. Météo.
20.05 Notre belle famille.
20.35 Décrochages info. Elément Terre.
20.50 Unis pour le pire.
Téléfilm A de Jeff Bricker (1 et 2).
0.15 Secrets de femme. D.
0.50 Sexy Zap.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique.
20.30 Agora. Jean Lacoste.
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. Théâtre-porno : L'Amour-Paul (2/2).
22.30 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.35 Schae juvénile.
19.30 Préfide.
20.00 Concert.
Œuvres Campra, Rameau, von Cluck, Kraus.
21.40 Concert.
The Royal Progress, opéra de Stravinsky, diffusé en simultané sur Arte.

RADIO-CLASSIQUE

18.30 Le Magazine de Radio-Classique.
19.30 Classique affranchi-soir.
20.40 Les Soirées.
Œuvres de Schubert, Brahms, R. Schumann.
21.50 Les Soirées... (suite).
Général : opéra de R. Schumann.

Vocables

par Pierre Georges

L'HONORABLE corporation n'est plus. Et elle le dit. Dans un communiqué, la Confédération française des bouchers-charcutiers s'insurge du sort réservé, dans le langage populaire et médiatique, à leur estimable métier. « D'Alger à Louxor, les massacres, fusillades, égorgements qui surgissent dans l'actualité sont couramment qualifiés de l'appellation "boucherie". Et leurs auteurs de "bouchers". »

Ce n'est plus possible. Les bouchers-charcutiers, comme les agents, sont de braves gens. « Le boucher, ajoute le communiqué, distribue la viande que l'on partage en même temps que le vin et le pain. Notre rôle évoque la paix et la fraternité. Il n'y a rien d'un bourreau ou d'un tortionnaire. »

Pitié pour les bouchers, donc ! Et pour les bouchères, qui d'ont pas nécessairement épousé des monstres. Ils ne méritent pas cela, ni cette comparaison, ni ce déshonneur. Paix et fraternité !

Is ne sont pas, hélas, les seuls à souffrir, par assimilation linguistique et par métaphore, d'un opprobre ou d'une moquerie que leur métier ne mérite point. Car c'est ainsi. La langue fourmille d'expressions qui portent atteinte à l'honneur et à la considération.

Sans trop y réfléchir, et comme cela vient sous la plume, tenons d'abord pour nulles et non avenues certaines expressions d'un usage répété. Le « con comme un balai » n'insulte pas les balayeurs. Pas plus que le « saoul comme un pot » ne disqualifie le potier. Ou que le « bête comme un coucou sans manche » n'agresse le coucoulier.

Plus grave est le discrédit, ou le soupçon, pesant, sans trêve ni répit, sur le dévotiste. « Menteur comme un arracheur de dents ».

Qui o'a, un jour ou l'autre, usé de cette expression ? Ou de sa variante, nettement antilexicale, « menteur comme un curé » ? Pourtant, rien d'indigne que les premiers, sauf par d'anesthésiantes promesses, ou les seconds, par un large crédit d'indulgence, mentent plus que quiconque.

Prenons le plus vieux métier du monde, ou supposé tel. Pourquoi ce « langue de pute » qui revient sans arrêt pour qualifier tous ceux, et ils sont légions, qui prennent un infini plaisir à des propos viciés ? Prenons le métier des armes et son fameux « odjudont ». Pas un cheffaillo, un chef de rayon qui, dans le civil, n'ait été un jour traité d'« odjudont » de quartier ou de « juteux » bête, imbibé et méchant. C'est pourtant toute une corporation qu'on insulte, là, Monsieur !

Même les métiers morts ou en voie d'extinction se survivent à eux-mêmes. « Jurer comme un chorrelier », par exemple. Il y a beau temps que lesdits chorreliers d'abreuvent plus leurs bêtes d'insultes ou de blasphèmes pas. Il n'empêche. Ils restent une valeur sûre. Tout comme les concierges, quand chacun et chacune s'entend traiter de « vraie concierge ».

Tout comme les laitiers qui volent célébrer par d'autres, et pour des entreprises moins louables, la fameuse « heure du laitier ». Tout comme les maquignons promus ou « moquignonnage politique ». Ou tout comme les journalistes. Traîlés au choix, de « baveux », « fouille-merde », « chiens », « scribouillards », « babillards », « bobardiers », « pisse-copie », « folliculaires », « journaux », « échotiers », « gazetiers ». Et même, même, de « vous les médias ». Pour dire combien on les honore !

Le débat sur la « pastille verte » n'est pas tranché à Matignon

LA « PASTILLE VERTE », dont Dominique Voynet, ministre de l'environnement, a annoncé le principe le 8 octobre et dont les modalités d'utilisation auraient dû être rendues publiques fin octobre, était, mardi matin 25 novembre, toujours en gestation, mystérieuse sinon douloureuse, après deux réunions interministérielles depuis l'été sur les problèmes de pollution atmosphérique.

Prévue comme imminente depuis plusieurs semaines, l'annonce de la « pastille verte » ne devrait en tout cas pas revêtir la forme d'une communication en conseil des ministres mercredi. En revanche, après le conseil, la ministre pourrait présenter les grandes lignes du dispositif lors de sa conférence de presse sur le plan français contre l'effet de serre, à condition que Lionel Jospin ait tranché. Mardi, en fin de matinée, on indiquait à Matignon que l'arbitrage du premier ministre n'était pas rendu et que la note d'arbitrage n'était « même pas tapée ».

Une fois cet arbitrage rendu et annoncé, il faudrait encore rédiger et publier un décret qui, en tout état de cause, ne figurerait pas dans la catégorie des décrets pris en conseil des ministres. Autour de l'idée de « pastille verte », schématiquement, trois systèmes sont envisageables : le choix d'un système mêlant la pastille et la cir-

culatioo alternée ; celui d'un système de deux pastilles, une verte pour les jours de « très forte » pollution (niveau 3), une orange (ou vert pâle) pour les pollutions de niveau 2 ; le choix d'une « pastille verte » pour les pollutions de niveau 3 et un contrôle technique, devenu plus sévère ou plus fréquent, pour circuler les jours de niveau 2.

DIFFÉRENCIATION RETENUE

Seule certitude : la différenciation des dispositifs selon les niveaux 2 et 3 semble devoir être retenue. Les mesures choisies devraient aussi favoriser une moindre pollution, au quotidien, de l'ensemble du parc de véhicules. L'un des points délicats est le diesel : le ministère de l'environnement plaide pour que seuls les véhicules équipés de pots catalytiques depuis le 1^{er} janvier 1997 puissent circuler en cas de niveau 3. Du côté du ministère des transports, on fait valoir que la sélection des véhicules ne peut pas se faire « par l'argent ». « D'un côté les gens aisés qui disposent de voitures récentes et bien entretenues, de l'autre les moins favorisés condamnés à laisser leur vieille bagnole à chaque pic, ce n'est évidemment pas acceptable », observe un conseiller du ministre. Et attendu, on y plaide pour la vérité, basée sur des contrôles techniques obligatoires plus fréquents.

Les syndicats de retraités organisent plusieurs manifestations nationales

Les revendications des « seniors » (11 millions de personnes) portent sur leur niveau de vie

À L'APPEL de quatre unions confédérales de retraités (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC), rejointes pour la première fois par l'union des retraités de Force ouvrière, des rassemblements devant les préfectures et des manifestations à Paris, Lille et Limoges devaient se tenir, mardi 25 novembre, dans l'après-midi. À Paris, un rassemblement prévu à 14 heures au métro Sèvres-Babylone. Des délégations devaient être reçues, le matin, par les trois groupes parlementaires de la majorité (socialiste, communiste et RCV : radicaux, citoyens et verts), ainsi que par la préfecture de région. Les manifestants défileraient sur le boulevard Raspail, jusqu'à la station de métro Rue-du-Bac.

La Fédération syndicale unitaire (FSU) a aussi appelé les fonctionnaires retraités de l'éducation, de la recherche et de la culture à « participer aux délégations et rassemblements » prévus dans le cadre de la journée nationale d'action des retraités. Il y a un peu plus d'un an, le 22 octobre 1996, les « seniors » étaient près de 100 000 à être descendus dans les rues des princi-

pales villes de province et entre 15 000 et 20 000 à Paris, contre le projet de loi sur la dépendance du gouvernement Juppé.

Les ambitions numériques affichées cette fois-ci par les unions confédérales sont plus modestes. En effet, si l'unité syndicale est complète, des divergences de pratiques sont apparues avec certaines des associations de retraités. Alors que l'Union française des retraités (UFR) ainsi que l'UNRPA appellent leurs adhérents à rejoindre les cortèges, la Fédération nationale des associations de retraités (FNAR) et la Confédération nationale des retraités (CNR) ont décidé soit de ne pas appeler à manifester, soit de laisser la liberté d'action à leurs membres.

ALIGNEMENT SUR LES SALAIRES

Pour les unions de retraités, qui agissent au nom des 11 millions de pensionnés, veuves comprises, il s'agit surtout, dans un premier temps, de se rappeler au bon souvenir du gouvernement, et plus particulièrement de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solida-

rité, qui ne les a toujours pas reçus. Les revendications des « panthères grises » sont essentiellement d'ordre financier et portent sur les atteintes à leur pouvoir d'achat.

Dans le communiqué commun des quatre unions CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, celles-ci réclament l'indexation « des pensions de retraite sur les salaires », l'augmentation « de façon significative des pensions inférieures au SMIC », le retour « aux dix meilleures années et aux 37,5 ans de cotisation pour le calcul des pensions » et enfin « l'abrogation de la loi Thomas sur les fonds d'épargne-retraite ».

Elles demandent aussi l'annulation de deux dispositions fiscales qui touchent les retraités : le plafonnement de l'abattement de 10 % sur les pensions et de la demi-part supplémentaire accordée aux personnes seules qui ont élevé au moins un enfant. Elles rappellent notamment au gouvernement que l'alignement de l'évolution des pensions sur celle des salaires nets faisait partie des engagements contenus dans le programme électoral du Parti socialiste.

Une modification de la loi sur la dépendance, dont « l'application est jugée désastreuse » par les unions de retraités, constitue le second sujet de grief. Les unions réclament d'urgence que la gestion de la loi soit transférée aux organismes de Sécurité sociale en lieu et place des conseils généraux, accusés de « mener des politiques ou coup por coup ».

Les unions de retraités estiment que les revendications des personnes âgées sont inséparables de celles des autres générations. Elles entendent aussi que le gouvernement se saisisse de l'ensemble du problème des retraites, et ne traite pas uniquement des seuls retraités salariés.

D'après leur calcul, la pension de 15 % des retraités ne s'élève actuellement qu'à 4 200 francs (3 200 francs versés par le régime général et 1 000 francs par le régime complémentaire). Les syndicats demandent donc la revalorisation de ces basses pensions au niveau du SMIC net.

Alain Beuve-Méry

Avant... pour... 890... francs... vous... aviez...
un... logiciel... de... reconnaissance... vocale...
auquel... vous... parliez... comme... ça...

Maintenant pour 890 francs*, vous avez
un logiciel de reconnaissance vocale
auquel vous parlez comme ça.



IBM présente ViaVoice™ pour Windows® 95 et Windows NT®

ViaVoice est le premier logiciel de reconnaissance vocale qui vous permet de dicter à votre rythme. Dorénavant quand vous parlez à votre PC, vous parlez naturellement. Une fois que vous aurez essayé ViaVoice, vous n'arrêterez pas d'en parler.

* Offerte de moins de 125 000 mots, précise à 95%. Son dictionnaire comprend 50 000 mots et peut être augmenté jusqu'à 85 000 mots.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 36 LE MONDE

Cours relevés le mardi 25 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19867,33 -3,11 -18,03

Hong Kong Index 10325,36 -2,46 -23,24

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

19867,33

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

2511 2411 fin %

Paris CAC 40 2812,66 +0,36 -21,46

Amsterdam C 85 877,25 +0,20 -35,35

Bruxelles 15124 +0,34 -23,07

Francfort Dax 30 - - -

Ireland ISEQ 3712,95 -0,03 -36,22

London FT 100 4896,60 +18,94

Madrid Iboex 35 - - -

Milan MIB 30 22395 +0,49 -43,94

Zurich SMI 5668,50 +0,40 -43,79

Tirage du Monde daté mardi 25 novembre : 516 007 exemplaires